

# cahiers

## LEON TROTSKY



### L'ALLEMAGNE ET L'INTERNATIONALE

**Pierre Broué** □ Gauche allemande et Opposition  
Russe (1926-1928). □ **Gilles Vergnon** □ Les bases du tournant  
de Trotsky vers la IV<sup>e</sup> Internationale. □ **Maurice Stobnicer** □ Des  
émigrés dans le Grand Vent (Les IKD et la construction de  
la IV<sup>e</sup> Internationale) □ Documents.

22  
juin 1985

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

# CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

---

*L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).*

---

## BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*  
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

### ABONNEMENT :

#### Particuliers :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 170 F — Etranger : 250 FF ou \$ 30 U.S.

France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 350 F — Etranger : 500 FF ou \$ 55 U.S.

#### Institutions :

France : 4 n<sup>os</sup> (1 an) 200 F — Etranger : 300 FF ou \$ 35 U.S.

France : 8 n<sup>os</sup> (2 ans) 400 F — Etranger : 600 FF ou \$ 65 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n<sup>os</sup> 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

---

# cahiers

## LEON TROTSKY

---

N° 22

JUIN 1985

---

### L'ALLEMAGNE ET L'INTERNATIONALE

Institut Léon Trotsky — Et le Monde tourna avec l'Allemagne ... 3

#### ARTICLES

Pierre Broué — Gauche allemande et Opposition russe  
(1926-1928) ..... 4

Gilles Vergnon — Les bases du tournant de Trotsky  
vers la IV<sup>e</sup> Internationale ..... 26

Maurice Stobnicer — Des émigrés dans le Grand Vent  
(Les IKD et la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale) ..... 40

#### DOCUMENTS

Ruth Fischer — Trotsky à Paris, 1933 ..... 56

Alain Calvié présente la correspondance Trotsky-Glowna  
en 1932 ..... 75

E. Bauer — Rapport à Trotsky (7 septembre 1933) ..... 110

#### LES DEPARTS

George Lavan Weissman (1916-1985) ..... 114

Jean Rous (1908-1985) ..... 115

Jean-Michel Brabant (1951-1984) ..... 116

NOTES DE LECTURE ..... 118



## Et le Monde tourna avec l'Allemagne...

*C'est une banalité que de dire que le sort de l'humanité — y compris les massacres et génocides de la deuxième guerre mondiale — s'est joué en Allemagne au temps de la « résistible » marche au pouvoir de Hitler.*

*C'est autour de cette idée que ce numéro a été conçu et organisé par Gilles Vergnon dont les recherches portent sur la période 1932-1934, autour de la crise et de la recomposition du mouvement ouvrier après la catastrophe de 1933. Articles et documents se suivent dans un ordre chronologique.*

*Au centre de ce travail, l'article-pivot de Gilles Vergnon sur « les bases du tournant de Trotsky vers la IV<sup>e</sup> Internationale », résultat retardé de l'écrasement du prolétariat allemand et conséquence directe de la servilité de tous les P.C. mondiaux devant l'Internationale faillie. En regard, un document remarquable, un chapitre inédit des mémoires de Ruth Fischer. L'ancienne collaboratrice de Zinoviev et dirigeante de la Gauche et du P.C. allemand retrace ses contacts avec Trotsky dans l'exil de Paris, restitue l'atmosphère « fin de règne » de l'Internationale communiste à cette époque — et « explique » Trotsky comme elle l'a compris.*

*Pierre Broué s'est attaché à la « préhistoire », l'histoire de l'Opposition de gauche allemande des années vingt, les rapports complexes et difficiles entre « zinoviévistes » et « trotskystes » — une histoire souterraine dont le poids compte dans les années décisives. Alain Calvié présente la période du début des années trente à travers la correspondance entre Trotsky et Kurt Glowna (Florian Geyer) dans le cours de 1932.*

*Pour la période d'après-tournant, un rapport de Bauer (E.H. Ackerknecht) adressé à Trotsky à l'automne 1933 montre les tragiques faiblesses de l'instrument historique dont disposait ce dernier pour ce tournant capital. Maurice Stobnicer étudie à travers les archives de Paul Richartz l'histoire difficile et douloureuse d'une émigration politique qui tente de survivre contre le vent.*

Pierre Broué

## Gauche allemande et Opposition russe de 1926 à 1928

Au colloque de Follonica sur Trotsky, Michel Prat, un spécialiste de Korsch, a présenté une communication sur « Crise du P.C. russe et crise du Komintern : Trotsky et la question d'une opposition de gauche internationale (1926-1927) »<sup>1</sup> — choix qui s'explique par le fait que le colloque portait sur Trotsky et non sur Korsch. Ce sont pourtant les thèses korschistes qui ont déterminé les conclusions de Michel Prat qu'on voudrait discuter ici en poussant jusqu'à l'année 1928 qu'il exclut du titre de sa communication, mais traite dans le texte et les notes.

Michel Prat part d'un truisme dans lequel il voit « un phénomène tout à fait remarquable », dont il assure qu'il est « pourtant resté quasi inobservé dans la vaste littérature consacrée à Trotsky », à savoir que, jusqu'en 1927, « sa défaite complète », comme il dit, ce dernier a mené son combat internationaliste « essentiellement à l'intérieur du P.C. russe ». <sup>2</sup> Dans sa conclusion, il va plus loin, assurant que Trotsky, comme Zinoviev, élaborait une politique reposant « en fin de compte sur la même analyse réaliste de la hiérarchie existant de fait entre le P.C. russe et le Comintern » et qu'il fut ainsi prisonnier « d'une logique de l'action dans le cadre du monopole russe du pouvoir », donc conduit à « négliger les potentialités d'une opposition de gauche internationale ». <sup>3</sup>

Nous ne doutons pas, bien entendu, qu'une telle analyse puisse se trouver sous la plume de Korsch et même résumer l'analyse critique que ce dernier fait du rôle de Trotsky et de sa politique dans ce cadre et sur ce point. On nous permettra en revanche de la juger hâtivement ficelée et bien gratuitement affirmée, sans trop de souci de la réalité historique et des contradictions réelles sur la base desquelles devait être élaborée la politique des oppositionnels.

Le raisonnement de Michel Prat est en effet très simple, se décomposant presque comme un syllogisme. L'Opposition de gauche au sein du P.C. allemand était de l'ordre de 30 % des militants en 1926 ; elle était négligeable en 1929. Dans l'intervalle, l'Opposition russe avait mené son combat en fonction des éléments dont elle disposait dans le parti dont elle dépendait et les oppositionnels allemands le lui avaient vivement reproché :

c'est donc parce que l'Opposition russe les a négligés que les oppositionnels allemands ont été défaits : C.Q.F.D. Mais ce serait trop beau si l'histoire et la politique se dessinaient aussi simplement et harmonieusement sous la forme de propositions en noir et blanc qui permettraient la distribution des bons et des mauvais points par les maîtres d'école des décennies ultérieures.

### La Gauche du K.P.D.

Il est vrai que la « Gauche allemande » qui correspondit en 1926-27 à l'Opposition unifiée en Union soviétique avait, à la différence de l'Opposition de gauche de bien d'autres pays, une existence réelle et, pour une opposition dans un P.C., un caractère de masse, qu'elle était implantée solidement dans plusieurs secteurs authentiquement prolétariens, avec des dirigeants qui avaient été des cadres du parti dans les années précédentes. Loin d'être marginale, elle se situa au contraire au cœur du plus ouvrier des P.C. d'Europe, le plus proche du « modèle » bolchevique.

Mais la Gauche allemande n'est pas née de la même division à l'intérieur du parti allemand que l'Opposition russe de celle du parti bolchevique. Elle est née sur les problèmes de la lutte pour le pouvoir en Allemagne avant que surgisse en U.R.S.S. la question du « socialisme dans un seul pays » voire de la « lutte contre le trotskysme ». La Gauche allemande de Ruth Fischer et de Maslow, de Werner Scholem et Hugo Urbahns, n'est ni un regroupement marginal d'apparatchiks ni un cénacle d'intellectuels comme ses équivalents français, mais l'expression d'un authentique courant de la classe ouvrière allemande et, plus précisément, de ce courant caractéristique de l'après-guerre en Allemagne qu'on peut appeler le « gauchisme ouvrier », si l'on veut bien toutefois ne pas oublier que le « gauchisme », dans le langage bolchevique, est tout simplement « le communisme de gauche », donc un courant communiste. Ce courant est né de la lutte contre la bureaucratie de la social-démocratie allemande avant-guerre, puis du combat antimilitariste et pacifiste de la guerre, et porte son empreinte. Il s'est exprimé spectaculairement dans le V.K.P.D. naissant, qu'il a d'ailleurs entraîné au désastre de la « Commune de Berlin », puis a commencé sa dérive avec la fondation, en 1920, du K.A.P.D. dans la ligne des Néerlandais Pannekoeck et Gorter et du gauchisme européen. C'est une résurrection de ce « gauchisme » vrai que l'apparition en 1921, au cœur du parti allemand, dans son *Bezirk* de Berlin-Brandebourg, de cadres intellectuels et ouvriers qui vont développer avec enthousiasme les implications allemandes de la fameuse « théorie de l'offensive », née de la créativité théorique de Boukharine et malheureusement appliquée en Allemagne par Béla Kun — une « bélakunerie », disait Lénine.

Les hommes et les femmes qui dirigent ce courant n'ont pas de leçons à recevoir pour se frayer leur chemin dans la jungle qu'est déjà l'Internationale à partir de 1921 et, très rapidement, leurs chefs de file

entrent dans la mouvance de Zinoviev, dont l'appui peut être décisif pour eux : ils peuvent de leur côté lui apporter une aide considérable. Depuis qu'ils se sont constitués en courant, ils sont des adversaires déterminés de Trotsky — et de Lénine d'ailleurs — qu'ils considèrent au fond comme des opportunistes. C'est Ruth Fischer qui se fit, dans le K.P.D. comme l'Internationale, le chantre d'une « bolchevisation » dont on sait aujourd'hui qu'elle eut pour résultat essentiel de soumettre le parti à son appareil et d'étrangler la démocratie du parti qui caractérisait alors les traditions bolcheviques de tendances et de fractions rivales. C'est encore Ruth Fischer, ultra de la fraction zinoviéviste internationale, qui propose dans le quartier ouvrier de Wedding à Berlin une résolution réclamant l'exclusion de Trotsky.<sup>4</sup> Ce sont ces « gauches » qui traquent dans le parti le moindre symptôme de « trotskysme ». Ainsi la Gauche allemande n'est-elle nullement le courant allemand d'une « gauche » internationale dont Trotsky est, comme on sait, le chef de file. Elle est un authentique courant, proprement allemand et gauchiste, dont les dirigeants ont lié partie dans l'I.C. avec Zinoviev, avec l'appareil et la fraction de l'appareil de plus en plus réduite qu'il contrôle jusqu'en 1925. Ce sont là deux raisons suffisantes pour expliquer l'hostilité des gauches allemandes à l'égard de Trotsky et la piètre opinion que ce dernier avait alors des capacités politiques de leurs dirigeants, que rien, par conséquent, ne prédisposait, bien au contraire, à être des « trotskystes », voire des alliés de Trotsky.

Or leur rencontre se fit sur un terrain dont on a tendance — et Michel Prat le premier — à oublier combien il était surprenant et à quel point il parut, à beaucoup, répugnant : celui de l'Opposition unifiée dans laquelle Zinoviev et Trotsky se côtoyaient, « mariage contre nature » pour tous ceux, Russes ou étrangers, qui avaient participé aux combats de 1923-1924 entre l'Opposition de 1923 et la troïka emmenée à l'époque par Zinoviev. C'est seulement parce que Zinoviev, leur chef de file et patron dans l'appareil, est engagé dans l'alliance avec Trotsky que Ruth Fischer, Maslow, Urbahns se retrouvent dans un bloc soutenant Trotsky dont les séparent leur interprétation du front unique, l'appréciation sur l'action de mars 1921, sur les causes du fiasco de la révolution allemande en 1923 et surtout de l'existence ou non dans ce pays, à partir de 1924, d'une « stabilisation » que Trotsky a été le premier à déceler mais que les « Ruthènes », comme on dit, refusent obstinément de voir. Telle est la situation en cet été 1926 où les gauches allemands comprennent qu'ils sont engagés, *nolens volens*, dans une alliance avec les ultra-gauches du K.P.D. dont le premier objectif est de défendre l'opposition constituée avec Zinoviev et... Trotsky. Ils se gardent d'ailleurs bien de le crier trop fort et le premier texte de l'Opposition allemande, d'inspiration visiblement « ruthène », parle de l'Opposition unifiée en employant le vocable d'« Opposition de Leningrad », cite comme ses dirigeants Zinoviev,

Kamenev et Kroupskaïa et ne fait allusion à Trotsky que pour assurer qu'il s'est « rallié à Zinoviev », malgré les attaques lancées contre lui par ce dernier.<sup>5</sup>

Et pourtant, c'est vraiment un nouveau départ que celui de cette tendance déjà ancienne, au début de l'été 1926, dans le conflit qui embrase déjà l'univers communiste. Son chef de file était, depuis sa sortie de prison, Hugo Urbahns, le héros de l'insurrection de Hambourg en 1923. Il est rejoint alors par Maslow, également libéré de prison, et Ruth Fischer, revenue d'U.R.S.S., malgré une décision du C.E. de l'I.C., avec la complicité de Zinoviev et de Boukharine.<sup>6</sup> Elle a eu, avant son départ, de longues et franches conversations avec Zinoviev, dans les semaines qui ont suivi l'écrasement de la « Nouvelle Opposition ».<sup>7</sup> Elle a été informée et elle a donné son accord pour les perspectives de lutte au sein du K.P.D. et de l'I.C., approuvé le « bloc » qui se prépare en U.R.S.S. où les zinoviévistes négocient simultanément avec les trotskystes et les vieilles oppositions gauchistes, Opposition ouvrière et Centralisme démocratique.

#### « Opposition unifiée » dans le K.P.D.

Le combat des alliés allemands de l'Opposition unifiée commence par un sérieux revers. Ruth Fischer et Maslow ont évidemment pris contact avec les autres tendances de gauche et d'extrême-gauche y compris ceux qu'on appelle « ultra-gauches » et, parmi eux, le groupe de Karl Korsch qui remet en question le caractère prolétarien de la révolution d'Octobre et a été exclu du K.P.D. un an auparavant. Or une circulaire interne du groupe Korsch révèle en clair ces contacts et tombe aux mains de l'appareil du K.P.D.<sup>8</sup> : à la mi-août, Ruth Fischer et Maslow sont exclus du parti pour « indiscipline » et « scissionnisme ».<sup>9</sup> Leur cas va servir d'exemple, dans la presse russe, de la façon dont les oppositionnels s'allient aux « ennemis de l'U.R.S.S. ».

Il semble que, dans un premier temps, cette exclusion, symptomatique de la volonté de l'I.C. de mettre au pas le parti allemand et d'y briser une tradition démocratique solide — déjà entamée, il est vrai, par l'ère de gouvernement de Ruth Fischer-Zinoviev —, ait servi la cause de l'opposition en indignant les militants. C'est sur la corde de la démocratie ouvrière et de la libre discussion que joué le texte manifestant la solidarité des gauches allemands avec l'Opposition russe. Cette déclaration, préparée par des discussions entre les dirigeants de la Gauche, ceux de Wedding et du groupe Korsch, marque cette solidarité avec des accents tout à fait « zinoviévistes » par la référence exclusive, non à l'Opposition unifiée, mais à l'« Opposition de Leningrad » (la Nouvelle Opposition) précédemment battue. Elle se prononce contre la théorie et la perspective de la « construction du socialisme dans un seul pays » et condamne la politique « opportuniste » de l'Internationale qui en découle, selon elle, mécaniquement.

quement. Elle revendique une information totale dans toutes les sections, la publication des documents de l'Opposition russe et met en garde contre les pratiques bureaucratiques qui sont en train, écrit-elle, de créer « un danger de scission ». Elle revendique l'annulation de toutes les mesures disciplinaires, à commencer par celles qui frappent Zinoviev « l'homme du congrès de Halle », c'est-à-dire de l'attachement du prolétariat allemand au communisme, à partir de 1920. Ce texte, massivement contresigné, est rendu public le 11 septembre 1926 : parmi les 700 noms publiés, tous membres du parti, on relève ceux de plusieurs membres du comité central (Urbahns et Hans Weber, de Wedding), cinq députés au Reichstag, huit au Landtag de Prusse et nombre de responsables aux divers échelons, dont un certain nombre dans les Jeunesses communistes.<sup>10</sup> La campagne de signatures a été organisée et menée de bout en bout par le maître organisateur qu'est Werner Scholem.

La direction du K.P.D. riposte avec brutalité. Dans la plupart des districts, les signataires sont relevés sur-le-champ de leurs fonctions. La presse fait campagne contre cette « tentative criminelle de scission », « le document antibolchevique » de l'Opposition. Elle obtient quelques reculades, certains revenant sur leur signature sous pression ou intimidation. Incontestablement, la contre-attaque de l'appareil du K.P.D. tire un grand profit des événements qui se déroulent en U.R.S.S. au même moment, même si Michel Prat exagère quand il écrit que « c'est finalement le comportement de l'Opposition unifiée qui allait briser la dynamique internationale de l'action de la Gauche du K.P.D., transformant ainsi le « Manifeste des 700 » en sommet sans lendemain ». <sup>11</sup>

La vérité est que l'Opposition unifiée en U.R.S.S., s'étant vu signifier l'interdiction de s'exprimer dans le parti, avait tenté ce qu'elle appelait d'un terme militaire une « sortie » qui avait totalement échoué, se heurtant aux violences d'une minorité d'*apparatchiki* staliniens sous l'œil sinon indifférent, du moins passif de la majorité des militants du parti, ces derniers revenant parfois, sous la menace, sur un vote favorable à l'Opposition, comme dans le cas bien connu de l'usine Aviopribor. L'échec de la sortie, la défaite subie, ouvrent une crise au sein de l'Opposition unifiée pour laquelle Zinoviev au moins avait nourri des espoirs de progrès immédiats. L'appareil menace d'exclure les membres de l'Opposition, comme il l'a fait en Allemagne, s'ils ne désolidarisent pas des éléments déjà exclus et de tous ceux qui appellent à la scission et à la fondation d'un « deuxième parti ». Zinoviev, dépouillé en une année de la plupart de ses responsabilités, semble prêt à céder et dissoudre l'Opposition. Pour préserver cette dernière, Trotsky préconise une retraite, la reconnaissance que l'Opposition a agi en fraction, le renoncement aux méthodes fractionnelles et l'acceptation loyale de la discipline, sans pour autant renoncer aux idées mises en avant et défendues. Le bureau politique accepte la discussion sur cette base, exige cependant que l'Opposition de

gauche désavoue publiquement, entre autres, Ruth Fischer et Maslow puisqu'ils sont exclus de l'Internationale. L'Opposition unifiée passe par ces conditions et formule ce désaveu dans sa déclaration « pacifique » du 16 octobre 1926 <sup>12</sup>.

Il est indéniable qu'un tel désaveu a pu peser en Allemagne sur des militants que l'Opposition pensait mobiliser pour son combat avec l'Opposition russe et rejeter en arrière des militants moins conscients raisonnant en termes de services rendus, voire les naïfs qui pouvaient croire tout simplement que les arguments de l'Opposition russe contre le « travail de fraction » lui étaient dictés par son expérience et sa réflexion. Mais il est vrai que, dans la ligne qui était celle de l'Opposition unifiée, la lutte pour convaincre le parti, la nécessaire retraite n'était pas du tout facilitée par le fait que Ruth Fischer et Maslow étaient exclus : le désaveu était bel et bien la loi que les oppositionnels russes ne pouvaient enfreindre sans sa trouver eux-mêmes en-dehors de ce parti pour lequel ils luttèrent. Il nous semble donc qu'il faut corriger ici pratiquement chacun des termes de l'appréciation de Michel Prat précédemment citée : il n'existait pas de « dynamique internationale de l'action de la Gauche », mais seulement la constitution d'une opposition avec des résultats initiaux encourageants ; cette constitution ne fut pas « brisée », mais seulement sérieusement gênée ; enfin le « Manifeste des 700 », qui n'était et ne pouvait être « un sommet », ne fut pas non plus « sans lendemains ».

Le compte-rendu, publié dans *Die rote Fahne* du 22 octobre 1926, de l'assemblée de délégués de Berlin-ville, trois jours après la publication en allemand de la « déclaration pacifique » des Russes, en fait foi : la résolution de la majorité stalinienne obtient 806 voix, contre 323 à celle de l'Opposition, tandis que la motion pour la réintégration de Ruth Fischer et Maslow obtient les voix de 276 délégués <sup>13</sup>.

Tandis que Korsch, dont la position n'est sans doute pas trop inconfortable, dénonce violemment... ce qu'il appelle « la capitulation honteuse des chefs de l'Opposition de gauche », <sup>14</sup> Urbahns s'attaque surtout à minimiser la portée de leur déclaration du 16 octobre, évoque les « pressions » qu'ils ont dû subir et se contente d'assurer que l'Opposition hors d'U.R.S.S. risque d'en être affaiblie. <sup>15</sup> En fait, le désaveu des Russes gêne d'autant plus les oppositionnels allemands qu'ils n'ont pas élaboré sur les questions allemandes, voire mondiales, et que leur manifeste a centré son argumentation autour de la « question russe ». Les exclusions du K.P.D. d'oppositionnels de gauche, qui continuent après la déclaration du 16 octobre, avaient, on le sait, commencé bien avant, avec l'exclusion de Ruth Fischer et de Maslow, venant après celles de Korsch et autres « gauchistes ».

En fait, le problème n'est pas tant, comme semble le croire Michel Prat, que l'Opposition russe a « abandonné » l'Opposition allemande, mais que c'est en Allemagne que la bureaucratie met au point, à l'intérieur

du K.P.D., les méthodes qu'elle utilisera plus tard pour tenter de faire voler en éclats l'Opposition russe. Après la conférence du parti du 20 octobre, où la résolution du comité central est approuvée par 469 contre 92, <sup>16</sup> la direction somme les responsables de la gauche de désavouer publiquement l'intervention qu'Urbahns y a faite en leur nom. Les oppositionnels allemands refusent fort justement ce qui aurait alors constitué une véritable « capitulation » en même temps que la condamnation de leurs propres idées. Le 5 novembre, Urbahns, Scholem et Schwan sont à leur tour exclus du parti. <sup>17</sup> A la fin du mois, Ruth Fischer, Urbahns, Scholem et Schwan, vont à Moscou défendre devant une commission de l'exécutif de l'I.C. l'appel qu'ils ont déposé contre leur exclusion : il est impossible de douter qu'ils agissent ainsi en plein accord avec les dirigeants russes de l'Opposition unifiée. Ruth Fischer explique à la commission que ses amis et elle-même n'ont pas voulu prendre le risque de venir avec Maslow, car, citoyen russe, ce dernier pourrait être retenu contre son gré. <sup>18</sup> Comme l'Opposition russe, elle condamne l'activité fractionnelle, mais précise qu'elle englobe dans cette condamnation ce qu'elle appelle « le travail de fraction de la majorité ». A l'unanimité, l'exécutif confirme l'exclusion <sup>19</sup> que va suivre une sévère épuration du parti allemand. Ainsi l'Opposition allemande se trouve-t-elle exclue du parti allemand un an avant l'Opposition russe du parti russe ! C'est là — si l'on peut dire — l'explication de cette absence que Michel Prat appelle « sa défaite au congrès d'Essen » en mars 1927 <sup>20</sup>. Curieusement, notre ami, fidèle à son idée, assure que l'Opposition russe avait ainsi « indirectement porté un coup fatal à l'Opposition allemande » <sup>21</sup> — une conception un peu surprenante tout de même puisqu'elle fait totalement abstraction, non seulement de la réalité du parti allemand, mais encore de la force politique qui réalisa ces exclusions, remporta ces « victoires » et infligea ces « défaites » : l'appareil stalinien international, ainsi involontairement lavé de toute son activité répressive par un procureur qui, de toute évidence, a un moment de distraction et se trompe d'accusé quand il attribue « le coup fatal » !

### L'Opposition « unifiée » hors du K.P.D.

Au moment où la question chinoise, avec la subordination au Guomintang imposée au P.C. chinois par Staline-Boukharine, va donner à l'Opposition russe un second souffle sur un terrain qui relève de l'Internationale et non plus du seul parti russe, l'Opposition allemande est contrainte à se réorganiser dans des conditions difficiles puisque ses dirigeants et ses cadres sont exclus du parti et ses membres et sympathisants traqués pour être exclus : à sa première conférence nationale, le 5 décembre 1926 à Berlin participent quarante militants qui ne sont pas encore exclus du K.P.D. <sup>22</sup> Elle élit une direction qui comprend aussi bien des exclus (Ruth Fischer, Grylewicz, Joko, Scholem, Urbahns; etc.) que

des militants toujours membres du K.P.D. (Bartels, Deutschmann, Eppstein, Max Hesse, Paul Schlecht, etc.). Elle décide également la publication d'un périodique intitulé *Mitteilungsblatt (Linke Opposition der KPD)* à partir du début de janvier 1927, et l'élaboration, pour ce premier numéro, d'une « Plateforme » qui comporte notamment une analyse de la « stabilisation relative du capitalisme » et du déroulement de la grève générale britannique dans le cadre de cette stabilisation. <sup>23</sup>

Michel Prat considère comme « symbolique » le fait que les oppositionnels russes n'aient cherché « l'appui des oppositions qu'après leur faillite » <sup>24</sup>, écrit que « Trotsky ne commencera à modifier son attitude envers la gauche du K.P.D. qu'à la suite du congrès de Essen » <sup>25</sup>. La simple lecture du texte auquel il fait référence pour cette affirmation, une lettre de Trotsky du 2 avril 1927, <sup>26</sup> fait justice de son affirmation. Trotsky, sur la base de la lecture du *Mitteilungsblatt*, écrit en effet d'abord pour se féliciter que Urbahns/Fischer se soient soigneusement délimités des ultra-gauchistes comme Korsch et fermement prononcés pour la défense de l'U.R.S.S. Surtout, il revient sur l'analyse nouvelle de la situation allemande faite par ce groupe et se félicite de la prise de conscience, chez ses responsables, du caractère « gauchiste » des positions antérieurement défendues par eux sur le caractère révolutionnaire de la situation allemande de 1924, et, de façon générale, de ce qui lui apparaît chez eux une « maturité politique grandissante ». En d'autres termes, Trotsky déterre la question des gauches allemands réglée bureaucratiquement par l'exclusion, pour montrer le progrès politique réalisé par ce groupe, la fin de son opposition obstinée sur une question capitale et l'abandon d'un gauchisme puéril, et en profite pour reposer la question de la réintégration de leur groupe à l'I.C. : Michel Prat, aux yeux de qui les dix délégués de l'Opposition au congrès d'Essen face aux centaines de la majorité stalinienne paraissent sans doute la preuve de sa « faillite », ne comprend tout simplement pas l'intérêt de Trotsky pour les idées défendues par l'Opposition allemande ni pour les perspectives politiques, pourtant l'essentiel pour les militants allemands ou russes de l'Opposition !

En fait, il semble bien que l'Opposition allemande ait été pendant cette année 1927 un véritable bouillon de culture, l'un des hauts lieux de la discussion politique. L'un des moyens par lesquels Staline a lutté contre l'Opposition de gauche en U.R.S.S. a été l'envoi systématique à l'étranger de ses militants pour des missions diplomatiques ou économiques : écartés du terrain principal de la lutte, le parti soviétique, ils participent au combat des oppositions communistes naissantes, ce que Staline considère comme beaucoup moins dangereux pour lui, puisque c'est avant tout l'Opposition en U.R.S.S. qu'il redoute. Ruth Fischer mentionne, parmi ceux qui ont séjourné à Berlin à l'époque, Turov, Kaplinsky, Issaiev, Perevertsev, Hertzberg, de la « vieille garde » de Leningrad <sup>27</sup> : ailleurs, elle évoque son vieil ami, l'homme de confiance de Zinoviev, Chklovsky <sup>28</sup>.

Nous savons que les diplomates membres de l'Opposition sont passés et repassés à Berlin, où l'ambassadeur Krestinsky était des leurs, et que la capitale allemande a reçu la visite de Rakovsky, venu de Paris, Kamenev de Rome, Safarov, d'Ankara. Et Ruth Fischer mentionne sans insister Eléazar B. Solntsev <sup>29</sup>.

Or nous commençons à connaître un peu ce dernier qui était né avec le siècle et s'était jeté dans le combat révolutionnaire encore lycéen : diplômé de l'Institut des professeurs rouges en histoire et en économie, un des militants les plus en vue de l'Opposition de sa génération, proche de Trotsky, généralement estimé. Attaché à la mission commerciale soviétique de Berlin, Solntsev a passé une année dans la capitale allemande et ce n'est que peu à peu que l'homme commence pour nous à émerger des documents. Il semble avoir été particulièrement lié à Urbahns, ainsi qu'à Maslow, et s'être attaché à influencer ces militants de la vieille Gauche allemande. Conseiller occulte de l'Opposition allemande, Solntsev était aussi l'organisateur de l'Opposition internationale en Europe avant de se rendre aux Etats-Unis et, à ce titre, il a été vivement critiqué, notamment par Safarov qui semble lui avoir imputé une certaine mollesse <sup>30</sup>... Mais nous retrouvons ici les problèmes politiques.

La préparation du congrès d'Essen a été marquée par la violence des affrontements — attaques brutales contre les réunions comme lors de la venue d'Urbahns à Halle le 2 février — et surtout la détermination de la répression bureaucratique qui n'hésite pas à dissoudre un groupe local, à détruire l'organisation locale dans une entreprise pour en extirper le virus oppositionnel. Malgré cela, l'opposition n'est pas anéantie. Dans le cours de la préparation du congrès, elle obtient 30 voix contre 140 à Berlin-Brandebourg, 9 contre 232 à Halle, 15 contre 100 à Magdebourg, 7 contre 150 à Wasserkannte, 5 contre 110 dans la Ruhr, 7 contre 56 en Bade. L'opposition a certes perdu son bastion de Neukölln (où elle a 37 voix contre 115), mais seulement à la suite d'un charcutage et d'un redécoupage des circonscriptions. Elle conserve encore plusieurs organisations locales, Senftenberg, Rathenow, Schneidemühl, dans le *Bezirk* de Berlin-Brandebourg, et surtout Suhl en Thuringe <sup>31</sup>. L'historien du Leninbund, R. Zimmermann relève, pour l'année 1927, 1 300 exclusions de permanents du parti liés à l'Opposition et mentionne les nombreuses réunions publiques qui se terminent par de véritables bagarres, le parti tentant de les briser et les oppositionnels organisant la défense de leurs réunions <sup>32</sup>. Un examen attentif permet en effet non seulement de démentir catégoriquement l'appréciation portée par Michel Prat suivant laquelle la fin de 1926 aurait vu une « faillite » de l'Opposition de gauche, mais démontre au contraire l'exceptionnelle vitalité d'une tendance qui conserve encore, après une année de chasse à la sorcière et de violences physiques, la direction de groupes locaux du K.P.D.

On constate pourtant — et peut-être précisément en raison du double

impact de cette répression et de cette résistance — le début d'un glissement de l'opposition à une tendance à s'organiser de façon indépendante ou, pour employer le terme consacré dans les polémiques de l'époque, à constituer, au moins dans les faits un « second parti ». *Mitteilungsblatt* n'est plus une feuille bimensuelle mais l'hebdomadaire *Die Fahne des Kommunismus* (Le Drapeau du Communisme), qui se présente fièrement comme l'organe des « marxistes-léninistes orthodoxes ». Surtout, lors des élections municipales de septembre 1927, on voit pour la première fois apparaître une liste des communistes de gauche qui s'oppose ouvertement à la liste du K.P.D. A Altona, en effet, l'organisation communiste locale a invité Urbahns à s'exprimer devant ses membres, refusé d'exclure les responsables et manifesté sa solidarité avec son responsable exclu Hubert Hoffmann. L'Opposition espère concrétiser cette résistance par un résultat électoral positif. L'opération est primitivement prévue à la fois à Hambourg et à Altona. L'échec de Hambourg n'est pas mis à profit : dans le grand port, qui est aussi le fief de Urbahns qui, cinq ans auparavant, y dirigeait l'insurrection armée des militants communistes, les tenants de la liste des « communistes de gauche » ne réussissent pas à réunir les 3 000 signatures nécessaires pour présenter et soutenir une liste. A Altona, les résultats sont peut-être plus catastrophiques encore puisque directement mesurables : alors que le KPD recueille 19 000 voix, la liste des « communistes de gauche » n'en reçoit que 365 en tout, ce qui donne un électeur « communiste de gauche » pour 52 électeurs du KPD, une proportion tout à fait inattendue pour les dirigeants de l'Opposition et un avertissement sévère dont ils ne vont pas comprendre le sens<sup>33</sup>.

C'est seulement à travers la correspondance d'exil de Trotsky, vue trop superficiellement par Michel Prat, que l'on peut se faire une idée des raisons de cette politique à bien des égards surprenante. On découvre en effet à travers les lettres d'exil de Trotsky un certain nombre de précisions sur la politique menée en Allemagne, auprès des dirigeants des communistes de gauche, par les militants zinoviévistes exilés qui se considèrent comme des représentants en mission. De la même façon qu'en Russie, les zinoviévistes, dans leur période d'activité, prennent parfois des risques considérables par rapport à leur politique, au risque d'exclusion et de sanction, il semble bien qu'une fraction, sinon la majorité d'entre eux, a poussé dans une voie qui conduisait de fait à la création en Allemagne, à partir de l'Opposition et de ses positions, d'un véritable « second parti » et que c'est bel et bien cette tendance qui s'est exprimée à travers la candidature des communistes de gauche aux élections municipales d'Altona le 25 septembre 1927. Nous savons que Solntsev a combattu cette politique. Nous savons aussi — sans plus de détails — que des contacts ont été établis par d'autres « trotskystes russes » avec les restes de l'Opposition de Wedding, Hans Weber et un militant de mère russe, Alexander (Sacha) Müller. A son arrivée à la mi-novembre, le « Leningra-

dien » G.I. Safarov, diplomate en Turquie, se livre, nous le savons, à une critique de Solntsev dont il juge l'action d'organisation insuffisante : c'est à ce moment qu'il commence avec Maslow l'élaboration de thèses programmatiques pour une nouvelle Internationale — ce qui le situe plus près de Korsch que de Trotsky. Et Safarov n'est pas un cas isolé : de passage à Berlin, Kamenev donne son appui aux projets de candidatures des gens du Leninbund aux législatives<sup>34</sup>.

Nous manquons d'éléments sur la conférence qui s'est tenue à Berlin en même temps que le 15<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., au point que de bons auteurs, longtemps et avec de bons arguments, ont douté de la réalité d'un événement qui ne semblait avoir survécu que dans la mémoire, pas toujours au-dessus de tout soupçon, de Ruth Fischer. Mais la correspondance de Trotsky, qui la mentionne à plusieurs reprises, a finalement confirmé sur ce point la version de *Stalin and German Communism*. La conférence a été préparée par plusieurs voyages. Grylewicz est allé à Prague, a été reçu par les dirigeants du parti Viktor Stern et A. Zapotocký, au secrétariat et leur a donné les informations que l'exécutif de l'I.C. ne leur a pas communiquées<sup>35</sup>, Ruth Fischer a également été reçue à Paris par deux membres du secrétariat, Paul Marion et Dallet<sup>36</sup>. Mais le contact a été pris aussi à cette occasion avec les opposants qui se réclament de « la gauche », le groupe Treint-Suzanne Girault en France, Michalec-Neurath en Tchécoslovaquie<sup>37</sup>. Nous savons que finalement plusieurs groupements d'opposition européens furent représentés à la conférence de Berlin, à laquelle participaient une vingtaine de Russes<sup>38</sup>, militants de l'Opposition, dont Solntsev et Safarov. Ce dernier semble avoir tenu le haut du pavé avec une politique qui se résumait, selon Trotsky, par la formule « Il est minuit moins cinq », un appel à la lutte sans réserve passant par la scission immédiate à l'échelle internationale<sup>39</sup>. Nous ignorons si les gens de Wedding étaient représentés et savons seulement que deux de leurs membres du Palatinat, Frenzel et Baumgartner, avaient conféré avec Rakovsky à sa traversée de l'Allemagne lors de son rappel de France<sup>40</sup>. Safarov a-t-il brutalement changé de ligne au milieu d'une intervention en recevant un télégramme de Moscou qui annonçait la décision de Zinoviev de capituler, comme l'assure Ruth Fischer, ou bien a-t-il tourné comme les autres en arrivant à Moscou ? Nous l'ignorons. Ce qui est certain, c'est que le projet de thèses pour la nouvelle Internationale rédigé par Maslow et Safarov<sup>41</sup> ne fut plus mentionné et que l'Opposition allemande s'engagea sur une voie moins franchement scissionniste en décidant de se proclamer comme « fraction publique » sous le nom de Leninbund.

Nous avons maintenant tous les éléments qui nous permettent de développer les raisons de l'hostilité de Trotsky et de sa fraction à ce projet. Dès le 14 janvier, Trotsky écrit à Perevertsev<sup>42</sup> qu'il faut absolument, après l'expérience d'Altona, renoncer à la présentation de candidatures,

c'est-à-dire « d'abandonner notre ligne pour des mandats problématiques ». Il précise que le projet de formation d'une Ligue (Bund) lui paraît erroné : « Le nom de l'Opposition est assez populaire et il a un caractère international. Le terme de « Ligue » n'ajoute rien, mais il peut devenir le pseudonyme d'un deuxième parti ». Il va revenir sur cette question dans une lettre adressée au congrès du Leninbund attribuée à « un communiste russe » dans *Die Fahne des Kommunismus*. Relevant qu'il n'existe en Allemagne ni poussée des masses, ni mouvement vers la gauche, comme le démontrent les résultats d'Altona, il s'attache à montrer que le noyau prolétarien du K.P.D. reste attaché à ce parti par son désir de défendre l'U.R.S.S. et une réelle réserve à l'égard d'une « opposition » d'autant moins convaincante qu'elle ne peut agir. Il pense que l'opposition allemande doit commencer par se tourner vers les questions allemandes, ce qui, avec la confirmation de son analyse par des développements en U.R.S.S., va créer les conditions pour qu'elle devienne un mouvement de masse. Il adjure donc les dirigeants de l'opposition allemande de renoncer à leur projet électoral : « Nos candidatures propres signifient : « Le K.P.D. n'est plus communiste. A bas le K.P.D. ! » Ce pas signifiera que la scission est consommée et il rendra impossible la conquête du parti. Ce serait un suicide ». Ses propositions sont simples : « Les exclus restent un groupe de propagande avec leur hebdomadaire et agissent sur le parti du dehors. [...] Les oppositionnels luttent par tous les moyens [...], se soumettent aux décisions, mais luttent durement pour leurs convictions » 43.

C'est sans doute le successeur de Solntsev en Allemagne — que nous ne connaissons que sous l'initiale de « L. » — qui transmet cette ligne. Solntsev, lui, la juge mauvaise par ses conséquences, qui consistent à pousser les Allemands à ne pas s'organiser. Il va écrire à ce sujet à Trotsky :

« Je considère comme absolument erronée la position que vous avez prise au sujet des mesures d'organisation des Allemands. [...] J'ai constaté que ces formations fondaient parce qu'elles n'étaient pas organisées. La fraction non plus ne gagnera rien à négliger les questions d'organisation » 44.

En fait, les conseils de Trotsky ne sont pas écoutés. Paradoxalement, l'impulsion donnée à gauche par les zinoviévistes l'année précédente se révèle décisive à l'heure où ses inspirateurs pourtant capitulent en U.R.S.S. sans conditions. Le 4 mars 1928 se tient la conférence qui va lancer le mot d'ordre d'organisation du Leninbund avec un appel aux travailleurs allemands :

« Nous n'avons pas un programme nouveau ! Nous ne fondons pas un nouveau parti ! Ce que nous voulons c'est que se rassemblent tous les communistes qui se situent sur la base de Lénine, qui reconnaissent les décisions des cinq premiers congrès de l'I.C., afin de réunifier les rangs de tous les communistes authentiques dans le combat contre l'opportunisme et le révisionnisme sous toutes ses formes » 45.

Les statuts préciseront :

« Le Leninbund est le rassemblement organisationnel de tous les communistes, à l'intérieur et à l'extérieur du K.P.D., qui luttent contre le stalinisme pour la réunification sur la base des fondements léninistes de tous les communistes d'Allemagne et dans l'Internationale communiste » 46.

### **Le Leninbund : fraction publique ou second parti ?**

Le Leninbund qui va être formellement constitué à Berlin les 8 et 9 avril 1928 dans l'immeuble du Landtag par une conférence de fondation qui réunit 153 délégués et trois Russes au milieu d'une centaine d'hôtes, est incontestablement une organisation ouvrière révolutionnaire, un enfant légitime de Spartakus, de l'U.S.P.D. de gauche et du V.K.P.D. Les chiffres donnés à ce sujet par les organisateurs pour 150 délégués sur 153 sont significatifs 47.

C'est d'abord une organisation jeune d'hommes qui ont vécu les combats de classe depuis 1917 : 37,4 % des délégués ont moins de 30 ans, 60 % moins de 35 ans. En 1917, à l'époque de la révolution d'Octobre, 60 % avaient moins de 25 ans, 37,4 % moins de 20 ans, ce qui en fait une organisation nettement plus jeune que le S.P.D. mais aussi que le K.P.D.

En ce qui concerne l'origine politique, on constate que 50 % des délégués appartenaient à une organisation politique avant la révolution de novembre et 43 % avant la première guerre mondiale. 17 % d'entre eux sont venus au mouvement communiste dans l'année des combats révolutionnaires de 1918-19 et le reste, 21 %, à travers le chômage, l'inflation et la crise révolutionnaire de 1923. 74 délégués ont été membres du parti social-démocrate et 78 de l'U.S.P.D., 19 ont appartenu au Spartakusbund, 2 au parti social-démocrate autrichien et un au Bund. 149 des 150 délégués ont à un moment ou un autre appartenu au K.P.D. : 101 (67,3 %) en ont été exclus, 17 (soit 11,3 %) en sont partis d'eux-mêmes, 31 (soit 20,7 %) en sont encore membres.

La composition sociale des délégués n'est pas moins significative : 127 d'entre eux, soit 84,7 % sont ouvriers d'industrie, 8 (5,3 %) employés de commerce, 15 (10 %) exercent des professions non salariées.

On a moins de documents concernant les effectifs de l'organisation, probablement plus près des 2 000 qui constitueront leur effectif de 1929 que des 11 000 qu'on dénombrait dans les rangs de l'opposition en 1927. Ses principaux bastions se trouvent à Berlin où il y a des membres du Leninbund dans tous les districts, dans la région de Dortmund, notamment Mannheim, Bruchsal, Karlsruhe, dans le Wasserkante, fief de Urbahns, à Cologne, Aix-la-Chapelle, Suhl en Thuringe, Halle, Magdeburg, Zeitz, dans le Palatinat, etc. Au congrès de fondation, Scholem assure dans son rapport que l'organisation du Leninbund influence un total de 80 à 100 000 ouvriers communistes à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Le chiffre est sans doute exagéré, bien que le fait que le Leninbund

possède, depuis le début de 1928, avec le journal de Suhl *Volkswille*, un quotidien, puisse permettre d'imaginer qu'il jouit d'une influence démultipliant nettement le nombre de ses adhérents proprement dits.

La question posée est cependant l'orientation fondamentale de ce groupe. Sur proposition d'Urbahns en effet, le congrès du Leninbund décide de participer aux élections au Reichstag pour tenter de conserver quelques-uns des sièges qu'il y a conservés après l'expulsion des siens du K.P.D. Les craintes de Trotsky se matérialisent : en opposition à toutes les affirmations de leur manifeste et aux dispositions de leurs statuts, les délégués, malgré une intervention déterminée de Heinz Lagerhans, un « Ruthène », votent, avec seulement 26 voix contre, la participation aux élections. L'I.C. saisit la balle au bond. Par une déclaration rendue publique le 8 mai 1928, elle s'engage à réintégrer dans les six mois les militants qui quitteraient immédiatement le Leninbund et s'engageraient à se retirer de ses listes pour les élections <sup>48</sup>. Dès le lendemain, Maslow et Ruth Fischer, avec trois de leurs camarades, affirment que la résolution de l'I.C. « reflète l'état d'esprit de larges couches ouvrières communistes en faveur de l'unification de tous les communistes » et soulignent la nécessité pour les communistes de soutenir le « tournant à gauche » du P.C.U.S. dans la question de la collecte du blé <sup>49</sup>. Position ambiguë où s'expriment à la fois les préoccupations qui étaient celles de Solntsev et sans doute la pression de Zinoviev et Kamenev pour ramener dans la ligne qui est la leur et qui passe par la capitulation, leurs camarades allemands. Quelques jours plus tard, à son tour, Werner Scholem, qui rejoint Max Hesse, démissionne à son tour et appelle à voter pour les candidats K.P.D. <sup>50</sup>. Il considère la décision comme une violation des bases même du Leninbund, un coup pour les ouvriers révolutionnaires du K.P.D., le début de la décomposition pour le Leninbund, gagné par l'« esprit de secte ». Il affirme : « Tous les camarades oppositionnels qui veulent défendre les principes communistes doivent lutter aujourd'hui pour la réunification dans l'I.C., comme le font également nos camarades russes, même quand ils ont été bannis ».

En fait, le Leninbund est entré dans une crise grave. L'objectif du C.E. de l'I.C. est de provoquer la rupture de nombre de ses militants avec ce qu'il appelle « le groupe contre-révolutionnaire Fischer-Maslow-Urbahns » — pseudonyme du Leninbund dans les textes de Moscou. Et ce sont Maslow et Fischer qui tendent la main les premiers pour bénéficier de la grâce offerte à qui les renierait ! La confusion est à son comble : Trotsky lui-même n'a-t-il pas cru un instant que Maslow et Fischer rompaient avec le Leninbund pour des raisons analogues aux critiques qu'il adressait à sa fondation, alors qu'en réalité ils s'engageaient, avec quelque retard et sans le dire, dans la voie de Zinoviev et de Kamenev avec lesquels ils avaient rétabli le contact <sup>51</sup> ? Un rapport de Scholem <sup>52</sup> adressé à la direction quelques jours avant sa démission <sup>53</sup> souligne deux

autres aspects graves de la crise : la situation financière dramatique d'une organisation couverte de dettes qui porte un quotidien à bout de bras et s'appauvrit chaque jour, la disparition totale de pratiquement tout lien avec le K.P.D. et les développements politiques profonds en son sein. L'illustration la plus dramatique de ces affirmations se produit en mai quand, suivant en cela l'initiative du dirigeant local Guido Heym qui a cherché à sauver « son journal », le groupe du Leninbund de Suhl passe... au parti social-démocrate. La direction nationale réussit pourtant à ressusciter un *Volkswille* sur petit format qui paraît trois fois par semaine à partir du 18 mai — deux jours avant le vote pour le Reichstag <sup>54</sup>.

Les élections sont la catastrophe prévisible : les listes oppositionnelles obtiennent 80 230 voix dans les 24 circonscriptions (sur 35) où elles ont été présentées : 0,26 % du total des votants alors que le K.P.D., avec 3 262 986 voix, en obtient 10,6 % <sup>55</sup>. Le Leninbund n'a plus aucun élu sur le plan national. La *Pravda* exulte devant le camouflet infligé, selon elle, aux « trotskystes » par la classe ouvrière allemande. Trotsky écrit d'Alma-Ata à ses camarades :

« Les 80 000 voix ne sont certainement pas celles de nos camarades d'idées ; ce sont évidemment des partisans de l'aile ultra-gauchiste du Leninbund et des ultra-gauchistes en général (Korsch et autres). Nos camarades appelaient à voter pour les candidats officiels du parti et à juste titre. Mais la stupidité des bureaucrates est la seule explication du fait que la *Pravda* hausse avec mépris les épaules devant les 80 000 voix obtenues par les ultra-gauchistes (que les falsificateurs appellent sans raison « trotskystes »). 80 000 est un chiffre très important, si on n'oublie pas que seuls des individus choisis pouvaient voter pour des candidats aussi purement démonstratifs, pas les masses » <sup>56</sup>.

Moins d'un an auparavant, dans une lettre à un camarade du parti qui appartenait à la fraction des conciliateurs, il précisait sa position à l'égard du Leninbund :

« Parler d'un bloc *organisationnel* est absolument faux. Toutes les affirmations en ce sens sont des fabrications. Mais il existe incontestablement une affinité idéologique et politique, autant que je puisse en juger d'après les publications de ce groupe que je reçois. Je pense qu'il a abandonné beaucoup de choses et beaucoup appris. L'accuser d'être contre-révolutionnaire, renégat, etc. est absolument faux et ne diffère en rien d'accuser l'Opposition de « soutenir » Chamberlain » <sup>57</sup>.

Michel Prat, qui a lu cette lettre, croit pouvoir la résumer en disant que « Trotsky se défend contre l'accusation de « bloc organisationnel » avec Fischer-Maslow, mais admet l'existence d'une « affinité idéologique et politique » <sup>58</sup> » — ce qui ne nous paraît pas juste. Ce qui nous intéresse, c'est que rien, depuis, n'indique que Trotsky ait réellement révisé ce qui était un préjugé favorable — compte tenu de son hostilité aux à-coups « gauchistes » du groupe allemand. Mais Alma-Ata était-il plus propice que Moscou à un examen attentif de la politique du Leninbund ?

En réalité, les divergences s'aggravent au moins sur la question

névralgique de l'U.R.S.S. *Die Fahne des Kommunismus* a vu dans le VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C., qui annonçait un nouveau zigzag à gauche, celui de la « troisième période » et de l'élimination des droitiers, ... la « victoire du révisionnisme boukharinien », gage de la victoire du bloc Boukharine-Rykov en U.R.S.S. qui ont fait Staline prisonnier<sup>59</sup>.. Il faudra des mois à la presse du Leninbund pour sortir — fort mal — de l'imbroglie où l'a plongée ce magistral contre-sens.

Il y a bien des lacunes dans notre information sur cette période. Nous ignorons jusqu'où sont allés les contacts avec l'Opposition russe, leur fréquence, leur étroitesse. Rien ne permet de penser à un échange permanent comme au temps de Solntsev. Ce dernier, de passage à Berlin en novembre 1928, adresse à Trotsky le dernier rapport de l'étranger que nous possédions de lui et critique assez sévèrement les camarades qui ont assuré son remplacement. L'« erreur » est selon lui, que « nous nous sommes principalement orientés vers Weber (c'est-à-dire l'Opposition de Wedding) qui, pour l'instant, ne représente rigoureusement rien. Et nous avons complètement tourné le dos à Urbahns. Personne n'est allé le voir, on le lui a fourni aucun document, on lui a envoyé Weber qui lui a posé un ultimatum, etc. ».

Solntsev tente de refaire le terrain perdu auprès d'Urbahns, essayant de redresser la situation en fournissant des explications dont il espère qu'Urbahns va les admettre en vertu de « leur vieille amitié ». Il donne à Trotsky une description fort vraisemblable du Leninbund et de l'attitude d'Urbahns :

« Son organisation comprend 2 000 membres et à peu près autant de sympathisants. Il n'est pas très solide politiquement et il fait des erreurs. Il est intervenu contre la campagne sur le cuirassé (il a joué un certain double jeu avec la droite), mais surtout il n'a pas de perspectives ; il attend que nous lui en donnions. Il essaie vis-à-vis de nous de jouer à l'indépendance, mais, au fond, nous écoute et continuera à nous écouter » 60.

Solntsev conclut en disant que le projet de conférence internationale lui paraît prématuré, mais qu'Urbahns a l'intention de la convoquer pour décembre 1928 et qu'il s'est gardé de s'opposer à lui. La conférence se tiendra le 17 février 1929 à Aix-la-Chapelle. Elle a été convoquée par le Leninbund. Des délégués de deux organisations allemandes y participent, la Deutsche Industrieverband et le groupe korschiste *Kommunistische Politik*, de la Ruhr, ainsi que ceux du groupe français *Contre le Courant*, de l'Opposition du P.C. belge, du syndicat N.A.S. des Pays-Bas, de la rédaction du journal *De Nieuwe Weg*. La conférence avait-elle, comme le pense Rüdiger Zimmermann, l'objectif de « clarifier » la question russe dans les différentes organisations de gauche et d'extrême-gauche qu'elle prétendait regrouper ? Sa composition en tout cas explique bien les réticences de Solntsev et le silence absolu maintenu à son sujet par Trotsky après sa sortie d'U.R.S.S. Nous en ignorons pratiquement tout, sauf deux

décisions. L'une est la création d'un comité provisoire international sous la présidence d'Urbahns comprenant le Belge van Overstraeten, le Français Maurice Paz, le Néerlandais Sneevliet, le leninbundiste Jakob Ritter et le syndicaliste Paul Weyer. L'autre est la création d'un « Secours Trotsky » qui se propose de trouver un asile au leader exilé en Europe occidentale et d'aider les révolutionnaires russes de l'Opposition en prison ou déportation <sup>61</sup>.

\*  
\*\*

Quand Trotsky arrive en exil, le Leninbund est l'une des rares organisations ayant une certaine réalité dont on puisse penser qu'elle partage ses points de vue essentiels et qu'elle va constituer un appui pour l'organisation de l'Opposition de gauche internationale. Or il va suffire d'une année pour consommer une rupture totale prévisible après plusieurs mois de correspondance entre Urbahns et l'exilé. Cette rupture se situe, en dehors du cadre de cet article, à l'occasion des divergences sur les questions de la nature de l'U.R.S.S., du « deuxième parti » et de la dimension nationale ou internationale de l'Opposition. C'est l'article du sympathisant korschiste Heinz Pächter dans la presse du Leninbund qui fait éclater le conflit sur « la défense de l'U.R.S.S. » à propos du chemin de fer de l'Est chinois<sup>62</sup>. C'est l'appréciation de la nature de l'U.R.S.S. faite par le comité central du Leninbund qui constitue le signal de la rupture finale.

Dans l'intervalle pourtant, deux épisodes éclairent la réalité des divergences entre les deux formations. Au lendemain de la déclaration d'août 1929, l'organisation d'Urbahns, en proclamant à tous les échos que Rakovsky a capitulé, prend l'énorme responsabilité d'assurer au monde qu'il n'existe que des nuances dans la capitulation entre un Piatakov ou un Radek réintégrés dans leurs fonctions et leurs honneurs et un déporté au cœur de la Sibérie<sup>63</sup>. En admettant par ailleurs publiquement qu'elle a disposé pour sa propre politique de l'argent collecté pour l'aide aux déportés russes, elle manifeste un cynisme qui témoigne à sa façon du degré de décomposition du mouvement communiste allemand après des années de « bolchevisation ruthène » et de stalinisation.

Nous espérons avoir convaincu nos lecteurs que l'histoire concrète de cette période de l'histoire des oppositions communistes est loin de s'expliquer seulement, comme le pense Michel Prat, par « la vision des rapports entre la crise du P.C. russe et la crise de l'I.C. »<sup>64</sup>. Il y a également dans cette histoire des forces sociales, des classes, des couches, des appareils, des intérêts grands et petits, une bureaucratie à l'échelle d'un empire et une mini-bureaucratie à l'échelle d'une secte, les difficultés d'une orientation concrète dans une situation concrète entièrement nouvelle, sans références, positives ou négatives, à une expérience passée. On en saura plus et on comprendra mieux le jour où l'on aura une compré-

hension plus poussée de ce qu'était le courant zinoviéviste et de ce que fut sa politique et quand on aura analysé, pour toutes les sections de l'I.C., la signification de ce que certains appelèrent le « national-oppositionnisme ». Ce sont tous ces éléments et bien d'autres encore qui interviennent pour expliquer un développement plus complexe et contradictoire que ne pourrait le suggérer l'analyse trop sommaire et parfois schématique de Michel Prat, dont nous attendons en revanche avec un immense intérêt le travail qu'il prépare sur Korsch.

Nous aimerions maintenant conclure sur la Gauche allemande, dans l'état, bien sûr, de nos connaissances. Incontestablement, c'est l'existence de ce courant, avec ses caractéristiques et ses racines profondes — un « gauchisme ouvrier » authentique — en Allemagne qui a constitué l'un des principaux obstacles sur la voie de l'Opposition de gauche internationale et particulièrement allemande. Et ce n'est là qu'une des manières d'indiquer que le courant zinoviéviste, à la fois proche et différent, constitua pour le courant trotskyste un rival en même temps qu'un handicap.

Il ne serait cependant pas sérieux de prétendre aujourd'hui, dans un quelconque bilan historique, maintenir entre eux une balance égale. L'effroyable capitulation de Zinoviev, Kamenev et leurs camarades russes peut bien entendu être mise au compte de la faiblesse de caractère de ces hommes, de la brutalité et de la cruauté des tortionnaires staliniens. Mais l'explication est vraiment courte dans les deux cas. Politiquement, Zinoviev ne pouvait tenir — comme il l'a tenté de le faire — une position indépendante de la bureaucratie qui ne fût pas celle de Trotsky — ou indépendante de Trotsky, qui ne s'identifiât pas avec celle de la bureaucratie, même « amendée ». L'itinéraire politique de ses disciples allemands en est une claire illustration. Il démontre en effet que, lorsque Zinoviev et Kamenev reçoivent dans les caves de la Loubianka la balle qui les achève, ces deux hommes sont vraiment faillis et totalement isolés politiquement.

Le Leninbund d'Urbahns — c'est le terme qui convient —, ou ce qu'il en reste, ne peut plus être considéré sérieusement comme la continuation de la Gauche communiste allemande : il a entamé une dérive qui l'amènera très loin et qui n'a plus vraiment sa place dans l'histoire des idées. Les autres dirigeants de la Gauche allemande se sont dispersés sur des positions différentes entre lesquelles il est cependant possible de relever une certaine unité. Anton Grylewicz, le militant ouvrier-symbole de la Gauche, l'homme qui assurait la continuité avec le combat des « délégués révolutionnaires » social-démocrates des usines de munitions de Berlin pendant la guerre, choisi pour organiser l'Octobre allemand de 1923, s'est placé en 1929 à la tête de la minorité du Leninbund et poursuivra la lutte pour une section allemande de l'Opposition de gauche puis de la IV<sup>e</sup> Internationale. On sait aujourd'hui — grâce aux *Œuvres* —

que la dernière étape de l'itinéraire communiste de Ruth Fischer et d'Arkadi Maslow se déroula également dans le camp retranché de Trotsky qu'ils avaient rencontré à Paris en janvier 1934. Gagnés au travail avec eux par Trotsky et Sedov, ils ne purent jamais surmonter l'hostilité des « trotskystes de pure race » issus de l'Opposition allemande : de 1934 à 1936, ils travaillèrent pour le secrétariat international de la L.C.I. dont Fischer était membre sous le nom de Dubois, alors que Maslow en était le collaborateur sous celui de Parabellum. Ce n'est pas ici le lieu de discuter des circonstances et raisons de leur rupture qui se situa quelque part en 1936. Disons seulement qu'elle ne constitua, elle aussi, qu'une étape dans une longue dérive, hors de l'histoire du communisme. Leurs noms ont été une dernière fois associés à Trotsky et aux siens par le procureur Vy-chinsky au troisième procès de Moscou.

L'itinéraire de Werner Scholem, l'un des figures les plus attirantes de ce groupe de jeunes dirigeants de l'après-guerre, commence à être connu. Refusant, comme Max Hesse — autre vétéran de l'insurrection préparée à Moscou en 1923 — de cautionner la ligne qui menait Fischer/Maslow à la capitulation, il avait démissionné du Leninsbund en février 1928, invoquant des raisons qui auraient pu émaner de Trotsky. Observateur attentif, dans un repli tactique momentané, alors qu'il a repris des études supérieures pour devenir avocat, il est attiré par les analyses de Trotsky. En 1931, à Berlin, il fait la connaissance de Léon Sedov et cette rencontre marque le début d'une collaboration régulière avec les camarades allemands de Trotsky : rencontres hebdomadaires avec E. Bauer, rédaction d'articles (non signés) pour *Die permanente Revolution*. Il exprime le souhait de rencontrer Trotsky lequel, de son côté, désire vivement gagner un homme de sa trempe et de ses talents. Mais c'est finalement Trotsky qui s'oppose au projet de voyage, ne voulant pas qu'un Scholem courre le risque de se trouver en Turquie au moment du combat décisif sur le sol allemand. Scholem a d'abord émigré en Tchécoslovaquie, puis est revenu avec des liens clandestins avec l'Opposition de gauche et a été arrêté. Les nazis n'ont pas manqué cette proie, communiste, intellectuel et juif. Sauvagement torturé, il fut apparemment exécuté ou abattu en 1939. Curieusement, le courant trotskyste n'a réclamé qu'avec discrétion ce martyr qui lui appartient pourtant et dont la conquête comme la fin héroïque l'honorent. Le ralliement final à l'organisation internationale fondée par Trotsky du jeune responsable allemand qui avait été l'organisateur de la campagne des signatures de la « lettre des 700 » n'est pas un simple épisode : il est la démonstration qu'il est dérisoire de vouloir opposer le cours de l'Opposition russe à celui de l'Opposition allemande ou *vice versa*. Nous avons essayé ici d'apporter un peu de clarté dans des épisodes qui invitent moins à trouver des boucs émissaires pour des fautes de tactique qu'à se poser avec sérieux et respect pour le sujet les problèmes nés de ce que l'Opposition russe appelait alors très justement « la crise de la révolution ».

## NOTES

1. Michel Prat, « Crise du P.C. russe et crise du Komintern. La question d'une opposition de gauche internationale » (1926-1927), *Pensiero e azione politica de Lev Trockij*, pp. 347-358.
2. *Ibidem*, p. 348.
3. *Ibidem*, pp. 357-358.
4. Cité par Rüdiger Zimmermann, *Der Leninbund*, p. 60.
5. Rendu public le 11 septembre, publié par le *Vorwärts*, 13 septembre 1926, puis dans *Die Aktion* n° 9 de fin septembre.
6. Ruth Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 567.
7. *Ibidem*, pp. 544-548.
8. *Die rote Fahne*, 19 août 1926.
9. *Die rote Fahne*, 20 août 1926.
10. *Vorwärts*, 13 septembre 1926 : le texte est souvent appelé « Lettre des 700 ».
11. M. Prat, *loc. cit.*, p. 353.
12. *Pravda*, 12 octobre 1926 ; le texte fut publié en Allemagne dans *Die rote Fahne*, 19 octobre 1926.
13. *Die rote Fahne*, 22 octobre 1926.
14. K. Korsch, « Der Kampf der Linken um die Komintern » *Kommunistische Politik*, I, 18, mi-oct. 1926, cité par Prat, *loc. cit.* p. 354, n° 31.
15. *Vorwärts*, 17 octobre 1926.
16. *Ibidem*.
17. *Die rote Fahne*, 7 et 9 novembre 1926.
18. Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 571.
19. *Inprecorr*, 20 janvier 1927, pp. 177 sq.
20. M. Prat, *loc. cit.* p. 354.
21. *Ibidem*.
22. *Die rote Fahne* et *Vorwärts*, 7 décembre 1926.
23. Le journal sortira le 1er janvier 1927.
24. M. Prat, *loc. cit.*, p. 357.
25. *Ibidem*, p. 357, n. 43.
26. Lettre de Trotsky, du 2 avril 1927, *The Challenge of the Left Opposition 1926-27*, pp. 215-219.
27. Ruth Fischer, *op. cit.* p. 587.
28. *Ibidem*, pp. 585-586.
29. *Ibidem*, p. 587.
30. Toutes ces informations se trouvent dans la correspondance de Trotsky à Harvard et notamment deux lettres de Solntsev.
31. Zimmermann, *op. cit.*, p. 48.
32. *Ibidem*, p. 49.
33. *Ibidem*, p. 59.
34. Trotsky à Ioudine, 26 mai 1928, Houghton bMS Rus 13, T 1530.
35. Zimmermann, *op. cit.*, p. 60.
36. *Bulletin communiste*, n° 9, 1928.
37. *Die Fahne des Kommunismus*, n° 29, 30 septembre 1927.
38. Ruth Fischer, *op. cit.*, pp. 587 sq. Une note de Shachtman, dans ses archives, mentionne la présence à cette conférence de Safarov, Perevertsev, Kaplinsky, Ivanov, Kanatchikov, Hertzberg et Moïse Lourié, dont la présence provoqua des protestations des Allemands et qui devait figurer au premier procès de Moscou.
39. Lettre à Ioudine.
40. Solntsev à Trotsky, 11 mai 1928, Houghton, T. 1228.
41. Lettre à Ioudine.

42. Ce sont les fameuses « deux lettres à Pierre » publiées dans la *Pravda* du 15 janvier 1928 puis dans la presse communiste mondiale, que M. Prat, qui cite « Zwei dokumente » parus dans *Inprekorr*, n° 4, p. 347, ne semble pas avoir identifiées. « Pierre » était en effet N.N. Perevertsev, un fonctionnaire international des chemins de fer, le coordinateur, avec Solntsev, de l'Opposition de gauche à l'étranger, qui, déporté, continua le contact avant d'être arrêté et de disparaître en 1933.
43. Il s'agit de « Brief eines russischen Genossen », *Die Fahne des Kommunismus* n° 15, 13 avril 1928, p. 140. C'est Solntsev qui identifie Trotsky comme l'auteur de la lettre et écrit pour présenter ses réserves sur la ligne proposée.
44. Solntsev à Trotsky, *loc. cit.*
45. *Die Aufgaben der linken Kommunisten*, p. 5.
46. *Ibidem*, p. 36.
47. *Die Fahne des Kommunismus*, 15 mai 1928.
48. *Die rote Fahne*, 10 et 15 mai 1928.
49. Le texte de Maslow, Ruth Fischer, etc., est du 9 mai 1928.
50. Le texte de Scholem et Max Hesse est daté du 7 mai.
51. Lettre de Trotsky du 2 juin 1928, Houghton... T 1613.
52. Sur le rapport de Scholem, cf. Zimmermann, *op. cit.*, p. 60.
53. *Die Fahne des Kommunismus*, 7 mai 1928.
54. Zimmermann, *op. cit.*, pp. 80-81.
55. *Die Fahne des Kommunismus*, 16 avril 1928.
56. Lettre de Trotsky du 2 juin 1928.
57. Lettre de Trotsky du 2 juillet 1927.
58. M. Prat, *loc. cit.*, p. 356, n° 41.
59. *Die Fahne des Kommunismus*, 3 août 1928.
60. Lettre de Solntsev à Trotsky, octobre 1928, Houghton... T 2870.
61. Il n'y a que quelques lignes de compte-rendu de cette conférence d'Aix-la-Chapelle du 17 février 1929 dans *Volkswille* du 27 février 1929 : le Leninbund y était apparu non seulement comme la puissance invitante mais comme la principale force des « communistes de gauche ».
62. Heinz Pächter (1907-1982) n'a fait qu'un petit tour dans les parages korschistes. Il fut ultérieurement brandlérien et évolua ensuite vers la droite. Il écrivit notamment sur l'Espagne sous le pseudonyme d'Henri Rabasseire, puis aux E.U. sous le nom d'Henry Pachter. Ses initiales de 1929, H.P., sont parfois déformées en G.P., à la suite de la translittération russe aller-retour, dans les passages où Trotsky évoque son article.
63. Notons que l'un des reproches adressés par Trotsky à Urbahns était que, même après la capitulation des « trois » en U.R.S.S., la presse du Leninbund continua à publier des articles d'eux comme s'il s'agissait de contributions à une discussion libre. De mi-juillet à fin octobre, on en relève dans onze numéros sur douze de *Die Fahne des Kommunismus*, dont la majorité sont de Radek, considéré comme un délateur par ses anciens camarades. Trotsky s'indignait de l'hypocrisie qu'il y avait à faire semblant de maintenir une balance — d'ailleurs inégale — entre oppositionnels et néo-staliniens.
64. Cet article était terminé quand a paru dans *Communisme* n° 5, 1934 un article de Michel Dreyfus intitulé « Le Mouvement communiste international et ses oppositions ». Relevons simplement quelques éléments qui touchent à notre champ de recherche et d'abord, p. 30, l'affirmation que la déclaration du 16 octobre 1926 fut la « capitulation de l'Opposition unifiée ». Est-ce seulement écrire « n'importe quoi » ? Comment Dreyfus explique-t-il que ces gens qui ont « capitulé » se sont battus encore pendant plus d'une année ensemble avant d'être vaincus, certains tenant jusqu'à la mort ? Ou ignore-t-il l'histoire du P.C. de l'U.R.S.S. en 1927 et n'a-t-il pas lu *La Révolution défigurée* ? N'a-t-il vraiment compris comme source que l'article de Michel Prat qui, plus sérieux, ne parle évidemment pas à ce propos de « capitulation » ? La déclaration du 16 octobre fut un recul, une retraite, un repli, tout ce qu'on veut, sauf une « capitulation » — ou bien les mots n'ont plus de sens. Si cette déclaration est une *capitulation*, c'est

donc une capitulation que de dire qu'on défendra toujours ses idées mais sur la base du respect littéral des statuts ? Mais qu'est-ce alors qu'ont fait Zinoviev et Kamenev quand ils ont déclaré *renoncer à leurs idées* ? A dénoncer la capitulation partout, on finit par ne pas la voir où elle est, et à trop vouloir prouver, on se ridiculise. La « démarche » de Michel Dreyfus analysant la ligne de l'Opposition russe nous rappelle irrésistiblement celle de Staline pour qui cette dernière, « morte » en 1927, « agonisait » en 1928, « recevait des coups décisifs » en 1929 et dont « les derniers débris » étaient écrasés en 1930, ce qui ne l'empêchait pas de « relever la tête » en 1931, etc. A la différence qu'on sait pourquoi Staline faisait cela et qu'on ignore les motivations de Michel Dreyfus... si celles-ci sont avouables. Car ce sont sans doute les mêmes qui lui inspirent de mettre des guillemets à « opposition de gauche » — c'était son nom —, mais pas à parti communiste, de ne parler ni de bannis ni d'exilés, ni, comme c'est l'usage, de déportés, mais de « déportés » — avec des guillemets —, des options qui, techniques en apparence, doivent exprimer un choix politique qui, lui, se cache pour le moment ou prend la forme de cette ahurissante « négligence » chaque fois qu'il est question de Trotsky et de ses camarades de combat.

P.S. : Cette note était déjà rédigée quand nous est parvenue une lettre de Michel Dreyfus au bureau de l'I.L.T., datée du 6 février 1985, le priant de faire état de sa démission de l'Institut Léon Trotsky dans les termes suivants : « Michel Dreyfus nous fait savoir qu'il démissionne de l'Institut Léon Trotsky ». Il nous semble qu'il eût été logique que cette démission nous parvînt avant son article et non après notre protestation auprès de *Communisme*. Elle constitue cependant un élément d'une clarification dont nous nous réjouissons — et elle nous permet de remercier sans réserves Michel Dreyfus pour ce qu'il a fait pendant plusieurs années pour l'Institut au temps où nous étions d'accord sur des principes fondamentaux du travail historique (P.B.).

Gilles Vergnon

## Les bases du tournant de Trotsky vers la IV<sup>e</sup> Internationale

C'est en mars 1933 que Trotsky, tirant la leçon de l'effondrement sans combat du K.P.D. en Allemagne, ouvrait la perspective d'un « nouveau parti en Allemagne ». En juillet suivant, abandonnant la perspective de réforme de l'I.C. rendue caduque à ses yeux par l'absence de réaction après la défaite allemande, il se prononçait pour « une nouvelle Internationale » dont la « Déclaration des Quatre », le 26 août 1933, signée des représentants de l'Opposition de gauche internationale, du S.A.P. allemand, du R.S.P. et de l'O.S.P. néerlandais allait être la première pierre.

Ecrivant le 1<sup>er</sup> septembre 1933 à son vieux camarade Neurath, Trotsky indiquait au sujet de ce texte :

« Le plus décisif, c'est que ces organisations, hier encore étrangères et hostiles à nous, se voient forcées de se prononcer pour notre explication de principes. C'est décisif. Demain, d'autres viendront [...]. La Déclaration des Quatre nous donne le devoir de rédiger d'ici peu un manifeste programmatique. Quand nous le sortirons, toute la vie politique dans le mouvement ouvrier, dans toutes les organisations ou tendances, tournera inévitablement autour de ce document, car nous sommes les seuls à pouvoir dire l'essentiel, non que nous soyons plus « intelligents » que les autres, mais parce que nous ne sommes pas liés aux appareils faillis et ne sommes pas tenus du coup d'enjoliver et de falsifier, c'est-à-dire de tromper les travailleurs. Je vois l'avenir avec une grande assurance, même l'avenir plus ou moins proche » 1.

Excès d'optimisme ? On sait certes ce que fut le destin du « Bloc des Quatre », que le « manifeste programmatique » n'a pas vu le jour dans cette période et que les documents de la L.C.I. n'ont pas satellisé « toute la vie politique » dans le mouvement ouvrier. Pourtant l'analyse de Trotsky s'appuyait sur de solides éléments matériels. La défaite sans combat du mouvement ouvrier allemand devant Hitler était un authentique « séisme politique » dont les ondes de choc allaient en 1933-34 fissurer la totalité du mouvement ouvrier européen et en dégager briques et pierres, c'est-à-dire les cadres et organisations susceptibles de donner chair et sang à cette « nouvelle Internationale » dont la L.C.I. 2 n'avait d'autre ambition que d'être la clé de voûte politique et programmatique. L'objet de

cet article est de fournir un premier état de la question, une appréciation générale des conséquences de la défaite allemande sous l'angle des matériaux qu'elle allait fournir à Trotsky et à ses camarades.

### Lendemain immédiats de défaite

L'importance du 30 janvier 1933, où Hitler devient Chancelier du Reich, n'est pas immédiatement perçue. Les premières réactions relèvent plus de la stupeur qui se conjugue avec l'espoir — et parfois l'assurance — que rien n'est perdu.

*L'Humanité* du 31 janvier se contente d'un article de pages intérieures, « Les Résultats de la politique du moindre mal : Hitler chancelier ». Les deux premiers commentaires, celui de Gabriel Péri et d'Ercoli — Togliatti — le 2 février, contestent toute analogie possible avec la « marche sur Rome » de Mussolini et prédisent « une nouvelle poussée des masses ». Le troisième commentaire, celui de J. Berlioz dans *Les Cahiers du Communisme* <sup>3</sup>, admet qu'il s'agit d'un événement « aux conséquences internationales immenses pour les masses laborieuses », mais ajoute que « le mouvement hitlérien porte en son sein des contradictions sociales insurmontables » et que le prolétariat allemand n'est pas écrasé.

Réactions presque similaires dans *Le Populaire* <sup>4</sup>. Plus encore, journaux et revues qui semblent des témoins plus fidèles des couches militantes et jeunes manifestent une sous-estimation identique. *La Révolution prolétarienne* ne mentionne pas l'arrivée de Hitler au pouvoir jusqu'au 10 février où elle indique en bas de page qu'elle ne commentera pas « les derniers événements d'Allemagne », car « l'action seule compte » et il est « ridicule de parler », « pour ceux qui se trouvent en dehors de l'action » <sup>5</sup>. Rien de particulier non plus dans *La Bataille socialiste*, *Masses*, *L'Étudiant socialiste* <sup>6</sup>...

*La Vérité* écrit que le 30 janvier ouvre une nouvelle étape historique dans l'histoire de la classe ouvrière. Pour elle, cependant, rien n'est encore joué : « La classe ouvrière n'est pas encore brisée. Ses organisations sont debout [...]. Pour les briser, Hitler devra engager une offensive qui soulèvera des couches ouvrières importantes [...]. Une nouvelle phase de guerre civile est inévitable. C'est dans cette phase que se décidera le sort décisif du K.P.D. et par là celui de l'I.C. tout entière » <sup>7</sup>.

A la pré-conférence internationale de l'Opposition de gauche, qui se tient du 4 au 8 février, la question est abordée par le rapport que présente l'Italien Feroci (Alfonso Leonetti). Il estime qu'« entre l'arrivée de Hitler au pouvoir et l'arrivée du fascisme à ses fins, il y a encore une grande distance qui sera remplie de combats décisifs » <sup>8</sup>. L'appréciation portée par le « manifeste » final révèle pourtant une vraie tendance au gauchisme nourrie par la pression de ceux qu'elle veut influencer : il se termine par les mots d'ordre « A bas le fascisme, pour la dictature du prolétariat » <sup>9</sup>. Amendé dans un sens plus « réaliste » par Feroci et le Belge Vereeken, il

sera finalement adopté après une rédaction qui le ramène au sens initial et qui est l'œuvre du Grec Vitte (Yotopoulos) <sup>10</sup>.

De toute évidence, le coup de tonnerre de la victoire nazie qui commence à produire ses effets destructeurs en Allemagne même n'a pas encore produit de conséquences visibles à l'extérieur. Le mouvement ouvrier européen conserve ses vieux contours et sa physionomie politique ancienne. C'est valable pour les vieilles organisations et les courants divers qu'elles abritent, mais aussi pour l'Opposition de gauche, partie prenante du courant général, de sa stupeur <sup>11</sup>, de ses espoirs — d'autant que Trotsky semble rester dans l'expectative, ce que suggère l'absence de tout texte important de sa main en février <sup>12</sup>.

### Premières fissures

Tout se modifie brusquement. L'incendie du Reichstag le 27 février, la rapidité et la brutalité de la répression et surtout le démembrement en quelques jours d'un K.P.D. qui se targuait pourtant de sa capacité à affronter la clandestinité, la révélation brutale que ce parti et son appareil militaire avaient été infiltrés par des agents nazis qui « donnent » des militants par centaines, la peur des militants devant cette infection qu'ils ne soupçonnaient pas — tout cela révèle que l'irréversible s'est produit et crée les premiers chocs.

Ce changement est perceptible à la lecture du courrier des lecteurs de plusieurs périodiques français. *La Révolution prolétarienne* du 10 avril publie quatre lettres consacrées à la situation allemande dont l'une contredit ouvertement la position exprimée quelques semaines avant par la revue :

« Il faudrait que votre prochain numéro soit consacré aux événements d'Allemagne. C'est le point qui inquiète le plus les ouvriers à l'heure actuelle. J'en ai eu la preuve récemment. J'ai organisé avec quelques copains (indépendants de tout parti) une réunion de discussion sur l'Allemagne dans la banlieue parisienne [...]. Très bonne affluence et discussion animée [...]. Conclusion : les ouvriers veulent discuter et s'informer et ne s'en laissent plus imposer par les bureaucrates [...]. Donc, parlez de l'Allemagne et poussez à la discussion ! ».

On retrouve les mêmes préoccupations dans *Masses* et *L'Étudiant socialiste*. *Masses* publie en avril une conversation avec un jeune Allemand réfugié qui exprime de façon poignante surprise et abattement mais aussi colère et volonté de comprendre <sup>13</sup>. Dans le numéro d'octobre, c'est André Dumas, un militant de Suresnes, qui déclare :

« Après la lecture du n° 9 qui affirme catégoriquement la volonté nette de jeter une lumière impitoyable mais salutaire sur les causes qui ont amené la défaite du prolétariat allemand, je me décide à vous envoyer mon abonnement » <sup>14</sup>.

La tribune de discussion de *L'Étudiant socialiste* reflète également la vague d'indignation qui soulève la base des partis social-démocrates — surtout les jeunes — et qui prend souvent la forme de la remise en cause

du « légalisme » et du « parlementarisme » en tant que cadres de défense de la démocratie <sup>15</sup>.

C'est peut-être la conscience des potentialités de ce mouvement — à peine dessiné — qui amène la publication, le 5 mars, du Manifeste de l'Internationale communiste lequel ménage la possibilité d'un accord formel avec l'Internationale socialiste. Sa parution semble en tout cas freiner au moins pour un temps l'évolution de certains militants du P.C.F. comme ceux du rayon de Villejuif dont l'un d'eux déclarait, selon *La Vérité*, que « parler de front unique sans les chefs, c'est se f... de la g... du monde », mais qui finissent par se déclarer en accord avec le Manifeste par la bouche de leur responsable <sup>16</sup>.

En fait la « ligne » de cet appel ne vaudra que très peu de temps <sup>17</sup> — jusqu'au 5 avril exactement, date de l'adoption par le présidium de l'exécutif de l'I.C. du rapport de Heckert confirmant sans aucune réserve la justesse de la politique du parti. Elle ne semble pas avoir été appliquée concrètement, sauf peut-être en Italie <sup>18</sup>. En France, elle sème incontestablement la confusion.

C'est en Tchécoslovaquie que l'onde de choc de la défaite allemande s'exprime bientôt avec le plus de force et d'abord du fait de la présence d'une forte minorité germanophone, sensible par définition à tout ce qui se passe en Allemagne, du fait ensuite de la concentration dans ce pays de nombreux émigrés politiques allemands, militants du K.P.D. ou du S.P.D., du S.A.P., de la K.P.O. ou de l'Opposition de gauche. Trotsky n'y manque pas d'informateurs : depuis des années, il a une correspondance suivie avec Neurath et nombre de ses correspondants allemands, au premier chef Thomas, « le Gros », du S.A.P., arrivent dans le pays. Le secrétaire allemand de Prinkipo, Otto Schüssler, est parti afin d'assurer dans le pays des Sudètes la parution en émigration du nouvel organe de l'Opposition allemande, *Unser Wort* et y a rejoint le jeune Walter Held, une des cibles des nazis et un des premiers émigrés. Le 20 avril, il écrit à Trotsky : « Prague est devenu un centre d'émigration allemande. Tout le monde rencontre tout le monde » <sup>19</sup>. Il mentionne Ruth Fischer et Maslow et les dirigeants du S.A.P. Walcher et Thomas <sup>20</sup>.

De quels outils d'intervention l'Opposition de gauche dispose-t-elle ? Des cadres allemands déjà cités, plus Anton Grylewicz <sup>21</sup> qui se repose à Reichenberg, un ami de Scholem, A. Stein, qui lui ouvre les portes de la presse, les groupes de Tchécoslovaquie enfin, celui de Neurath en pays allemand des Sudètes, ceux de Prague — Otto Friedmann et Karel Fischer (Michalec) <sup>22</sup> dont Held assure qu'ils se sont « tellement habitués aux intrigues dans le cours de leurs incessantes luttes de fraction qu'ils ne peuvent s'en débarrasser dans l'Opposition » <sup>23</sup>. Il faut ajouter une difficulté réelle : les jeunes cadres de l'Opposition allemande sont en général extrêmement hostiles aux « vieux » de l'I.C., une catégorie à laquelle appartiennent aussi bien Ruth Fischer et Maslow que Neurath, qualifié à

maintes reprises d'« opportuniste » et à qui il n'est pas question de reconnaître la qualité de « trotskyste véritable ».

Ruth Fischer et surtout Maslow — « cas sans espoir » selon Schüssler — ne représentant directement personne et soulevant beaucoup de méfiance, la discussion va rapidement tourner sur la question des relations avec le S.A.P. par l'intermédiaire de Walcher et Thomas. Tous les responsables de l'Opposition de gauche s'accordent sur sa nécessité et ont conscience des possibilités qu'elle ouvre, mais chacun d'entre eux, en fonction de son passé propre, de son expérience et de ses préjugés, l'aborde différemment bien que tous invoquent l'autorité de Trotsky.

Neurath est incontestablement celui qui a commencé la discussion, qui veut en tout cas la pousser le plus vite et le plus loin. Dès qu'il constate que Thomas et même Walcher cherchent le contact, il propose non seulement la constitution d'un axe S.A.P. — Opposition de gauche pour regrouper immédiatement tout ce qui se dégage des ruines et des décombres du K.P.D. et du S.P.D., mais aussi « un rassemblement international des forces de gauche rompant avec la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales » 24 — un pas que Trotsky n'a pas encore franchi même s'il en pèse et soupèse tous les aspects.

Schüssler se méfie de Neurath et sans doute aussi des dirigeants du S.A.P. 25. Aussi souligne-t-il leurs « objectifs réels », ce qui revient à argumenter pour une attitude conservatrice, écrivant par exemple :

« Ils cherchent tous les contacts possibles [...] et sont prêts à un travail commun avec nous. Sans journal en allemand, avec des moyens d'organisation faibles, ils voient bien que l'influence de l'Opposition de gauche grandit [...] et, comme ils ne se sentent pas très forts, ils veulent se créer un soutien contre nous avec une « conférence » ou une « communauté de travail » internationales. Ils ont l'air de craindre que nous fassions avec eux ce qu'ils ont fait dans le S.A.P. avec Seydewitz » 26 « Pour Walcher, on va vers un effondrement probable du Comintern, mais la situation est différente de celle de 1914, car il existe de larges courants d'opposition, mais pas de direction. D'où sa proposition d'une démarche commune du S.A.P. et de l'Opposition de gauche en direction de tous les autres groupes allemands (brandlériens, opposants du S.P.D. ou du K.P.D.) pour une conférence sur la question allemande [...] qui donnera naissance à une sorte de « communauté de travail » qui pourra sortir un organe théorique de discussion » 27.

Comment va réagir l'Opposition de gauche à ces propositions qui marquent bien le progrès des dirigeants du S.A.P. mais aussi leur souci de ne pas se laisser enfermer dans un face-à-face avec les « trotskystes » et de trouver un contrepoids à droite pour équilibrer leurs rapports 28 ? Sa seule force réside dans ses idées, son appréciation de la marche des événements, le fait qu'elle soit par la force des choses le « seul interlocuteur valable » du S.A.P. Mais elle réside aussi dans l'existence du journal qui est le vecteur de ses idées, *Unser Wort*, dont l'influence dépasse largement les moyens matériels 29.

Ses handicaps ? D'abord, peut-être, les rivalités entre groupes de Tchécoslovaquie<sup>30</sup> qui sont l'unique point d'appui local, le manque de cadres capables de suivre une discussion politique serrée, car les mêmes noms reviennent, Neurath, Held, Schüssler<sup>31</sup>... D'autres problèmes sont plus directement politiques : Bauer, resté en Allemagne, est hostile à l'orientation vers un « nouveau parti »<sup>32</sup> et, comme le note Held, il faut bien en tenir compte quand on discute avec Walcher et ses amis. L'opposition de gauche est en outre en transition politiquement et il y a dans ses rangs coexistence de positions contradictoires qui s'avivent encore au contact du S.A.P. C'est ainsi que Schüssler pense que la conférence allemande proposée par Walcher doit avoir des bases politiques précises et insiste sur la nécessité du travail commun en Allemagne. Il souligne aussi avec une méfiance proche de la malveillance que Neurath sympathise avec les propositions du S.A.P. et cherche à « accélérer le rythme »<sup>33</sup>. Held est plus dur encore, qui accuse Neurath d'aller vers un bloc avec Walcher contre l'Opposition et d'œuvrer pour « une nouvelle Internationale »<sup>34</sup>.

Le différend explose au cours même d'une rencontre avec le S.A.P. à laquelle participent non seulement Held et Schüssler mais Zvon et Grylewicz<sup>35</sup>. On y indique qu'un groupe de militants socialistes d'Asch est en cours de rupture avec l'appareil mais ne veut pas rejoindre le P.C.T. et a pris contact avec le groupe de Neurath. Neurath et Walcher voient dans ce développement un argument en faveur de la perspective du « nouveau parti » en Tchécoslovaquie, alors que Trotsky n'a parlé encore que de l'Allemagne. Held et Grylewicz s'en tiennent à cette position et avec, semble-t-il, quelque vigueur, puisque Held, accusant Neurath et Walcher, écrit que « leur point de vue est liquidateur, qu'il aide le fascisme tchèque et qu'au contraire il faudrait concentrer toutes les forces dans le P.C.T. pour lui éviter le naufrage ». Il ajoute à destination de Trotsky que Neurath tient sur sa ligne en invoquant l'autorité de Prinkipo :

« Neurath dit là-dessus que, dans chacun de vos textes, il y a entre les lignes le projet d'une nouvelle Internationale et que d'ici quinze jours on verrait qui avait raison »<sup>36</sup>.

Cet ensemble de matériaux en provenance de Tchécoslovaquie va amener Trotsky, lui-même à l'affût de tout élément d'information sur le mouvement ouvrier européen, à préciser et concrétiser ses propres positions, ou, pour reprendre une expression qu'il affectionnait, à passer d'une perspective générale « algébrique » à sa concrétisation « arithmétique ». Ses premiers textes sur le « tournant », comme son article sur la nécessité du « nouveau parti » en Allemagne, expriment la nécessité générale de constituer « un axe indépendant de cristallisation de tous les éléments révolutionnaires, indépendamment de leur passé de parti ». Le 21 avril, il écrit encore que « la question du S.A.P. n'est pas la question décisive [...] mais une question secondaire sérieuse »<sup>37</sup>. Le 27 avril pour-

tant, dans « L'Opposition de gauche et le S.A.P. », il donne les premières réponses concrètes aux questions posées par Schüssler dans sa lettre du 20.

Au sujet de la conférence proposée par le S.A.P., il indique :

« Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la question du développement des fondements d'une politique révolutionnaire pour une longue période. On n'a jamais résolu de semblables problèmes par des conférences bigarrées convoquées dans l'improvisation. Au contraire, l'impréparation politique, la précipitation dans la convocation d'une conférence dans une ambiance de tohu-bohu ne feraient que créer le risque d'accroître le chaos idéologique et l'exaspération mutuelle entre les différents groupes ».

Il conclut précisément :

« Nous ne pouvons pas non plus fermer les yeux sur ce fait que le S.A.P. constitue dès aujourd'hui le matériau brut des forces du communisme » 38.

Le 29 avril, dans une lettre à Frankel, il amorce, à notre connaissance pour la première fois, des réflexions sur les processus en cours à l'intérieur de la social-démocratie et les points d'appui qu'ils constituent pour se lier aux masses et aider à la constitution d'organisations indépendantes 39. Le 4 mai enfin, répondant à Held, il suggère de ne pas exagérer les divergences avec le S.A.P., de concilier fermeté sur les principes avec « une certaine souplesse tactique », afin de démontrer aux gens du S.A.P. que « nous ne sommes pas des sectaires ». On relèvera aussi qu'il évite soigneusement de répondre pour le moment à Held sur la question de la nouvelle Internationale et se contente de le rassurer en lui expliquant que Neurath « peut rendre des services qualifiés » 40. Il est en tout cas évident que Trotsky concentre désormais l'essentiel de son attention aux discussions en cours dans l'émigration allemande, avec le S.A.P. en particulier et, au-delà, sur les crises et ruptures potentielles ainsi révélées dans l'univers de la social-démocratie européenne.

De toute façon, Trotsky ne consacre guère de textes ou de lettres à d'autres problèmes entre mars et juillet 1933. Peut-être ne reçoit-il pas de correspondance y ayant trait ? On nous permettra d'avancer une hypothèse : alors qu'en mars il se proposait de tester les réactions des sections de l'I.C. en dehors du K.P.D. — étant entendu que dans son esprit, une réaction positive de l'une d'entre elles pourrait servir de point de départ à une lutte renouvelée pour la reconstruction du Comintern — il semble bien désormais que la faiblesse des réactions dans les différents P.C., mais aussi le relatif silence sur cette question dans les correspondances de ses propres camarades, l'ait amené à se concentrer plus qu'il ne prévoyait initialement sur l'enjeu que constitue désormais le S.A.P. Il faut d'ailleurs ajouter que c'est évidemment en tirant sur le fil que constitue ce parti que l'on pourra nouer de nouveaux liens internationaux, constituer de nouveaux points d'appui. Un symptôme significatif : c'est en relation avec la Déclaration des Quatre et la conférence de Paris des 27 et 28 août 1933 qu'il va élargir aussi bien le nombre de ses correspondants que l'horizon géographique de sa correspondance 41.

### Contre-exemple : la France et l'ancienne orientation

La poursuite de l'ancienne orientation en France va permettre de gagner quelques militants du P.C. Le 14 avril, *La Vérité* publie la déclaration de cinq exclus, Germaine et Roger Christophe, de Villejuif, Julien, de Vitry, Meunier, de Choisy-le-Roi, et Simon, de Villejuif. Selon Pierre Frank, 42 « c'était la fin de tout ce que le P.C. nous a donné » — et certains de ces militants étaient en contact depuis 1925.

Ils sont suivis de quelques éléments dont certains sont significatifs : un groupe d'instituteurs du Morbihan, Louis Saufrignon, ancien secrétaire du P.C. dans la Vienne, 43 Baraquin, du bureau régional Aisne-Marne du P.C. Certains s'orientent d'emblée vers la « nouvelle Internationale » et préconisent un « nouveau parti » en France, comme ce membre du comité régional de Vendée qui écrit dans une lettre publiée par *La Vérité* du 28 avril :

« Bien sûr, il faut tout mettre en œuvre pour la régénération de l'I.C. [...] mais aussi envisager le cas où, cette régénération ne se produisant pas dans les délais nécessaires, l'I.C. ferait lamentablement faillite. Il nous faut analyser sérieusement tous les symptômes d'une décomposition plus que jamais possible. C'est ce que l'Opposition ne m'a pas paru faire assez vigoureusement jusqu'ici [...]. Je serais assez satisfait — et beaucoup le seraient avec moi — si elle se préparait à « sauver les meubles » dès qu'en retentiraient les premiers coups ».

Dans l'ensemble, la moisson reste faible et Pierre Frank a évoqué pour nous un certain découragement des militants de la Ligue.

L'appareil du P.C. a pourtant été ébranlé, 44 mais le choc est resté souterrain. Au bureau politique, André Ferrat est le seul à exprimer ses doutes, mais, selon ses souvenirs, « tout le monde se taisait, bien que très troublés » 45. L'ancien directeur politique de *l'Humanité* raconte qu'il reçut le 2 avril, tard dans la nuit, un messenger de l'O.M.S. 46 qui lui remit un texte « à publier sans délai ». Il le lut et pensa qu'il s'agissait d'un faux ; il le communiqua le lendemain au secrétariat qui resta également « perplexe ». C'était le fameux rapport Heckert, du présidium de l'exécutif de l'I.C., réaffirmant la validité de la politique suivie en Allemagne. Confié à Fried, le document paraît finalement dans les pages intérieures de *l'Humanité* du 7 avril, par-dessus le marché en petits caractères, ce qui vaut à Ferrat les foudres de l'appareil et la charge d'avoir à défendre au C.C. du 17 juillet la ligne de « l'Internationale » 47.

Dans ses mémoires inédits, au cours d'un chapitre reproduit dans ce même numéro, 48 Ruth Fischer évoque les rencontres à Paris entre hauts responsables des P.C. et le curieux laxisme à l'égard des opposants qui semble prévaloir dans une ambiance de critique et de mécontentement qui ne fait que refléter celle de Moscou 49. Quel que soit l'intérêt de cette question, il en existe cependant une plus importante : comment se fait-il que le parti français, resté avec le P.C. tchèque le seul « parti de masse » en Europe après l'effondrement du K.P.D. 50 ait pu se protéger dans une

aussi large mesure des conséquences politiques de cet effondrement <sup>51</sup>? La question n'est pas aisée à résoudre. Il semble pourtant possible d'indiquer que l'appareil a pu d'autant plus facilement maintenir les plaies fermées que des départs massifs avaient déjà, depuis plusieurs années, considérablement clairsemé ses rangs et qu'il était réduit à une simple expression de militants « durs » voués à l'obéissance aveugle. Les groupes d'opposition issus des crises successives <sup>52</sup> qui regroupaient localement de nombreux militants, avaient contribué à le vider des éléments les plus lucides et les plus critiques et s'averaient en outre sur le moment incapables de peser sur l'évolution des militants restés au parti : ils ne favorisèrent pas particulièrement le travail de la Ligue pour le redressement d'un parti qui se vidait de sa substance <sup>53</sup>. Les hommes qui les composaient rejoignirent généralement dans cette période la S.F.I.O. où ils ne renforcèrent d'ailleurs pas particulièrement la « gauche ».

### Vers le large ?

En ces mois de mai-juin 1933, c'est donc bien ce qui se passe dans l'émigration allemande et en particulier autour du S.A.P., puis bientôt dans l'ensemble de la gauche socialiste qui est aux yeux de Trotsky le plus important et va l'amener à compléter son tournant en avançant la perspective d'une nouvelle Internationale <sup>54</sup>.

La correspondance d'Otto Schüssler témoigne des progrès accomplis comme des difficultés rencontrées. Les divergences entre Neurath et Schüssler se sont clarifiées après une entrevue où le second reconnaît « le rôle de médiateur très important » du premier, tout en continuant à insister pour qu'il soit flanqué dans les négociations par un militant qui puisse représenter directement les intérêts de l'Opposition de gauche <sup>55</sup>. En revanche, les positions de Bauer et de l'organisation en Allemagne continuent à constituer un sérieux obstacle, et Schüssler se plaint « qu'on doive, à chaque pas vers l'extérieur, redouter d'entrer en conflit grave avec ses propres camarades » <sup>56</sup>. Comme dans tout tournant important, le mort saisit le vif et Bauer semble considérer le S.A.P. comme « une volaille à plumer » <sup>57</sup>. Il le caractérise dans une de ses lettres, répercutée par Schüssler, comme formé « de vieux social-démocrates », des « politiciens », « organiquement étrangers » à l'internationalisme, dont il faut gagner les troupes en écartant les chefs. Un « journal commun » serait sans intérêt, « leurs militants achètent *Unser Wort* en nous baisant les mains, car eux-mêmes n'ont rien » <sup>58</sup>.

Il faudra la sortie de Bauer d'Allemagne et son voyage à Prinkipo pour le convaincre : il sera dès lors un ardent partisan de l'unification avec le S.A.P. Avec ce dernier, les négociations sont ralenties par une tournée européenne de Walcher en mai, peut-être à la recherche

d'un contrepoids susceptible d'équilibrer ses rapports avec l'Opposition de gauche et de lui laisser un rôle de « centre » à jouer. Thomas, en revanche, ne semble pas coupable des mêmes attermoissements et paraît favorable à une unification plus rapide<sup>59</sup>.

Il est possible cependant à Trotsky de découvrir dans les lettres de ses camarades d'autres fils, d'autres points d'appui potentiels pour la construction de la nouvelle Internationale à laquelle il est désormais acquis. Les militants ex-social-démocrates d'Asch continuent à hésiter et leur principal dirigeant, Lorenz, capitule, mais rien n'est perdu pour les militants qu'on peut conquérir grâce au journal en allemand lancé par le groupe Neurath. A une autre échelle, Blasco et Karl Erde font état des contacts qui ont été pris en Suisse avec l'écrivain allemand Bernhard von Brentano, l'éditeur Karl Oprecht et surtout l'écrivain italien Ignazio Silone<sup>60</sup> beau-frère de Blasco, qui souhaite la conquête de cette « force de premier ordre »<sup>61</sup>.

Bientôt commencent à Prague des contacts qui se poursuivent à Paris avec l'ex-dirigeant du P.C. autrichien Willy Schlamm,<sup>62</sup> devenu depuis peu rédacteur en chef de la prestigieuse revue *Die neue Weltbühne*, qui va offrir à Trotsky l'hospitalité de ses colonnes.

Ces perspectives sont somme toute encourageantes et exigent que soit rapidement mené à bien le réarmement politique de l'Opposition, son homogénéisation sur l'orientation nouvelle, afin qu'elle soit à même d'être la clé de voûte du regroupement qui se dessine.

Il faut faire vite. D'abord — fait simple mais capital — parce qu'on a perdu beaucoup de temps et qu'une attente supplémentaire ferait manquer d'importantes échéances<sup>63</sup>. Ensuite, l'I.A.G. a convoqué à Paris une conférence internationale où devra se poser le problème du regroupement international<sup>64</sup>. Enfin, parce que tout cela est la condition de la progression qui passe par le travail avec d'autres organisations, ou dans leur sein, comme l'I.L.P. britannique<sup>65</sup> ou à travers le regroupement comme l'O.S.P. et le R.S.P. néerlandais, et surtout parce qu'il faut gagner définitivement la bataille de l'unification avec le S.A.P. Sur ce dernier point, il y a encore beaucoup d'inquiétude. Schüssler, définitivement gagné à l'idée de l'unification, relève que, sous la poussée de leur base, les dirigeants du S.A.P. manœuvrent pour gagner du temps : il craint de les voir jeter dans la balance ce qu'il appelle « toute leur clique internationale »<sup>66</sup>. Bauer, lui, fait remarquer qu'en réalité Walcher ne veut pas l'unification avec l'Opposition allemande, mais seulement « avec Trotsky »<sup>67</sup>.

Dans de telles conditions, il faut convaincre, tenter de forcer le destin. C'est l'objectif et la signification des textes de Trotsky de juin et de juillet tentant de disposer l'organisation pour combattre le plus efficacement possible. L'Opposition de gauche allait-elle réussir à se libérer résolument de son passé de fraction du Comintern, à « dépouiller le vieil homme » ? Sur ce point, Trotsky n'était pas encore complètement rassuré.

Il écrivait certes à Neurath le 1er septembre que l'esquisse de l'Opposition était bel et bien en train de sortir « de l'estuaire vers le large », mais il savait aussi combien il allait avoir d'obstacles à surmonter de la part de ces éléments « sans vie et sectaires » qui ont si peur « que, sur une large arène, leur adresse ne trouve plus à s'exercer », tant « leur psychologie est adaptée à une atmosphère de cercle fermé »... 68

## NOTES

1. Exile Papers (9397) avec la permission de la Houghton Library comme tous les textes ci-dessous cités lui appartenant.
2. L'Opposition de gauche internationale avait pris le titre nouveau de Ligue communiste internationaliste (L.C.I.) à l'issue de son plénum du 13 septembre 1933.
3. J. Berlioz, « Hitler chancelier du Reich », *Cahiers du Bolchevisme*, 15 février 1933. Relevons que Joanny Berlioz (1892-1965), comme Gabriel Péri (1902-1941), ne sont que suppléants du C.C. et qu'aucun membre du B.P. ne s'exprime avant le C.C. du début février.
4. *Le Populaire* était le quotidien de la S.F.I.O.
5. *La Révolution prolétarienne* n° 145, 10 février 1933.
6. *La Bataille socialiste* était l'organe de la « gauche » de la S.F.I.O. *Masses*, fondée en avril 1931, revue mensuelle avait pour programme « l'étude du maxisme sur le plan théorique et de la révolution russe et ses réalisations sur le plan pratique ». Elle associait alors membres du P.C. et « sans-parti ». *L'Etudiant socialiste* était le mensuel commun des étudiants socialistes français, belges et suisses.
7. *La Vérité* était l'hebdomadaire de la Ligue communiste, section française de l'Opposition de gauche puis de la L.C.I.
8. Rapport de Feroci à Trotsky, 25 février 1933. Alfonso Leonetti (1895-1984), avait été membre de la direction du P.C.I. avant de se dresser contre la politique de la « troisième période » et de rejoindre l'Opposition.
9. *La Vérité*, 2 février 1933.
10. Leonetti considérait qu'il s'agissait d'une « concession aux staliniens ».
11. Cette surprise devant la victoire nazie nous semble un élément fondamental et peut-être sous-estimé jusqu'à présent. Comment expliquer autrement l'attitude du sapiste Boris Goldenberg qui, écrivant à Trotsky le 26 janvier 1933 (Houghton, 1521) lui demande un article sur Marx ou une réponse à un questionnaire sur « les causes de la crise dans le mouvement ouvrier » à paraître dans le numéro de mars de la revue *Die linke Front* ? Dans son rapport à la C.E. de la Ligue, R. Molinier (*La Vérité*, 2 février 1933) notait que « le développement de la situation en Allemagne avait fait hésiter passablement de sympathisants qui attendaient un dénouement sensationnel ». Trotsky devait admettre en avril (*Œuvres*, 3, p. 111) que « quelques semaines, quelques jours ont totalement détruit la possibilité de cette variante la plus favorable sur laquelle nous comptions ».
12. L'édition 1932-1933 des *Writings* ne reproduit aucun texte entre le 28 janvier et le 3 mars 1933. Mais Trotsky a néanmoins écrit le texte « Devant la décision » daté du 5 février 1933.
13. « Depuis deux mois, presque chaque nuit, le parti a tenu en alarme nos camarades. Ce furent de longues nuits blanches sans l'arrivée d'un mot d'ordre. Puis, quand la catastrophe s'est produite, les permanences étaient vidées. Les camarades étaient lassés et ne croyaient plus à l'imminence du danger [...]. On est en colère contre le parti et surtout on n'arrive pas à comprendre ».
14. Le numéro 9 de *Masses* avait marqué la rupture avec la revue des éléments les plus liés au P.C. à la suite de la publication des articles « La Tragédie du Proletariat allemand.

Défaite sans combat. Victoire sans péril », d'un militant franco-argentin, Hippolito *Etchebéhère*, dit Jean *Rustico* (1900-1936) qui se concluait : « Il faut que cette honteuse suite des jours où rien ne s'est passé et tout a été perdu pèse sur tous comme elle a pesé sur eux : brisant les optimismes de commande, la vanité qui ne veut rien revoir, rien réviser ; l'intérêt de ceux qui veulent empêcher le débat et continuer comme si rien ne s'était passé [...]. Il faut, enfin, qu'elle pèse de tout son poids sur ceux qui sont capables d'accepter la lourde tâche d'apprendre, de s'affirmer, de recommencer. Puisqu'il s'agit bien maintenant, à peu près, de recommencer ».

15. *L'Étudiant socialiste* publiée de nombreuses contributions sur ce thème. Particulièrement significative est celle de l'étudiant belge Paul Lambert qui écrit en avril 1933 : « La démocratie française apparaît de plus en plus moribonde. Le socialisme a-t-il le droit de lier son sort à cette agonie ? Ce fut la tactique de nos camarades d'Allemagne. On sait ce qui en suivit. [...] Un vent de violence souffle sur la vieille Europe. Venu de la terre calcinée d'Italie, il ravage la démocratie allemande, souffle autour de Vienne-la-Rouge, passe sur tous les pays. Les classes maîtresses en sont comme grisées, les nerfs tendus, les poumons gonflés, la haine frémissante. L'idée de nous museler, de nous enchaîner, de nous abattre, les soulève d'une folle espérance. [...] Tous pourraient bien connaître des déceptions cinglantes. L'expérience de tant de frères torturés n'a pas été vaine. Il n'est pas dit que nous serons toujours les bernés, les victimes, les vaincus ».
16. *La Vérité*, 9 mars 1933.
17. Ce manifeste semble avoir pris à contre-pied l'appareil qui doit pendant quelques semaines adopter son langage. *La Vérité* du 31 mars note qu'en Allemagne où l'appel est diffusé par le K.P.D., de nombreux militants pensent de bonne foi qu'il s'agit d'un faux des social-démocrates ! Dans son discours de clôture de la conférence de la région parisienne du P.C., Maurice Thorez doit rappeler brutalement les limites de cette politique : « Nous n'avons nullement adopté la plateforme trotskyste, car ce que veut Trotsky, c'est la fusion des communistes avec les social-démocrates ».
18. C'est Feroci qui l'indique dans sa correspondance.
19. Houghton (4718).
20. Otto *Schüssler* (1905-1983), un ouvrier de Leipzig, avait été secrétaire à Prinkipo et était venu assurer le remplacement de Walter *Held* (1910-1942). Ruth Fischer et son compagnon Maslow avaient gardé l'expectative depuis 1928 (cf. pp.56-57). Trotsky espérait les gagner comme son fils était en train de gagner leur vieux compagnon Scholem. Jakob *Walcher* (1887-1970), ancien dirigeant « brandlérien » du K.P.D., était le principal dirigeant du S.A.P. où il était entré en 1932. *Thomas*, également dit « Le Gros », était Iakov S. *Reich* (1889-1956), ancien représentant de l'I.C. en Europe occidentale, venu au S.A.P. par la K.P.O. et en contact avec Trotsky depuis 1932.
21. Anton *Grylewicz* (1885-1971), dirigeant ouvrier berlinois, un des têtes de la Gauche allemande, co-fondateur du Leninbund, s'était rallié à Trotsky en 1929.
22. Alois *Neurath* (1886-1952), ancien dirigeant du P.C.T. et de l'I.C., membre de l'opposition zinoviéviste, puis brandlérienne, avait rallié l'Opposition de gauche en 1932. Son groupe germanophone était en assez mauvais termes avec les deux groupes rivaux de Prague celui de l'ancien dirigeant de l'Internationale des Jeunesses Karel Fischer, dit *Michalec* (né en 1901) et Otto *Friedmann* (1905-1979).
23. Lettre du 24 avril 1933 (Houghton, 1896).
24. Lettre du 21 avril 1933 (Houghton, 3572). Neurath rapporte que Walcher avait proposé une « lettre ouverte » dirigée vers les militants socialistes et communistes, lettre que lui, Neurath, jugeait « prématurée ». De toute façon, l'un et l'autre étaient bien d'accord sur la nécessité d'avoir le feu vert de leurs organisations respectives.
25. Lettres des 20 et 23 avril (Houghton, 4718 et 4719).
26. Walcher et ses amis de la minorité de la K.P.O. brandlérienne étaient entrés dans le S.A.P. en 1932 et avaient conquis sa direction au début de 1933 contre l'ancienne équipe « droitière » de Seydewitz.
27. Cette proposition de Walcher explique les réticences du S.A.P. à publier d'emblée une revue avec la seule Opposition de gauche.

28. Les dirigeants trotskystes allemands ont même cherché à entrer en contact avec Seydewitz, dirigeant du S.A.P. battu par Walcher.
29. Le 29 avril (Houghton, 1897), Held rapporte que les quelques exemplaires du journal qui sont parvenus à Vienne se sont arrachés et qu'« on se les montre dans les cafés comme des raretés de bibliophilie ». Il ajoute que les groupes autrichiens n'ont aucune initiative et soupire : « Ah, si nous avions un Münzenberg ».
30. Held note, par exemple : « Ici, cette guerre des sectes est une chose cruelle. Je me suis efforcé à la plus stricte objectivité et j'ai pour résultat que Friedmann me prend pour un homme de Neurath et Neurath pour un homme de Friedberg ».
31. Dans ces conditions, l'absence ou la maladie d'un de ses cadres est un drame.
32. Erwin H. Ackerknecht, dit Eugen *Bauer* (né en 1906) était le dirigeant de la section allemande dans la clandestinité. Trotsky voulait le faire sortir.
33. Lettres des 20 et 23 avril 1933.
34. Lettre du 29 avril 1933.
35. Leonid *Safrys* (né en 1904), dit *Zvon*, dans l'Opposition depuis 1929 était le seul Pragois du groupe Neurath, pas allemand par-dessus le marché.
36. Il s'agit bien entendu des textes de Trotsky dont il semble bien que Neurath avait fait une meilleure lecture que Held.
37. Lettre du 29 mars 1933, *Œuvres*, 1, p. 175.
38. « Réponse au projet de résolution des Allemands », 21 avril 1933, *Œuvres*, 1, p. 142 sq.
39. *Ibidem*, pp. 149 sq.
40. *Ibidem*, pp. 158-162.
41. Il suffit de ce point de vue de comparer la destination des textes et lettres dans les premiers tomes des *Œuvres*.
42. Entretien avec Pierre Frank, 28 décembre 1983.
43. On trouvera le récit par Saurfrignon de sa rencontre avec Trotsky dans le n° 12 des *Cahiers Léon Trotsky*.
44. Cette crise est reconnue par Maurice Thorez qui déclare dans son rapport au 13<sup>e</sup> plénum de l'I.C. (*L'Internationale communiste*, n° 2, 1934, p. 134) : « Un certain esprit de panique, de défaitisme, se manifeste dans quelques rayons et pèse jusque sur la rédaction de notre organe central. La résolution du présidium et l'article de notre camarade Heckert furent publiés avec retard et très mal présentés. Des opinions apparentées à celles qu'exprima le groupe Neumann-Remmele sur « la défaite du prolétariat allemand et la capitulation du K.P.D. » se sont fait jour et ont été condamnées par le C.C. Des camarades déclarèrent que l'on ne pouvait plus avoir confiance dans l'I.C. après que le K.P.D. s'était révélé incapable de déclencher l'insurrection, même pour sauver l'honneur ». Dans le numéro suivant de la même revue, W. Knorin, membre du présidium, relève qu'« en mars et avril, le point de vue trotskyste était répandu dans le Parti que le K.P.D. avait capitulé ».
45. Entretien avec André Ferrat, 5 novembre 1983.
46. L'O.M.S. était l'organisme chargé des liaisons internationales clandestines de l'I.C.
47. André Ferrat nous a indiqué que c'était alors qu'il avait pour la première fois envisagé de créer un groupe d'opposition — ce qu'il allait réaliser autour de *Que Faire* ?
48. Cf. pp. 56-74.
49. Nous ne serions pas complets si nous n'indiquions pas le scepticisme de Ferrat et Frank devant ce texte de Ruth Fischer.
50. Le P.C. tchèque connut tout de même l'affaire Guttman dont Pierre Broué a rappelé les grandes lignes dans la *Revue française de Science politique*, n° 2, 1982, pp. 270-274.
51. Le risque existait de crises graves, comme en témoigne Jean Bruhat qui note comme un fait fondamental que le P.C. ait « maintenu son unité face à l'hitlérisme » (« Le P.C.F. face à l'hitlérisme » 1933-36 », *Colloque du C.N.R.S. sur les relations franco-allemandes* 1980).
52. On peut mentionner les six conseillers municipaux démissionnaires ou exclus en 1929, plus tard une composante du P.U.P. qui avait en 1932 autant de députés que le P.C. Également la Fédération communiste indépendante de l'Est, mais aussi les groupes de Limoges, Oissel, etc.

53. Pierre Frank remarquait en 1932 (Houghton 16849) que « les rares éléments de valeur en contact avec l'opposition unitaire lecteurs de *La Vérité* ne suivaient pas la Ligue sur le redressement du Parti dont elle a fait son axe principal ».
54. « Il faut construire de nouveaux partis communistes et une nouvelle Internationale », 15 juillet 1933 (*Œuvres*, 1, pp. 251-260).
55. Lettre du 5 mai 1933 (Houghton, 4720).
56. Lettre du 8 mai 1933 (Houghton, 4721).
57. L'expression « plumer la volaille » avait été utilisée par Treint, alors secrétaire du P.C., en 1924.
58. Lettre du 14 mai 1933 (Houghton, 4722).
59. Selon Schüssler (lettre du 29 août 1933, Houghton, 4727), Thomas lui aurait confié qu'il ne fallait pas « mettre sur la table des questions de prestige » et qu'il fallait reconnaître « que Trotsky avait eu raison sur toutes les questions, même historiques et internationales et pas seulement sur les questions allemandes ».
60. Bernhard *von Brentano* (1901-1964) est surtout connu pour son roman *Theodor Schindler* : il était alors une sorte de symbole de l'intellectuel antifasciste. Ignazio *Silone* (1900-1978), de son vrai nom Secundo Tranquilli, ancien des J.S. et du P.C., avait été exclu de ce dernier. Il venait d'éditer en Suisse son roman *Fontamara* que Trotsky avait apprécié.
61. Lettre de Blasco, 4 juillet 1933 (Houghton, 5537). Blasco était le pseudonyme de l'ancien dirigeant du P.C.I. Pietro *Tresso* (1893-1944 ?).
62. Willy *Schlam* (1904-1978), ancien dirigeant des J.C. puis du P.C. autrichien, avait rejoint les brandlériens. Il était partisan de défendre les armes à la main les libertés démocratiques menacées, mais croyait « la révolution » vouée à l'échec dans les conditions de l'époque.
63. Neurath (lettre du 25 août, 2576) mentionne le manque à gagner à Asch du fait de ce retard. Il parle de « l'état assez insupportable où l'on exprimait pour l'Allemagne la nécessité du nouveau parti alors qu'à l'échelle internationale, cette déduction sans équivoque n'était pas tirée ». Trotsky lui répond (1er septembre, 9397) que le retard s'expliquait par le souci d'éviter une scission qui aurait résulté d'un excès de précipitation, et que, personnellement, son « expérience avec le mot d'ordre du « nouveau parti » l'avait rendu « quelque peu timide » du fait des dissensions provoquées. Il admettait que l'Opposition avait « perdu plusieurs mois ». (*Œuvres*, 2, pp. 48-50).
64. L'I.A.G., « communauté de travail internationale » avait été créée en 1931 à l'initiative de l'I.L.P. En faisaient partie outre S.A.P. et I.L.P., le D.N.A. norvégien, l'O.S.P. néerlandais, le N.S.P.P. polonais.
65. Le 19 mai 1933, Schüssler interroge Trotsky sur l'I.L.P. : « Ne doit-on pas le juger comme autrefois le S.A.P. comme un développement du réformisme vers le communisme ? ».
66. Lettre du 29 août 1933 (Houghton, 4727).
67. *Ibidem*, 7 septembre 1933 (259). Il ajoute que Walcher n'a aucune confiance dans l'opposition et que ce n'est pas sans fondements : « On ne peut apprécier l'Opposition de gauche internationale que d'après son organisme international. Et quand on l'examine les yeux ouverts, alors on peut avoir un peu peur ».
68. « Les Organisations socialistes de gauche et nos Tâches » (15 juin 1933) et « Il faut construire de nouveaux Partis et une nouvelle Internationale » (15 juillet 1933), *Œuvres*, 1, pp. 209-218 et 251-261.

Maurice Stobnicer

## Des émigrés dans le grand vent

Les I.K.D. et la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale

« *Le grand vent souffle contre nous* »  
(Lettre de Trotsky à O. Schüssler, 6 février 1936)

La découverte, aux archives départementales d'Avignon, des papiers de Paul Richartz <sup>1</sup> constitue un événement pour les chercheurs. Aucun des 1 200 documents ne vient certes bouleverser l'état de nos connaissances, mais l'ensemble apporte un éclairage nouveau sur un important chapitre de l'histoire du mouvement trotskyste. Les historiens ont grâce à eux les moyens de reprendre sur une base plus solide les travaux existants. <sup>2</sup>

Notre article, loin de prétendre épuiser le contenu informatif de ces archives, vise seulement à présenter en détail les documents d'Avignon et à tracer un sillon qui nous a paru de quelque intérêt pour la connaissance du mouvement trotskyste allemand en émigration.

Paul Richartz, né en 1905, membre du K.P.D. et de l'Opposition de gauche et simultanément du S.A.P., émigre à Sarrebruck en 1933. Il y est « instituteur français » jusqu'au plébiscite qui le contraint à un nouvel exil, en France cette fois. Après un passage à Toulouse, il trouve du travail dans une entreprise frigorifique d'Avignon. Il est l'un des animateurs des réfugiés trotskystes sarrois et on lui confie les papiers. Mais en 1939, il est arrêté puis, après non-lieu, interné au camp du Vernet. Les enquêteurs de la sécurité militaire, manifestement imperméables à tout sens des nuances politiques, <sup>3</sup> ont classé ses papiers de façon tout à fait absurde et les ont mis sous scellés. Paul Richartz lui-même a réussi non sans mal à émigrer avec sa famille aux Etats-Unis en 1941. Sa trace a pu être retrouvée et notre ami Pierre Broué l'a rencontré l'été dernier à Pasadena avec son vieux compagnon Karl Molle (Sommer). Ses papiers contiennent une correspondance politique abondante, des textes et documents intérieurs. Le plus précieux, ce sont pourtant plutôt les lettres personnelles et politiques entre militants : elles reflètent l'intensité des discussions politiques et la vie interne de leur organisation, fertile à l'époque en rebondissements.

On y prend conscience des conditions matérielles souvent effroyables dans lesquelles les militants exilés poursuivent leur activité en essayant littéralement de ne pas mourir de faim. On peut suivre leur course au travail, aux papiers, leur combat pour survivre. Le principal correspondant de Richartz, Johre (Josef Weber) malade et sans ressources, ne subsiste que grâce aux travaux de ménage de sa femme. A tel point que ses amis sarrois du Midi, pourtant pas très aisés, organisent en sa faveur un « Fonds spécial pour le paiement du loyer » (*Mietfond*) : mais il a des mots très sévères pour refuser cette aide et menacer de rompre toutes relations en cas de récidive <sup>4</sup>.

On trouve également quelques lettres d'Allemagne, écrites à l'encre sympathique, <sup>5</sup> un long rapport « confidentiel » de Jan Bur (Walter Nettelbeck), de septembre 1935 sur la situation en Allemagne, dont il vient de sortir <sup>6</sup> et une « liste noire » d'ennemis trotskystes et autres, probablement établie par le P.C.F. <sup>7</sup>.

Ce qui donne son unité à cet ensemble quelque peu hétéroclite de prime abord, c'est la possibilité qui nous est offerte de mesurer avec plus de précision le rôle joué par la section allemande, les I.K.D. (Internationale Kommunisten Deutschlands) et sa direction à l'étranger (Auslandkomitee, AK) dans la discussion internationale et la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les documents de Harvard, les *Œuvres* de Trotsky, ont en effet permis de comprendre l'ampleur et le souffle que « le Vieux » entendait donner à sa conception de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale : regrouper au sein de la même organisation internationale plusieurs courants politiques se détachant de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, rassembler plusieurs groupements « centristes » susceptibles d'évoluer vers le communisme et le combat contre le stalinisme, trouver l'accès aux larges masses en restant ferme sur les principes, mais sans sectarisme. Pour ce travail, qu'il considérait comme le plus important de sa vie, Trotsky estimait en 1935 pouvoir disposer de cinq ans. <sup>8</sup> Mais on connaissait moins bien la place tenue par les I.K.D. dans ce combat, dans la mise en œuvre, sur le terrain, de ce vaste dessein, leurs mérites comme leurs difficultés à se hisser au niveau de l'enjeu.

### Les I.K.D. et les discussions avec le S.A.P.

On sait qu'à partir d'août 1933, Trotsky tente de gagner à la IV<sup>e</sup> Internationale différentes formations centristes. Dès son arrivée à Royan, il engage une série de discussions directes, notamment avec Walcher (Schwab), dirigeant du S.A.P., parti issu de la gauche de la social-démocratie, dont la direction a été conquise par un groupe venu de la droite du K.P.D. Tout semble aller bien au début puisque le S.A.P. est l'un des signataires, en août 1933, de la « Déclaration des Quatre » en faveur de la IV<sup>e</sup> Internationale <sup>9</sup>.

Mais en fait, ce sera là le point le plus avancé de l'unification : malgré

les efforts de Trotsky, le S.A.P. refuse de rompre sa solidarité politique avec le centrisme organisé et cristallisé dans l'I.A.G. (Internationale Arbeitsgemeinschaft) et son « bureau de Londres ». C'est en avril 1935 que Trotsky prend acte de ce recul : « Il est clair que le travail de regroupement des forces révolutionnaires sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale doit être mené indépendamment du S.A.P. et contre lui », constate-t-il <sup>10</sup>.

Section allemande de la Ligue communiste internationaliste, les I.K.D. et notamment leur direction à l'étranger, l'A.K., tiennent une place éminente dans les relations avec le S.A.P. et la discussion pour la fusion.

En juillet 1933, les résolutions votées respectivement par les directions en exil du S.A.P. et des I.K.D. sont encourageantes <sup>11</sup>. Elles expriment le désir d'intensifier les relations et envisagent l'unification. La motion I.K.D. mentionne un délai de six mois ; celle du S.A.P. souligne la nécessité du « renforcement de la confiance réciproque » cependant que la première insiste sur celle de « la totale clarté politique » <sup>12</sup>. En octobre, les deux organisations publient en commun leur premier texte officiel, les « Directives pour le travail révolutionnaire dans les entreprises et les syndicats en Allemagne ». La collaboration s'est établie dans de nombreuses localités allemandes, la confiance est née, et il est certain que la majorité des militants clandestins du S.A.P. en Allemagne poussent à la fusion. Mais au moment où les « Directives » paraissent, la direction du S.A.P. à l'étranger est en pleine retraite : six mois plus tard, *Unser Wort* (Notre Parole), l'organe des I.K.D., enregistre l'échec de la tentative de fusion <sup>13</sup> puisque le S.A.P. n'envisage plus de collaborer avec les I.K.D. qu'« au sein du bureau de Londres ». Le devant de la scène est occupé par les divergences au sujet du parti ouvrier norvégien, le D.N.A. (N.A.P. en allemand), dont les I.K.D. constatent l'évolution à droite tandis que le S.A.P. affirme son refus de rompre avec lui. Ajoutons que le S.A.P. se plaint du « débauchage » de ses militants.

Entre mai 1934 — le constat des I.K.D. sur l'impossibilité de l'unification immédiate — et avril 1935 — la rupture entre le S.A.P. et la L.C.I. — l'attitude de l'A.K. est loin de faire l'unanimité des trotskystes allemands. On constate le décalage permanent entre les négociations « au sommet » et les réactions des militants. Mais ce n'est pas seulement parce que l'information circule lentement. A la source de l'état d'esprit pour « la fusion à tout prix », il y a aussi la collaboration concrète, souvent très avancée, des groupes I.K.D. et S.A.P. en Allemagne et le sentiment qu'ils ont que leurs directions tergiversent. C'est à la fin de 1934 que les bulletins intérieurs publient les documents qui s'en prennent à l'attitude de l'A.K. vis-à-vis de la question du S.A.P.

Les critiques sont sévères. On reproche à l'A.K. d'avoir « saboté consciemment les possibilités d'unification » par une « politique figée », de n'avoir « rien fait contre le sabotage mené par la direction du S.A.P. »,

alors qu'en fait « les divergences ne portaient pas sur les principes ». Selon l'auteur de ce réquisitoire, qui signe Pohl<sup>14</sup>, la question du D.N.A., qualifié à la légère de « réformiste » et « contre-révolutionnaire », sans analyse véritable, a été mise en avant par l'A.K. pour faire obstacle à la fusion. L'argumentation de Pohl peut se résumer ainsi : le S.A.P. ne contestait pas le caractère réformiste du D.N.A. et on lui a reproché d'y mener un travail de fraction, alors que les I.K.D. auraient dû mener ce même travail au sein du S.A.P. :

« Nous n'avons rien fait pour aider la base du S.A.P. contre ses chefs [...]. Il est d'ailleurs caractéristique qu'il n'y ait pas eu chez nous la moindre ombre de discussion pour savoir s'il était souhaitable d'entrer au bureau de Londres afin d'y effectuer un travail d'épuration et de scission. Il va sans dire qu'il ne s'agirait là que de convaincre dans la pratique les ouvriers du S.A.P. de la justesse de notre appréciation du bureau de Londres ». <sup>15</sup>

La réponse à Pohl est donnée au nom de la direction par Erwin Wolf (Braun).<sup>16</sup> Il reconnaît que les différents textes et documents critiques « contiennent beaucoup de choses justes ». Il relève, parmi les fautes de la direction allemande, l'illusion que les discussions sur la fusion ne dureraient que quelques semaines, la confusion interne sur la question du D.N.A., l'absence d'exposé clair sur les divergences de principes, le manque de propositions pratiques (échange de matériel, transports clandestins, aide aux réfugiés) adressées au S.A.P. Mais, sur l'essentiel, il ne cède pas. Le S.A.P. voulait certes l'unité, mais « avait peur d'être dévoré ». Son « double jeu » s'explique par les contradictions entre « son caractère progressiste d'une part », sa « faiblesse théorique » de l'autre. La question du D.N.A. a été mise en avant par le S.A.P. pour justifier son refus d'aller vers la IV<sup>e</sup> Internationale et de lui préférer l'I.A.G. :

« La situation n'était pas mûre pour une fusion. Le S.A.P. ne voulait en aucun cas abandonner sa carapace centriste. Nous n'avons pas été assez forts pour l'y contraindre ».

A cette conclusion lucide mais objectiviste, Wolf ajoute cependant une autre analyse qui fait peser sur la direction allemande l'essentiel des responsabilités :

« Nous n'avons jamais su contraindre le S.A.P. à une véritable discussion sur les principes, qui soit en mesure d'influencer également de larges masses de la base du S.A.P. Les polémiques avec le S.A.P. sont un chapitre très triste de notre journal. Les articles n'ont pas été en mesure de rassembler autour de nos principes un noyau au sein du S.A.P. ; au contraire, ils n'ont fait que souder plus solidement la base à la direction ». <sup>17</sup>

Aurait-il été possible de gagner le S.A.P., sinon dans son entier, du moins en partie, par une tactique plus souple ? La question demeure ouverte. Reste le fait brut : la stratégie de regroupement des partis centristes dans la IV<sup>e</sup> Internationale a échoué pour ce qui concerne le S.A.P. Signalons au passage que l'accusation de sectarisme ne fut pas la seule

lancée contre les I.K.D. par leurs propres camarades. Ainsi Walter Held, représentant des jeunes de la L.C.I. à la conférence mondiale des organisations socialistes révolutionnaires de gauche et communistes de jeunes, reçut-il, pour son « opportunisme » une bonne volée de bois vert administrée par Trotsky en personne. <sup>18</sup>

Tous les témoignages concordent cependant sur le fait qu'en Allemagne et même en émigration, les relations amicales et la coopération politique entre militants de ces deux organisations se sont poursuivies après leur rupture officielle. La polémique contre le S.A.P. laisse tout de même chez les I.K.D. doutes et incompréhensions qui amènent Trotsky à revenir sur la question. <sup>19</sup>

### I.K.D. et S.P.D.

Les relations avec le S.P.D. méritent un point particulier dans la mesure où Trotsky n'y est pas intervenu et où il n'en est pas fait mention dans les *Œuvres*. Dans les derniers mois de 1933, dans le groupe S.P.D. de Paris, apparaît, indépendamment de toute intervention directe des « trotskystes », une « déclaration en 14 points » très sévère contre la direction social-démocrate en exil à Prague et qui s'affirme pour une reconstruction du mouvement ouvrier sur des bases nouvelles, révolutionnaires. Cette initiative décide l'A.K. à y organiser un travail de « fraction » qu'elle confie à Goldstein (Stahl), militant berlinois qui vient d'arriver à Paris et n'est pas connu comme trotskyste. <sup>20</sup>

Ce groupe est loin d'être homogène. Bientôt, une vingtaine de membres — un tiers environ —, surtout anciens de la Reichsbanner, se prononcent en faveur du terrorisme individuel et rallient... le K.P.D. Pourtant les I.K.D. saluent la première déclaration du groupe S.P.D. comme positive, bien qu'insuffisante, sa critique portant, non sur le parti, mais sur sa direction et ne mentionnant pas la nécessité d'un nouveau parti ! Même après le départ des prostaliniens, l'A.K. demeure très prudente dans ses conclusions, en même temps qu'imprudente sur le plan formel<sup>21</sup> puisqu'elle écrit noir sur blanc que l'I.K.D. ne fait pas dans ce groupe de gros progrès numériques.<sup>22</sup> En mars 1934, le groupe adopte une nouvelle déclaration : les militants social-démocrates s'y prononcent pour la dictature du prolétariat, pour un nouveau parti révolutionnaire, tout en s'abstenant de se prononcer sur la construction d'une IV<sup>e</sup> Internationale. C'est alors que l'A.K., suivant Goldstein pour lequel toute évolution progressiste ultérieure du groupe S.P.D. parisien vers la IV<sup>e</sup> Internationale est exclue, décide la scission. Quatre de ses membres seulement vont suivre Goldstein aux I.K.D.<sup>23</sup> La montagne a accouché d'une souris.

Pourtant le groupe S.P.D. de Paris propose bientôt au S.A.P. et aux I.K.D. un « cartel de combat » pour « jeter les bases d'un parti ouvrier révolutionnaire » : plusieurs réunions à trois se tiennent pour élaborer une plateforme. Mais ce cartel en formation se brise très vite sous les coups

du S.A.P. qui refuse, « pour ne pas effrayer », de mentionner dans le texte la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, dont il se dit convaincu, et exige « l'interdiction du débauchage des militants ». <sup>24</sup>

Dans le groupe I.K.D., les mêmes qui ont critiqué l'attitude de l'A.K. vis-à-vis du S.A.P. reprochent à la direction de n'avoir pas su exploiter les possibilités qu'offrait le groupe parisien du S.P.D. Wolf admet que, « en luttant contre la droite, certains membres de l'A.K. sont tombés dans l'ultra-gauche ». Il souligne que l'A.K. a eu tort de croire Goldstein dont l'appréciation était fautive. Pour lui, la rupture était prématurée et les responsabilités retombent sur... Bauer.

En fait, il ne semble pas exagéré de dire que les trotskystes allemands, du fait de l'ultimatum de leur direction, ont manqué là une occasion de tisser des liens solides avec une large couche de militants en crise et radicalisés, issus de la social-démocratie. La question, d'ailleurs, rebondit.

### Les I.K.D. et l'entrisme

C'est sur la question de l'« entrisme » — entrée dans les partis social-démocrates — que la section allemande a manifesté avec le plus d'éclat son incompréhension de la stratégie de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale défendue par Trotsky.

En juillet 1934, Trotsky propose l'entrée de la Ligue française dans la S.F.I.O. avec pour objectif d'y trouver un lien avec les masses et de construire un regroupement révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin. <sup>25</sup>

La polémique est tout de suite vive dans les I.K.D. Bauer (Ackerknecht), leader de l'A.K. et du S.I., parle de « capitulation devant la II<sup>e</sup> Internationale » et de « liquidationnisme » <sup>26</sup>... Il est en majorité dans l'A.K. suivi par une écrasante majorité avec Eiffel (Kirchhoff), Lehmann (Hundert), Goldstein (Stahl), Schmidt (Schmuskovitz), Wolf et Held, les groupes de Dantzig avec Kissin, Copenhague, avec Junglas. Seuls Johre et Fischer (Otto Schüssler) suivent Trotsky, et sont bientôt rejoints par Held et Wolf qui se ravisent. La discussion se mène publiquement dans *Unser Wort*. Fischer accuse les majoritaires de « schématisme » et leur reproche de refuser de s'approcher des masses. <sup>27</sup> Cette crise paralyse l'activité de la section allemande qui interrompt même la parution du journal. La correspondance de Johre avec Richartz permet de la suivre presque au jour le jour. <sup>28</sup>

Le S.I., sous la pression de Trotsky, a tenté désespérément d'éviter la scission et de garder Bauer et ses proches, et l'Américain Cannon s'y est sérieusement, mais vainement employé. A la Noël 1934, la conférence des I.K.D. a lieu à Dietikon, près de Zurich sous la présidence de Jan Bur, venu d'Allemagne, et voit l'affrontement entre les « entristes » et les « anti-entristes ». Elle entérine le tournant français et élit Wolf et Johre

à la direction. <sup>29</sup> Bauer, pour sa part, adhère quelques mois plus tard au S.A.P.

Nous ignorons l'exacte étendue des dégâts, s'il y en eut. Compte tenu des conditions concrètes, les militants d'Allemagne ne semblent pas avoir accordé à cette question une place considérable et la conférence elle-même s'attarda plus à l'activité quotidienne concrète. Le destin politique de Bauer — qui n'était pas le premier venu — illustre certes les difficultés de la jeune section allemande. Dans une situation complexe et mouvante, il était sans doute inévitable que des militants de valeur restent sur les bords du chemin.

### Les I.K.D. contre Ruth Fischer et Maslow

C'est également sur une question de première importance puisqu'elle touchait pour Trotsky au problème décisif de la continuité de l'action révolutionnaire que s'est déroulée la crise chronique qui a dressé contre Trotsky lui-même la majorité, sinon la totalité de ses camarades allemands en exil : la question de Ruth Fischer et Maslow. Animateurs de la « Gauche allemande », dirigeants du K.P.D. en 1924-26, liés au courant et à l'appareil zinoviévistes, ces deux derniers avaient été les artisans de la « bolchevisation » du K.P.D., c'est-à-dire de sa soumission aux décisions de l'appareil du parti russe. A ce titre, ils avaient largement contribué à la lutte contre le « trotskysme » et à la dégénérescence de leur parti et de l'I.C. Déposés sur décision de Staline en 1926, exclus, ils avaient participé à la fondation du Lenïnbund dont ils s'étaient retirés peu après la capitulation de Zinoviev et s'étaient tenus depuis à l'écart, dans l'expectative.

Trotsky veut les gagner comme il s'est depuis des années attaché à gagner, par Sedov interposé, leur ami Scholem que la Gestapo seule lui a arrachée. Et bien entendu, pour lui qui est prêt à refaire le parti russe avec Zinoviev jusqu'en 1933, il n'y a pas de problème pour construire une nouvelle Internationale avec les zinoviévistes anciens, après cette date. Tel n'est pas le point de vue des militants I.K.D. pour qui Fischer-Maslow, proches d'eux à trop d'égards, sont à la fois caricature, dérision et bouc émissaire de la dégénérescence du parti. Curieusement, ils proclament en chœur que l'organisation se « discréditerait » aux yeux des ouvriers en accueillant Fischer et Maslow — comme si l'absence de ces derniers leur avait jusque là valu quelque crédit. La direction allemande unanime refuse de les accepter dans les rangs des I.K.D. Trotsky, qui les a rencontrés à Paris en janvier 1934, passe par-dessus la tête de la section allemande et associe les deux militants allemands, par l'intermédiaire de Sedov, au travail du secrétariat international. En janvier 1935, il fera coopter formellement Ruth Fischer au S.I.<sup>30</sup>

C'est le début d'une polémique ininterrompue. En mai 1934, sous

son pseudonyme de Stahl, Goldstein — un ancien du K.A.P. — publie dans *Unser Wort* un article dans lequel il explique que les meilleures réserves pour construire le parti se trouvent parmi les éléments « jeunes, frais et pas corrompus » du S.P.D.<sup>31</sup> Deux semaines plus tard, le même journal publie une réponse de Maslow et la réponse de l'A.K. à Maslow qui a signé Parabellum. Le ton est donné par le texte du chapeau de présentation :

« La rédaction ne se solidarise nullement avec les opinions de Parabellum [...]. Le camarade Parabellum, qui n'est pas membre de notre organisation, a occupé, il y a quelques années, des fonctions de dirigeant au K.P.D. et, sur de nombreux points, y compris dans l'article ci-dessous, son point de vue est plus proche du stalinisme que du nôtre. »<sup>32</sup>

Dans l'article incriminé, Parabellum oppose les militants du K.P.D., membres « subjectivement révolutionnaires » d'un parti contre-révolutionnaire, à ceux du S.P.D., « tous objectivement [...] et pour la grande majorité subjectivement contre-révolutionnaires ». Il ajoute :

« Il est clair que, du point de vue idéologique, des éléments communistes, même confus et infectés par le stalinisme, appartenant au K.P.D., sont en général beaucoup plus proches du marxisme que des éléments du S.P.D. confus et se développant vers la gauche ».

L'article de l'A.K. a beau jeu de rétorquer que « la conception de Parabellum correspond totalement à l'époque de la fraction », quand l'Opposition de gauche essayait de « redresser » les P.C. et l'I.C. Elle souligne que Parabellum ne voit pas les développements en cours. Le K.P.D. a cessé d'être communiste pour devenir contre-révolutionnaire et constitue un centrisme en mouvement vers la droite, alors que les centristes vont à gauche. Et l'auteur — probablement Bauer — interroge Parabellum :

« Pourquoi ne pas rester dans un parti où l'on peut être subjectivement révolutionnaire et même agir de façon objectivement révolutionnaire ? ».

Il conclut par un jugement en guise d'excommunication :

« La conception générale de Parabellum n'a rien, mais vraiment rien de commun avec le bolchevisme-léninisme ni avec le marxisme en général ».

La pression de Trotsky amène pourtant une commission de conciliation<sup>33</sup> et une résolution du 26 juin 1934, de l'A.K., constate :

« Ce n'est pas pour des divergences sur telle ou telle question que nous avons rompu les relations. Nous savons fort bien qu'avec nombre de camarades [...] nous ne sommes pas en accord complet sur tout. Mais ici il s'agit de bien plus. Il s'agit de tout un système de divergences portant précisément sur toutes les questions de notre époque. »<sup>34</sup>

Ce document n'enregistre qu'un seul point d'accord, la nécessité de créer la IV<sup>e</sup> Internationale — et ce n'est pas mince, à vrai dire. Il relève les divergences capitales sur les quatre points suivants : l'analyse du fascisme, du bonapartisme et du social-fascisme, les caractérisations du stalinisme et

de la social-démocratie, la révolution permanente, le type d'organisation à construire.

La réplique de Fischer-Maslow, intitulée « Lettre d'information éditée par la cellule *Internationale* des I.K.D. »<sup>35</sup> récapitule leurs griefs : l'A.K. donne à ses groupes en Allemagne consigne de « ne rien faire », elle manifeste dans la question des « réserves » des « déviations social-démocrates » et son « théoricien » considère que le capitalisme peut résoudre ses contradictions. Elle revendique le limogeage des membres de l'A.K., leur renvoi au pays, la mise en place d'une nouvelle direction ayant à préparer une conférence nationale en pourchassant les déviations et multipliant les consignes d'action.

Le conflit rebondit avec la publication d'un texte sur le *Kirchenkampf* — le combat des églises contre l'Etat nazi qui tente de les soumettre en imposant les « Chrétiens allemands » imprégnés des mythes germaniques. Menacées dans leur position spirituelle comme leurs intérêts matériels, les Eglises catholiques et protestantes résistent et le conflit s'envenime au début de 1935, conduisant à l'arrestation et la destitution de plusieurs ecclésiastiques. Johre intervient avec un article signé d'un pseudonyme et qu'il présente comme provenant d'Allemagne : il y soutient que la classe ouvrière, privée par le fascisme de toute possibilité d'expression indépendante, doit utiliser à son profit la contradiction entre l'appareil des Eglises et l'Etat nazi :

« Le prolétariat a pour devoir de soutenir inconditionnellement, de renforcer et de développer tout mouvement susceptible de mener à un conflit avec l'Etat fasciste ou à une rupture au sein de la bourgeoisie. [...] C'est notre devoir de faire nôtre toute opposition aux prétentions totalitaires du nazisme, car [...] sous le nazisme, la conquête de la plus petite position, même secondaire, est un moyen de faire progresser le rassemblement de nos propres forces [...] ». 36

L'article « de Lux Adorno » met le feu aux poudres une seconde fois. Ruth Fischer bénéficie cette fois de l'appui résolu de Sneevliet qui se plaint que Sommer (Karl Molle) renseigne Trotsky sur l'activité de la presse de son parti. A sa demande, le S.I. réunit une « commission allemande » que préside Leonetti et à laquelle participe Parabellum : elle siège à plusieurs reprises entre juillet et octobre. Les divergences donnent lieu de part et d'autre à des dizaines de pages de polémique acerbe. Ruth Fischer et Maslow accusent Johre d'abandonner tout simplement le terrain même du marxisme !

« Est-il admissible de nommer *notre époque* « époque du fascisme », c'est-à-dire d'admettre une *nouvelle* époque en dehors de l'« époque des guerres et des révolutions » caractérisée par Lénine ?

Est-il admissible, à notre époque et dans les pays impérialistes, de considérer comme progressistes d'autres forces que le prolétariat ?

Est-il admissible d'offrir à d'autres classes qu'au prolétariat notre « soutien inconditionnel », c'est-à-dire de leur proposer *l'hégémonie* ?

Si l'on répond oui à une seule de ces questions, alors toute discussion théorique nous paraît superflue, car dans ce cas on abandonne le terrain du marxisme, le seul sur lequel nous acceptons de discuter ». 37

Trotsky intervient dans le débat par une lettre du 19 août 1935. A la direction allemande, il reproche de ne pas être orientée vers le travail d'entreprise en Allemagne, un reproche formulé par Maslow. Mais il ne suit pas ce dernier dans l'affaire du *Kirchenkampf*, répondant à Fischer-Maslow qui pensaient qu'un marxiste devait combattre l'Eglise en toutes circonstances :

« Bien entendu, il n'est pas question de soutenir l'Eglise. Pour nous, il ne peut être question que de savoir si oui ou non nous soutenons *la lutte politique* des catholiques et protestants pour demeurer catholiques ou protestants et agir en tant que tels. La réponse à cette question est oui. Il va sans dire que, dans le cours de cette lutte, nous n'allons pas nous engager dans un soutien de la religion et de l'Eglise, mais souligner autant que nous le pourrons notre opposition à la religion et à l'Eglise. [...] »

La petite bourgeoisie, soumise à une pression de plus en plus forte, ne peut se passer de l'Eglise, tant qu'elle demeure la petite bourgeoisie. Telle est l'essence du conflit actuel en Allemagne [...]. Il s'agit d'aiguiser ce conflit et surtout de le diriger contre l'Etat [...] ».

Puis il s'explique sur l'emploi du terme « inconditionnel » :

« J'ai employé le terme « inconditionnel » pour signifier que nous avons à remplir nos obligations envers ce mouvement d'opinion sans poser aucune condition aux organisations concernées. Il va de soi qu'il faut le faire. Quelles conditions pourrions-nous poser dans les conditions actuelles et quel parti d'opposition voudrait les accepter ? » 38

Le ton de Trotsky montre bien son souci de ne pas froisser et de ne repousser personne, ce qui n'est certes pas l'objectif des autres protagonistes. Le tournant de l'Internationale communiste vers le Front populaire, l'entrée des trotskystes américains dans le Socialist Party et la brouille avec Sneevliet vont décider de l'éloignement de Maslow et de Ruth Fischer, dans les premiers mois de 1936. L'A.K. a gagné la bataille, mais sans doute à un prix très élevé, car il ne fait pas de doute que les deux anciens dirigeants du K.P.D., s'ils étaient demeurés dans le cadre politique de la IV<sup>e</sup> Internationale, eussent pu constituer un réel pôle d'attraction.

### Ultime Crise

Avec le départ de Wolf pour la Norvège, la direction passe à ceux que l'on appelle désormais Johre-Fischer, dans des circonstances de plus en plus difficiles. L'organisation reçoit en Allemagne des coups terribles : il y avait en janvier 1936 encore 150 militants en Allemagne, mais la répression a frappé dur. A partir du milieu de 1936, il n'y a plus de contacts réguliers, personne à diriger. Le rôle de l'A.K. est d'éditer un journal qui « se délimite » des autres courants, maintienne « le drapeau » et quelques relations dans une atmosphère de défaite où les oppositions personnelles enveniment les rapports d'organisation.

Ruth Fischer et Maslow sont encore au centre avec l'affaire du

*Pariser Tageblatt* dont le K.P.D. a accusé l'éditeur, Poliakov, d'être un agent de la Gestapo. L'opération permet au K.P.D. de s'emparer du journal auquel Ruth Fischer et Maslow collaborent. Un jury d'honneur présidé par Ruth Fischer blanchit Poliakov mais entérine le coup de force. Johre accuse les deux de s'être faits les instruments et les agents du stalinisme. C'est à ce moment que Jan Bur, coopté à l'A.K. à sa sortie d'Allemagne en septembre 1935, se range contre ceux que Johre qualifie d'« ennemis mortels ». Brusquement, Johre-Fischer démissionnent. Le S.I., d'abord pris de court, suit Klement et met en place un secrétariat provisoire avec Jan Bur (Nettelbeck), Alex (Minc), Eduard (Stern), Friedrich (Kissin) et Marcel (Max Laufer).

Uni contre Johre-Fischer, le secrétariat provisoire ne peut cependant s'accorder sur une orientation. Tandis que Jan Bur et Kissin rallient le groupe de Fischer-Maslow, les autres membres, sous la pression de Held reviennent vers Johre-Fischer. En août 1937, une conférence I.K.D. à Paris désigne un nouvel A.K., avec Johre-Fischer, Held, Laufer et les militants d'Anvers. Jungclas rompt avec *Internationale*. Au-delà des rivalités et hostilités personnelles réelles et tenaces, il y a dans l'affaire un enjeu politique : la question de la nature de l'U.R.S.S. Les procès de Moscou ont incité Fischer et Maslow à remettre en question sa nature « ouvrière » et renoncer à sa « défense ». Jan Bur a suivi le même itinéraire.

L'A.K. agonise en même temps que les I.K.D. Une résolution d'octobre 1937 du S.I. décide de « ne plus considérer le groupe Fischer-Johre comme la section allemande », mais une autre, en janvier 1938, revient sur cette dissolution inspirée en fait au S.I. par Rudolf Klement. Mais ce groupe est exsangue et ne compte plus que quelques dizaines de militants dispersés.

### En guise de bilan

Quand la IV<sup>e</sup> Internationale est proclamée en 1938, la section allemande est plus faible que jamais et ses militants ont échoué sur toute la ligne. Il serait vain d'expliquer cet échec par les conflits personnels voire un indéfectible sectarisme, mais non moins faux de se contenter d'une explication objectiviste et de conclure qu'on ne pouvait atteindre l'objectif qu'on s'était fixé en 1933. Pourtant, il n'est pas contestable qu'incompréhensions et retards politiques, rivalités parfois injustifiées, sont venus s'ajouter à une situation politique difficile à maîtriser.

Défendant en 1935 sa propre conception, à la fois large et souple, de la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky écrivait pour défendre sa position concernant R. Fischer et Maslow :

« Il est possible que, dans nos conceptions, il y ait des nuances différentes. Mais est-ce que nous voulons un monolithisme absolu ? » 39

L'attitude des trotskystes allemands à l'égard du S.A.P., des militants social-démocrates parisiens en rupture et de Ruth Fischer et Maslow n'a pas été d'une aide précieuse pour « le Vieux ». Les trotskystes allemands avaient bien des difficultés pour concilier une légitime exigence de clarté politique et le refus du monolithisme. A leur décharge, indiquons pourtant que ces hommes eurent en quelques années à négocier des tournants politiques parfois brusques, le passage à la IV<sup>e</sup> Internationale en 1933, le « tournant français » en 1934, la rupture avec le S.A.P. en 1935, le passage à partir de 1937 à la proclamation d'une Internationale comptant les seuls trotskystes.

### Epilogue : Johre

Avant d'abandonner provisoirement ces dossiers, nous aimerions revenir un peu sur la personnalité mal connue de Johre. Sa correspondance dans les papiers Paul Richartz permet de mieux connaître ce dirigeant important des I.K.D. qu'une certaine « tradition orale » — à laquelle nous avons eu part — présente comme une sorte de « doux dingue » sectaire et mégalomane. A l'appui de cette réputation, le fait que Johre fait parfois précéder sa signature d'initiales S.L., répondant à « Societas Lenin ». Or, dans les dossiers étudiés ici, rien ne vient confirmer ce portrait peu flatteur. Au contraire.

Né le 11 avril 1901 à Gelsenkirchen, musicien de formation, Josef Weber est exclu pour « trotskysme » du K.P.D. en 1932. En 1933 il émigre à Amsterdam, puis Paris, et entre à l'A.K. De cette date et notamment à partir de 1935 où il partage avec Schüssler la direction du groupe, il vit à Paris dans le plus total dénuement, ne donnant que de très rares leçons de piano. Cardiaque, il est hospitalisé à plusieurs reprises. Trotsky s'inquiète, cherche à le secourir : il devra finalement se résigner à conduire ses enfants en Suisse, chez des amis.

C'est une personnalité aux multiples facettes, pour tout dire, très attachante. Une culture marxiste solide l'amène par exemple à défendre contre Jan Bur et Alex la conception de Marx sur la question juive.<sup>40</sup> Doté d'un esprit vif et caustique, il écrit parfois dans un style plein d'humour, émaillé de bouts rimés, et manie très souvent la satire. Il propose d'ailleurs à son ami Franz Meyer (Holz) dessinateur de grand talent réfugié à Anvers, d'illustrer un volume de satires qu'il compte publier sous le titre *A-popo-kalypses*. L'entreprise n'aboutit pas.<sup>41</sup> Autre trait original : croyant avoir découvert une « martingale » infailible, il embarque plusieurs de ses amis dans un système de jeu collectif à la Loterie nationale. Probablement sa réputation de mégalomane est-elle amplifiée par une propension à lancer le mot blessant comme « cet infirme de Julik, ce crétin d'Adolphe et leurs misérables intrigues »...<sup>42</sup>

En septembre 1937, au cœur de la crise de la section allemande, les nouvelles que Held envoie à Trotsky sur les conditions de vie de Johre

sont telles que l'exilé au Mexique s'émeut. Il écrit à des amis américains :

« Nous avons à Paris un émigré allemand, Johre. C'est l'un des plus importants théoriciens marxistes de la jeune génération et pas un théoricien académique, mais un homme qui pense politique [...]. Cet homme est littéralement en train de mourir de faim [...]. Que faire pour sauver cet homme et lui donner la possibilité d'enrichir la pensée révolutionnaire ? [...] Il faut sauver Johre [...] Johre lui-même n'adresse jamais à personne plaintes ou revendications. Il meurt de faim en silence [...]. Je suis certain que l'investissement dans cette affaire serait le plus valable ; et que l'historien à venir de la pensée révolutionnaire le notera avec gratitude ». <sup>43</sup>

Un an plus tard, celui que Trotsky appelle « un homme d'une honnêteté politique absolue » représente avec O. Fischer les I.K.D. à la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale dans « la Grange » de Périgny — et vote pour la proclamation. Il confie pourtant dans une lettre :

« Ce moment historique, à parler franc, m'a laissé aussi froid que le cul d'un chien ». <sup>44</sup>

Une sourde hostilité politique et personnelle oppose Johre à Rudolf Klement depuis 1936. Selon Johre, Klement eut une attitude ambiguë dans l'affaire du *Pariser Tageblatt*, a cherché la conciliation avec Bur en 1937 et de tout temps avec Ruth Fischer et Maslow. Johre et Fischer refusent de collaborer à la revue *Der einzige Weg* que Trotsky et le S.I. voudraient voir publiée en organe théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale en langue allemande. L'antagonisme entre Johre et Klement est tel qu'en mars 1937, Johre annonce qu'il rompt avec le secrétaire administratif. Malgré ses divergences avec Johre sur *Der einzige Weg*, Trotsky prend sa défense contre Klement, écrivant en janvier 1938 :

« Je ne puis me prononcer sur les vicissitudes de la section allemande, mais je sais bien que Held, Johre et Fischer sont les camarades les plus sûrs du point de vue principes. Quelles que soient leurs fautes, il faut savoir s'arranger avec eux ». <sup>45</sup>

Relevons que Klement et Johre s'affrontent aussi sur la question du G.P.U. et de ses méthodes terroristes. En 1936, Klement avait écrit à Trotsky à propos d'un attentat du G.P.U. :

« Je suis d'avis que l'Etat ouvrier, même dégénéré, a besoin d'une police secrète et que, pour cette dernière, dans l'esprit de la défense de l'Etat ouvrier contre ses ennemis impérialistes et leurs agents, en temps de paix comme en temps de guerre, tous les moyens sont bons, y compris la terreur, le rapt, etc. » <sup>46</sup>

Deux ans et demi plus tard, quand on repêcha dans la Seine les débris du cadavre de Klement assassiné, Johre proféra ce commentaire amer :

« C'est vraiment une réponse terrible à sa lettre sur le terrorisme de la G.P.U. ». <sup>47</sup>

En janvier 1939, Johre se prononce contre la tentative de Shachtman de faire abandonner la « défense de l'U.R.S.S. ». Son ami O. Fischer combat Shachtman lors de la « Conférence d'Alarme ». Les vingt mili-

tants des I.K.D. demeurant en France en mai 1940, dont lui et Paul Richartz, sont arrêtés et seront internés dans le sud de la France. Dans l'intervalle, la rédaction d'*Unser Wort* était passée d'Anvers à New York.

A l'automne 1941, Johre réussit à gagner New York. Il rédige en octobre ses « Trois thèses sur la situation en Europe et les tâches politiques ». 48 Il y défend la nécessité d'une étape révolutionnaire-démocratique entre le fascisme et le socialisme, propose comme tâche aux révolutionnaires d'Europe « le combat de la libération nationale ». Il rejoint également Shachtman et renonce à la défense de l'U.R.S.S. qu'il considère comme un Etat fasciste. C'est le début d'une dérive.

A partir de cette époque, Johre s'éloigne sensiblement de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme. La conférence internationale de 1946 condamne ses positions. Retourné en Allemagne après la guerre, Johre constitue un groupe autour de la revue *Dinge der Zeit* (Choses du Temps) qui abandonne totalement le terrain du marxisme et cède à la « guerre froide ». Il meurt en 1947.

Il nous paraîtrait erroné de porter une appréciation sur Johre en fonction d'un certain nombre de ses excès, voire de juger de son passé révolutionnaire à la lumière de ses dernières années. Ni fou, ni génie malfaisant, en fait surtout combattant intransigeant, puis un homme broyé.

## NOTES

1. Il s'agit de deux dossiers de documents appartenant à Paul Richartz, Archives Départementales du Vaucluse, 1 M 828 et 1 M 829. Pierre Broué en a déjà signalé l'existence dans une note des *Cahiers Léon Trotsky* n° 12.
2. Parmi les travaux consacrés à ce sujet, citons W. Alles, *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trozisten ab 1930*, Université de Mannheim, et M. Stobnicer, *Le Mouvement trotskyste allemand sous la République de Weimar*, Université Paris XII, 1980, ainsi que « Contributions à l'étude du trotskysme en Allemagne », *Cahiers du CERMTRI*, n° 29, juin 1983. Tous ces travaux sont dactylographiés.
3. On peut se reporter au début du dossier à la note de synthèse établie par la Sécurité militaire ainsi que la correspondance de Pierre Broué, qui a été placée là par l'Archiviste du Vaucluse.
4. Sur les conditions de vie des émigrés allemands, cf. notamment dans le dossier 1 M 828 les documents 130, 185-188, 219, 222, 223, 256.
5. 1 M 828, documents 584 et 587, signés « Peter Palm », probablement Rudolf Frenzel.
6. 1 M 829, n° 00020, « Bericht über die Lage in Deutschland » portant l'indication « Jan Bur ».
7. 1 M 829, 431, sans titre ni indication d'origine.
8. L. Trotsky *Journal d'Exil 1935*, Gallimard, 1960, pp. 74-75.
9. L. Trotsky, *Œuvres*, 2, pp. 93 sq et 130 sq.
10. *Ibidem*, 5, p. 296.
11. Ce n'est qu'en novembre 1933 que l'ancienne Linke Opposition prend le nom de Internationale Kommunisten Deutschlands.
12. Les deux résolutions sont dans Richartz, 1 M 829, 443 et 444. Celle du S.A.P. a été reproduite en traduction française dans les *Cahiers du CERMTRI* n° 29, juin 1983.

13. *Unser Wort*, n° 16 (32), 2<sup>e</sup> Maiwoche 1934.
14. Pohl, « Kritik der A.K. Tätigkeit », n.d. (1934) dans 1 M 829, 445-446 et 574. Dans sa réponse aux critiques, Wolf mentionne non seulement ce document de Pohl mais un de Schneider et un d'Albert. Ce dernier est le pseudonyme de Georg Jungclas de Hamburg, réfugié à Copenhague. Nous n'avons pas encore identifié Pohl et Schneider.
15. *Ibidem*.
16. Braun, « Rückblick und Ausblick », 16 décembre 1934, 1 M 829, n. 475-485 et 1 M 828, 638-644.
17. « Die Arbeit der IKD in der kommenden Zeit », 1 M 829, 547-8, incomplet, non daté, non signé.
18. Trotsky, *Œuvres*, 3, pp. 298-302.
19. *Ibidem*, entre autres, 6, p. 146 et 180.
20. « Kritik der AK Tätigkeit » (cf. n. 14), « Rückblick und Ausblick » (cf. n° 16). Les déclarations du groupe S.P.D. de Paris dans *Unser Wort* n° 21, 3<sup>e</sup> Februarwoche et 26, 4<sup>e</sup> Märzwoche 1934.
21. Il n'est généralement pas recommandé d'écrire publiquement qu'on a infiltré un autre groupe.
22. *Unser Wort* n° 23, 1<sup>ste</sup> Märzwoche 1934.
23. *Ibidem*, n° 27, 1<sup>ste</sup> Aprilwoche 1934.
24. Braun *op. cit.* n° 16.
25. Trotsky, *Œuvres*, 4, Introduction, voir également Alles et Stobnicer, *op. cit.*
26. E. Bauer, « La Scission de la Ligue allemande », in *Bulletin d'information de la Ligue communiste* n° 3, 1<sup>er</sup> octobre 1934.
27. *Unser Wort* n° 48, 1<sup>er</sup> Septemberwoche 1934.
28. 1 M 828, 113-128. Voici quelques extraits :  
 14 juillet 1934 : 1) Nous avons gagné la bataille. Le camarade Braun est passé hier sur nos positions [...]. 2) La « majorité » s'est divisée, veut pour une part repartir au S.A.P., pour une autre retourner à la vie privée [...]. 3) Nous sommes l'énorme majorité [...]. 4) Nous publierons *Unser Wort* à partir de la semaine prochaine. 4) Le S.I. va rédiger une résolution et prendre position ».
 

2 août 1934 : « Je suis seul avec Fischer contre tout le reste de l'A.K. Le Vieux a raison [...] mais même s'il avait tort, il ne s'agirait malgré tout que d'une question tactique [...] « rompre » sur une telle question [...] non, cela va vraiment trop loin ».

18 août 1934 : « La Ruhr et Amsterdam sont derrière le Vieux, la Tchécoslovaquie (certains comme Julik sont pour le Vieux) se prononcera en tout cas *contre la scission* [...]». Bauer n'aura pas la majorité ».

5 septembre 1934 : « L'A.K. continue à prendre des mesures administratives contre nous. Le journal est arrêté jusqu'après la conférence ».

19 septembre 1934 : « A Berlin, nous avons une forte majorité. A Copenhague, on a demandé littéralement qu'on nous « botte les fesses », au Vieux et à nous ».

25 septembre 1934 : « Merseburg est entièrement de notre côté, Berlin à 75 % pour nous et 99 % contre une scission. Nous allons préparer une conférence de tous les groupes allemands ».

27 septembre 1934 : « Le S.I. hésite et demande que majorité et minorité de l'A.K. préparent en commun la conférence. [...]√ Schwartz (Sedov) et L.D. « couvrent » la minorité [...]√ Bauer siège toujours au S.I. [...] Il faut mobiliser l'organisation d'Allemagne contre Bauer et demander son exclusion du S.I. ».

21 octobre 1934 : « Le plénum a clairement condamné le point de vue de Bauer ».

28 octobre 1934 : « L'affaire Bauer est définitivement réglée ».
29. 1 M 829, 142.
30. Trotsky, *Œuvres*, 5, pp. 62-64.
31. « No stehen unsere Reserven ? », *Unser Wort*, n° 18 (34) 3. Maiwoche 1934.
32. *Unser Wort* n° 20 (36), 1. Juniwoche 1934.

33. 1 M 829, 457<sup>sq</sup>. Il manque la première page.
34. *Ibidem*.
35. *Informationsbrief der Zelle Internationale*, 1 M 829, 13. La « cellule Internationale » était le nom du groupe Fischer-Maslow.
36. Lux Adorno, « Der Kirchenkampf und die Politik der Arbeiterklasse », *Unser Wort*, n° 6 (58), mi-juin 1935.
37. *Bulletin der deutschen Kommission des internat. Sekretariates der IKL*, nov. 1935, p. 48.
38. « Lettre du Camarade Crux à la direction allemande », 19 août 1935 ; en français, *Œuvres*, 6, pp. 148-151.
39. *Ibidem*, 5, p. 63.
40. *Unser Wort*, n° 62 (octobre 1935), *Johre*, n° 64, (décembre 1935), *Alex*, n° 65, (janvier 1936), *Jan Bur et Johre*. 1 M 828, 620.
41. 1 M 828, 620.
42. 1 M 829, 329 (à Holz) le 31 janvier 1938.
43. Trotsky, *Œuvres*, 15, pp. 46-47.
44. 1 M 829, n 247.
45. *Ibidem*, n 427.
46. Copie 1 M 829, 302-3.
47. 1 M 829, 281.
48. *Fourth International*, vol. III, n° 12, déc. 1945, p. 170.

### Trotsky à Paris : 1933<sup>1</sup>

Nous avons évité les contacts personnels avec Trotsky depuis la fin de 1927 où le bloc zinoviéviste-trotskyiste avait scissionné au 15<sup>e</sup> congrès du parti russe, mais nous avons bien entendu suivi attentivement son activité en exil à Alma-Ata puis sur l'île de Prinkipo en Turquie. D'un autre côté, nous avons maintenu de bonnes relations avec Zinoviev et Kamenev et étions aussi dans de plus rares occasions en contact avec Boukharine et Radek. G.L. Chklovsky,<sup>2</sup> le vieil ami intime de Zinoviev, venait fréquemment à Berlin jusqu'en 1933 et des dizaines d'autres amis russes traversaient cette même ville sur leur route vers leur affectation en Europe. Nous eûmes également plusieurs conversations importantes et lourdes de sens avec Chliapnikov et Kollontai.<sup>3</sup> Mais, si nous évitions le contact direct, c'est-à-dire organisé, avec Trotsky, nous voyions assez souvent ses amis et étions bien au courant des progrès de l'opposition trotskyste dans les partis européens, presque aussi bien que si nous avions été membres de leur organisation. Parler de trotskystes dans ce contexte est une sorte d'anachronisme, parce que le mot n'a pris sa connotation particulière que bien plus tard. La substantielle opposition du parti communiste allemand qui avait soutenu le bloc zinoviéviste-trotskyiste contre Staline n'était pas trotskyste dans le même sens que les cercles du parti russe qui avaient été avec Trotsky dans sa bataille de 1923. Les anti-staliniens allemands avaient tous été ou étaient encore membres du parti communiste allemand, luttant avec acharnement sur les questions allemandes avec leurs camarades de parti, mais leurs divergences sur les problèmes allemands étaient bien plus réduites que sur les questions d'une politique anti-stalinienne à l'intérieur de la Russie. Il n'y avait qu'un petit groupe d'entre eux aux côtés de Trotsky. C'est seulement au début des années 30 que Trotsky a réussi à se gagner des partisans à Berlin qui s'intitulèrent eux-mêmes trotskystes, et cela se produisit après que Hugo Urbahns, le communiste de gauche de Hambourg (avec qui nous avions pendant quelque temps essayé en 1927 d'organiser une Ligue Lénine (Leninbund) sur le modèle de la Ligue Spartakus (Spartakusbund) ait entraîné son groupe hors du camp Trotsky sur la question de savoir si la Russie était en train de développer une économie capitaliste d'Etat ou si elle était un Etat ouvrier dégénéré.<sup>4</sup> Les trotskystes officiels n'étaient pas disposés à être trop amicaux avec nous parce que nous n'avions pas rejoint leur organisation. Cependant ils ne cessèrent jamais leurs efforts pour nous regagner, et nous suggéraient d'aller à Prinkipo pour éclairer les questions controversées et régler notre statut organisationnel. Mon ami Werner Scholem, l'ancien député au Reichstag, qui étudiait alors le droit à l'université de Berlin (tué à Buchenwald en 1944), correspondait avec Trotsky et lui donnait les informations quotidiennes sur le parti allemand. Scholem ne cessa jamais d'argu-

menter en faveur de la nécessité de coopérer avec Trotsky dans la construction d'une opposition internationale.<sup>5</sup>

Pour notre part, nous nous sommes refusés à le faire jusqu'aux tout derniers jours de la victoire de Hitler, en dépit de notre conviction que la variété Thälmann de national-communisme<sup>6</sup> serait vaincue par les nazis, nous pensions qu'un soulèvement spontané des ouvriers allemands contre la montée du régime national-socialiste modifierait radicalement la situation. Nous étions encore si proches du parti communiste allemand qu'il nous était possible de mesurer le rejet presque unanime de la politique de Staline dans ses rangs, où seuls les petits responsables les plus simplistes et même plus à la fin, prétendaient encore croire que Hitler ne pourrait pas accéder au pouvoir. Mais même ceux qui chantaient encore bien fort les louanges sur la justesse de la politique de Staline étaient de toute évidence très incertains sur ce qu'ils disaient eux-mêmes et croyaient comme nous que l'unique issue consistait à unifier nos cadres et à les unir aux social-démocrates et aux syndicats. Cet état d'esprit, tel que je l'ai décrit dans les souvenirs de notre fuite à Prague<sup>7</sup>, était si général que nous pouvions raisonnablement nous attendre à une normalisation de nos rapports avec le parti dans l'éventualité du développement d'une quelconque résistance véritable à Hitler.

Notre froideur à l'égard des propositions de coopération avec Trotsky ne découlait cependant pas de cette situation (nous nous attendions à ce que les trotskystes reviennent au parti avec nous), mais de nos interprétations différentes de la situation intérieure dans le parti russe. Nous pensions encore que Trotsky, en dépit du respect qu'avaient pour lui les cadres du parti, comme grand révolutionnaire, ne pouvait arriver au pouvoir sans conclure une alliance avec quelques-uns des autres oppositionnels éminents et sans avoir gagné à lui également une partie de la fraction stalinienne<sup>8</sup>. En opposition aux fulminations de Trotsky contre les capitulars, nous sympathisions avec la tactique de nos amis de s'enfoncer dans le parti et d'y attendre un changement d'état d'esprit des organisations qui les ramènerait à des positions de pouvoir et ferait d'eux l'unique alternative naturelle et possible au Politburo stalinien. Aussi une certaine modération dans la critique ouverte du parti était-elle inévitable à l'intérieur de la Russie et dans une certaine mesure même à Berlin où l'on pouvait dire et écrire ce qu'on voulait contre le régime stalinien. Les liens entre nous et les oppositionnels à l'intérieur de la Russie n'étaient pas rompus, même si ces derniers n'opéraient pas sur le même modèle fractionnel strict que Trotsky, imitant la conception de Lénine en 1903, considérée comme la seule légitime. Nous nous rendions compte de l'attitude nettement amicale à notre égard de nombre de communistes russes et il était parfois plus facile d'être d'accord avec un homme qui était formellement un stalinien qu'avec l'un des fractionnalistes enragés du parti allemand. Nos amis de Moscou s'intéressaient beaucoup à ce que nous faisions et essayaient de nous aider de bien des façons. Maslow écrivit de nombreux articles pour des revues russes sous de faux noms et était payé en marks allemands. Nous donnions également des contributions régulières aux journaux du front Münzenberg (*Welt am Abend* et *Welt am Morgen*) et sans cette aide nous n'aurions pu tenir. L'aspect significatif de cette aide était cependant qu'elle nous était toujours accordée avec l'argument explicite qu'il fallait nous aider à nous organiser nous-même jusqu'au moment où nous serions tous réunis. L'aide d'Arossev à Prague dont j'ai parlé plus haut<sup>9</sup>, ainsi que son offre d'arranger notre réintégration dans

le parti, constituaient le prolongement naturel des rapports qui existaient à cette époque entre nous et nos amis de Moscou.

Après notre arrivée à Paris en avril 1933, nous vivions au cœur de l'émigration allemande dans laquelle, sans conspiration organisée à la Vychinsky, nous rencontrions Wilhelm Pieck, Willi Münzenberg, Hugo Eberlein, Paul Vaillant-Couturier, Jacques Doriot et bien d'autres, et participions à d'interminables discussions sur les conséquences de la catastrophe allemande.

Dans la première période de mon séjour à Paris, je partageais une maison avec mon frère, le musicien, Hanns Eisler ; mon second frère, le dirigeant communiste allemand Gerhart Eisler<sup>10</sup>, vint nous rendre visite, au cours de son voyage vers les Etats-Unis. Nous avons ainsi appris de première main le changement en cours du Politburo vis-à-vis de l'administration Roosevelt. Tout ce monde à Paris s'accordait à penser que Staline, après le terrible désastre allemand, avait totalement et définitivement perdu toute autorité en tant que dirigeant communiste international. Une révision générale était en cours dans le parti russe de sorte que les camarades oppositionnels qui étaient encore en résidence forcée hors de Moscou pourraient bientôt revenir chez eux. C'est là à ce moment que l'on mentionnait le nom de Rakovsky comme celui d'un homme qui pourrait encore rendre au parti de grands services, et, bien entendu, le fait que Zinoviev et Kamenev aient été réintégrés dans le parti en mai 1933, six mois après l'affaire Rioutine, était interprété comme une indication du changement en cours.<sup>11</sup> A Paris, contrairement à Berlin, on nous encourageait à critiquer Staline à voix haute et vivement, à travers une division du travail entre ceux qui devaient agir dans le cadre de la discipline du parti et ceux qui étaient à l'extérieur, parce que le redressement de la politique du parti et de la réconciliation avec les oppositionnels ne pouvaient être réalisés que sous une forte pression de l'extérieur.<sup>12</sup>

Il y avait cependant parmi ces oppositionnels qui oscillaient entre leur ancienne désillusion et un faux nouvel espoir beaucoup qui ne pouvaient réellement imaginer aucun changement décisif dans le parti russe et qui étaient convaincus que Staline ne pourrait être éliminé mais continuerait à régner d'une main de fer. Willi Münzenberg, que je voyais très souvent dans les premiers jours et qui occupait une position élevée en tant que représentant de l'Internationale communiste, était très sceptique sur toute possibilité de changement, peut-être parce qu'il connaissait mieux la mécanique du Politburo stalinien.

Trotsky tira un seul grand bénéfice de la victoire de Hitler : sa longue lutte pour obtenir l'asile politique dans un pays d'Europe fut couronnée de succès quand il obtint un visa français. C'est une de ces coïncidences bizarres que le gouvernement français donna à Trotsky le droit de vivre en France à peu près au moment où se faisait son rapprochement avec le Kremlin. On peut à coup sûr supposer que le gouvernement français avait reçu des informations semblables aux nôtres quant à la fragilité de la position de Staline et le fait que l'opposition se regroupait contre lui. On considérait donc comme possible le retour de Trotsky à Moscou et on a pu considérer comme une bonne politique, en 1933, d'accorder à Trotsky un traitement amical, avec un œil sur l'avenir après un remaniement du Politburo russe. La vigoureuse campagne de Trotsky contre le national-communisme de Thälmann était bien connue et les cercles français l'avaient considérée favorablement. Le gouvernement de Paris pouvait donc s'attendre raisonnablement à ce que Trotsky, une fois revenu à Moscou, y défende une

coopération étroite entre France et Russie contre l'Allemagne. Son opposition au traité de Brest-Litovsk en 1918 peut aussi avoir été rappelée alors, aussi bien que le fait qu'il avait alors même envisagé la reprise de la guerre contre l'Allemagne avec une nouvelle alliance avec les Français.

Le 29 juin 1933, Trotsky reçut à Prinkipo la copie d'une lettre écrite par le ministre français de l'intérieur Camille Chautemps à un membre de la Chambre des députés, Henri Guernut, disant qu'il donnait à Trotsky la permission de résider dans un département du Sud de la France pour raisons de santé et que Trotsky aurait ultérieurement le droit de s'établir en Corse<sup>13</sup>. La Corse en tant que lieu possible d'asile avait été suggérée par Trotsky lui-même qui, aux premières étapes de la négociation, n'avait aucun espoir d'être autorisé à vivre dans ou près de Paris. Le plus vite possible, Trotsky régla la question de la maison dans laquelle il avait vécu plus de quatre ans et il s'embarqua pour Marseille accompagné de sa femme et quatre de ses collaborateurs : deux américains, Max Shachtman et Sara Weber, le Français van Heijenoort et l'Allemand Adolf<sup>14</sup>.

Le gouvernement français cependant se trouva violemment attaqué par la presse à cause de l'autorisation donnée à Trotsky et cette campagne fut menée en même temps par les quotidiens de droite comme *Le Matin*, *Le Journal* et *L'Echo de Paris* et par *L'Humanité* qui était évidemment plus haineuse encore dans son opposition que ses équivalents de droite. On déclara que Daladier, que les communistes appelaient encore un radical-fasciste, avait voulu Trotsky à Paris à cause de ses services inestimables comme agent de l'impérialisme français, anglais et américain. Le gouvernement Daladier souhaitait éviter des incidents désagréables lors du débarquement de Trotsky à Marseille et prit des précautions inhabituelles pour le faire entrer en France *incognito*. Trotsky fut heureux d'éviter les journalistes qui étaient prêts à sauter sur son bateau pour leurs premières interviews sur son opinion quant aux répercussions en Russie de la victoire de Hitler. Dans l'intervalle, le fils de Trotsky, Sedov, était venu de Berlin à Paris et, avec l'aide des trotskystes français, on élabora un moyen simple. Le vapeur *Bolgaria* (prévu pour arriver à Marseille le 24 juin 1933) reçut de Paris l'ordre de s'arrêter à quelques milles à l'extérieur du port de Marseille (ce qui coûta quelques milliers de francs à Trotsky), où un groupe, comprenant Sedov, Henri Molinier et un commissaire de la Sûreté générale, l'attendait dans un bateau à moteur. Quand le *Bolgaria* s'arrêta, Trotsky et sa femme montèrent sur ce bateau qui les emmena près de Cassis, tandis que ses quatre compagnons continuaient pour Marseille avec ses bagages. De Cassis, Trotsky, escorté par deux amis, Leprince et Lasté, se rendit au village de Saint-Palais, près de Royan, pour y résider dans une maison d'été qui avait été louée sous le nom de Raymond Molinier.<sup>15</sup> Peu après, il eut une crise de lumbago et de fièvre et dut garder quelque temps le lit. La presse était pleine de conjectures sur l'endroit où il se trouvait et celui où il s'installerait finalement : on citait la Corse, différents endroits du centre de la France et également Royan. Le comité central itinérant de Trotsky fut organisé de la même façon qu'à Copenhague pendant l'unique semaine européenne qui avait été organisée en 1932.<sup>16</sup> Selon ses notes, cinquante personnes environ vinrent lui rendre visite à Royan : trente Français, sept Hollandais, deux Belges, trois Anglais, deux Italiens, deux Allemands, un Suisse, etc. André Malraux était parmi les premiers visiteurs, ainsi qu'un député du Parlement hollandais, Henrik Sneevliet et Jakob Walcher,<sup>17</sup> le vétéran communiste allemand exclu en 1928 et qui travaillait depuis dans le S.A.P. La visite de ce dernier fut particulièrement intéressante pour moi parce que,

jusqu'alors, les brandlériens dont Walcher faisait partie en dépit de sa séparation temporaire, étaient restés anti-trotskyistes dans leur défense conditionnelle de Staline.<sup>18</sup> Brandler et Walcher n'avaient pas pardonné à Trotsky sa thèse de 1923 les attaquant pour avoir laissé passer le moment opportun pour organiser un soulèvement révolutionnaire en Allemagne.<sup>19</sup>

De Royan, Trotsky alla à Bagnères dans les Pyrénées et n'arriva à Paris qu'au début de novembre 1933. Le gouvernement lui avait dans l'intervalle donné la permission de séjourner à Barbizon, à une heure et quelques de Paris. Cette permission fut accordée, bien entendu, sous le prétexte toujours exact que Trotsky avait besoin d'examen médicaux qu'il pouvait mieux obtenir à Paris et il n'y eut pas d'objection du fait que cette coïncidence facilitait aussi ses activités politiques.

Le politburo stalinien reçut et prit terriblement au sérieux la nouvelle de l'arrivée de Trotsky en France. L'accord entre Staline et le gouvernement turc en 1929 pour garder Trotsky virtuellement prisonnier dans l'île de Prinkipo demeure un des détails les plus troublants de toute l'affaire Trotsky. Le gouvernement turc n'a jamais publié la correspondance qui a dû précéder l'expulsion de Trotsky en Turquie, et n'a donné aucune explication des raisons pour lesquelles il accéda aux désirs de Staline sur une question aussi importante. On peut à juste titre supposer que, quelles que furent les raisons officielles données dans les divers pays où Trotsky demanda asile après 1929, les diplomates soviétiques avaient fait connaître l'attitude de leur gouvernement et que, pour de bons rapports, il serait mieux que Trotsky ne s'installe pas à Berlin ou à Prague. L'arrivée de Trotsky en France accrut l'insécurité du Politburo stalinien parce que les échelons supérieur et moyen du parti bruissaient de rumeurs (peut-être délibérément mises en circulation par Iagoda) selon lesquelles l'apparition de Trotsky en Europe n'était que le premier pas dans son retour en Russie. Il devint nécessaire de publier un communiqué officiel par l'agence Tass en août 1933, démentant catégoriquement que le retour de Trotsky en U.R.S.S. fût soit imminent soit envisagé.<sup>20</sup> *Le Temps* du 13 août renforça ce démenti officiel par un câble de son correspondant de Moscou affirmant qu'en aucun cas Trotsky ne serait autorisé à revenir dans son pays, qu'il était devenu un homme sans programme ni adhérents et que son nom n'éveillait plus aucun écho dans les masses russes. Le correspondant du *Temps* ajoutait qu'un rapport « de source absolument sûre » avait indiqué que même si Trotsky essayait d'acheter son retour par une déclaration de repentir analogue à celles de Zinoviev et de Kamenev, il lui serait néanmoins impossible d'obtenir la permission de vivre en Russie. Que Staline, qui avait certainement fait parvenir cette information au correspondant du *Temps*, ait redouté un tel geste de conciliation de la part de Trotsky pour gagner un soutien plus important à l'intérieur du Politburo et rendre plus difficile d'empêcher son retour, est prouvé par une remarque curieuse faite en passant par le correspondant : « Cependant, écrivait-il, il n'est pas du tout dans le caractère de Trotsky de signer de telles lettres ».

Au cours des quelques mois écoulés entre la victoire de Hitler et sa propre libération de Prinkipo, Trotsky avait décidé que le moment était venu d'abandonner la position d'une opposition interne au parti et de commencer la mise sur pied d'une organisation trotskyste internationale indépendante. Par ailleurs, la même idée circulait dans tous les cercles socialistes européens qui sentaient que les jours de mars à Berlin<sup>21</sup> avaient liquidé sans résolution formelle les organisations tant socialistes que communistes et que les socialistes devaient donc tout recommencer à zéro. Une conférence de socialistes de gauche fut convoquée à Bruxelles à la fin d'août 1933,<sup>22</sup>

formée du parti socialiste révolutionnaire hollandais (R.S.P.), du parti socialiste indépendant de Hollande (O.S.P.), du parti socialiste ouvrier d'Allemagne (S.A.P.), de l'Opposition de gauche internationale (bolcheviks-léninistes), du Parti d'unité prolétarienne (P.U.P.), des Maximalistes italiens, de la Fédération catalane de Joaquin Maurin,<sup>23</sup> du parti communiste indépendant de Suède, Kilbøm, de l'Independent Labor Party britannique et du groupe polonais du Dr Kruk (anciennement Julian Steinberg, le commissaire du peuple des s.r.).<sup>24</sup> Différentes branches trotskystes étaient représentées à la conférence,<sup>25</sup> mais, mécontentes des formulations trop « centristes » de l'Independent Labor Party, elles élaborèrent leurs propres thèses à l'instar de l'opposition léniniste à la conférence de Zimmerwald et se retirèrent à Paris où elles décidèrent de commencer leur activité en appelant à la fondation d'une IV<sup>e</sup> Internationale trotskyste. A Genève, en mars 1934,<sup>26</sup> un « Appel des communistes internationalistes aux Travailleurs du monde pour la IV<sup>e</sup> Internationale » fut rédigé et signé par E. Bauer de l'Opposition de gauche internationale, J. Schwab du S.A.P., P.J. Schmidt de l'O.S.P. et H. Sneevliet du R.S.P., fixant comme objectif de la nouvelle Internationale la dictature du prolétariat, l'établissement d'une république des Etats-Unis d'Europe et d'une république socialiste mondiale. Parmi les mots d'ordre avancés, il y avait : « Pour la milice prolétarienne », « Pour l'armement des ouvriers », « Pour le désarmement de la réaction », « Pour le renversement du capitalisme », « Pour la dictature du prolétariat » et « Pour la société socialiste ». La déclaration se termine ainsi : « Prolétaires des deux hémisphères : la I<sup>re</sup> Internationale vous a donné un programme et un drapeau ; la II<sup>e</sup> Internationale a dressé sur leurs pieds les plus larges masses ; la III<sup>e</sup> Internationale a donné l'exemple de l'action révolutionnaire ; la IV<sup>e</sup> Internationale vous apportera la victoire finale ».

En décembre 1933, quand j'eus appris que Trotsky était installé à Barbizon, j'appelai G[érard] R[osenthal], alors membre de la direction de l'organisation trotskyste française<sup>27</sup> et pris par lui contact avec Sedov<sup>28</sup> qui organisa ma première rencontre avec Trotsky.

Notre rencontre eut lieu peu après dans l'appartement de R[osenthal].<sup>29</sup> Trotsky, au cours de cette période et dans les années suivantes venait à Paris deux ou trois fois par semaine et là, outre ses docteurs, il rencontrait, bien sûr, nombre d'amis politiques, dont de nombreux visiteurs de pays voisins. La dernière fois que je l'avais vu, c'était en 1925 à Moscou. Nous rencontrer de nouveau dans ces circonstances imprévues, en tant que réfugiés politiques, nous semblait la chose la plus naturelle au monde et allant de soi. Je découvris plus tard que c'était vrai pour nombre d'autres camarades avec qui j'avais travaillé dans la première décennie de l'Internationale communiste (mais nullement de tous) ; même une séparation de nombreuses années, pleine de luttes fractionnelles de caractère particulièrement acharné, ne nous empêchait pas de nous plonger rapidement dans une conversation étroite, facilement. Je ressentis beaucoup à quel point Trotsky avait été stimulé en échangeant sa prison de Prinkipo pour Paris. Rasé de près, les cheveux gris, tanné par son séjour dans le Sud de la France, il était aussi et peut-être plus à l'aise dans son vieux rôle de révolutionnaire en exil qu'il ne l'était au temps où il commandait l'Armée rouge. Il se tenait très droit, comme s'il était encore en uniforme et il était très différent des photos mexicaines ultérieures où il était dégarni, les yeux fatigués et une barbiche. La simplicité de son comportement et l'énergie avec laquelle il s'était jeté dans ses nouvelles tâches m'impressionnèrent profondément et me parurent la seule façon d'être qui convint à Trotsky le révolu-

tionnaire, une impression qui ne fut en rien atténuée par le fait que j'avais passé une grande partie de ma vie politique à m'opposer à ses tentatives de développer une théorie communiste à lui. Ses partisans insistaient, disant que Lénine avait accepté la théorie de Trotsky de la révolution permanente en avril 1917, une acceptation qui avait conduit à la complète abolition de toutes les divergences passées entre la pensée léniniste et trotskyste, un bilan largement en faveur de Trotsky. Je nourrissais encore des doutes, provenant de l'époque du combat avec le bloc zinoviéviste-trotskyste, que Trotsky pouvait devenir le personnage central d'un parti communiste russe re-formé, mais, en 1933, j'étais attirée par lui, comme bien d'autres, parce que sa présence physique en Europe semblait pour un moment garantir la continuité de notre lien avec la génération d'Octobre et nous aider à poursuivre sa politique plutôt qu'à la détruire en nous opposant au Politburo stalinien.

Je trouvais ma propre situation presque normale, en dépit du fait qu'il était plutôt difficile de me fixer à nouveau à Paris et que cela devait devenir plus dur dans les années suivantes. Quand nous eûmes abandonné nos illusions sur un soulèvement des communistes et des social-démocrates allemands contre Hitler, je jugeai que mon statut de réfugié politique était le seul qui convenait et en acceptai toutes les conséquences. Mes sentiments personnels à l'époque peuvent être décrits comme relevant de la culpabilité et du repentir plus que de tout autre élément. Malgré ma séparation d'avec le parti — qu'à l'époque je considérais encore comme formelle seulement — je me sentais co-responsable de la catastrophe et je passais beaucoup de temps à me demander ce que j'aurais pu faire pour l'empêcher, avec bien entendu l'attention nécessaire à la politique que Thälmann et Staline auraient dû faire. Communisme et révolution n'avaient jamais été pour moi des concepts métaphysiques en dehors de la sphère des activités politiques humaines. Je ne les acceptais pas comme un substitut de la religion et n'accusais donc pas Dieu de m'avoir abandonnée ou l'histoire de m'avoir trahie, mais je combattais la politique de Staline, que je jugeais désastreuse et les hommes et institutions qui nous avaient imposé à tous cette politique bien que le simple bon sens politique eût dû les conduire à accepter nos idées qui avaient été totalement justifiées par les événements allemands. Comme Trotsky — et ce fut la raison de ma reprise de notre coopération — je considérais la catastrophe allemande comme la fin d'une époque historique au cours de laquelle avaient été enterrés, non seulement le communisme européen dans la forme que j'avais considérée comme praticable après 1917, mais aussi la possibilité de Staline de maintenir son pouvoir en Russie. Je m'attendais donc à un renforcement croissant des régimes contre-révolutionnaires en Europe qui, à la fin, engloutirait le régime d'Octobre lui-même. De toute évidence, dans une situation contre-révolutionnaire d'une telle magnitude historique, les vieilles organisations, dont la politique erronée avait mené à une telle situation, allaient partir en morceaux et rendre non seulement possible, mais impérative, la fondation d'une nouvelle organisation. Sur cette base, l'appel de Trotsky pour la création d'une IV<sup>e</sup> Internationale m'attirait, bien que j'eus des doutes sérieux sur les méthodes par lesquelles réaliser ce projet et peu de confiance — si j'en avais — dans les collaborateurs européens de Trotsky.

Après notre première rencontre, je vis souvent Trotsky à Paris, au cours des deux années suivantes, jusqu'à son départ pour la Norvège en juin 1935<sup>30</sup>. Mes notes sur ces conversations, ma correspondance avec lui et les mémorandums écrits pendant ma collaboration avec lui au cours de ces années ont été détruits par

la Gestapo qui a démolé mon appartement parisien en 1940 et je ne peux donc reconstruire l'essentiel que de mémoire.<sup>31</sup> Comme il y a eu beaucoup de conversations pendant une période au cours de laquelle les événements allaient vite et où mes opinions et les siennes changeaient avec les événements, je ne peux reconstituer aucune de ces conversations même à peu près mot à mot, mais je pense pouvoir donner un bon compte rendu de notre point de départ et des conclusions auxquelles nous sommes arrivés au cours des années suivantes.

Je dois commencer par la remarque qu'il est curieux d'écrire aujourd'hui aux Etats-Unis, mais qui est exacte et que je ne peux pas taire, que le tournant stratégique de Staline dans sa politique extérieure, le développement de la coopération avec les Etats-Unis et la France, n'ont joué qu'un rôle insignifiant — s'il en a même été question — dans mes conversations avec Trotsky. *A posteriori*, c'est encore plus bizarre du fait de ma rencontre avec mon frère Gerhart en juillet 1933, alors qu'il était en route pour les Etats-Unis, et des informations sur ses activités politiques qu'il y avait que je reçus par l'intermédiaire de mon jeune frère qui le suivit à New York en 1936. Mais l'Amérique, Roosevelt, le New Deal, le nouveau rapport de forces entre Russie et Etats-Unis, tout cela était trop loin de l'horizon européen en cette période pour être plus que l'objet d'un intérêt vague pour une région trop éloignée pour jouer un rôle décisif dans les relations entre l'Allemagne et l'Europe. On observa tout ce qui arriva mais on n'enregistra rien. Notre « black-out » intellectuel était si vigoureux qu'il nous était facile de ne même pas regarder pendant longtemps du côté de l'Atlantique, mais de toujours nous retourner vers les frontières de l'Allemagne et de la Russie. Nous évaluions et réévaluions les conséquences de la victoire de Hitler en Europe et ses effets sur la Russie. Nous ne considérions pas le régime de Hitler comme une structuration nouvelle de la société allemande, un phénomène *sui generis*, l'Etat totalitaire, mais une autre version, plus terroriste, de la dictature préventive de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne menaçante. Même si les partis bourgeois allemands étaient détruits et devaient se rendre au parti de Hitler, l'économie du capitalisme de monopole était restée inviolée et avait même été renforcée dans ces conditions de soumission formelle aux organisations nazies. Hitler avait privé ses partenaires bourgeois de nombre de leurs privilèges, mais les avait ainsi sauvés de l'expropriation économique. L'économie capitaliste était restée intacte en dépit de formes politiques changées et, avec elle, les relations de classe entre prolétariat et bourgeoisie qui étaient apparues en Allemagne après un long processus historique. Je pense que je dois ressusciter dans ces souvenirs l'analyse trotskyste de l'Etat nazi que je partageais alors parce qu'une discussion interminable et inachevée sur le changement de structure du capitalisme faisait rage dans les partis communistes comme dans les organisations socialistes correspondantes, et que, de la position prise sur cette question fondamentale, découlaient toutes les variantes de la politique communiste jusqu'au problème principal de savoir si, oui ou non, le développement du capitalisme américain constitue un cas exceptionnel que l'on ne peut comprendre par des analogies avec le développement du capitalisme européen et particulièrement allemand.

A Paris en 1933, cette entente entre nous<sup>32</sup> et Trotsky sur ce qui s'était passé en Allemagne était la promesse d'une action commune. Si la structure du régime allemand n'avait pas été changée par le coup des nazis, alors la tâche qui était devant nous était la même qu'auparavant, et seulement dans des circonstances nouvelles et plus difficiles, c'est-à-dire d'organiser un parti prolétarien et interna-

tional, de préparer une rupture révolutionnaire avec le régime hitlérien. Tous les trotskystes partageaient les illusions de l'Internationale communiste à cette époque, que les conditions nouvelles pour organiser les ouvriers en Allemagne seraient à peu près les mêmes que pour l'organisation des organisations social-démocrates illégales dans la Russie tsariste. Comme on le sait, les organisations clandestines communistes et socialistes fonctionnèrent tant bien que mal en Allemagne jusqu'en 1936 où une nouvelle vague de terreur les anéantit presque totalement. En 1933 cependant, nous pensions que le discrédit du parti communiste allemand et les aspirations organiques à réformer leurs rangs des ouvriers allemands, après tout pas brisés par une sanglante défaite dans une guerre civile, nous ouvraient une grande occasion historique de bâtir, non pas une secte dans la périphérie d'un parti de masse légal puissant et remportant apparemment des succès, mais une organisation de cadres révolutionnaires des éléments les plus avancés de la classe ouvrière allemande. Dans la discussion de cette question avec Trotsky, un certain nombre de questions techniques furent soulevées sur la façon de réaliser cette tâche, mais il serait sans intérêt de les reconstruire ici. J'aimerais cependant relever un point significatif qui faisait de cette tâche d'organisation d'un parti révolutionnaire en Allemagne un objectif particulièrement difficile. Nous nous lançions dans cette entreprise en même temps qu'un certain nombre de groupes concurrents : le S.A.P., les brandlériens, les reconstructeurs, etc. qui proclamaient la même ambition et avoir bien entendu plus de liaisons ou des meilleures. Mais ces groupes adverses et concurrents ne nous troublaient cependant pas trop, car nous étions habitués à vivre entre les fractions hostiles du parti allemand et, en second lieu, notre modèle de comportement dans une situation analogue, le parti bolchevique avant 1917, nous avait montré la même variété, à ne pas s'y reconnaître, de fractions, sur toutes les questions théoriques et pratiques, de sorte que nous considérions comme tout à fait normal un retour à cet état des affaires du parti de type bolchevique d'avant la révolution. Trotsky, soit dit en passant, écarta quelques difficultés avec ses propres partisans en me nommant dans son secrétariat international de cinq membres, me donnant ainsi un statut aux yeux des sections nationales.<sup>33</sup> Il aurait également aimé avoir Maslow<sup>34</sup> dans le secrétariat, mais celui-ci refusa car il demeurait sceptique quant à la possibilité de coopérer avec les trotskystes européens.

Mais le second point, plus important peut-être, à l'ordre du jour, était l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale. La revendication de l'organisation d'une telle Internationale pour succéder au moribond Comintern de Moscou avait été mise en avant souvent par toutes les oppositions de gauche, mais Trotsky y avait résisté, assurant qu'il n'existait aucune chance de renverser le régime stalinien par la pression des cadres du parti pour finalement éliminer la personne de Staline en convoquant un congrès du parti. En décidant de prendre l'initiative de fonder une nouvelle Internationale, Trotsky abandonnait la conception d'en finir avec le Politburo de Staline sans détruire le parti bolchevique historique.<sup>35</sup>

Cette nouvelle Internationale ne pouvait pas être dirigée par les trotskystes russes, non seulement à cause des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles le parti bolchevique-léniniste clandestin devait travailler, conditions que Trotsky estimait plus compliquées et plus dangereuses que celles de ses organisations parallèles en Allemagne hitlérienne, mais parce que le rôle dirigeant que les bolcheviks russes avaient joué dans le mouvement révolutionnaire mondial après 1917 avait disparu avec la dégénérescence du parti stalinien.<sup>36</sup> Les néo-bolcheviks

en Russie ne seraient pas les dirigeants de l'Internationale européenne, mais au contraire, dépendraient de son développement et de ses succès. Ce ne serait qu'au cas où les cadres de la IV<sup>e</sup> Internationale se développeraient et que leur organisation deviendrait une force vive dans le mouvement ouvrier européen, que les néo-bolcheviks russes avaient une chance de progresser. Le centre de gravité révolutionnaire avait définitivement changé de place, selon Trotsky, et cette idée-clé revenait dans ses conversations et écrits de l'époque.

Avec cette idée du déplacement du centre de gravité révolutionnaire, nous avions atteint le point le plus crucial, l'évaluation de la situation du moment en Russie. Il fallait d'abord bien entendu essayer de décrire correctement la situation en termes théoriques. On définissait le régime stalinien comme un auto-gouvernement de la bureaucratie soviétique, oscillant entre des forces de classe intérieures et internationales contradictoires, couronnée par le régime plébiscitaire de Staline (Trotsky disait parfois que, dans ce contexte, il était possible de parler d'un bonapartisme russe). Ce régime stalinien, engendrant des contradictions toujours plus importantes entre lui-même et le prolétariat, allait vers une crise sociale terrible qui pouvait revêtir différentes formes. Le régime bureaucratique et le prolétariat russe opprimé devaient avoir l'un et l'autre ressenti la victoire de Hitler comme une défaite pour la bureaucratie régnante et un danger immédiat immense pour l'existence même de l'Etat soviétique. Alors que nous parlions de la nouvelle attitude à l'égard des oppositionnels dans les cercles de l'Internationale communiste et relevions les dispositions de toute évidence plus amicales vis-à-vis des trotskystes de quelques membres du personnel diplomatique soviétique en Europe, je demandai à Trotsky s'il pensait qu'un changement pouvait se produire dans le parti russe par rapport aux oppositions anti-staliniennes maintenant que Hitler était au pouvoir. Plus catégoriquement que moi, il niait toute possibilité d'une réconciliation et ne s'attendait pas à ce que ses amis encore en exil soient autorisés à revenir au travail politique sans avoir à accomplir l'humiliant rituel d'avoir à faire une déclaration de capitulation devant le Politburo stalinien <sup>37</sup>. Il disait, alors et plus tard, que tous les membres des milieux russes et de l'I.C. qui venaient vers nous à cette époque, et il voulait, bien sûr, dire les contacts sérieux <sup>38</sup> et pas les agents du G.P.U. de toute évidence qui apparaissaient ici ou là, étaient des caractères faibles, incapables de changer la politique du parti et qu'ainsi ou bien ils retourneraient vers Staline ou bien connaîtraient une crise et abandonneraient tout très vite. Ce que Trotsky attendait de ses camarades militants, ce n'était pas une vague déclaration de sympathie personnelle mais une collaboration active. Il ne pouvait envisager de revenir à Moscou et d'être de nouveau accepté dans le parti par Staline qui pouvait alors assurer que l'exil forcé de Trotsky avait été simplement l'un des épisodes dont l'histoire du parti bolchevique était si riche et qui pourrait faire l'unité des rangs face au danger contre-révolutionnaire grandissant. Trotsky n'était pas avare des mots, « puéril », « stupide », « illusoire » et autres expressions vigoureuses, pour exprimer son mépris pour une interprétation aussi erronée du caractère et du régime de Staline. Selon lui, les graves difficultés que Staline avait affrontées dans ces dernières années troublées ne feraient qu'augmenter la pression de l'appareil sur les classes ouvrière et paysanne. Toutes les institutions politiques destinées à résoudre les conflits entre l'appareil et les ouvriers avaient été détruites et la répression par voie administrative devait logiquement continuer, simplement sur un rythme accéléré. La bureaucratie, en se coupant des sources vives de la force prolétarienne, avait

énormément aggravé le danger d'effondrement. Cet idée de l'effondrement imminent du régime russe préoccupa de plus en plus Trotsky jusqu'à sa mort. Comme il ne doutait pas que la victoire de Hitler ne conduise effectivement en définitive à une seconde guerre européenne, il se préoccupait des conditions de cet inévitable effondrement de la Russie stalinienne. Hitler aurait besoin de plusieurs années pour préparer sa guerre, puisque l'Allemagne n'était pas encore prête et que le régime nazi avait besoin de temps pour adapter ses rapports avec les autres puissances européennes. Si le régime de Staline devait s'effondrer avant le déclenchement de la guerre par Hitler, tout commencerait par une révolte des ouvriers qui auraient perdu le contrôle des usines et de l'Etat et ainsi, atomisés et désespérés, seraient contraints de faire la grève pour se défendre. Trotsky espérait vaguement de telles grèves de masses coïncidant avec une atteinte à l'économie planifiée, au moment où un groupe de bureaucrates pillards tenteraient de s'approprier certains trusts d'état en concurrence avec d'autres, un processus de retour de ces trusts d'état à la forme de trusts capitalistes. La résistance des ouvriers, leurs grèves de masse, seraient la réaction naturelle et légitime à cette usurpation : la machine politique de Staline se briserait alors rapidement sous l'attaque combinée des bureaucrates de l'Etat et des ouvriers mécontents. Ce développement se produirait sur un arrière-plan de révoltes paysannes contre la collectivisation forcée et, à la fin, le parti stalinien perdrait également le contrôle de l'armée, formule qu'on peut seulement comprendre comme le fait que Trotsky s'attendait à une mutinerie ouverte de l'état-major et du corps des officiers. Au cours de ce processus, le régime stalinien s'effondrerait et la situation dans le pays deviendrait si terrible qu'on ne pourrait même pas parler de la restauration d'un régime capitaliste mais de celle du chaos capitaliste dans une société soviétique atomisée.

Trotsky, alors et aussi plus tard, prédit, avec un certain nombre de variantes intéressantes que le parti dégénéré allait engendrer en Russie une économie capitaliste et il s'en tint toute sa vie à cette analyse. Il avait toujours soin de souligner le caractère transitoire du régime et il brisa avec nombre de ses partisans qui pensaient que la restauration avait déjà eu lieu et que par conséquent la défense du régime soviétique n'était plus désormais l'affaire des socialistes. Il écrivit quelques-uns de ses essais les plus brillants pour définir et re-définir le caractère de ce régime de transition et pour approfondir dans tous ses aspects la recherche d'une stratégie adaptée à son double rôle de combattre les traits de dégénérescence de l'Etat soviétique tout en défendant son économie encore socialiste. L'ironie de cette polémique était que, de l'autre côté de la frontière, Staline accusait Trotsky de conspirer avec les ennemis de l'Union Soviétique pour restaurer le capitalisme en Russie, de sorte que les deux grands antagonistes s'accusaient l'un l'autre du même crime et que, plus le débat continuait, plus il était vidé de son contenu initial.

Cette question controversée du type de régime que représente l'Etat soviétique doit être traitée dans un autre aspect de cette étude. A ce point de notre histoire cependant (la fin de 1933), il n'existait aucune autre interprétation acceptable pour les communistes exclus et dissidents qui avaient été plongés dans la plus grave des anxiétés intellectuelles par le développement du parti stalinien. Inspirés par la vision du mouvement ouvrier révolutionnaire autonome, il leur était facile d'accepter l'objectif indiqué par Trotsky, que la tâche primordiale à l'intérieur de la Russie était la reconstruction d'un parti ouvrier autonome plongeant ses racines au plus profond et capable de réanimer toute la société soviétique. Le nouveau parti à

construire serait le successeur du parti bolchevique de Lénine, mais il serait composé de cadres trotskystes qui, comme Trotsky devait le souligner à maintes occasions, avaient été construits pendant les dix années qui avaient suivi sa première attaque contre le comité central stalinien, à l'intérieur du parti et dans la jeune génération dont il était le comité-central-en-exil, comme Lénine l'avait été pour les bolcheviks à Zürich. Trotsky répugnait plutôt à donner des détails techniques sur ses rapports avec les trotskystes clandestins en Russie, mais parlait avec enthousiasme de l'évident progrès de son influence dans la jeune génération socialiste. Même la presse soviétique officielle, au cours des derniers mois, à la fin de 1933 ou au début de 1934, écrivait-il, a reconnu que nos adhérents ont fait courageusement leur travail et non sans succès. La question se posait naturellement de la façon dont ce parti trotskyste agirait dans l'éventualité d'un effondrement anticipé du régime. Trotsky faisait dépendre la réponse à cette question de celle de savoir si la croissance des cadres internationaux serait suffisamment forte pour soutenir les trotskystes. La revitalisation des forces prolétariennes en Russie, selon lui, dépendait entièrement de la résurrection du mouvement révolutionnaire en Europe. Si une génération nouvelle d'ouvriers devait entrer dans les partis social-démocrates comme résultat de la défaite de l'Internationale communiste, ce ne serait que pour peu de temps : la tension politique grandissante en Europe pousserait ces mêmes masses vers une nouvelle Internationale révolutionnaire « avec une perspective claire et un drapeau sans tâche ». Dans les conditions les meilleures, le régime stalinien s'effondrerait sous la pression combinée de la contre-révolution capitaliste montante en Russie et du mouvement ouvrier révolutionnaire non-stalinien en Europe. Entre ces deux forces sociales antagonistes, l'appareil stalinien, qui occupait maintenant une position centriste, abandonné par les forces contre-révolutionnaires sur lesquelles il avait pris appui dans sa lutte contre le prolétariat, resterait suspendu en l'air. A ce moment, le parti trotskyste clandestin, ayant pris la tête des masses, éliminerait l'appareil stalinien, lui substituerait ses propres organisations autonomes et trouverait ainsi la force de battre la contre-révolution capitaliste. Le parti international, marxiste, trotskyste, ne pourrait remporter la victoire que sur la vague d'une telle guerre civile ; il ne ferait cependant pas la guerre à la bureaucratie stalinienne, mais à la contre-révolution menaçant également la bureaucratie et les travailleurs. Ainsi, le prolétariat russe, sous la direction des trotskystes, n'organiserait pas un soulèvement armé contre le régime, mais utiliserait la rupture entre l'appareil stalinien et ses partisans pour le remplacer par son propre gouvernement prolétarien et limiter ses mesures contre les staliniens à des mesures de police, un terme que l'on pouvait traduire par la guérison des cadres staliniens, non en les mettant dans des asiles d'aliénés, mais en les éduquant et les réorganisant, mais aussi en arrêtant et déportant les incorrigibles. En choisissant le terme « mesures de police » pour ses mesures contre le Politburo stalinien, Trotsky souhaitait indiquer qu'il n'envisageait pas l'extermination terroriste de ses adversaires, mais plutôt leur reconditionnement. Trotsky répéta à cet égard que la couche stalinienne devait être écartée de force, force signifiant exactement ce type de processus qui éliminerait du pouvoir une caste dirigeante ayant prouvé qu'elle était incapable de défendre l'économie socialiste contre ses ennemis de l'intérieur. A sa place on installerait dans l'armée, dans l'usine, dans l'administration, un nouveau groupe de dirigeants. En cas de guerre, Trotsky s'attendait à un effondrement social identique, mais infiniment plus important. C'était précisément l'imminence de la guerre européenne qui rendait Trotsky aussi plus optimiste qu'en 1933. Comme les autres socialistes euro-

péens, il voyait dans la victoire nazie la preuve que le capitalisme, dans sa forme démocratique, était arrivé à une impasse en Allemagne et que le régime qui succéderait aux nazis ne pouvait être qu'un régime socialiste prolétarien. Le nazisme, selon sa conception, ne pouvait atténuer ces antagonismes, mais seulement les supprimer pour un temps et, plus les nazis les réprimaient, plus ils exploseraient. Les chances de victoire de Hitler étaient considérablement moindres que l'avaient jamais été celles de Guillaume II et, comme on sait, Guillaume n'avait pas précisément remporté la victoire. Trotsky attendait à tout moment une catastrophe sociale d'une ampleur analogue au Japon, car il ne doutait pas que les Japonais allaient vers la guerre soit contre les Etats-Unis, contre la Chine, contre la Russie, soit contre les trois à la fois. Si les forces révolutionnaires européennes devaient s'avérer trop faibles pour empêcher cette guerre qui menaçait, elles surgiraient à nouveau très vite après son éclatement, car les secondes naissances sont couramment plus faciles que les premières. Comparant le cours des événements pendant la première guerre mondiale et cette seconde guerre mondiale encore hypothétique, Trotsky prédisait qu'il ne serait pas nécessaire d'attendre deux années et demi entières pour la première insurrection. L'Union soviétique, impliquée d'une façon ou d'une autre dans ce nouveau cataclysme, ne se sauverait pas par des combinaisons avec les états-majors des autres pays belligérants, mais par la force du prolétariat montant qui ne serait pas brisé par le conflit impérialiste. La Russie soviétique ne trouverait aucun secours chez ses alliés ou les amis de la paix récemment organisés qui la poignarderaient dans le dos. L'Internationale communiste barbussisée<sup>39</sup>, redoutant le mouvement révolutionnaire se développant et se répandant sous ses yeux, se décomposerait rapidement et déserterait le régime du Kremlin pour passer aux impérialistes<sup>40</sup>. A un moment quelconque de ce processus, le gouvernement soviétique, abandonné par tous ces amis du moment indignes de confiance, resterait isolé et ne trouverait de véritables alliés que dans les organisations trotskystes qui viendraient au secours de la classe ouvrière non en paroles mais en actes et proposeraient aux cadres staliniens pris à la gorge un front unique contre l'ennemi commun impérialiste. Si l'Internationale trotskyste représentait à ce moment une force sociale et politique réelle, la bureaucratie ne pourrait pas rejeter cette offre de front unique, son unique possibilité de survivre au moment du pire danger. Un tel front unique changerait le statut des organisations trotskystes clandestines en Russie soviétique dans les vingt-quatre heures. Trotsky, même dans les cercles les plus intimes, ne s'est jamais laissé aller à rêver de son retour d'exil à Moscou. Mais sa vision de son retour en Russie l'a maintenu en vie pendant ses longues années d'exil<sup>41</sup>, et c'est ce à quoi pensait Vychinsky quand il arrachait à plusieurs accusés des procès de Moscou l'aveu qu'ils attendaient en fait le retour de Trotsky. En écrivant des lignes générales sur cette fin hypothétique de son exil, Trotsky ne pouvait cependant pas supprimer la remarque la plus révélatrice : « Si la bureaucratie ne peut éviter un front unique avec nous au moment de la suprême urgence, que restera-t-il donc de l'incrustation de mensonges et de calomnies pendant tant d'années ? ». Il s'empressait d'ajouter, pour ceux de ses partisans qui craignaient encore qu'il fasse un compromis avec Staline au-dessus de leur tête, que, pour lui, le front unique avec les staliniens ne signifierait pas un pardon général pour tous ceux qui avaient commis des crimes contre le peuple. Même en cas de guerre, il n'y aurait aucune union sacrée comme celle entre les bourgeois et les social-démocrates pendant la guerre impérialiste et les trotskystes ne suspendraient pas leurs critiques pour mieux

tromper le peuple. En prédisant la rupture de l'équilibre bureaucratique, Trotsky rejetait froidement l'accusation selon laquelle le fait de prédire une situation telle qu'il la décrivait signifiait qu'il la désirait ou travaillait à la créer. Il soulignait qu'il prévoyait d'avance l'effondrement catastrophique du régime stalinien comme le résultat inévitable des conditions objectives et des erreurs subjectives et crimes, pour lesquels il ne se sentait nullement responsable et qu'il avait tenté de prévenir. Selon lui, c'était le devoir du parti international de prévoir l'événement et de s'y préparer.

Bien entendu la question de Staline et de son caractère revenait sans cesse. Nous tous haïssions certainement Staline plus que tout autre ennemi politique, Mussolini et Hitler compris. La haine contre ces derniers avait un caractère froid, impersonnel. Ce n'étaient pas des êtres humains au sens où nous pouvions être déçus ou blessés par leurs actions. Ils étaient l'incarnation de tout ce qui était hostile et combattre contre eux était une question impersonnelle, leur mort désirable n'était qu'un point dans un vaste horizon d'autres actions nécessaires pour que ça change. La haine contre Staline avait le caractère que quelqu'un issu de nos propres rangs était rendu responsable d'un immense désastre ; nous avons longtemps continué à croire que, sans sa sinistre influence personnelle, le processus aurait pu être arrêté sans qu'on ait à appliquer des mesures extrêmes, mais que la présence continue de Staline rendait inévitable la catastrophe menaçante. L'appréciation portée par Trotsky sur le personnage de Staline est trop publiquement connue pour exiger d'être commentée ici, mais, dès que quelqu'un dans ses rangs commençait à hésiter et à spéculer sur la possibilité d'un réalignement des forces dans le Politburo, il insistait toujours sur le fait que, tant que Staline était au pouvoir, il ne pouvait s'ouvrir aucune route pour la réforme du parti<sup>42</sup>.

Le travail d'organisation de la construction des cadres de la IV<sup>e</sup> Internationale commença et pour les deux premières années les résultats ne furent pas trop mauvais, compte tenu de la rude tâche attendue de rétablissement d'une organisation révolutionnaire. Des centaines d'individus, de toutes les ailes du mouvement socialiste, prenaient contact avec Trotsky et lui demandaient son avis. Plus de trente sections furent créées, pas seulement dans les pays d'Europe, mais en Chine et aux Etats-Unis. Ce n'était pas leur force numérique qui comptait cependant, car elle était plutôt réduite en comparaison des organisations ouvrières traditionnelles ; ce qui était important, c'était leur influence dans le mouvement ouvrier européen dont elles faisaient partie de façon organique. Il existait des dizaines de questions théoriques et pratiques sur lesquelles les trotskystes se séparaient des socialistes européens et des travaillistes anglais et les dirigeants traditionnels, très souvent ennuyés par l'immaturation et l'agressivité des jeunes organisateurs trotskystes, avaient tendance à les traiter sévèrement, comme un groupe périphérique nuisible. Néanmoins les trotskystes appartenaient à la famille et avaient une chambre, même petite, à la maison. Aussi, à l'intérieur des organisations socialistes européennes et du parti travailliste britannique, les trotskystes n'avaient qu'une position marginale, mais leur influence dans la façon de faire la critique du régime stalinien dans ces organisations était considérablement plus importante. Du point de vue de la bureaucratie ouvrière traditionnelle, les trotskystes représentaient un chiffre proche du zéro parce qu'ils n'avaient pas d'adhérents autour d'eux et ne pouvaient faire sentir leur influence dans les élections parlementaires. Du point de vue du Politburo stalinien de Moscou, la situation était bien différente. Même la minorité trotskyste la plus petite, mais

organisée, était un danger permanent, parce que ces trotskystes pouvaient traverser les frères barrières qui séparaient les organisations les unes des autres et influencer le mouvement ouvrier européen dans le sens d'une position critique sur le régime stalinien. Les mêmes mesures préventives qui étaient prises en Russie pour prévenir toute opposition à venir et l'abattre avant qu'elle ait pu grandir, étaient prises dans les partis socialistes européens par nombre d'agents staliens. Si l'on tient compte des difficultés de Staline avec l'opposition intérieure, il n'y a aucun paradoxe dans une politique qui conduisit à une reconstitution de l'Internationale communiste par un tournant vers le Front populaire appelant à l'unité d'action des antifascistes contre le nazisme, et ainsi à la défense de l'Union soviétique, et la lutte sans pitié pour l'extermination des trotskystes qui commença à la même période.

J'ai participé au secrétariat international jusqu'au début de 1936 environ, avec Jean Rous, alors représentant des trotskystes français, A. Leonetti, un communiste italien qui avait laissé en 1929 le parti italien par dégoût pour sa politique ultra-gauchiste, et Léon Sedov.<sup>43</sup> Nous étions le cœur, flanqués de représentants, qui changeaient, des ailes allemande et française, les Allemands dessinant les figures les plus lamentables, car, nulle part, l'attente de Trotsky de la renaissance d'un mouvement prolétarien autonome n'a été plus contredite par les faits qu'en Allemagne.

J'ai rompu avec l'organisation trotskyste quand s'est développé le mouvement du Front populaire français, non parce que cette expérience changeait mon interprétation du régime stalinien, mais parce qu'elle m'obligeait à réviser fondamentalement mes vues sur les prémisses et les perspectives du socialisme européen. Le Front populaire français, en conjonction avec les événements d'Allemagne, me prouvait que, désormais, ni la formule de « dictature du prolétariat », ni celle du « parti néo-léniniste » n'étaient valables dans les nouvelles conditions en Europe à la veille de la guerre avec Hitler. Ce rejet des conceptions de Trotsky n'a été ensuite que renforcé par l'expérience de la seconde guerre mondiale et de ses lendemains. J'ai pu éviter la polémique publique avec Trotsky sur nos divergences et maintenir avec lui des relations amicales par l'intermédiaire de Sedov avec lequel j'ai eu des contacts occasionnels jusqu'en 1938. J'ai été attristée de la mort prématurée de Sedov<sup>44</sup> et profondément secouée par les détails de la fin tragique de Trotsky au Mexique.<sup>45</sup>

## NOTES

1. Ce texte est un chapitre des mémoires inédits de Ruth Fischer qui sont déposés, comme les papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard. Il nous a été signalé par son biographe, le Dr Peter Lübke, et est reproduit ici dans une traduction de J. Redon avec la permission de la Houghton Library et du Dr Gerard Friedlander. Nous l'avons assez copieusement annoté. La mémoire de Ruth Fischer était en effet excellente, si bonne que, vingt années après, elle croyait pouvoir se passer de toute vérification — et, sur ce point, elle se trompait. Il nous a paru nécessaire de signaler les erreurs et confusions, ne serait-ce que pour donner toute sa valeur à ce témoignage. On peut relever la première dans le titre même où Ruth Fischer a choisi de retenir la date de 1933 alors qu'elle n'a rencontré Trotsky que dans le cours de la troisième semaine de janvier 1934.

2. Grigori Lvovitch *Chkelovsky* (1875-1937) avait rejoint le parti en 1898 et, après plusieurs arrestations, avait émigré en Suisse en 1909. Il fut délégué des bolcheviks au congrès de l'Internationale à Bâle en 1912 ; il revint à Moscou en 1917 et travailla pour les affaires étrangères jusqu'en 1925. Ensuite, membre de la commission de contrôle, il anima avec Kasparova le « groupe-tampon » de 1927, mais fut exclu seulement de la commission de contrôle. A partir de 1928, il travaillait dans le trust de la Chimie et faisait de nombreux voyages à l'étranger. Officiellement, il est mort en prison.
3. Aleksandr G. *Chliapnikov* (1884-1943), ouvrier métallurgiste, membre du parti en 1901, avait vécu en exil en Suisse et était revenu en 1914 travailler en usine sous une fausse identité. Il avait animé en 1920-21 l'Opposition ouvrière avec Aleksandra M. *Kollontai* (1872-1952). Chliapnikov avait fait partie de l'Opposition unifiée mais l'avait quittée en 1926. Il allait être arrêté en 1933. Kollontai, elle, avait commencé une carrière de diplomate et se tenait à l'écart des oppositions organisées.
4. On trouvera des indications sur les développements ci-dessus dans le même numéro, pp. 4-25 et dans la *Correspondance Trotsky-Rosmer* notamment.
5. Il n'existe aucune correspondance entre Scholem et Trotsky à la Houghton Library. En réalité, comme le montrent les documents découverts dans les archives Sedov, à la Hoover Foundation et le témoignage du Dr Erwin H. Ackerknecht qui fut sous le nom de « Bauer » un des dirigeants de l'Opposition de gauche allemande, les choses ne se passèrent pas ainsi. Scholem rencontra Sedov peu après l'arrivée de ce dernier à Berlin en 1931 et cette rencontre noua des liens solides entre les deux hommes. A partir de cette date, Scholem eut des relations étroites avec Bauer à qui il donna chaque semaine des informations sur la vie du K.P.D. ainsi que des articles pour le journal de l'Opposition de gauche *Die permanente Revolution*. Il envisagea un voyage à Prinkipo et y renonça devant la crainte de Trotsky qu'il ne se trouve pas à Berlin au moment d'événements décisifs. On sait qu'il fut arrêté une première fois, libéré, émigra, mais fut pris au retour en Allemagne en avril : un rapport clandestin de la « section allemande » indique qu'il avait commencé à travailler clandestinement avec elle. Il a été tué en 1939 et non en 1944 comme l'indique Ruth Fischer. Il ne semble pas en outre que Trotsky ait tenté avant 1933 d'obtenir une visite de Ruth Fischer : le cas Scholem était particulier. Scholem est mentionné à plusieurs reprises dans la correspondance entre Trotsky et Sedov.
6. Ernst *Thälmann* (1886-1944), ouvrier de Hambourg, était le « chef » placé à la tête du K.P.D. par Staline et qui endossa la responsabilité de la politique qui ouvrit à Hitler le chemin du pouvoir. Nous croyons pouvoir indiquer que le mot de « national-communisme » forgé sur le modèle de « national-socialisme » répond aux convictions de Ruth Fischer quand elle écrivait ce texte dans le début des années 50, mais pas en 1933.
7. Il s'agit du chapitre précédent des mémoires de Ruth Fischer décrivant ses premières semaines d'émigration.
8. Ruth Fischer décrit ici la politique même qui fut celle de Trotsky en 1932 lors de la formation du « bloc des oppositions », l'alliance avec des gens comme Zinoviev, Kame-nev et autres « oppositionnels éminents » après avoir gagné une partie « de la fraction stalinienne », les gens comme Lominadzé, Sten et autres. De toute évidence, Ruth Fischer ignore l'existence du « bloc », ce qui valorise d'ailleurs son témoignage.
9. Aleksandr Iakovlevitch *Arossev* (1890-1938), membre du parti en 1907, ancien étudiant en philosophie passa dans la diplomatie après la guerre civile et fut ministre de l'U.R.S.S. en Tchécoslovaquie à partir de 1929. Il était le beau-frère du trotskyste pragois Harry Freund et nous avons trouvé bien d'autres traces de sa bienveillance à l'égard des milieux d'opposition et aussi du fait qu'il se trouvait à l'origine de bien des « rumeurs » sur des négociations avec Trotsky cette année 1933 où il fut rappelé. Il est mort en prison et a été réhabilité du temps de Khrouchtchev.
10. Rappelons que Ruth *Fischer* (1895-1961) est le pseudonyme militant d'Elfriede Eisler, qui est née autrichienne, a d'abord été mariée à Friedländer en Autriche, puis, pour

- obtenir sa « légalisation », à l'Allemand Golke et au Français Pleuchot. Ses deux frères ont connu la notoriété de façon assez différente. Gerhart *Eisler* (1887-1968), membre de l'appareil, avait été sanctionné comme « droitier » en 1928, puis avait travaillé pour l'I.C. en Chine de 1929 à 1931. On le trouve ensuite aux E.U., sous le nom d'Edwards, en U.R.S.S. en 1937, en France où il est arrêté en 1939, et d'où il gagne en 1941 le Mexique, puis les E.U. Arrêté et condamné en 1947, libéré sous caution, il réussit à s'enfuir en 1949 et retourne à Berlin. Il est mort en U.R.S.S. Leur jeune frère, Hannes *Eisler* (1896-1962) est connu comme musicien et compositeur.
11. Rakovsky devait capituler en février 1934 à travers un télégramme qui gardait sa dignité ; il devait être accueilli à Moscou sur le quai de la Gare, par Kaganovitch, membre du politburo. Zinoviev et Kamenev, membres du « bloc des oppositions » de 1932, avaient été exclus et exilés en octobre de la même année, pour n'avoir pas dénoncé l'existence de la « plate-forme Rioutine » dont ils avaient eu connaissance. M. N. Rioutine, ancien apparatchik lié à Boukharine, Rykov et Tomsky, avait organisé un groupe dont A.N. Slepkov semble avoir été le théoricien. Il s'agissait de réconcilier les oppositions de droite et de gauche. L. Sedov dit « les droitiers » quand il parle d'eux en ces années.
  12. La phrase est sybilline. Qui était ce « on » qui donnait des conseils à Ruth Fischer ? Avec prudence, avançons l'hypothèse : Zinoviev et les siens, qui, effectivement prêchaient la prudence et la modération à leurs amis allemands avant l'arrivée de Hitler au pouvoir.
  13. Sur la question du visa français (une initiative de Maurice Parijanine), on peut se reporter aux volumes 1 et 2 des *Œuvres*.
  14. Max *Shachtman* (1903-1972), ancien dirigeant des Jeunesses communistes, était, avec Cannon et Abern, l'un des « chefs historiques » de l'Opposition de gauche aux E.U. Sara Jacobs, dite Sara *Weber* (1900-1976), Américaine d'origine russe, avait été envoyée comme secrétaire par les trotskystes américains. Jean *van Heijenoort* (né en 1912) et Rudolf *Klement* (1910-1938), tous deux étudiants, étaient secrétaires et gardes du corps. « Adolphe » fut l'un des pseudonymes militants de Klement, et « Adolf » était son second prénom.
  15. Les frères Henri (1898-1944) et Raymond (né en 1904) *Molinier* étaient deux des principaux dirigeants de la section française. Raymond Leprince était l'un des collaborateurs de l'entreprise qu'ils dirigeaient. « Lasté » est une abréviation pour Jean *de Lastérade de Chavigny* (né en 1910), étudiant en médecine, qui était membre de la section française.
  16. Trotsky avait été invité à Copenhague par les étudiants socialistes danois pour une conférence sur la révolution russe. Il avait profité de l'occasion pour réunir une conférence de ses camarades venus le rencontrer.
  17. Henk *Sneevliet* (1883-1942), pionnier du mouvement communiste en Indonésie, aux Pays-Bas, puis en Chine, dirigeait un syndicat, le N.A.S. et un petit parti, le R.S.P., avec d'autres anciens du P.C. Jakob *Walcher* (1887-1970) était un vétéran du K.P.D. longtemps lié à Heinrich *Brandler* (1881-1967) qui avait dirigé ce parti de 1921 à 1924 et était devenu le dirigeant de l'Opposition de droite qui se refusait à toute critique de la politique intérieure stalinienne.
  18. Il faut entendre l'affirmation de Ruth Fischer, que Walcher était resté « brandlérien », au sens politique. Devenu au début des années 30 l'animateur de la « minorité » de la K.P.O. brandlérienne, Walcher avait quitté cette dernière en 1932, entrant avec 800 de ses camarades dans le S.A.P. né d'une scission à gauche de la social-démocratie, et avait réussi à en prendre la tête au début de 1933. Il devait plus tard rejoindre le « Front populaire » allemand et s'installer après-guerre en Allemagne de l'Est.
  19. La première attaque de Trotsky à propos de l'échec — du *fiasco* de 1923 — a été rendue publique dans la *Pravda* des 28 et 29 décembre 1923, dans le cadre d'un article de discussion. Les seules thèses en 1924, seront celles de Radek, signées, il est vrai, par Trotsky qui ne les avait pas lues. En fait Trotsky, bien que parlant du « manque d'assu-

rance » de la direction du parti allemand — Brandler — rejetait sur la direction de l'Internationale — Zinoviev — la responsabilité des décisions comme des hésitations et refusait de faire de Brandler un « bouc émissaire ». Brandler, lui, avait vainement dénoncé Trotsky pour tenter de se dédouaner.

20. Selon une correspondance de Prague dans les « papiers d'exil », une rumeur dont l'origine était attribuée à l'ambassadeur Arossev assurait que les négociations se heurtaient à l'exigence de Trotsky concernant la réintégration de Rakovsky à la tête du P.C. en Ukraine... Notons qu'Oreste Rosenfeld, dans *Le Populaire* du 25 juillet 1933 se fait l'écho du bruit, selon lequel l'autorisation pour l'entrée de Trotsky en France aurait été accordée par le Quai d'Orsay « après de longues négociations avec le Kremlin ».
21. C'était au lendemain de l'incendie du Reichstag, dans la nuit du 27 février 1933, que la répression de masse, la « terreur brune », s'était abattue sur le mouvement ouvrier allemand.
22. Ruth Fischer confond ici la conférence de Bruxelles, tenue en juin 1933, et la conférence de Paris des 27 et 28 août : c'est cette dernière qu'elle veut décrire sous le vocable de « conférence de Bruxelles ».
23. Ruth Fischer mentionne parmi les dirigeants de ces formations ceux qu'elle connaît comme anciens dirigeants communistes, Joaquín *Maurín* Julia (1896-1974), Karl *Kilboms* (1885-1961) respectivement ex-dirigeants des P.C. d'Espagne et de Suède.
24. Nouvelle confusion de Ruth Fischer : le *Dr Josef Kruk* (1885-1972), médecin juif, dirigeant du N.S.P.P. de Pologne ne peut en aucun cas être confondu avec le Russe Isaac N. *Steinberg* (1888-1957) un s.r. de gauche qui avait été effectivement commissaire du peuple, d'octobre 1917 à mai 1918. Tous deux étaient à la conférence.
25. En réalité étaient représentées seulement l'Opposition de gauche allemande (Bauer) et l'Opposition de gauche internationale (Blasco).
26. Encore une confusion, entre deux textes cette fois. L'un est « La Déclaration des Quatre sur la Nécessité et les Principes d'une nouvelle Internationale », préparée dans les derniers jours d'août à St-Palais entre Trotsky et ses visiteurs, et signée de Bauer pour l'Opposition de gauche, Walcher (Schwab) pour le S.A.P., Sneevliet pour le R.S.P. et P.J. Schmidt pour l'O.S.P., portant la date du 27 août 1933, et le « Manifeste des communistes internationalistes au prolétariat mondial » publié en mars 1934 avec la fausse indication de « Genève » comme lieu d'adoption. Ce dernier texte avait été rédigé par Trotsky à Barbizon et fut présenté comme émanant du « Plenum du Secrétariat international de la Ligue des communistes internationalistes (bolcheviks-léninistes) » : c'est ce second texte que Ruth Fischer cite ici, en lui attribuant les signatures du premier.
27. Il s'agit de l'avocat Gérard *Rosenthal* (né en 1903) qui était effectivement un des dirigeants de la Ligue communiste et chez qui Trotsky, venant *incognito* de Barbizon, fixait souvent ses rendez-vous.
28. Léon *Sedov* (1906-1938), fils aîné de Trotsky, militant de l'Opposition de gauche en Russie, l'avait accompagné dans son exil à Alma-Ata, puis en Turquie, jusqu'en 1931. Il avait vécu en Allemagne de 1931 à 1933 et vivait alors à Paris. Sa correspondance avec son père contient beaucoup d'allusions à ce rendez-vous avec Ruth qui indignait les « trotskystes » allemands de pure obédience.
29. D'après la correspondance, cette rencontre eut lieu dans les jours suivant le 15 janvier 1934.
30. Cette affirmation peut être mise en doute : Trotsky quitta en effet la région parisienne à la fin d'avril 1934 pour n'y repasser que lors de son départ pour la Norvège en juin 1935. Rien dans les papiers de Trotsky n'indique qu'il ait rencontré Ruth Fischer dans la maison de Domène à partir de juillet 1934.
31. Les papiers d'exil de Trotsky à Harvard contiennent un certain nombre de documents provenant de Ruth Fischer ou de lettres que Trotsky lui adressa.
32. Ce « nous » désigne Ruth Fischer et son compagnon Maslow (cf. n. 34).
33. La simple rencontre de Trotsky avec Ruth Fischer souleva une vraie levée de boucliers

- parmi ses partisans allemands et leur organisation en exil, les I.K.D. Son admission fut catégoriquement rejetée par la section allemande. Trotsky passa outre, avec l'aide de Sedov, et l'associa au travail du secrétariat international. Le 31 janvier 1935 il fit la proposition formelle aux membres du plénum de la coopter au S.I., une proposition qui fut acceptée (*Œuvres*, 5, pp. 62-64).
34. Arkadi *Maslow* était le nom sous lequel était connu Isaak Tchérémsky (1891-1941), né en Allemagne de parents russes et devenu au début des années 20 le principal leader avec Ruth Fischer, sa compagne, de la « Gauche allemande », puis du K.P.D.
  35. En réalité, Trotsky, à cette date, et après plusieurs mois de réflexion, considérait que le « parti bolchevique historique » avait été détruit par Staline et qu'il fallait en Union soviétique aussi un nouveau parti, et sa traduction par Ruth Fischer fausse un peu sa pensée.
  36. Même remarque ; c'était la dégénérescence du parti bolchevique qui, selon Trotsky, avait donné naissance au parti stalinien.
  37. De toute évidence, Ruth Fischer ne connaissait pas alors les informations en la possession de Trotsky au sujet des plans de l'entourage de Kirov. Son témoignage est cependant précieux : Trotsky considérait comme des rêveries tout projet d'une « réconciliation » laissant Staline en place — ce qui semble bien avoir été finalement la politique de Kirov.
  38. Nous avons là une nouvelle confirmation du fait que le « travail russe », conduit par Sedov à Paris, ne chômait pas.
  39. Allusion au romancier Henri *Barbusse* (1873-1935) auteur notamment du roman *Le Feu* et figure de proue des congrès « pour la paix » organisés par l'I.C. — pour lequel Trotsky affichait un profond mépris.
  40. On trouve dans les derniers écrits de Trotsky sur les P.C. cette idée que ces derniers vont être écartelés entre leur soumission à la bureaucratie et leur dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie de leur pays et que c'est la contradiction qui détermine leur destin historique.
  41. L'affirmation de Ruth Fischer est ici en contradiction avec d'autres témoignages. Pour Jean van Heijenoort, la victoire de Hitler en Allemagne signifia pour Trotsky qu'il ne reviendrait jamais de son exil.
  42. Il est impossible de trouver après 1933 une seule ligne de Trotsky exprimant une croyance dans une quelconque « réforme du parti », par quelque moyen que ce soit.
  43. L'avocat Jean *Rous* (1908-1985) devait après-guerre rejoindre la S.F.I.O. Alfonso *Leonetti* (1895-1984), journaliste, ancien compagnon d'Antonio Gramsci, devait quitter les partisans de Trotsky à la fin de 1937 pour reprendre des études, puis rallier la Résistance française et être finalement réadmis au P.C.I. en 1964. Ces deux hommes ont conservé des relations entre eux et avec Ruth Fischer jusqu'à sa mort.
  44. Cf. les deux numéros spéciaux 13 et 14, 1983, des *Cahiers Léon Trotsky* consacrés à « Léon Sedov ».
  45. On peut se reporter à Pierre Broué, *L'Assassinat de Trotsky*, Bruxelles, Complexe, 1980.

présentée par Alain Calvié

# La correspondance de Léon Trotsky et de Kurt Glowna

de janvier à octobre 1932

## I. Kurt Glowna <sup>1</sup> à Léon Trotsky <sup>2</sup>

Goerlitz <sup>3</sup>, le 5 janvier 1932

Cher camarade Trotsky,

Je me suis fait donner votre adresse par la direction nationale de l'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) dans l'unique intention d'entrer en contact avec vous à propos de l'évolution du mouvement communiste allemand. Depuis l'époque du mouvement spartakiste, j'appartiens à l'aile gauche du mouvement ouvrier socialiste allemand. J'ai encore siégé avec le camarade Liebknecht en 1918 au congrès des conseils d'ouvriers et de soldats <sup>4</sup>, appartenu au parti communiste allemand dès sa fondation et manifesté plus d'une fois mes convictions révolutionnaires à Berlin en 1919, en Allemagne centrale en 1921 et en Silésie en 1925, le fusil à la main aussi bien qu'entre les murs d'une prison <sup>5</sup>. Dès 1924, j'ai été chassé du parti communiste à cause de mon attitude à l'égard de l'Opposition russe <sup>6</sup>, puis réintégré à la suite de mes protestations. En 1926, le gouvernement russe m'a expulsé d'Union soviétique, où je travaillais comme ingénieur, à cause de mon attitude oppositionnelle. Depuis mon exclusion du parti communiste, j'appartiens à la Gauche allemande <sup>7</sup>. J'indique toutes ces choses, que, du reste, n'importe quel enfant de chez moi pourrait vous confirmer, non pour me mettre particulièrement en valeur, mais pour que vous sachiez à qui vous avez à faire.

Cher camarade Trotsky, vous écrivez dans une de vos dernières brochures : « Le parti communiste allemand n'a même pas encore trouvé le tout à fait banal petit sentier qui conduit aux masses et, de là, à la lutte pour le pouvoir » <sup>8</sup>. C'est très juste. Malheureusement, votre position *générale* n'a pas encore été ajustée de manière suffisamment souple par l'Opposition de gauche, dans sa lutte quotidienne, à la situation allemande, de sorte que nous ne sommes pas encore devenus, bien que cette possibilité existe, cette passerelle par laquelle la masse prolétarienne serait parvenue au chemin qui mène au pouvoir. La position du parti officiel, dans son révolutionnarisme abstrait, est totalement erronée. Je voudrais donc commencer en faisant ici quelques propositions qui, résultant d'une adaptation que j'ai faite de votre position à la situation actuelle, me paraissent absolument correctes pour contribuer au déclenchement d'un mouvement de masse révolutionnaire.

Prenons donc d'abord la question du contrôle de la production. Je soutiens entièrement sur cette question la position que vous avez adoptée dans la brochure qui a été diffusée ici, en Allemagne ? Mais telle qu'elle a été comprise et déformée ici, en Allemagne, elle est devenue une caricature de mot d'ordre révolutionnaire de transition et n'apparaît plus que comme un monstre bureaucratique. Ce qui le montre, c'est l'extraordinaire difficulté que les gens ont à comprendre le rôle que vous attribuez aux conseils d'entreprise. Si le contrôle de la production a un quelconque sens dialectique révolutionnaire, celui-ci ne peut s'exprimer, dans un premier temps, que dans le mot d'ordre d'*occupation d'entreprise*. Discourir en ce moment de grève générale, de dictature du prolétariat ou de révolution populaire 10 est pur opportunisme dans la situation actuelle. On ne peut pas mettre en mouvement les chômeurs, qui vont constituer, en pourcentage, la partie la plus importante du prolétariat allemand, avec le mot d'ordre de grève générale et encore moins gagner par ce moyen à des actions communes les prolétaires employés dans les entreprises que l'on effraie tous les jours avec l'épouvantail de l'armée industrielle de réserve. La peur est, dans ce cas, une chose bien naturelle et l'ignorer équivaldrait à exiger une chose contre nature. Il faut toucher les chômeurs par leur *réintégration dans la production*, c'est-à-dire non par la propagande en faveur de la semaine de quarante heures, que le capitalisme accordera sans compensation de salaire, mais par la prise en charge des entreprises fermées par les ouvriers eux-mêmes (ce qui empêchera, d'ailleurs, d'autres fermetures d'usines) et leur *gestion par les conseils d'entreprise*.

Par ce moyen, on enlèvera aux ouvriers qui ont encore du travail leur angoisse face à la menace du chômage et on les gagnera à ce mot d'ordre. Il jouera cependant un rôle encore plus révolutionnaire à partir du moment où l'on variera votre mot d'ordre révolutionnaire d'*unité économique* entre l'Allemagne et l'Union soviétique 11, en précisant que l'Union soviétique s'engage à acheter les marchandises et les productions des entreprises gérées par les ouvriers.

Il en va de même avec la *supercherie de la baisse des prix*, une question qui touche les milieux les plus larges. Le gouvernement capitaliste institue sa dictature sur les prix 12. Personne n'ose appeler le prolétariat à exercer *son propre contrôle* sur les prix. Des comités de *contrôle* comprenant les ouvriers du parti social-démocrate, lesquels flairent la supercherie aussi bien que les autres, mais ne font confiance qu'à la prétendue lutte *légitime* de leur parti, et contraignant le parti social-démocrate à jouer cartes sur table, à savoir à montrer dans la pratique s'il est prêt à se servir de son pouvoir pour doter ces comités de contrôle de moyens officiels, seront un instrument efficace pour briser cette légalité qui a été inculquée aux masses par les bureaucrates du parti social-démocrate comme une divine panacée. S'ils sont animés d'esprit révolutionnaire et si nous attirons d'emblée l'attention sur tous les embarras, toutes les infamies et tous les artifices démagogiques dont le parti social-démocrate ne manquera pas d'être l'instigateur, ils pourront alors permettre le développement d'une vaste action autonome des masses qui suscitera d'un seul coup la plus grande sympathie pour le parti communiste et révélera la vraie nature des fascistes comme représentants des intérêts de la petite bourgeoisie (boutiquiers, etc.).

De la sorte, votre mot d'ordre général de former des comités de lutte avec le parti social-démocrate, qui est censé ne *voir* que les intérêts quotidiens du prolétariat, en captant et en utilisant dans ces comités de lutte situés au-dessus des partis l'aspiration des masses à l'unité du mouvement ouvrier, recevra en Allemagne son

contenu pratique. Naturellement, il faudra faire au préalable une vaste propagande pour ces comités, comme celle que nous avons déjà faite en partie en 1928. On peut ensuite, à partir de là, en venir au mot d'ordre des soviets politiques. Sur ces questions brûlantes, la bataille doit être aussi menée dans les organisations prolétariennes de masse.

Ou le parti social-démocrate montrera alors très vite sa véritable nature ou il lui faudra céder à la pression des masses et ouvrir par là-même la voie à la contre-offensive du prolétariat.

S'il veut prendre parti pour ces revendications élémentaires, compréhensibles pour n'importe quel ouvrier, il entrera très vite en conflit avec l'Etat ; s'il ne le veut pas, on pourra alors démontrer qu'il ne défend absolument plus le moindre principe socialiste : *occupation d'usine égale socialisation* 13 Il montrera seulement, à partir de choses fort simples, à quel point il a partie liée avec le capitalisme.

Si cette question est correctement présentée, une telle lutte doit dépasser le stade de ces mots d'ordre transitoires et prendre un caractère politique révolutionnaire. Mais il faut d'abord trouver le maillon de la chaîne dont on devra se saisir pour mettre en mouvement une masse ouvrière profondément démoralisée et infectée de réformisme. Mes propositions ne sont que des exemples qu'on pourrait multiplier à volonté.

Je vous assure, camarade Trotsky, que je me range tout naturellement à votre avis. Mais c'est pour moi une nécessité de vous écrire sur ce sujet afin qu'une autorité puisse juger de mes propositions.

Malheureusement, me voici de nouveau aujourd'hui ingénieur dans l'appareil d'Etat de l'Allemagne capitaliste, où je ne puis travailler pour la Gauche 14 que de manière clandestine. J'ai cependant la possibilité de fréquenter les ouvriers à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises et de suivre avec précision leurs opinions ainsi que les mesures prises par l'appareil capitaliste. Dans la situation actuelle, nous n'accomplissons notre mission de direction du prolétariat que si nous répondons aux questions et aux besoins des masses par des mots d'ordre transitoires révolutionnaires.

Tout en vous assurant que nous sommes fermement et inébranlablement à vos côtés, je suis, avec une poignée de main bolchevique,

votre

Kurt Glowna

## NOTES

1. Nous ne savons pratiquement rien de Kurt Glowna, en dehors de ce que nous apprennent ses lettres à Léon Trotsky : membre de la Ligue Spartacus (Spartakusbund) en 1918, alors qu'il est encore soldat, il assiste à la révolution de novembre à Berlin où il adhère au parti communiste allemand (Kommunistische Partei Deutschlands) dès sa fondation et participe à l'insurrection ouvrière de janvier 1919 ; on le retrouve dans l'*action de mars* 1921 en Allemagne centrale et dans les divers soulèvements de l'année 1923 en Silésie ; arrêté en octobre 1923, il reste en prison jusqu'en juin 1924 ; la même année, il est exclu du parti communiste allemand à cause de ses sympathies pour l'Opposition de gauche en Russie, puis réintégré à la suite de ses protestations ; il part alors en Union soviétique où il travaille comme ingénieur jusqu'au moment où, en 1926, il est expulsé par les autorités de ce pays à cause de ses relations avec l'Opposition russe ; il retourne alors en Allemagne, probablement avec sa femme, une citoyenne russe qu'il avait épousée entre-temps, et rejoint l'opposition unifiée allemande qui donnera naissance les 8 et 9 avril 1928

à la Ligue Lénine (Leninbund) ; il est exclu du parti communiste allemand. Au moment où commence sa correspondance avec Léon Trotsky, en janvier 1932, il exerce comme fonctionnaire son métier d'ingénieur à Goerlitz, en Basse-Silésie ; une lettre qu'il envoie à Léon Trotsky, en avril 1932, ne parvient pas à son destinataire ; en octobre 1932, Kurt Glowna, qui avait demandé sa mutation pour Berlin, se retrouve dans une petite bourgade de Basse-Silésie, Hermsdorf-sous-Kynast, d'où il écrit à Léon Trotsky la dernière lettre que nous ayons de lui. Nous ignorons ce qu'il est advenu de lui par la suite.

2. Lettre manuscrite. Dans les archives de Léon Trotsky déposées à la Bibliothèque Houghton de l'Université de Harvard (Cambridge, Massachusetts), cette lettre porte le numéro b MS Russ 13-1, 1517.
3. En 1925, la ville de *Goerlitz* (Basse-Silésie), capitale de la Haute-Lusace, comptait 85 636 habitants. C'était une cité administrative et industrielle, ainsi qu'un nœud ferroviaire sur la ligne de Dresde à Breslau. On y trouvait des usines métallurgiques, textiles et alimentaires et une fabrique de faïence et de porcelaine. Aux environs était exploitée une mine de lignite. Nous ignorons quelle fonction Kurt Glowna exerçait dans cette ville.
4. Il s'agit du congrès général des conseils d'ouvriers et de soldats d'Allemagne qui se tint à Berlin du 16 au 21 décembre 1918. Ni Karl Liebknecht, ni Kurt Glowna n'assistèrent à ce congrès en qualité de délégués officiels. Il faut donc supposer que Kurt Glowna faisait partie des militants révolutionnaires qui envahissaient périodiquement le congrès dans le sillage de Karl Liebknecht.
5. Dans sa lettre à Léon Trotsky du 20 juin 1932, Kurt Glowna indique qu'il a été arrêté *en automne 1923* (probablement à la fin du mois d'octobre 1923) et libéré au début de l'été 1924 (probablement en juin 1924).
6. Kurt Glowna désigne par ce terme l'Opposition qui se constitua dans le parti bolchevique à partir d'octobre 1923 et fut défaite lors de la XIII<sup>e</sup> conférence du parti communiste russe en janvier 1924.
7. Cette expression abrégée désigne l'*Opposition de gauche du parti communiste d'Allemagne (bolcheviks-léninistes)* (Linke Opposition der K.P.D. (Bolschewiki-Leninisten)).
8. Il n'a été possible de retrouver cette citation dans aucune des trois brochures de Léon Trotsky publiées en langue allemande avant janvier 1932. Dans une lettre rédigée par Léon Trotsky, en septembre 1930, à l'adresse de la conférence nationale de l'Opposition de gauche en Allemagne, et publiée en octobre de la même année par la revue *Der Kommunist* on trouve toutefois un passage de sens très voisin : « On peut dire avec certitude que la direction du parti allemand n'a rien fait d'autre, à partir des journaux de mars 1921, mais surtout en octobre 1923 et depuis ce temps-là jusqu'à aujourd'hui que d'affaiblir le parti, la révolution et le prolétariat » (Leo Trotzki, *Schriften über Deutschland*, Europäische Verlagsanstalt, Francfort, 1971, vol. I, p. 71).
9. Il s'agit de la brochure intitulée *Gegen den Nationalkommunismus. Lehren des « Roten » Volksentscheids* (Contre le national-communisme. Leçons du plébiscite « rouge »). Elle contenait, outre cet écrit, un article intitulé *Ueber die Arbeiterkontrolle der Produktion* (Au sujet du contrôle ouvrier sur la production) que Léon Trotsky avait rédigé en août 1931 (Léon Trotsky, *Écrits*, 1928-1940, Publications de *Quatrième Internationale*, Paris, 1959, Vol. III, pp. 47-57).
10. Ce sont là les trois principaux mots d'ordre politiques du parti communiste allemand au cours des années 1931-1932. Le mot d'ordre de *révolution nationale* avait tout particulièrement été développé par Ernest Thälmann lors de la session du comité central du parti communiste allemand des 15-17 janvier 1931. La même année, le discours de Thälmann avait été publié sous la forme d'une brochure intitulée *Volksrevolution über Deutschland* (Révolution populaire en Allemagne). Ce mot d'ordre est évoqué par Léon Trotsky dans un recueil de lettres (mai 1930-juillet 1931) publié en langue française sous le titre *La révolution espagnole au jour le jour*. (Léon Trotsky, *Écrits*, vol. III, pp. 490-492). La question est reprise un peu plus longuement dans la brochure déjà citée : *Contre le National-communisme. Leçons du plébiscite « rouge », op. cit.*, pp. 68-72.

11. Ce problème est évoqué, en relation avec la question de la lutte contre le chômage, dans la brochure intitulée *Contre le National-communisme. Leçons du plébiscite « rouge »* que Léon Trotsky avait rédigée en août 1931 (Léon Trotsky, *Écrits*, vol. III, pp. 42-43). On en retrouve la trace dans un article paru en langue anglaise, sous le titre *Russian-German Relations*, dans le numéro du *Militant* du 21 novembre 1931 (Leo Trotzki, *Schriften über Deutschland*, vol. I, pp. 143-144).
12. C'est le 8 décembre 1931 que, par sa quatrième *Ordonnance relative à la sécurité de l'économie et des finances et à la préservation de la paix sociale* (Notverordnung zur Sicherung von Wirtschaft und Finanzen und zum Schutze des inneren Friedens) que le gouvernement Brüning avait autoritairement décrété, outre une réduction des taxes, des loyers, des pensions, des retraites, des salaires et des rémunérations, une baisse générale des prix de 10 %.
13. Cette formule lapidaire est clairement expliquée par Léon Trotsky lui-même dans sa brochure *Et maintenant ?* qu'il rédigea en janvier 1932 et dans laquelle il utilisa un certain nombre de remarques que Kurt Glowna lui avait faites dans ses deux premières lettres : « La tâche doit être la suivante : faire marcher des entreprises mortes, sous la direction des comités d'usine et sur la base d'un plan économique. Cela fait surgir immédiatement la question de la gestion étatique de la production, c'est-à-dire de l'expropriation des capitalistes par l'État ouvrier. Le contrôle ouvrier n'est donc pas un état durable, *normal*, comme le sont les conventions collectives ou les assurances sociales. Le contrôle est une mesure transitoire, dans les conditions de tension extrême de la lutte de classe, et n'est concevable que comme un pont vers la nationalisation révolutionnaire de la production » (Léon Trotsky, *Écrits*, vol. III, pp. 213-214).
14. Cf. note 7.

## II. Léon Trotsky à Kurt Glowna<sup>15</sup>

Kadiköy, le 10 janvier 1932

Cher camarade,

Grand merci pour votre lettre si instructive. Vous avez parfaitement raison de penser que mes considérations tactiques sont plus des suggestions de caractère général que des propositions formulées de manière pratique. Je suis trop éloigné du champ de bataille, politiquement trop isolé, pour pouvoir proposer d'ici des mots d'ordre tactiques sous leur forme définitive.

C'est aussi la raison pour laquelle je ne puis me permettre pour le moment de prononcer un jugement achevé sur vos si intéressantes et si instructives considérations. J'ai, en tout cas, envoyé deux copies de votre lettre à Berlin, à la direction de l'Opposition de gauche, et à Francfort, à un groupe de camarades du parti socialiste ouvrier<sup>16</sup> qui se solidarisent avec nous, en leur demandant de prendre position à propos de votre suggestion.

Comme vous êtes en relation avec des ouvriers ainsi qu'avec du personnel administratif et technique, je serais heureux de recevoir encore de vous des informations, des critiques et des propositions sous forme épistolaire. J'espère que vous n'aurez rien à objecter à ce que la partie politique de votre lettre soit publiée, en vue d'une discussion, dans le *Bulletin international*<sup>17</sup> de l'Opposition de gauche, en excluant, bien entendu, tout ce qui a un caractère personnel, sans mention de votre nom, de votre domicile, etc. A l'avenir, il n'est pas nécessaire que signiez vos lettres de vos nom et prénom, car je crains fort de n'en être pas l'unique lecteur.<sup>18</sup>

15. Lettre dactylographiée (b MS Russ 13-1, 8241).
16. Le parti socialiste ouvrier d'Allemagne (Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands) venait de se constituer, quelques mois auparavant, le 4 octobre 1931, au cours d'une conférence nationale qui avait fait suite à l'exclusion du parti social-démocrate des députés de l'aile gauche de ce parti.
17. Il s'agit du *Bulletin international de l'Opposition communiste de gauche* (Internationales Bulletin der Kommunistischen Linksoption).
18. La formule de politesse et la signature, généralement manuscrites dans les lettres de Léon Trotsky, manquent sur la copie de cette lettre conservée à la Bibliothèque Houghton de l'Université de Harvard.

### III. Kurt Glowna à Léon Trotsky <sup>19</sup>

Goerlitz, le 16 janvier 1932

Cher camarade Trotsky,

Votre lettre du 10 de ce mois qui, selon l'examen minutieux que j'en ai fait, m'est parvenue sans avoir été endommagée ni même ouverte, m'a causé une joie toute particulière. Ce fut pour moi une preuve que les affirmations de l'appareil sur votre conduite individualiste et votre prétendue incapacité au travail collectif sont en réalité une fable qu'on raconte pour vous discréditer. Mon opinion, fondée sur tout votre comportement politique et personnel, selon laquelle vous n'êtes inapte au travail collectif qu'aux yeux des opportunistes, s'en est trouvée confirmée. La solidarité la plus étroite entre militants dispersés à l'extrême, l'assistance et l'information mutuelle entre camarades est l'un des aspects psychologiques les plus importants pendant la période de regroupement du mouvement communiste : même dans les cercles ouvriers les plus modestes, ce sont là, en ce moment, des éléments qui agissent plus que tout autre soutien matériel. C'est une chose que la direction nationale de l'Opposition de gauche en Allemagne devrait prendre en considération plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent. Lors de la création de nouvelles relations et dans les rapports avec les groupes locaux il arrive souvent qu'une lettre de tournure personnelle adressée à un camarade parmi les plus actifs ait un effet de stimulation extraordinaire. Sans une information *vivante* (je ne parle pas ici de la diffusion des livres et des revues) et sans le sentiment d'un soutien accordé de manière *inconditionnelle*, on ne peut aller de l'avant. C'est là un besoin du mouvement ouvrier allemand, qui est né de la dégénérescence personnelle<sup>20</sup> de l'appareil du parti, des duperies permanentes et des fanfaronnades politiques des profiteurs du parti.

Bien entendu, je suis d'accord pour que ma suggestion paraisse dans le *Bulletin international* ; je me permets cependant de faire remarquer que si j'avais été prévenu de cette circonstance, j'aurais formulé mes idées de manière encore plus concrète. Mais, puisque le temps est du capital en politique et que la discussion sur mes propositions devrait être ouverte incessamment, c'est une chose qui peut éventuellement être encore rattrapée dans le cours du débat, une fois qu'il aura commencé.

Vous attendez de moi des suggestions, des informations supplémentaires et des *critiques*, étant donné que je suis en rapport avec des ouvriers et des gens du personnel administratif et technique. Il est exact que des milliers d'ouvriers me passent chaque jour entre les mains et que je puis m'entretenir avec des employés et des entrepreneurs de toutes sortes. De même que, dans d'autres circonstances,

les employés étaient, dans leur majorité, social-démocrates, de même ils sont aujourd'hui fascistes, en partie par peur, mais pour la plupart d'entre eux à cause de l'éducation qui leur a été donnée au cours des dix dernières années, de toute force et de manière systématique, dans les universités et dans d'autres institutions (le Dinta<sup>21</sup>). Il y a toutefois, bien entendu, des différences de nature sociale, mais qui n'ont pu encore être exploitées par le parti communiste. Le capitalisme, tirant la leçon des années 1914-1918, s'était donné pour tâche particulière, de renforcer considérablement la couche des petits employés afin de diviser la classe ouvrière. C'est une chose qu'il pouvait accomplir à la différence de ce qui s'est passé pour l'aristocratie ouvrière, sans trop de sacrifices matériels particuliers, puisque, dans ce cas, la formation d'un groupe social n'exigeait que des avantages fictifs (la Sécurité sociale). La situation matérielle des employés était en elle-même plus misérable que celle des ouvriers d'industrie. Depuis l'année 1907, le nombre des employés a triplé en Allemagne. On peut estimer avec certitude qu'il y a aujourd'hui 3,5 millions d'employés en Allemagne, dont 1,2 million de femmes.<sup>22</sup> Après 1926, en relation avec la rationalisation, se constitua une importante armée de réserve qui influencera à l'avenir en permanence la situation des employés. Bien entendu, c'est le fascisme qui en a tiré jusqu'à maintenant le plus grand profit. Avec une politique de classe adroite et conséquente, il est cependant tout à fait possible de regagner sur des bases de classe ou, au moins, de neutraliser, une grande partie des employés qui, par suite de la politique social-démocrate de participation à l'appareil d'Etat, se sont séparés de la classe ouvrière. Il est nécessaire, sur ce point ainsi que sur leur rôle et celui des intellectuels dans la période de transition, de mener une enquête particulière.

Pour autant que je puisse lire vos écrits, *vous* êtes informé avec beaucoup de précision sur la situation en Allemagne. Avec plus de précision que de *grandes parties* de l'Opposition de gauche en Allemagne même ! Il y a chez nous d'assez larges milieux qui ne sont pas encore en état d'adapter vos mots d'ordre aux exigences de la tactique ni d'avoir une *vue d'ensemble* de vos conceptions. Aider ces camarades, telle est *notre* première tâche. C'est une chose qu'on ne peut faire, bien entendu, qu'en passant par vous, qui êtes notre instance suprême de contrôle politique, en mesure par conséquent de corriger sans délai les inévitables et involontaires erreurs que nous pourrions commettre. A ausculter le cœur et à tâter le pouls de la classe ouvrière, il arrive qu'on se trompe, mais quand on sait se corriger promptement, le mal n'est pas si grave. Et *cette critique* de nos fautes et de nos erreurs, vous êtes le seul à pouvoir la faire en tant que vous êtes notre guide, celui en qui s'incarne toute l'expérience révolutionnaire de notre classe. Si donc nous appelons *nos* lettres des suggestions et des informations, ce n'est point par esprit de servilité, car c'est bien là le plus grand ennemi d'un révolutionnaire, mais pour des raisons *tactiques*, afin d'éviter d'emblée certaines erreurs de départ qui pourraient ensuite conduire à des déraillements au sein de l'Opposition de gauche. Nous sommes sans conteste les plus catégoriques défenseurs du centralisme démocratique et son principe même, à n'en pas douter, ne fait qu'un avec ma prise de position. Mais cette dernière est une leçon que j'ai tirée *personnellement* des sordides manigances que j'ai vécues et que j'ai observées dans l'appareil, lesquelles n'étaient jamais au service d'une saine critique ni, par là-même, de la cause dont on brandissait le drapeau, mais uniquement au service d'ambitions personnelles, de commérages et d'intrigues de coulisses. Comme la situation économique et sociale<sup>23</sup> ne s'est pas modifiée, il faut toujours compter avec des

phénomènes de ce genre. Un proverbe allemand dit : si tu donnes ton petit doigt au diable, il te prendra aussitôt toute la main. Cela ne doit pas, bien entendu, conduire à l'interdiction des débats entre camarades, lesquels doivent bien plutôt être favorisés à tous égards. Cela n'a non plus rien à voir avec l'instauration d'un culte des héros, pas plus qu'avec les méthodes de l'oracle de Moscou. Telle est *mon* opinion sur ce problème de la critique qu'il me fallait d'abord régler ici.

La forme que prend assez souvent le manque d'information politique de nos camarades, une phrase, par exemple, tirée d'un article du camarade *M.N.* paru dans le *Bulletin d'information* 24 de l'Opposition de gauche allemande (n° 4 d'octobre 1931) et intitulé *Quelques remarques autocritiques sur la vie interne et les tâches de l'Opposition*, 25 permet de s'en rendre compte : « Nous sommes très loin de méconnaître les difficultés objectives qui résultent de l'ensemble de la situation en Allemagne ; une situation extraordinairement tendue, qui tourne brusquement à droite comme à gauche, vers le fascisme ou vers le communisme, sans laisser beaucoup d'espace à notre *nuance* de communisme ; mais ce petit espace, nous ne l'occupons absolument pas nous-mêmes ». Tout cela manque de précision. *Tout en Allemagne ne tend pas encore au communisme et au fascisme, mais à l'unité, aussi bien à droite qu'à gauche.* Pour le moment plus vite sur la droite que sur la gauche. Si le mouvement vers le communisme existait déjà, notre parti aurait alors accompli sa mission historique, l'Opposition de gauche serait une absurdité historique 26 et rien ne s'opposerait à l'unification sur le terrain du stalinisme. Non, seule l'Opposition de gauche — qui n'est nullement une *nuance* du communisme : elle n'apparaît telle que provisoirement aux ouvriers et aux opportunistes, en réalité elle est l'incarnation du communisme lui-même — est la garante de ce mouvement vers le communisme. Mais il faut d'abord le déclencher.

La *tendance à l'unité* existe incontestablement. Elle a, certes, des deux côtés, des origines, des aspects et des formes semblables, mais aussi totalement dissemblables. *Sur la droite*, il s'agit pour une part prépondérante d'une action politique consciente qui est issue de l'actuelle crise économique et de l'épuisement progressif du réformisme, mais en partie aussi d'un contrecoup de la poussée de la classe ouvrière au cours des années 1918-1920, laquelle fit voler en éclat la réaction, lui imposa de nouvelles formes et lui permet seulement aujourd'hui, alors que s'est manifesté un affaiblissement progressif du mouvement ouvrier, de se rassembler à nouveau. Elle modifie à présent ses formes politiques, telles qu'elle avait su les adapter, après la révolution de novembre en Allemagne, aux nouvelles conditions de la lutte des classes. Le Maure du réformisme a, pour une part, fait son office 27 ; pour le reste, c'est l'appareil fasciste qu'on utilise pour la lutte contre la Russie soviétique. Les criaileries des réformistes à propos des prétendues fausses manœuvres du capital pendant la période de la rationalisation n'ont pour but que de dissimuler le démantèlement de l'appareil technique, de la base économique en vue du nouveau rôle impérialiste de l'Allemagne, lequel, pendant la période d'après-guerre, a été poursuivi de ce point de vue avec toute la ténacité et toute la brutalité possible. 28

Dans la *classe ouvrière*, qui est encore principalement organisée et dirigée par les réformistes, il s'agit, dans cette question de l'unité, de sa volonté de se maintenir dans son organisation politique et syndicale. Aujourd'hui encore l'Allemagne se trouve sous le signe d'une gigantesque offensive du capital, qui, pour ne rien perdre de sa substance, doit traverser la crise aux dépens de la classe ouvrière. Dans ces conditions, le réformisme a de plus en plus de difficulté à poursuivre sa

tactique, qui consiste à corrompre une partie de la classe ouvrière au détriment de l'ensemble, dans d'aussi vastes proportions qu'auparavant. D'autres couches s'emploient, en usant elles aussi de violence organisée, à pouvoir utiliser cet instrument à leur profit, tandis que le parti communiste, idéologiquement pulvérisé, se trouve toujours en minorité dans le prolétariat et que le désir des ouvriers de prêter l'oreille à l'Opposition de gauche croît de manière sensible. Tels sont les traits saillants de notre situation actuelle. Aucune action du parti communiste n'a su montrer aux ouvriers social-démocrates que la création du parti communiste était une nécessité historique et que l'élimination du réformisme était la condition préalable nécessaire à la victoire, c'est-à-dire à l'instauration de la dictature du prolétariat pour laquelle ils ne veulent pas encore combattre. Que, pour cela, un changement d'organisation soit nécessaire, si l'on veut sérieusement le socialisme, les ouvriers, avec une ligne communiste correcte et une application correcte de cette dernière, le comprennent au cours de la lutte. Maintenant encore, l'ouvrier social-démocrate s'obstine à croire que le chemin du réformisme, en passant par la participation à l'appareil d'Etat, sert ses intérêts. L'incapacité du parti communiste à aider l'ouvrier dans sa lutte contre le capitalisme par la défense de ses revendications quotidiennes et à lui montrer que, dans une situation telle que celle que nous avons présentement en Allemagne, il ne peut y avoir d'harmonie des classes ni aucune défense efficace de ses intérêts, même pas en ce qui concerne les petites choses, et que c'est bien plutôt la lutte des classes, même si la classe ouvrière doit encore consentir de lourds sacrifices au Moloch du réformisme,<sup>29</sup> qui se dresse inévitablement devant la classe ouvrière, à un niveau toujours plus élevé et dans des proportions toujours plus gigantesques,<sup>30</sup> voilà ce qui est actuellement la grande question de la politique communiste, laquelle, si elle est positivement résolue par l'Opposition de gauche, peut devenir dans le futur le plus puissant facteur de notre développement. Le moyen est justement l'application *dialectique* de la tactique du front unique par l'Opposition de gauche et, dans ce cadre, nos forces sont parfaitement suffisantes pour que nous parvenions à l'unité du mouvement ouvrier sur une base communiste.

En vue de cette unité, il nous faut naturellement combattre avec tous les groupes, non de la façon que l'actuelle direction du parti considère comme juste, laquelle répète et applique de manière purement mécanique des notions historiquement figées, mais par une tactique répondant avec exactitude aux besoins des masses. Cette tactique, dans une période entre deux révolutions, est justement la mobilisation des masses par le moyen de la propagande du front unique. Je me contente de rappeler ici vos discours devant l'Exécutif élargi des 26 février et 2 mars 1922<sup>31</sup> qui traitent de cette question de manière exhaustive. Les fautes du parti, qui naquirent de la simple peur de perdre sa virginité communiste, de la peur devant le danger de l'ennemi, son caractère retors, sa démagogie sociale et la brutalité avec laquelle il se sert de sa force contre tout sursaut révolutionnaire, sont bien connues de nous. Pas de travail syndical, pas de création de nouvelles organisations, la *splendid isolation*<sup>32</sup> des communistes dans la classe ouvrière, etc. Pour une part non négligeable, cette peur doit être reliée à la totale incapacité dont a fait preuve la direction du parti au cours de l'année 1923 et à une certaine appréhension de se retrouver, de la même façon, de par sa propre insuffisance, dans une situation analogue. Pourtant l'exemple saxon<sup>33</sup> aurait suffi à éclairer les plus larges milieux sur le rôle du parti social-démocrate s'il avait été porté à la connaissance des masses par tous les moyens imaginables. Cette unique possibilité

positive avait été assez chèrement payée par la défaite. Aujourd'hui, les membres du parti se demandent avec inquiétude : « Marcher avec le parti social-démocrate allemand ? Ne va-t-on pas encore nous tromper ? Ne va-t-on pas encore nous gruger ? ». Aucune confiance révolutionnaire en soi-même, elle a été intégralement gaspillée par l'actuelle direction du parti, aucune capacité de manœuvrer, de pactiser, d'aller de l'avant et d'esquiver les coups. Ou bien des combats incohérents sur l'ordre de la direction, ou bien une pusillanimité et une inconsistance idéologique totales, tel est le triste état auquel le parti communiste a été réduit par sa propre direction.

On propage, par exemple, le mot d'ordre de grève de masse dans la classe ouvrière de manière purement mécanique. J'ai déjà indiqué dans ma première lettre qu'avec une armée de réserve industrielle de six millions d'hommes, qui n'existait pas du temps où le mot d'ordre de grève de masse commençait à jouer un rôle, mais qui existe aujourd'hui et qui est prête à *entrer dans* les entreprises (aussi bien pour faire pression sur les salaires que pour y faire de l'agitation révolutionnaire) à *n'importe quelle condition*, puisqu'il ne subsiste plus pour eux, à notre époque, aucune perspective de se réinsérer normalement dans le processus de production, il est tout simplement impossible d'appeler les travailleurs à une grève *en ce moment*, lequel est une donnée historique qui doit être maîtrisée, et à descendre dans la rue, c'est-à-dire à *sortir de* leurs entreprises.

Le déroulement des luttes économiques ordonnées par le parti communiste l'a montré une nouvelle fois de manière patente ces derniers temps. Le mot d'ordre de grève de masse du parti communiste n'a été suivi que par ses propres adhérents, et encore par un faible pourcentage d'entre eux. Personne ne sort des entreprises, même une fois prise la décision de grève, parce que la peur de perdre sa place est plus forte que la confiance révolutionnaire dans le parti communiste. Personne ne croit le parti communiste capable de diriger de quelconques grèves avec la moindre chance de succès sans que les ouvriers réformistes aient été au préalable gagnés à l'idée d'y participer. C'est là une situation que Heckert<sup>34</sup> a bien été obligé de reconnaître à la dernière session du Conseil central de l'Internationale syndicale rouge.<sup>35</sup> Il y a raconté que, dans une grande entreprise de mille huit cents ouvriers, après qu'il eut fait son rapport, aucun des camarades présents ne voulait prendre position sur la question capitale de la préparation de la grève des métallurgistes. Cela ne l'empêche pas d'en tirer encore une fois la conclusion stupide que la grève de masse est l'unique formule mobilisatrice dans la période actuelle. Il est certain que, si le parti avait une tactique juste, des erreurs de ce genre n'apparaîtraient pas. Mais sommes-nous en mesure de les éliminer *en ce moment même*, là, *immédiatement* ? Non ! Pouvons-nous contraindre avec succès les réformistes à s'engager vraiment, dans un proche avenir, en faveur des intérêts de la classe ouvrière ? Non ! Cela signifie donc qu'il faut trouver pour le moment présent un mot d'ordre qui corresponde à la capacité de compréhension de la masse, à ses intérêts et ses désirs, lesquels doivent coïncider avec les intérêts historiques de la classe ouvrière et à la situation présente de l'économie et du mouvement ouvrier. C'est pour cette raison que j'en suis venu à la question de l'*occupation des entreprises* (en liaison avec le mot d'ordre de manifestation pratique de solidarité internationale prolétarienne de la part de l'Union soviétique), qui doit prendre de plus en plus d'importance avec la croissance de l'armée capitaliste de réserve et qui est en étroite relation avec le mot d'ordre de contrôle de la production, qu'il complète même dans la mesure où il en est l'étape ultérieure. Ce mot d'ordre ne

peut, bien entendu, être efficacement propagé et défendu dans les plus larges couches de la classe ouvrière que par des *organes de front unique*, des comités paritaires élus par les masses prolétariennes, non sur un ordre bureaucratique, mais à partir de leur compréhension de classe. Ces organes devraient *tenir séance publique afin qu'un contact réel soit possible en permanence et que la classe ouvrière puisse exercer son droit de critique*. En leur sein le parti doit se comporter de telle sorte que les masses puissent comprendre sans difficulté qui défend leurs intérêts. Je songe ici, par exemple, à la question de la *baisse des prix* qui, empêchée par les monopoles et les cartels, a été promise aux masses par le gouvernement comme mesure d'apaisement. Le parti social-démocrate lui-même est, même si c'est sur la base de sa démagogie sociale et de sa mécanique politique, en faveur de la baisse des prix. Dans *Première pierre*, l'organe central de la fédération des syndicats libres du bâtiment,<sup>36</sup> paraît par exemple un appel qui contient, en caractères gras, les phrases suivantes : « Les prix doivent baisser. Les collègues et leurs femmes doivent collaborer avec nous pour qu'on ne se contente pas de parler de baisse des prix, mais qu'on agisse aussi en conséquence ». Naturellement, on se garde bien de dire ici aux masses comment la bureaucratie syndicale entend cette collaboration ni comment elle compte faire baisser les prix. Sur ce sujet, le parti devrait prendre la direction de la lutte pour le *contrôle de masse*, chose qu'il s'est empêché de faire jusqu'à présent à cause de sa politique imbécile. A présent, il y aurait une possibilité pour le parti de montrer aux masses, dans des organes paritaires de front unique, le rôle de la bureaucratie du parti social-démocrate. Il faut interpellier les stratèges social-démocrates à peu près de la façon suivante : « Si l'on en croit vos déclarations quotidiennes au Parlement et dans la presse, vous êtes pour la baisse des prix. Nous, communistes, aussi. Il y a donc une possibilité de faire en commun quelque chose d'efficace pour le prolétariat. Venez nous aider, exerçons ensemble le contrôle des prix. Vous n'êtes tout de même pas entrés dans l'appareil d'Etat pour y toucher de gros salaires comme prix de votre trahison de la classe ouvrière, mais pour y défendre les intérêts du prolétariat et du socialisme ! Eh bien, alors, faites en sorte, avec toute votre force, celle qui s'incarne dans les cent mille postes dont vous disposez dans l'appareil d'Etat, que les comités de contrôle que la classe ouvrière a élus à notre initiative — car c'est par eux seulement que nous parviendrons à un véritable contrôle — puissent accomplir leur travail sur le terrain de l'Etat actuel.<sup>37</sup> Conférez-leur les droits d'organes exécutifs officiels et allez avec eux chez le commerçant et chez le fabricant, contraignez ces derniers à vous faire le compte détaillé des marges bénéficiaires qu'ils empochent et imposez ensuite la réduction des prix. Eh quoi, vous ne voulez pas ? Parce que vous ne pouvez pas ? Alors, votre appel à la lutte n'est qu'un mensonge, alors, votre politique depuis plus de quinze ans n'est qu'une pitoyable illusion. Alors, il faut aussi que la classe ouvrière se batte contre vous pour ces organes de contrôle ». Sur ce point, on peut montrer efficacement aux masses que le parti social-démocrate ne va pas plus loin que ce que lui permettent ses commettants. Au contact des réalités, sa démagogie éclate comme une bulle de savon. Les masses comprendront alors que les intérêts du parti social-démocrate se confondent avec les intérêts de l'Etat capitaliste et alors seulement elles commenceront à se détacher du parti social-démocrate et à aller dans notre direction.

Voici un autre exemple pour l'Opposition de gauche. Le parti socialiste ouvrier se présente aujourd'hui comme le défenseur de Trotsky.<sup>38</sup> Il recommande

à ses adhérents la lecture des œuvres de Trotsky. Il se comporte comme le gardien de l'héritage de Lénine et cite en permanence sa brochure *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*. Sur ce point, on doit dire au parti socialiste ouvrier : « Vous êtes pour Trotsky. Nous nous en réjouissons. Nous aussi, nous sommes pour lui. Nous sommes même ses représentants face au prolétariat révolutionnaire allemand. Toutefois la personne de Trotsky ne peut être séparée de son rôle historique, lequel se reflète dans son programme qui est le fondement politique de l'Opposition de gauche. Etes-vous prêt, sur cette base *concrète*, que nous vous proposons ici, c'est-à-dire sur le programme de l'Opposition de gauche, à mener avec nous le combat pour les intérêts du prolétariat, ou vos déclarations ne sont-elles que formules prononcées du bout des lèvres sans aucune idée sérieuse d'unité, seulement dans le but de mieux tromper encore le prolétariat ». Telle est, à mon avis, la tactique du front unique illustrée à l'aide de ces courts exemples. Voilà ce qu'il faut toujours et toujours répéter patiemment aux masses. C'est ainsi que l'Opposition de gauche pourra, comme le dit si bien le camarade *M. N.* dans son article déjà mentionné plus haut, accomplir un travail restreint, mais de qualité, proportionné à nos forces. Les occasions d'agir existent par centaines. Tout le reste est verbiage gauchiste, stérile et ronflant, qui ne sert qu'à dérouter les masses, qu'à nous tromper nous-mêmes et qu'à nous ramener sur la voie où chemine aujourd'hui le parti communiste sous la haute direction de son Don Quichotte Staline et de son Sancho Pança Neumann<sup>39</sup>, Voilà à quoi devrait songer tout particulièrement notre organisation à Leipzig ! Mais on peut aussi utiliser cette tactique à l'égard des ouvriers communistes. Je pense ici simplement à la *question syndicale*. Si l'on fait comprendre aux camarades du parti, en particulier à ceux qui sont encore des militants actifs dans les syndicats, qu'ils se trouveront avec leur travail syndical dans une situation totalement désespérée aussi longtemps que le parti donnera la possibilité à quatre-vingt dix pour cent de ses membres, par la création de nouvelles boutiques<sup>40</sup>, de fuir lâchement tout travail révolutionnaire dans les syndicats, et déclarera de surcroît cette fuite courageuse, privant ainsi les camarades véritablement actifs du soutien *complet* de toutes les forces communistes et les rejetant dans l'isolement, les permanents du parti comprendront tout cela parfaitement. Nous sortirons alors nous aussi de l'état de stagnation où nous nous trouvons présentement dans toute la classe et serons portés par un mouvement en retour qui nous permettra, en tant que communistes, de mettre toujours plus vigoureusement nos opinions politiques au premier plan de la lutte. La classe capitaliste a besoin de *repos* pour parvenir à une nouvelle stabilisation et à un nouveau niveau de stabilisation. L'Opposition de gauche a besoin de *mouvement* pour grandir. Je pense ici à une citation de l'écrit de Lénine sur *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*. Il y est dit : « Plus la guerre (et notre situation actuelle ressemble à la guerre. *L'auteur*<sup>41</sup>) se prolonge et s'aggrave, plus les gouvernements eux-mêmes développent et sont forcés de développer l'activité des masses, qu'ils appellent à une tension extraordinaire de leurs forces et à de nouveaux sacrifices. L'expérience de la guerre, comme aussi l'expérience de chaque crise dans l'histoire, de chaque grande calamité et de chaque tournant dans la vie d'un homme abêtit et brise les uns, *mais, à l'inverse, instruit et aguerrit les autres* et, dans l'histoire mondiale, ces derniers, sauf quelques exemples isolés de décadence et de ruine de tel ou tel Etat, ont toujours été en fin de compte plus nombreux et plus forts que les premiers ». <sup>42</sup> C'est seulement par le biais de la tactique *bolchevique* du front unique que ce mouvement pourra être créé, que le *gouvernement capitaliste*

pourra être contraint de déclencher par lui-même ce mouvement de masse, sans avoir la possibilité d'en étouffer dans l'œuf, comme étant subversifs, les premiers linéaments. La situation est mûre, les conditions objectives sont révolutionnaires. A présent, les communistes ont pour tâche de favoriser la maturation subjective en accomplissant leur mission qui est, comme le déclare Lénine dans le même article, de « révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens ». <sup>43</sup> Je me suis permis ici d'exposer une nouvelle fois plus en détail ma conception de la prochaine étape de notre travail. Elle coïncide, à mon sens, avec l'interprétation bolchevique de la politique de front unique, telle que l'ont formulée les quatre premiers congrès mondiaux et telle que nous avons, dans le passé, appris à l'appliquer en Allemagne.

Le parti communiste sera contraint par notre tactique de regarder la situation allemande en face. Pour le moment, il fait la roue en vantant les avantages de la situation russe qui ne connaît plus, selon sa définition, ni groupements sociaux ni antagonismes entre classes sociales. Il fournit ainsi lui-même à ses ennemis — il leur suffit de s'appuyer sur les relations que les ouvriers émigrés en Russie entretiennent avec le reste de la classe ainsi que sur les témoignages de ces ouvriers — les moyens de faire passer les communistes pour des charlatans. En général, du reste, le parti perd aux yeux de tout homme de science ou de tout chercheur sérieux le dernier reste de cette force d'attraction qu'il s'était acquise, par la supériorité de sa politique et par sa logique révolutionnaire, dans les milieux intellectuels les plus larges.

Ce ne sont là, assurément, que des lieux communs politiques, mais tout notre combat, comme vous l'avez déjà si justement dit, tourne autour de telles platitudes politiques.

Et maintenant je vous prie de me dire ce que vous pensez de mes conceptions. Bien entendu, je suis d'accord pour que mes développements, pour autant que cela paraisse opportun, soient publiés. Nous nous efforcerons entretemps d'accomplir ici notre mission historique en mettant en mouvement et en aidant à organiser les forces de la classe prolétarienne en vue de la révolution. Nous espérons bien voir un jour le moment où nous pourrons vous saluer, camarade Trotsky, sur le sol d'une Allemagne libérée.

En signant de mon pseudonyme, sous lequel je suis connu aussi bien dans le parti allemand que dans l'Opposition de gauche, je suis, avec mes sincères salutations communistes et celles que je vous adresse au nom de nombreux camarades,

votre Florian Geyer<sup>44</sup>

## NOTES

19. Lettre dactylographiée (b MS Russ 13-1, 1406).
20. Kurt Glowna veut probablement opposer la *dégénérescence personnelle* à la *dégénérescence politique* de l'appareil du parti communiste allemand.
21. Le *Dinta* (Deutsches Institut für technische Arbeitsschulung) c'est-à-dire l'Institut allemand d'enseignement industriel et technique regroupait un ensemble d'institutions d'enseignement professionnel et technique. Fondé en 1925, il fut maintenu sous le régime national-socialiste : sa suppression ne date que de 1945.

22. Dans l'Allemagne de 1907, sur 25,16 millions de salariés, 11,64 millions étaient des ouvriers et 3,16 millions des employés et des fonctionnaires ; dans l'Allemagne de 1925, sur 32 millions de salariés, 14,43 millions étaient des ouvriers et 5,27 millions des employés et des fonctionnaires ; dans l'Allemagne de 1933 enfin, sur 32,30 millions de salariés, 14,95 millions étaient des ouvriers et 5,5 millions des employés et des fonctionnaires. Rappelons que l'Empire allemand comptait 64,92 millions d'habitants en 1910, 62,41 millions d'habitants en 1925 et 64,33 millions d'habitants en 1930 (Bruno Gebhard, *Handbuch der deutschen Geschichte*, Union Verlag, Stuttgart, 1960, vol. IV, p. 342).
23. Kurt Glowna, utilisant deux adjectifs synonymes, mais d'origine différente (l'un d'origine germanique, l'autre d'origine latine), a écrit ici en réalité : *la situation sociale et sociale* (die gesellschaftlichen und sozialen Verhältnisse). Nous avons corrigé cette erreur manifeste.
24. Le titre exact de cette publication était : *Mitteilungsblatt der Reichsleitung der Linken Opposition der K.P.D. (Bolschewiki-Leninisten)* (Bulletin d'information de la direction nationale de l'Opposition de gauche du parti communiste allemand (bolcheviks-léninistes)).
25. Le titre de l'article en langue allemande est le suivant : *Einige selbstkritische Bemerkungen zu dem inneren Leben und den Aufgaben der Opposition*.
26. Nous pensons qu'il s'agit ici encore d'une erreur et que Kurt Glowna voulait parler d'*absurdité politique*, non d'*absurdité historique*. L'utilisation de l'adjectif d'origine germanique *geschichtlich* (sa mission historique) dans la proposition précédente a entraîné dans la suivante celle de son synonyme d'origine latine *historisch* (historique) à la place de l'épithète *politisch* (politique) qui aurait dû, nous semble-t-il, être utilisée. Nous avons toutefois, dans notre traduction, respecté le texte original allemand.
27. Cette expression provient d'une pièce de théâtre de Frédéric Schiller, *La conjuration de Fiesque*, où l'on voit l'un des personnages, un Maure de Tunis nommé Moulay Hassan, déclarer à la fin d'une scène : « Le Maure a fait sa besogne, le Maure peut s'en aller » (Frédéric Schiller, *Œuvres dramatiques*, Traduction de M. de Barante, Charliou et Huillery, 1861, p. 88). Dans la version populaire de cette citation, telle qu'elle est employée ici par Kurt Glowna, le terme de *besogne* (Arbeit) a été remplacé par celui d'*office* (Schuldigkeit).
28. L'auteur de la lettre a rajouté ici à la main le passage suivant : *et sert en première ligne à la lutte contre la Russie*.
29. *Moloch* était le nom du dieu de la guerre dans les religions des peuples de Moab, de Canaan, de Tyr et de Carthage. La coutume de brûler des enfants en sacrifice à cette divinité est attestée non seulement chez ces peuples, mais aussi chez les Israélites (*Ancien Testament, II Rois, XVI, 3 ; XVII, 17, 31 ; XXI, 6 ; Jérémie, XXXII, 35*). Dans la langue du mouvement ouvrier allemand, le nom de Moloch désigne l'économie capitaliste ou, plus généralement, l'exploitation de l'homme par l'homme. Ici, par extension, il sert à signifier le réformisme, c'est-à-dire la social-démocratie.
30. Dans l'Allemagne de 1925, sur 8 711 425 salariés organisés dans les syndicats (5 212 797 ouvriers, 1 374 342 employés, 2 124 286 fonctionnaires), 4 780 837 étaient membres des syndicats social-démocrates et 63 586 seulement des *syndicats rouges* (communistes et syndicalistes-révolutionnaires). Le reste se partageait entre les syndicats autonomes (1 522 413 membres), les syndicats chrétiens (986 732 membres), les syndicats Hirsch-Duncker (564 973 membres). Les syndicats social-démocrates représentaient donc 54 % des salariés syndiqués, les syndicats rouges (communistes et syndicalistes-révolutionnaires) seulement 0,72 % (*Meyers Lexikon*, Bibliographisches Institut, Leipzig, 1926, volume V, p. 152).
31. On trouvera une version française de ces deux discours dans : Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France* (1919-1939), textes choisis et présentés par Pierre Broué, Les Editions de Minuit, Paris, 1967, pp. 147-177.
32. En anglais dans le texte original.

33. Cette formule (sächsisches Beispiel), tout comme celle d'*expérience saxonne* (sächsisches Experiment) désigne la participation du parti communiste, du 10 au 29 octobre 1923, au gouvernement ouvrier de Saxe. Bien qu'un tel gouvernement de coalition ouvrière fût parfaitement légal, le parti social-démocrate et le parti communiste étant majoritaires à la Diète provinciale, le gouvernement central, un gouvernement bourgeois où figuraient des ministres social-démocrates, décréta le 20 octobre la destitution du gouvernement saxon. Dès le 21 octobre, l'armée pénétrait en Saxe. Le 29 octobre 1923, elle expulsait le gouvernement saxon par la force et, dès le lendemain, un nouveau gouvernement était formé : un gouvernement purement social-démocrate, sans participation communiste.
34. Fritz Heckert (1884-1936), président du conseil d'ouvriers et de soldats de Chemnitz en 1918, délégué au congrès général des conseils d'ouvriers et de soldats à Berlin en décembre 1918, délégué au congrès de fondation du parti communiste allemand à la fin du mois de décembre 1918, membre du comité central du parti communiste allemand à partir de 1919, ministre dans le gouvernement ouvrier de Saxe en octobre 1923, député à la Diète impériale à partir de 1924, membre du bureau politique du parti communiste allemand et de la présidence du comité exécutif de l'Internationale communiste à partir de 1928.
35. L'*Internationale syndicale rouge* (Rote Gewerkschaftsinternationale) avait été fondée à Moscou en 1921 dans le but de regrouper les syndicats d'avant-garde et de reconstruire le mouvement ouvrier et syndical à l'échelle internationale. A partir de 1928, l'Internationale syndicale rouge fit sienne les conceptions staliniennes relatives à la nature *social-fasciste* de la social-démocratie, à la *fascisation* des syndicats social-démocrates, à la nécessité de construire des *syndicats rouges* et au caractère négligeable des revendications immédiates au profit de l'organisation de *journées rouges* et autres manifestations symboliques. Le dernier congrès de l'Internationale syndicale rouge avait eu lieu en septembre 1930.
36. Le bulletin *Grundstein* (Première pierre) était publié par la *Fédération des syndicats allemands du bâtiment* (Deutscher Baugewerksbund), dont le siège était à Hambourg et qui, par le nombre de ses adhérents (342 235 en 1925), était la seconde organisation de la *Confédération générale des syndicats allemands* (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund).
37. Cette notion d'*Etat actuel* (der heutige Staat), très répandue dès avant la première guerre mondiale dans la social-démocratie allemande, désigne par euphémisme l'Etat bourgeois ou capitaliste. Elle s'oppose à la notion tout aussi floue d'*Etat de l'avenir* (Zukunftstaat) qui désigne l'organisation politique de la société de l'avenir, c'est-à-dire de la société socialiste.
38. Allusion probable à l'article que Fritz Sternberg avait publié dans la *Sozialarbeiter Zeitung*, l'organe central du parti socialiste ouvrier (Sozialistische Arbeiterpartei), le 13 janvier 1932, contre les calomnies que le quotidien stalinien *Die rote Fahne* répandait contre Léon Trotsky. Fritz Sternberg (1895-1963) publia en 1932 un ouvrage intitulé *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus* (Le déclin du capitalisme allemand) dans lequel il analysait la crise de l'impérialisme allemand et préconisait, contre le fascisme, une politique de front unique ouvrier analogue à celle défendue par Léon Trotsky.
39. Heinz Neumann (1902-1937) fut, en effet, l'un des staliniens les plus forcenés du parti communiste allemand. Il est surtout connu pour avoir *organisé*, sur l'ordre de Staline, le soulèvement de Canton du 11 décembre 1927 qui s'acheva, trois jours plus tard, par le massacre de toute l'avant-garde ouvrière de la Chine méridionale, ce qui lui valut le surnom de *boucher de Canton*.
40. Cette tournure familière désigne vraisemblablement la politique de création de *syndicats rouges* qui caractérisa la politique syndicale du parti communiste allemand de 1928 à 1932.
41. *L'auteur*, c'est-à-dire l'auteur de la lettre, Kurt Glowna (Florian Geyer).
42. V.I. Lénine, *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*, dans : *Œuvres*, Editions en langues étrangères, Moscou, 1960, vol. 21, p. 219.

43. *Ibidem*, p. 220.  
 44. Florian Geyer (1490-1525) était le nom d'un chevalier franconien qui, d'abord au service de la Ligue souabe (Schwäbischer Bund), passa en 1525 du côté des paysans insurgés et constitua un corps d'élite, la *Bande noire* (die Schwarze Schar), à l'aide duquel il guerroya contre la noblesse et le clergé.

#### IV. Léon Trotsky à Kurt Glowna <sup>45</sup>

Prinkipo, le 29 mars 1932

Cher camarade Geyer,

J'ai laissé sans réponse jusqu'à aujourd'hui votre lettre du 16 janvier. Mais, en rédigeant *Et Maintenant ?*, ma dernière brochure<sup>46</sup>, je n'ai pas laissé de côté, comme vous vous en êtes peut-être déjà vous-même convaincu, les plus importantes de vos suggestions. Etant donné les grandes difficultés qu'on rencontre pour juger de l'extérieur une situation concrète, les suggestions personnelles que permet la correspondance sont d'une importance inestimable.

Ne pourriez-vous pas me communiquer maintenant, ne serait-ce que de manière succincte, vos toutes dernières observations ? De même, vos remarques critiques à propos de ma brochure me réjouiraient grandement.

Saluez, je vous prie, les amis anonymes dont vous m'aviez transmis les salutations dans votre dernière lettre<sup>47</sup>.

#### NOTES

45. Lettre dactylographiée (b MS Russ 13-1, 8242).  
 46. Le titre de la version russe de cette brochure est *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne. Problèmes vitaux du prolétariat allemand* (Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, Traduit du russe par Jean Renaud, Editions Buchet-Chastel, 1973, pp. 81-234). La traduction allemande, œuvre du communiste tchécoslovaque Jan Frankel (né en 1906), fut publiée à Berlin, au printemps de 1932, sous le titre : *Was nun ? Schicksalsfragen des deutschen Proletariats* (Et maintenant ? Problèmes vitaux du prolétariat allemand) (Leo Trotzki, *Schriften über Deutschland*, vol. I, pp. 180-307).  
 47. Cf. note 18.

#### V. Kurt Glowna à Léon Trotsky <sup>48</sup>

Goerlitz, le 6 juin 1932

Cher camarade Trotsky,

N'ayant plus reçu de nouvelles de vous depuis assez longtemps, je suis convaincu qu'une lettre de moi, celle par laquelle je répondais à la vôtre du 29 mars dernier, s'est perdue. Aussi vais-je revenir ici brièvement sur les développements qui s'y trouvaient.

En lisant la brochure *Et maintenant ?*, que j'ai reçue, à vrai dire, assez tardivement de notre journal berlinois<sup>49</sup>, je me suis rendu compte que vous aviez pu utiliser la plupart de mes suggestions<sup>50</sup>. Comme j'avais pris là une responsabilité exceptionnelle, il m'est venu à l'idée de soumettre votre brochure à une enquête systématique. J'ai donc prêté par roulement les quatre exemplaires que la

direction nationale avait mis à ma disposition à quatre-vingt ou quatre-vingt dix personnes connues de moi, de tous les milieux sociaux et de tous les bords politiques, à qui j'ai demandé, quand ils me rendaient l'ouvrage, de me dire en détail ce qu'ils en pensaient. M'ont paru particulièrement importantes les réponses des membres du parti communiste et du parti social-démocrate, ainsi que les camarades des autres organisations prolétariennes, telles que la Bannière d'Empire<sup>51</sup>, les syndicats libres<sup>52</sup>, les syndicats chrétiens<sup>53</sup> et les syndicats Hirsch-Dunker<sup>54</sup>. Ce faisant, j'ai accordé de l'importance à l'appartenance aux diverses couches sociales : j'ai donc interrogé aussi bien les permanents et les employés de ces organisations que les simples adhérents. Mais j'ai aussi demandé leur opinion aux adversaires de classe. Je suis allé du plus petit national-socialiste jusqu'aux sommités de la technique et de l'administration (ingénieurs, conseillers supérieurs de gouvernement, etc.). J'ai noté chaque opinion particulière. Il y a aussi eu des refus. Dans l'ensemble, ce fut un travail extraordinairement difficile, exigeant beaucoup de prudence, mais d'autant plus intéressant. L'intérêt énorme que suscite votre brochure se voit déjà au fait que, des quatre exemplaires mis en circulation, plus aucun ne m'est revenu à la fin et qu'on les a conservés secrètement et précisément dans le camp de nos adversaires intellectuels (qu'il ne s'agissait nullement de convaincre, mais seulement d'interroger).

Ces quatre brochures ont donc accompli leur mission de manière rationnelle et sur une échelle exceptionnellement vaste.

La substance de cette enquête est une confirmation éclatante de la justesse de vos conceptions. Même si les réactions à ce sondage n'ont désormais plus qu'un intérêt historique, puisqu'elles ne peuvent tout au plus déclencher que de lentes conversions intérieures, leur valeur n'est pas moindre.

Il est vraiment regrettable que les forces réelles et propagandistes de l'Opposition de gauche croissent si lentement. Sur cette question, j'ai sérieusement réfléchi. Elle occupe encore maintenant une partie de mon esprit. Je ne vais donner mon opinion sur ce sujet que fort prudemment afin qu'on ne puisse d'aucun côté me soupçonner de je ne sais quelles intentions conspiratrices.

N'est-il pas extraordinairement révélateur que notre direction nationale ne soit à proprement parler qu'un concept sans substance, gonflé seulement de votre souvenir historique, un être mystérieux, de nature divine auquel on est tenu de croire, mais dont la subjectivité ne se fait connaître au militant accomplissant son modeste travail à la base qu'en cas de nouvelle scission au sommet ? La direction nationale n'a pas toute son activité orientée vers une propagande vigoureuse, pleine de dynamisme et de vitalité, de nos idées et de nos conceptions, elle a bien plutôt l'allure d'un observateur distingué, intéressé par les seules questions historiques, ce qui est une chose caractéristique des éléments étrangers à la classe ouvrière. Je me rappelle l'étonnante et exceptionnelle efficacité propagandiste qu'avaient sur les larges masses en 1918 et au début de 1919, les actions de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Bien entendu, Liebknecht et Rosa Luxemburg étaient l'objet d'une affection extraordinaire de la part des masses travailleuses parce qu'ils avaient été reconnus, depuis des décennies, comme des autorités et que, simplement par leur dévouement personnel et leur courage, ils avaient su gagner la confiance de la classe ouvrière. Je suis persuadé que nous ne pouvons pas nous contenter de donner nos positions théoriques dans *Révolution permanente*<sup>55</sup>, mais que nous devons populariser notre théorie sous une forme et dans une langue simples et convaincantes. Tandis qu'on dévore vos brochures<sup>56</sup>,

une grande partie des travailleurs rejette nos journaux. Pourquoi ? Certainement parce qu'ils n'attendent pas seulement d'un journal des discussions et des explications théoriques difficiles à comprendre, mais qu'ils veulent y trouver aussi, à partir de petits exemples tirés de la vie quotidienne, la preuve de la justesse de nos conceptions. Même si cette fonction de propagande pour le communisme doit être, en principe, celle du journal du parti, elle n'en est pas moins indispensable pour l'accomplissement de nos tâches et de nos objectifs. Dès que nos forces auront augmenté, il nous faudra créer, à côté de *Révolution permanente*, un journal consacré à la politique quotidienne.

Si nous sommes honnêtes, nous devons reconnaître qu'ici, en Allemagne, nous ne remplissons pas toutes les conditions qui sont nécessaires pour satisfaire aux exigences de notre petite organisation. Nous sommes en premier lieu trop plongés dans la vie bourgeoise, habitués à une vie trop large. J'ai eu un jour, par hasard, connaissance d'une opinion qui s'était exprimée dans la direction nationale. A un camarade qui faisait savoir qu'il avait gagné un intellectuel à nos positions, on avait déclaré : amène-moi plutôt une dizaine d'ouvriers ! Il est exact que nous voulons aller au prolétariat. Mais c'est une position de *parasite* que de vouloir se *faire amener* quelque chose. Qu'on aille soi-même essayer de gagner les ouvriers, on y apprendra de quel travail il s'agit ! Mais continuons : qui, parmi nos camarades, redonnera vie à ce type d'orateur communiste itinérant, tel que nous l'avons nous-mêmes été en 1918 et 1919, qui va, ou plutôt, qui court de localité en localité, loue lui-même les salles pour les réunions, colle lui-même les affiches et distribue lui-même les papillons, puis, le soir, fait la conférence et constitue ensuite parmi les auditeurs, à leur demande, le groupe local du parti ? Ce travail méthodique, cette manière d'aller au peuple s'impose si nous voulons avoir des résultats conséquents. C'est seulement par ce moyen que les groupes locaux et la direction nationale se construiront comme un ensemble cohérent. Nous n'avons plus ce type de propagandiste, nous devons le créer. La différence avec la bourse pleine des national-socialistes apparaîtra très clairement aux yeux de nos auditeurs.

Quelle autre condition est nécessaire pour un travail efficace ? J'insiste une fois encore sur ce point : nous ne devons pas nous enfermer trop étroitement dans notre esprit de fraction. C'est là une chose bien compréhensible de la part du sommet, qui n'entre pas directement en contact avec les choses, mais pour les militants de base cette fermeture d'esprit est un obstacle au militantisme. Je voudrais exprimer mon opinion à l'aide d'un fait concret. Je me trouve, par exemple, depuis 1926, dans l'Opposition à l'extérieur du parti<sup>57</sup>, bien que je n'aie été exclu qu'en 1928. En tout cas, je n'ai plus reçu de matériel par le canal du parti depuis cette époque. Je ne dispose donc d'aucun matériel de propagande, en dehors de celui qui m'est accessible par le journal et les brochures de l'Opposition de gauche. Pour un propagandiste, ce matériel est pourtant comme le sel dans la soupe. Il m'est tout simplement impossible d'examiner et de lire tout le matériel politique, de le classer systématiquement selon les divers partis ou groupes politiques et syndicaux<sup>58</sup> et de me faire ainsi, à propos de chaque groupe, de brèves synthèses de tout ce matériel absolument indispensable. Il me faut déjà passer mes nuits à ruminer les âneries que contiennent les ouvrages de technique économique des spécialistes bourgeois dont j'ai absolument besoin dans mon métier où, de surcroît, je ne dois penser qu'en termes vulgaires et étrangers au marxisme. Il m'est donc pratiquement impossible d'examiner et de classer en plus du matériel

politique. Et le fait même que la direction nationale ne pense pas à ce genre de choses, parce qu'elle s'imagine que le parti fournit ce matériel à profusion, témoigne d'un esprit purement fractionnel (sans parler du fait que ces extraits de propagande reviennent bien moins cher qu'une brochure qui doit, par ailleurs, avoir un plus fort tirage). Nous sommes pourtant bien une organisation, avec ses idées et son existence propres, qui doit se donner ses propres moyens d'existence. Il n'en va pas autrement en ce qui concerne la formation systématique des militants dans les différents groupes. La direction nationale devrait rassembler du matériel de cours et en éditer une synthèse de façon que, en suivant le plan de ces cours, un travail méthodique et homogène<sup>59</sup> de formation puisse être accompli. Il en est de même pour l'exploitation des diverses forces militantes. Pas un seul camarade de la base n'est en droit d'ignorer quels sont les problèmes en discussion, surtout quand, comme c'est le cas aujourd'hui, ils sont d'une si exceptionnelle importance pour toute campagne que voudrait engager la direction nationale. Chaque militant doit avoir une tâche particulière à accomplir. Il doit savoir qu'il a ceci ou cela à faire. Occupe-toi spécialement de ces questions, écris sur ce sujet, demande du matériel, tu pourras en recevoir de tel ou tel endroit. Naturellement, tout cela manque encore. Mais ce sont là des problèmes qui peuvent permettre à la direction de l'Opposition de gauche d'apprendre à travailler de manière systématique et organisée. Je souhaite parfois fort vivement que chacun de nos camarades passe ne serait-ce que six mois à un poste de responsabilité dans une très grande entreprise. Je crois que tous y apprendraient à travailler comme cinq cents diables et qu'ils comprendraient, par exemple, ce qu'on exige du chef de publicité d'une grande usine.

Mais poursuivons. Ce n'est pas seulement dans les petites questions techniques que j'ai abordées ici, c'est bien davantage dans les grandes actions politiques que nous devons faire preuve de plus d'activité et d'autonomie. Nous devons apparaître avec nos propres propositions, nous adresser de manière autonome aux organisations prolétariennes, avec notre propre programme et de manière concrète, et ne pas nous contenter d'exiger des négociations inconditionnelles avec le parti social-démocrate, ce qui équivaudrait à une fusion. Sur ce point, il nous faut être d'une vigilance méticuleuse. Les dernières productions de la direction nationale ignorent ces questions *concrètes*. Notre tâche stratégique a pourtant bien pour objectif, grâce à des initiatives tactiques, de séparer les idéologues et chefs étrangers à la classe ouvrière d'un mouvement prolétarien de la masse de ceux qui en font partie. Cette tactique de front unique n'est donc point *un sac vide*, mais le *gourdin hors du sac*<sup>60</sup> qui doit nous servir à rosser les renégats et les opportunistes. Jamais, à l'occasion d'actions de ce genre, ne doit naître l'impression que nous accepterions de disparaître. Le sac est la proposition de front unique, le gourdin, ce sont les revendications que les masses peuvent comprendre, qui correspondent à leurs intérêts, qui ne peuvent être satisfaites que par la voie révolutionnaire ou qui exigent en tout cas que l'adversaire s'écarte d'une certaine ligne. Dans cette perspective, nous devons agir de manière autonome si le parti communiste n'accomplit pas ou accomplit seulement de manière insuffisante sa mission historique.

Vous trouverez en annexe à cette lettre quelques documents qui n'ont certes qu'un intérêt historique, mais qui montrent toutefois comment on ne doit pas s'y prendre.

Si nous devons ici, en Allemagne, apprendre quelque chose de vos propositions, il nous faut alors toujours songer que la meilleure ligne politique ne peut

servir de rien si nous ne sommes pas capables de la populariser, d'y intéresser les masses. La meilleure ligne ne sert à rien, si c'est l'adversaire qui conquiert le pouvoir.

Vous écrivez dans votre brochure : « La lutte ne s'arrêterait pas à cette étape. Car qu'est-ce, au fond que l'organisation de défense de Bruchsal et de Klingenthal<sup>61</sup> ? Il faut savoir discerner ce qui est grand dans les petits faits : c'est un soviet local de députés ouvriers. Il ne se fait pas appeler ainsi et il ne se sent pas tel, parce qu'il s'agit d'un petit coin reculé de province. Ici aussi la quantité détermine la qualité. Transposez cette expérience à Berlin et vous aurez le soviet berlinois des députés ouvriers ! »<sup>62</sup> L'initiative de cette transposition ne peut, naturellement, être prise que par notre organisation berlinoise. Et c'est ce que je veux dire, quand je critique le fait que nous soyions idéologiquement trop imprégnés d'esprit fractionnel. Certes, nous devons nous sentir comme une fraction, mais sans oublier que nous formons une organisation à part, ayant son propre programme politique, qu'on a fait pénétrer dans les masses<sup>63</sup>.

Le manque de tradition se fait justement sentir dans nos rangs de manière criante. Il n'est pas admissible qu'on parle de choses quand on en est insuffisamment ou point du tout informé. Pour clarifier une question, il faut le travail d'un collectif. Si l'on sort de son cabinet des curiosités pour venir à la lumière de ce collectif, toute la vieille poussière tombe ou alors c'est le collectif tout entier qui doit apprendre de ses propres fautes. La meilleure preuve en est, par exemple, le discours du camarade Seipold<sup>64</sup> lors de la dernière session de la Diète provinciale. Seipold n'avait pas à revendiquer quelque chose que la classe ouvrière possède déjà en fait d'organisation, même si cette organisation est infectée de poison réformiste. Il lui fallait bien plutôt exiger la révolutionnarisation des organisations existantes, telles la Bannière d'Empire, les associations sportives ouvrières, les sociétés ouvrières de tir, les ligues de tir à armes de petit calibre, la fédération des amateurs de radio, etc., insister tout particulièrement sur les facteurs rétrogrades en provenance du parti social-démocrate, du parti communiste et de leurs propres organisations et essayer, de cette tribune parlementaire, de faire comprendre aux membres de ces organisations les véritables tâches de la lutte des classes.

Par ailleurs, qu'est-ce qui a été fait dans le domaine de l'observation systématique de la conjoncture selon les principes *marxistes* et de son exploitation, en premier lieu pour l'élaboration, en fonction des phénomènes économiques, d'une ligne politique juste, mais en second lieu aussi pour le développement d'une enquête systématique sur les salariés des diverses branches d'industrie ? Rien. Il est absolument nécessaire de se consacrer de manière *méthodique* à l'exploitation politique des rapports sur la conjoncture et d'en tenir compte pour entreprendre notre travail. La courbe la plus basse doit nous fournir le point d'appui le plus favorable pour nos forces propagandistes, qui, étant encore faibles numériquement, ne peuvent être engagées qu'après mûre réflexion. Des régions qui n'ont pas encore été touchées trop sévèrement par la crise économique ou qui ont pu être provisoirement soulagées, restent pour le moment épargnées. Nous sommes encore — je veux dire nous en Allemagne — par trop imprégnés d'esprit capitaliste, nous manquons par trop d'expérience et nous ne savons pas penser selon la méthode matérielle<sup>65</sup> du marxisme. Il y a encore chez nous, outre des carriéristes, des gens dont on dit en français qu'ils veulent *épater le bourgeois*<sup>66</sup>, en un mot des fanfarones et des fumistes. Au moment où je vous écris, il ne fait désormais aucun doute que la boule<sup>67</sup>, à partir de son sommet, s'est mise en mouvement vers la droite.

La réaction dispose d'une excellente organisation et d'un matériau humain exceptionnel : il est vrai qu'elle a toutes les ressources de l'Etat à sa convenance. Les membres du parti communiste qui n'ont pas dépassé le stade de l'esprit partisan sont totalement désorientés. Avec un grand fracas s'écroulent deux théories : la théorie du passage progressif et pacifique au socialisme et la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, qui toutes deux sont chair de la même chair,<sup>68</sup> toutes les deux du plus plat opportunisme. Tout ce que cette scandaleuse prétendue théorie stalinienne a pu causer de dommages, seul peut en juger celui qui a vécu au milieu des choses dont il parle. Le national-socialisme n'aurait jamais pu utiliser avec autant d'efficacité sa puissance publicitaire si les énormes saloperies<sup>69</sup> réformistes, y compris personnelles, du parti social-démocrate et du parti communiste ne l'avaient point tant aidé. Rien n'a plus nui au prestige et à l'idée même de la solidarité de classe au sein du socialisme et entre ses partis que le bannissement de l'Opposition et les fanfaronnades au sujet de l'organisation technique de l'Union soviétique. Le parti communiste opère un tournant. La chose n'est pas tout à fait exacte, mais l'affirmation est, venant de nous, tactiquement juste. Il ne fait pour le moment que s'adapter lentement à la marche des événements. Une conversion lui sera, d'ailleurs, très difficile, étant donné l'état d'épuisement et de décomposition idéologique des militants. Que peut-on encore attendre d'adhérents qui ont patiemment supporté pendant la campagne pour l'élection présidentielle le mot d'ordre de leur parti : Hitler, le candidat des *riches*, Thälmann, le candidat des *pauvres* ? Voilà le parti ramené bien loin derrière les économistes anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle ! Le simple adhérent, ravalé au rang d'un candide contestataire, ne sait plus ce que sont une nation, un Etat, une société ou une classe sociale. Le parti ne lui explique plus rien des notions fondamentales relatives au parlementarisme capitaliste et à la forme soviétique de l'Etat. La question de la démocratie prolétarienne et du crétinisme parlementaire est un sujet interdit pour ces gens-là, les contractants des fameux plébiscites rouges.

L'évolution ira dans le sens que vous avez prévu. Soulèvements isolés contre un adversaire parfaitement organisé et discipliné, poursuite de la dissolution organisationnelle du parti social-démocrate, dont les dirigeants capitalistes ne veulent pas se battre et, en fin de compte, guerre contre l'Union soviétique.

Un homme ayant des connaissances militaires quelque peu développées n'a pas besoin de connaître toute l'histoire des guerres ou toute l'histoire de la stratégie et de la tactique de Montecucculi jusqu'à Schlieffen<sup>70</sup>, il voit la grimace de l'impérialisme sous le maquillage social des institutions étatiques. Par exemple, les offices du travail, dans les fichiers desquels sommeille le bilan de la main d'œuvre allemande. Aujourd'hui, la bourgeoisie allemande est bien mieux informée sur ses réserves techniques de travail qu'en 1914 ou que tout autre pays capitaliste. Je renvoie seulement à l'ouvrage de Seeckt, *Pensées d'un soldat*,<sup>71</sup> dans lequel l'auteur traite en particulier de la division de l'armée moderne en ses trois parties : 1°) la petite partie mobile qui est au combat ; 2°) les réserves militaires dans leur première phase de formation ; 3°) l'arrière-pays, considéré comme un arsenal. Cet arsenal et ses réserves, la bourgeoisie les connaît justement à la perfection grâce à ces bureaux de recrutement militaire que sont les offices du travail. Elle est aujourd'hui prête, sur le plan technique, pour se lancer dans n'importe quelle agression impérialiste ; il ne lui manque plus que les conditions politiques, mais elle est en train de se les créer.

Cet aspect de la question, ainsi que la responsabilité de la social-démocratie, pour avoir dissimulé aux masses la véritable nature de ces institutions prétendument sociales, mais ayant en fait des visées techniques et capitalistes, personne, malheureusement, n'a encore entrepris de les dénoncer. Il est vrai qu'il s'agit là d'une affaire très délicate. Ne serait-il pas, d'ailleurs, extrêmement dangereux pour un journal de publier un article dans ce sens-là ?

J'espère ne pas avoir abusé de votre attention. Je n'ai pu aujourd'hui que parler de toutes les choses de manière schématique : le métier que je fais m'use tous les muscles et toutes les fibres de mon corps.

Personnellement, je suis aussi en train de lancer un journal syndical d'entreprise qui doit me permettre d'abord d'acquérir une certaine influence sur les employés. Ensuite je pourrai me permettre de les faire évoluer progressivement vers nos positions. Je dois aussi choisir les groupes nationalistes pour ma propagande, car on ne peut les abandonner au fascisme sans rien faire. Si seulement on les désagrègeait ! Cela ne devrait toutefois pas être bien difficile, car le national-socialisme n'a aucune expérience des choses du syndicat et de l'entreprise ; ses partisans dans l'entreprise, où n'existe pas encore de cellule nazie, sont absolument sans direction aucune. Il faudra cependant beaucoup d'habileté et de tactique.

Je m'efforce aussi personnellement d'obtenir ma mutation pour Berlin. D'abord pour des raisons matérielles, mais surtout pour pouvoir assister notre groupe — je ne crois pas qu'il y soit tellement favorable, car chacun craint pour sa situation — par tous les moyens à ma disposition.

En fin de compte, seize années de travail politique acharné à la base, dans les rangs de la masse, avec ou sans fusil, comme soldat et comme civil, ne sont vraiment pas une bagatelle.

Je serais très heureux si vous pouviez m'assurer bientôt que vous avez bien reçu ma lettre.

Avec mes salutations communistes très cordiales, je suis

votre Florian Geyer

## NOTES

48. Lettre dactylographiée (b MS Russ 13-1, 1407).
49. Il s'agit ici de la revue théorique et politique de l'Opposition de gauche du parti communiste allemand *Permanente Revolution* (Revolution permanente). Elle était éditée à Berlin, pour le compte de l'Opposition de gauche, par Anton Grylewicz (1885-1971), le même qui avait publié la brochure de Léon Trotsky dont il est question dans cette lettre.
50. C'est surtout dans les chapitres sur *la stratégie des grèves et sur le contrôle ouvrier et la collaboration avec l'U.R.S.S.* que se manifestent quelques traces des suggestions de Kurt Glowna en ce qui concerne les effets psychologiques du chômage, le mot d'ordre de grève générale, le problème du contrôle ouvrier sur la production, les revendications relatives à la baisse des prix des marchandises, la question de remise en marche des entreprises en faillite et celle du plan de coopération économique germano-soviétique (Léon Trotsky, *Ecrits*, vol. III, pp. 203-220).
51. La *Bannière d'Empire* (Reichsbanner), de son vrai nom *Bannière d'Empire Noir-Rouge-Or* (Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold), avait été fondée le 22 avril 1924 pour la défense du régime républicain en Allemagne. Elle était en fait l'organisation des milices armées du parti social-démocrate. Son président était le socialiste Otto Hörsing (1874-1937).

- En 1928, la Bannière d'Empire comptait environ 3 410 000 membres.
52. C'est-à-dire les syndicats social-démocrates, regroupés dans la *Confédération générale des syndicats allemands* (Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund). En 1925, selon des statistiques officielles, ces syndicats comptaient 4 182 511 adhérents.
  53. Leur véritable appellation est celle d'*Union générale des syndicats chrétiens d'Allemagne* (Gesamtverband der christlichen Gewerkschaften Deutschlands). En 1925, selon des statistiques officielles, ils comptaient 582 319 adhérents.
  54. Leur véritable dénomination est celle d'*Union des associations syndicales allemandes* (Verband der deutschen Gewerkvereine). L'appellation courante de *syndicats Hirsch-Dunckersche Gewerkschaften* provient du nom des deux principaux fondateurs de ces syndicats, les deux politiciens libéraux Max Hirsch (1832-1905) et Franz Duncker (1822-1888). Fondés en 1869, ces syndicats ne comptaient en 1925, d'après des statistiques officielles, que 157 571 adhérents.
  55. *Révolution permanente* (Permanente Revolution) était la revue politique et théorique de l'Opposition de gauche du parti communiste allemand (bolcheviks-léninistes).
  56. En juin 1932, Anton Grylewicz estimait à 67 000 exemplaires le nombre de brochures de Léon Trotsky éditées en langue allemande depuis avril 1931, dont 55 000 avaient été vendues (Wolfgang Alles, *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930*, Université de Mannheim, 1978, p. 75).
  57. « L'Opposition à l'extérieur du parti » était l'Opposition unifiée allemande, essentiellement composée de zinoviévistes, et qui regroupait des militants encore membres du K.P.D. ou déjà exclus. Cette opposition se transformera les 8 et 9 avril 1928 en Ligue Lénine (Leninbund).
  58. Kurt Glowna avait d'abord écrit : *les divers partis politiques et politiques* (die einzelnen politischen und politischen Parteien). Il a ensuite fait dans la marge une correction manuscrite : les divers partis ou groupes politiques et syndicaux (die einzelnen politischen und gewerkschaftlichen Gruppen und Parteien).
  59. Le terme *homogène* (einheitliche) a été rajouté à la main, en marge, par Kurt Glowna.
  60. C'est la formule à laquelle obéit le gourdin magique dont il est question dans un des plus célèbres contes des frères Grimm (*Kinder und Hausmärchen*, gesammelt durch die Brüder Grimm, Winkler Verlag, München, 1963, pp. 215-228).
  61. *Bruchsal*, petite ville industrielle du pays de Bade, dans la plaine du Rhin au nord de Karlsruhe, avait 15 453 habitants en 1919 : on y trouvait des usines métallurgiques (fonderies, machines, moteurs) et des fabriques de cigarettes, de meubles, d'appareils électriques, de couleurs et de vernis. Klingenthal, dans le Vogtland, en Saxe, près de la frontière tchécoslovaque, avait 6470 habitants en 1925 : on y fabriquait des instruments de musique, des cordes pour instruments à cordes, des jouets de bois et des cartonnages. Dans ces deux villes avaient été formés en 1931 des comités de défense contre le fascisme réunissant l'ensemble des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière.
  62. Léon Trotsky, *Écrits*, vol. III, p. 212.
  63. Il est vraisemblable que Kurt Glowna voulait dire ici non *un programme qu'on a fait pénétrer dans les masses* (das in die Massen getragen worden ist), mais *un programme qu'on doit faire pénétrer dans les masses* (das in die Massen getragen werden soll). Nous avons toutefois laissé figurer cette bizarrerie dans notre traduction.
  64. Oskar Seipold (1889-1966) était député communiste à la Diète de Prusse depuis le 2 février 1930. Comme il appartenait à l'Opposition de gauche, le comité central du parti communiste exigea de lui qu'il renonce à son mandat. Il refusa, fut exclu du parti communiste le 22 février 1930 et resta député à la Diète de Prusse jusqu'en 1932.
  65. Kurt Glowna a sans doute voulu dire ici *matérialiste* (materialistisch) ; il emploie toutefois l'adjectif *materiell* (matériel). Nous avons laissé subsister cette impropriété.
  66. En français dans le texte original.
  67. L'image de la *boule* illustrant la situation politique instable de l'Allemagne avait déjà été utilisée par Léon Trotsky en décembre 1931 : « Si l'on place une boule au sommet d'une

- pyramide, une toute petite poussée suffit pour la faire rouler du côté droit ou du côté gauche. Telle est la situation dont l'Allemagne se rapproche à chaque instant » (Leo Trotzki, *Wie wird der Nationalsozialismus geschlagen ?*, in : Leo Trotzki, *Schriften über Deutschland*, vol. I, p. 164).
68. Expression d'origine biblique qui signifie que les deux conceptions ont une source commune et une signification politique équivalente.
  69. Nous traduisons ainsi l'expression allemande *Schweineereien* (cochonneries).
  70. Raymond de *Montecucculi* (1609-1681) est un général autrichien célèbre par ses victoires sur les armées suédoises, polonaises, danoises, turques et françaises. Alfred von *Schlieffen* (1833-1913) est un général prussien connu comme auteur du plan militaire qui fut appliqué par le gouvernement allemand au début de la première guerre mondiale.
  71. L'ouvrage du général Hans von *Seeckt* (1866-1936), *Gedanken eines Soldaten* (Pensées d'un soldat) avait paru en 1928.

## VI. Kurt Glowna à Léon Trotsky <sup>72</sup>

Goerlitz, le 20 juin 1932

Cher camarade Trotsky,

Ma lettre du 6 juin dernier est certainement depuis parvenue entre vos mains. Bien que je n'ai reçu aucune nouvelle de vous, je veux cependant, à la suite de ma dernière lettre, essayer d'attirer votre attention sur certaines questions organisationnelles qui me paraissent absolument capitales pour la création d'une base technique de notre travail conforme à des principes méthodiques et systématiques.

Justement je viens d'entrer en possession du numéro 17 du *Bulletin international*, dans l'édition allemande, qui donne un bref aperçu de l'état de notre organisation. C'est ainsi la première fois, depuis que j'appartiens à un groupe de l'Opposition de gauche en tout cas, que je vois une rupture aussi nette avec le principe du camouflage des bilans, qui, comme résidu de la double comptabilité à toujours autant les faveurs du parti communiste.

Nos forces n'ont pas très fière allure à côté des chiffres du parti officiel<sup>73</sup>. Ce fait n'est assurément pas très important, mais il ne faut pas non plus le négliger. Quand j'entrai en 1918, comme soldat, dans la Ligue Spartacus, le nombre officiel de ses adhérents s'élevait à un peu plus de sept cents membres et déjà en 1920, le parti communiste unifié<sup>74</sup> annonçait trois cent cinquante mille membres cotisants<sup>75</sup>. En 1923, je faisais partie de la direction du parti communiste pour le district de Lusace<sup>76</sup>. Nous avions atteint, au moment de l'interdiction du parti<sup>77</sup> et lors de mon arrestation en automne 1923, le nombre approximatif de douze mille adhérents. Au début de l'été 1924, quand je sortis de prison et revins à la direction de district du parti, il ne comptait pas après la défaite, dans le même district, plus de deux mille six cents membres bien comptés<sup>78</sup>. C'était à peu près à l'époque des élections de printemps<sup>79</sup>, quand la direction du parti voyait encore partout une aggravation du conflit et que, au lieu d'aider à rassembler une armée défaite, à recruter de nouvelles réserves et à engranger de nouvelles énergies, elle lançait le parti dans des actions dont il ne comprenait pas la nécessité et qu'il se trouvait encore moins en mesure de réaliser. A l'heure actuelle, le parti ne doit pas avoir, dans ce même district, beaucoup plus d'adhérents qu'en avril 1924. Au cours de l'automne 1923, les prolétaires se ruaient littéralement vers le parti, alors qu'ils sont aujourd'hui complètement passifs et que, de son côté, le parti social-démocrate n'est nullement battu en brèche. Par ces chiffres, je voulais seulement

caractériser les oscillations (que je pourrais, du reste, confirmer en m'aidant des anciens documents de la seconde direction de Lusace<sup>80</sup> que j'ai aussi entre les mains) auxquelles est justement soumis le mouvement des effectifs du parti, sans parler des phénomènes périphériques qui accompagnent effectivement ce mouvement.

Mais la masse des adhérents n'est certainement pas pour nous uniquement l'objet de notre combat, elle est aussi le sujet de notre développement même, qui doit être amené à une certaine intelligence politique et organisationnelle, puis utilisé et engagé dans la bataille de manière homogène et autant que possible, disciplinée.

C'est dans ce contexte que nous utilisons des moyens bureaucratiques, comme des outils nécessaires pour atteindre notre but.

Dans notre cas, je veux dire en tant qu'Opposition de gauche, on peut se demander si des institutions bureaucratiques, auxquelles correspond toujours nécessairement une certaine base sociale, représentent dans l'ensemble, si nous considérons l'évolution politique ultérieure de l'Allemagne — à laquelle nous n'assisterons certainement pas de manière passive —, un soulagement ou, au contraire, une surcharge technique et politique pour notre organisation ; c'est-à-dire si leurs aspects positifs, malgré l'éventualité que nous soyons contraints de travailler dans l'illégalité, l'emportent dans tous les cas, alors qu'elles représentent toujours en fin de compte une masse considérable de secrets accumulés dans le parti.

J'ai joint à cette lettre quelques échantillons d'un système de cartes qui est presque indispensable dans une organisation militant selon des principes modernes dans un Etat hautement civilisé, si elle ne veut pas labourer à l'aveuglette le champ de ses activités. Il s'agit d'un bulletin d'admission dans l'Opposition de gauche, d'une carte individuelle, établie sur la base du bulletin d'admission par la direction nationale (par la suite, quand l'organisation aura grossi, elle pourra l'être par la direction de district), une carte du groupe local, également établie par la direction nationale et un questionnaire à l'intention des groupes locaux qui, à intervalles réguliers, devra être rempli et renvoyé par eux à la direction nationale.

Je ne crois pas nécessaire de vous expliquer l'importance des diverses questions et rubriques qui se trouvent sur les projets de formulaires pour une étude systématique des facteurs objectifs dans l'Opposition de gauche et des facteurs objectifs dans l'économie et la société politique.

Ma proposition vous apparaîtra dès l'abord, étant donné les circonstances et notre propre situation, quelque peu déplacée. Mais il me sera peut-être permis de me référer à un exemple de plus grande ampleur. L'Armée rouge n'est-elle pas seulement devenue possible grâce à un centre organisationnel qui a été capable de fondre politique et organisation, à partir d'un environnement de choses mortes, en une unité vivante ? Il serait, à vrai dire, bien sot de ma part de vouloir vous gagner à ma proposition en faisant valoir qu'il faut d'abord voir un instrument en activité pour pouvoir ensuite d'autant plus rapidement corriger ses défauts et ses lacunes. Encore faudrait-il, dans ce cas, être d'accord sur le principe.

Non, je ne considère nullement cette chose comme un inutile fatras bureaucratique, qui suivrait son cours à côté de notre travail, mais seulement comme un moyen permettant une observation *globale* et une analyse généralement valable.

Pour faire comprendre ma proposition du point de vue technique et en montrer son caractère d'élément organique, il me faut indiquer que la direction nationale, en tant que tête politique et organisationnelle de notre organisation,

doit procéder à une division du territoire national en districts économiques. Elle peut, ce faisant, s'appuyer sur les treize districts de l'office national du travail en Allemagne, qui, en tant que territoires économiques de structure homogène, se sont développés, selon des principes de politique économique et démographique, en organismes administratifs. Au-delà, elle doit entreprendre une classification de ces districts selon des critères politiques qui résultent de la répartition du prolétariat industriel, de son poids organisationnel dans les partis socialistes<sup>81</sup> et du poids de l'adversaire, d'où peuvent être ensuite déduits également des critères militaires. Sont, par exemple, des territoires de première classe : la Rhénanie, la Westfalie, Berlin, la Saxe, etc., de dernière classe : la Poméranie, la Prusse orientale, avec leur population nettement agricole, que nous devons examiner et traiter tout particulièrement comme territoires de recrutement du fascisme.

Selon ces principes, nous en venons alors à un plan d'état-major politique et militaire en vue d'opérations politiques et militaires de la lutte des classes.

De toute façon, la direction nationale range les cartes des groupes locaux district par district, de sorte que puisse en être systématiquement extraite la quintessence politique de notre mouvement. Ce fichier est complété par des *cartes* et des *diagrammes* qui, à l'instar d'une carte d'état-major, indiquent, adaptés aux éléments de la guerre des classes, les bastions politiques, économiques et militaires de l'adversaire ainsi que nos propres points d'appui.

Tous les deux mois, le groupe local doit envoyer à la direction nationale un questionnaire qui, mieux que n'importe quelle belle phrase, montre le travail réellement effectué et en révèle la nature. Ces questionnaires permettent à la direction nationale de faire une synthèse, d'où elle peut tirer son rapport sur la conjoncture politique ainsi qu'un plan de travail à l'adresse des districts et des groupes locaux. Sur les forces dont disposent les divers groupes locaux, elle est informée jusque dans le détail par les cartes individuelles qui donnent une synthèse visuelle de chaque militant, sans qu'on ait à chercher longuement dans des dossiers. Certains artifices techniques, tel l'usage de l'onglet, qui permettent, quand le fichier est entièrement constitué, d'avoir une vue générale de la situation dans les divers districts et de prévoir du premier coup d'œil comment se répartissent la pluie et le soleil, la grêle et l'orage, la fertilité et l'aridité, peuvent, bien entendu être exposés et expliqués en un instant.

Ainsi devrait être écarté le danger qui résulte de l'accumulation de nos connaissances dans des cerveaux individuels. Si, par exemple, un membre de la direction nationale meurt, ou si toute la direction nationale est arrêtée ou encore si se produisent des passages à d'autres organisations, tout le matériel emmagasiné dans les cerveaux est irrémédiablement perdu. Et pour ce qui est de dissimuler un tel fichier aux yeux de la police, qui ne s'intéresse du reste pas encore beaucoup à notre *organisation* à cause de sa petitesse, ce ne devrait pas être une chose bien difficile. Surtout si on l'abrite dans une région frontalière. Mais ce serait assurément vous faire injure que de vous faire tout un discours sur des choses aussi simples.

Ce qui est décisif *pour* l'introduction de ce fichier, c'est la possibilité qu'il donne de faire un travail organisationnel et politique, aussi bien syndical qu'économique, de manière méthodique et systématique, de dépersonnaliser notre mouvement, de gérer les forces militantes selon des critères politiques, syndicaux, culturels et militaires, et, par ce biais, de donner homogénéité et combativité à une masse amorphe et difficile à diriger.

Contre le fichier, il y a la petitesse de notre organisation, qui ne dispose peut-être pas encore des forces nécessaires à son utilisation (en dernière instance, en effet, c'est le cerveau qui décide car c'est lui qui consulte le fichier et donne les instructions en conséquence), bien que justement la petitesse puisse être aussi un avantage (le premier apprentissage s'en trouve facilité) et, pour finir, comme facteur décisif, il y a la question des frais, lesquels devraient cependant être compensés par les heureux résultats qu'on escompte en obtenir progressivement. Du reste, il ne serait question que de frais d'impression, le matériel restant pouvant provenir de ce qu'on appelle des *dons volontaires*.

Naturellement, le fichier ne peut être efficace que si, dans la direction nationale, est entreprise une division systématique du travail selon les principes organisationnels que connaît le parti, par exemple : politique, organisation, syndicats, statistique, trésorerie, culture, femmes, jeunesse, agriculture, agitation et propagande, presse, information, etc., c'est-à-dire si est constituée une tête permettant un travail décentralisé et adapté aux divers secteurs de son activité. Si ce n'est pas le cas, l'Opposition devra continuer de manœuvrer sans rien voir ni entendre et la disproportion entre son influence politique et son importance organisationnelle (soixante-sept mille brochures vendues<sup>82</sup> pour environ trois cents militants) ne sera pas résorbée. *Prudence est mère de sûreté*, mais il ne faut exagérer cette *sûreté*, sinon elle n'a plus aucune signification.

Mais il est également nécessaire que toutes les forces qui sont à notre disposition s'attèlent à cette tâche, reconnaissent avec conviction l'autorité qui les guidera avec assurance et saura leur indiquer leur place et se soumettent docilement à elle.

Dans ma dernière lettre, j'ai encore oublié (mon travail souffre des graves maux de têtes que j'ai contractés par suite de la guerre et de mon activité politique) d'indiquer que, ces derniers temps, vos prévisions commencent aussi à se réaliser dans les petites choses psychologiques. Les contradictions qui se sont accumulées en Russie transparent de plus en plus à l'extérieur.

Pour l'actuelle direction du parti, les ciseaux<sup>83</sup> sont, par exemple, une énigme psychologique qui s'ouvre automatiquement entre l'ouvrier russe, de conviction socialiste et subissant l'influence de son entourage socialiste, et l'ouvrier occidental, enfermé dans son environnement capitaliste réactionnaire et son mode de pensée rétrograde. Sur ce point comme sur d'autres, de nouveaux problèmes viennent à l'ordre du jour, qui connaissent de nouveaux développements. Parallèlement, la pensée se développe aussi. A cause de la position purement mécanique de la bureaucratie du parti, devenue véritablement incapable de jouer son rôle d'intermédiaire, les deux parties ne se comprennent plus. Elles commencent peu à peu à avoir chacune son propre discours.

Vous avez aussi indiqué dans vos brochures contre le péril fasciste<sup>84</sup> que l'Union soviétique devrait considérer l'arrivée au pouvoir de Hitler comme le signal de la mobilisation de l'Armée rouge<sup>85</sup>. Ici nous mettons le doigt sur la question de l'Union soviétique en tant qu'Etat prolétarien et sur le rôle déterminant du parti communiste russe. Sans l'aide matérielle du parti communiste russe, la classe ouvrière allemande, pour autant qu'elle soit sous notre direction révolutionnaire, est dans l'incapacité d'obtenir ne serait-ce qu'un succès initial. A quel point la stratégie militaire moderne a su tirer à son profit les leçons de la révolution russe, vous le savez naturellement vous-même. Une grande partie du prolétariat n'est plus entraînée à la guerre moderne, n'est plus familiarisée avec le maniement des armes et n'est même plus, dans l'armée actuelle, soumise au service

militaire. Sur ce point, il s'agit de montrer de façon parfaitement claire aux ouvriers qui ressentent leur faiblesse sur le plan de la politique militaire qu'ils peuvent compter, en cas d'éclatement d'un mouvement révolutionnaire, sur l'aide militaire et personnelle<sup>86</sup> de la classe ouvrière russe. Le parti doit déclarer ces choses publiquement, en toute franchise et clarté. C'est alors seulement que les hésitants passeront du côté de l'armée révolutionnaire.

Ce sont là deux petits problèmes, sous la forme de questions à l'Union soviétique mais qui jouent un rôle exceptionnel dans les discussions des ouvriers et qui doivent toujours recevoir des réponses claires et sans équivoque.

Dans votre lettre à Weisbord<sup>87</sup>, publiée dans le *Bulletin international*, vous écrivez que Zinoviev et Kamenev représentent des éléments qualifiés du mouvement communiste<sup>88</sup>. Engagez-vous là une révision de notre attitude envers le groupe Zinoviev ? En réalité, tous deux se sont comportés de manière fort décente et fort courageuse. D'aucun des deux, je n'ai eu connaissance qu'il se soit livré à de basses attaques contre l'Opposition. Cette question m'intéresse parce que, dans mon district justement, en 1926, lorsque nous passâmes à l'Opposition, la majeure partie des groupes locaux et des permanents (presque la moitié dans le district) nous suivit. Avec la capitulation de Zinoviev et de Kamenev<sup>89</sup> et la scission de la Ligue Lénine<sup>90</sup>, certains cessèrent toute activité politique et retournèrent à la vie bourgeoise, mais la plupart d'entre eux réintégrèrent le parti. Dans leur majorité, étant des révolutionnaires honnêtes, ils ne sont pas montés dans la hiérarchie, ils forment au contraire, aujourd'hui encore, le gros des adhérents du parti et, comme ils sont restés des oppositionnels et qu'ils sont toujours probablement organisés en fraction, nous pourrions les toucher d'autant plus facilement.

Je connais aussi quelques responsables de sous-district et de fort nombreux camarades dont je sais qu'ils sont des zinoviévistes ou, simplement, des oppositionnels avec lesquels je pourrais peut-être, avec prudence, sans nous exposer ni les informer de quoi que ce soit, avec tact en tout cas, c'est-à-dire sans les compromettre aux yeux de l'appareil du parti, entrer en contact et nouer des relations. Je suis persuadé qu'ils ont tiré quelque enseignement de notre attitude ainsi que celle de l'appareil du parti. Il y a là à nouveau aujourd'hui des points d'appui bien plus utilisables que du temps de notre dislocation<sup>91</sup>.

Mais, bien entendu, je ne me laisserai pas entraîner dans de telles opérations sans votre autorisation.

Un passage de ma dernière lettre doit être compris, je vous prie, dans le sens que j'ai créé un journal d'entreprise non de l'Opposition de gauche, mais de mon syndicat : il paraît pour le moment tous les quinze jours à cinquante exemplaires et doit être très progressivement rédigé selon notre orientation. Le nombre des abonnés va probablement augmenter avec le temps. Naturellement, dans un organe syndical qui est édité par une fédération extrêmement réactionnaire (ce fut déjà un grand pas en avant que d'en imposer la parution) qui ne comprend presque que du personnel technique et administratif hautement qualifié, lequel se meut dans un monde d'idées fascistes, il n'est pas possible de développer d'emblée notre ligne. Il m'a fallu d'abord essayer de susciter de l'intérêt pour un tel journal en le présentant comme un organe de discussion et de formation professionnelle permanente. Mais cela ne m'empêchera pas, à l'occasion, de mettre la direction du syndicat dans l'embarras ni de faire connaître notre point de vue.

J'espère que ma lettre vous trouvera en excellente santé. Avec mes salutations communistes les plus cordiales et mes vœux les meilleurs pour votre santé, je suis

vosre Florian Geyer

## NOTES

72. Lettre dactylographiée (b MS Russ 13-1, 1408).
73. A la fin de l'année 1932, la section allemande de l'Opposition de gauche allemande comptait environ six cents membres, répartis en quarante-quatre groupes locaux (Wolfgang Alles, *op. cit.*, p. 77).
74. Le *parti communiste unifié d'Allemagne* (Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands) résultait de la fusion du *parti communiste d'Allemagne* (Kommunistische Partei Deutschlands) et de l'aile gauche du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands) lors du congrès d'unification qui se tint à Berlin en décembre 1920.
75. Les statistiques officielles du parti communiste allemand donnent les chiffres de 78 715 adhérents en octobre 1920 et de 359 000 adhérents en 1921 (Hermann Weber, *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*, Die Stalinisierung der K.P.D. in der Weimarer Republik, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt, 1969, vol. I, p. 362).
76. Les *districts* (Bezirke) sont les divisions territoriales du parti communiste allemand. Ils sont à leur tour divisés en *sous-districts* (Unterbezirke). A partir de 1925, le district de Lusace fut rattaché au district de Berlin-Brandebourg.
77. Le parti communiste allemand avait été interdit par décret du gouvernement le 23 novembre 1923. Cette interdiction fut levée le 1er mars 1924.
78. Les chiffres officiels du parti communiste allemand donnent, pour le district de Lusace, les chiffres de 456 adhérents en janvier 1925 et de 634 adhérents en avril 1925 (Hermann Weber, *op. cit.*, vol. I, p. 369).
79. Kurt Glowna veut parler ici des élections législatives (élections à la Diète impériale) qui eurent lieu sur tout le territoire national allemand le 4 mai 1924.
80. On peut supposer que le district de Lusace était, pour le parti communiste allemand, divisé en deux sous-districts correspondant à la division traditionnelle entre les régions de Haute-Lusace et de Basse-Lusace.
81. Kurt Glowna veut dire les *partis ouvriers* ou, tout au moins, les partis *se réclamant* du socialisme.
82. Kurt Glowna commet ici une erreur : 67 000 est le nombre d'exemplaires des brochures de Léon Trotsky qui avaient été éditées depuis avril 1931 ; le nombre d'exemplaires *vendus* ne s'élevait qu'à 55 000 (Wolfgang Alles, *op. cit.*, p. 75).
83. L'image des *ciseaux* a été employée pour la première fois dans le mouvement communiste par Léon Trotsky, lors du XII<sup>e</sup> congrès du parti communiste russe en avril 1923 (Pierre Broué, *Le Parti bolchevique*, Editions de Minuit, Paris, 1963, p. 176). Par la suite, la même métaphore sert à désigner dans le vocabulaire communiste toute évolution divergente de deux phénomènes économiques, sociaux ou politiques.
84. L'article de Léon Trotsky intitulé *La Victoire de Hitler signifierait la guerre contre l'U.R.S.S.* (Ein Sieg Hitlers bedeutet Krieg gegen die UdSSR) avait paru dans *Permanente Revolution* en août 1932 (Léon Trotsky, *Ecrits*, vol. III, pp. 231-240). Mais Kurt Glowna songe aussi probablement à la brochure rédigée par Léon Trotsky en novembre 1931 et publiée à Berlin au début de l'année 1932 sous le titre *Soll der Faschismus wirklich siegen ? Deutschland, der Schlüssel zur internationalen Lage* (Le fascisme doit-il vraiment vaincre ? L'Allemagne, clé de la situation internationale) (Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, Editions Buchet-Chastel, Paris, 1973, pp. 45-66).
85. Léon Trotsky écrivait exactement : « La victoire du fascisme en Allemagne déterminerait inévitablement une guerre contre l'U.R.S.S. [...] Pour tout ouvrier révolutionnaire, l'axiome suivant doit être considéré comme évident : si les fascistes tentent de s'emparer du pouvoir en Allemagne, il ne peut pas ne pas s'ensuire une mobilisation de l'Armée rouge. Pour l'Etat prolétarien, il s'agira purement et simplement de sa propre défense révolutionnaire dans le sens plein du terme » (Léon Trotsky, *Œuvres*, vol. III, pp. 100-104).
86. Kurt Glowna veut parler ici non seulement d'une aide en matériel militaire, mais aussi d'une aide *en personnes*, c'est-à-dire en soldats.

87. Albert Weisbord (1900-1977) avait adhéré en 1920 au parti socialiste américain (Socialist Party of America), puis, en 1924, au parti communiste américain (Communist Party of America). Il avait dirigé la grève des ouvriers du textile du Passaic (New Jersey). Exclu du parti communiste en 1929, il avait fondé en 1931 la *Ligue communiste de combat* (Communist League of Struggle) qui avait demandé son adhésion à l'Opposition de gauche internationale.
88. Dans le post-scriptum (daté du 24 mai 1932) de sa lettre à Albert Weisbord du 22 mai 1932, Léon Trotsky écrivait : « Zinoviev et Kamenev représentent des éléments hautement qualifiés. Sous le régime de Lénine, ils ont accompli, malgré leurs défauts, lesquels étaient bien connus de Lénine, un travail très important. Le régime de Staline condamna Zinoviev et Kamenev à la mort politique. On peut dire la même chose de Boukharine et de bien d'autres. La décomposition morale et idéologique de Radek montre non seulement que Radek n'était pas fait d'un matériau de première classe, mais aussi que le régime de Staline peut s'appuyer aussi bien sur des bureaucrates sans personnalité que sur des gens moralement décomposés » (Traduit de l'original russe, b MS Russ 13-1, 10856).
89. Cette capitulation s'était traduite, en juin 1928, par la réintégration dans le parti communiste soviétique, de Zinoviev et de Kamenev, qui en avaient été exclus, en même temps que Trotsky, à la fin de l'année 1927.
90. C'est le 23 février 1930 que le comité national (Reichsausschuss) de la Ligue Lénine (Leninbund) décida de l'exclusion de la minorité, regroupée autour d'Anton Grylewicz, des militants en accord avec les positions de Léon Trotsky. Le 30 mars 1930, une fusion de cette minorité avec des militants de l'Opposition de Wedding (Weddinger Opposition) donnait naissance à l'Opposition de gauche unifiée du parti communiste allemand (bolcheviks-léninistes) (Vereingte Linke Opposition der K.P.D. (Bolschewiki-Leninisten)).
91. Il s'agit de la dislocation de l'opposition qui s'était constituée en Allemagne, à l'image de l'Opposition unifiée en Union soviétique, et qui regroupa, à partir d'avril 1928, aussi bien les partisans de Léon Trotsky que ceux de Grigori Zinoviev dans une organisation unique, la Ligue Lénine (Leninbund). La démission, en mai 1928, des dirigeants zinoviévistes (Ruth Fischer, Arkadi Maslow), puis l'exclusion, en février 1930, des partisans de Léon Trotsky sont les deux principales étapes de cette dislocation.

## VII. Léon Trotsky à Kurt Glowna 92

Büyükdada, le 30 juin 1932

Cher camarade Geyer,

Une lettre de vous s'est effectivement perdue. Les deux lettres des 6 et 20 juin sont arrivées normalement. Le retard de ma réponse (je vous présente mes sincères excuses) s'explique par le fait qu'au cours de ce dernier mois, j'ai été extrêmement occupé par des affaires urgentes, tout comme le camarade allemand<sup>93</sup> qui m'aide dans ma correspondance dans cette langue. Aujourd'hui, j'ai enfin expédié le dernier chapitre de ma *Révolution d'octobre*<sup>94</sup> et j'ai ainsi quelque peu mes coudées franches. Mais au fait.

Que l'Opposition de gauche soit faible en Allemagne, c'est un fait incontestable. Le paradoxe, c'est que, pour le moment, nous répondons devant les larges masses plus des actions erronées du communisme officiel que de nos propres idées justes. Le reflux du communisme officiel forme dans presque tous les pays un puissant fleuve qui, dans une certaine mesure, nous entraîne nous aussi ou, pour le moins, fait obstacle à notre progression. C'est là une situation historiquement déterminée qu'il faut comprendre la tête froide si l'on ne veut pas désespérer.

Le dénouement final sera aussi, naturellement, d'une importance incommensurable pour la destinée de notre tendance. Si l'hitlérisme est victorieux en Allemagne, cela signifiera la fin de l'Internationale communiste, telle qu'elle est présentement. Tout ce qui survivrait à cette catastrophe se regrouperait autour de notre drapeau. En tout cas, l'histoire universelle serait ramenée en arrière pour des années et des années et notre marche en avant ne se ferait que fort lentement. Mais notre tendance sera dans ce cas l'avant-garde de l'avant-garde. Le flot nouveau serait alors dirigé par nos amis politiques.

Je ne pense pas cependant que les jeux soient déjà faits dans ce sens là, bien que les traîtres du parti social-démocrate et les stratèges du parti communiste aient fait tout leur possible pour le triomphe de cette variante. Je considère comme possible, comme vraisemblable même, que l'aggravation du danger fera surgir des forces révolutionnaires. Une fois qu'elles auront percé, elles seront invincibles.

Il est exact que nous avons besoin d'un hebdomadaire d'agitation politique. Mais jusqu'à présent, sa publication n'a malheureusement pas été possible. D'ici, il est bien difficile de savoir si ce sont seulement des obstacles matériels qui ont empêché sa parution.

Je ne puis que saluer de la manière la plus chaleureuse vos efforts pour introduire autant que possible méthode, esprit de système, division du travail et compétence technique dans les activités de l'Opposition de gauche. Votre idée d'une carte politique de l'Allemagne me convient parfaitement. Il y a un peu plus de deux ans, j'ai essayé de faire de la propagande dans le même sens auprès de nos amis français. Pour le moment en tout cas, sans résultat pratique, non que les camarades soient hostiles à l'idée, mais parce que leurs forces sont insuffisantes. Même pour l'Allemagne j'avais, dans des conversations privées, proposé le plan d'un ouvrage collectif, intitulé *Où va l'Allemagne ?*, qui aurait été un commentaire de la carte politique de l'Allemagne, c'est-à-dire de la carte de la révolution prolétarienne. Que nous ayons beaucoup à apprendre des grandes entreprises capitalistes est parfaitement exact. Les éléments de fichier que vous m'avez envoyés à titre d'échantillons feront l'objet de discussions détaillées entre des camarades allemands et moi-même, puis je les enverrai au Secrétariat international car cette question est d'une importance internationale. Nous sommes en pleine préparation de la conférence internationale de l'Opposition de gauche<sup>95</sup>. Un projet de résolution sur les problèmes d'organisation serait très souhaitable. Ne voudriez-vous pas en proposer un de ce genre au Secrétariat international ? On pourrait le publier dans le prochain numéro du *Bulletin international* et ce serait déjà un petit pas en avant.

Les noms de Zinoviev et de Kamenev ne figuraient dans ma lettre à Weisbord qu'à titre d'exemples. Je tiens pour pratiquement exclu qu'on puisse entreprendre actuellement quoi que ce soit avec Zinoviev ou Kamenev. Mais, naturellement, il en va tout autrement avec les anciens partisans de Zinoviev à l'étranger. En Tchécoslovaquie, par exemple, le camarade Neurath<sup>96</sup> s'est nettement rangé de notre côté et amène à notre fraction bon nombre d'excellents ouvriers. En Allemagne, il n'y a, sous ce rapport, pratiquement que la Ligue Lénine qui pourrait entrer en ligne de compte. Mais tant que Urbahns<sup>97</sup> ne démordra pas de son second parti et de son idée d'un Etat soviétique sans classes<sup>98</sup>, tout rapprochement est pour ainsi dire exclu.

Si vous réussissez à vous établir à Berlin, j'espère que l'organisation en tirera grand profit. Tenez-moi au courant de la suite de votre projet.<sup>99</sup>

## NOTES

92. Lettre dactylographiée (b MS Russ 13-1, 8243).
93. Il s'agit de Otto Schüssler (1905-1982), secrétaire de Léon Trotsky à Prinkipo (Turquie) depuis mai 1932. C'est lui qui, sous le pseudonyme d'Oskar Fischer, rédigea en 1933 une petite brochure, principalement constituée de citations de déclarations opposées du parti communiste allemand et de sa fraction bolchevique-léniniste, qui parut, avec une courte préface de Léon Trotsky, sous le titre : *Leninismus gegen Stalinismus. Lehren der deutschen Katastrophe 1933*. (Léninisme contre stalinisme. Leçons de la catastrophe allemande de 1933). Une traduction française vient de paraître dans *Les Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.* n° 35, décembre 1984.
94. Il s'agit du second volume de l'*Histoire de la révolution russe*. Le premier volume, consacré à la révolution de février 1917, avait été achevé en novembre 1930.
95. Il s'agit de la préconférence internationale de l'Opposition de gauche qui se tint du 4 au 9 février 1933, juste après la nomination d'Adolf Hitler comme chancelier d'Empire en Allemagne.
96. Alois Newrath (1886-1952) avait été secrétaire de la section allemande du parti communiste tchécoslovaque de 1921 à 1926. Exclu du parti communiste tchécoslovaque en 1927, il avait rejoint l'Opposition de droite tchécoslovaque, laquelle avait des positions analogues à l'Opposition de droite allemande (K.P.D.-Opposition). A la suite d'une longue correspondance avec Léon Trotsky, il adhéra en juillet 1932 à l'Opposition de gauche.
97. Hugo Urbahns (1890-1946), l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche en Allemagne, avait été exclu du parti communiste allemand le 5 novembre 1926. Il avait été l'un des principaux fondateurs de la Ligue Lénine (Leninbund) en avril 1928, dont il fut, après la démission de Ruth Fischer (1895-1961), d'Arkadi Maslow (1891-1941) et de Werner Scholem (1895-1940) en mai 1928, le principal dirigeant.
98. Ce sont là, en effet, les deux points principaux de polémique entre Léon Trotsky et Hugo Urbahns depuis 1929 : la question de la nature de classe de l'U.R.S.S. et celle de la création de nouveaux partis communistes. La discussion avait commencé par un désaccord à propos du conflit sino-russe sur le chemin de fer de Mandchourie. Le problème est exposé dans toute son ampleur par Léon Trotsky dans : *La défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition* (Léon Trotsky, *Œuvres*, 1928-1940, Librairie Marcel Rivière, Paris, 1955, vol. I, pp. 211-275).
99. Cf. note 18.

## VIII. Kurt Glowna à Léon Trotsky 100

Hermsdorf, le 21 octobre 1932

Cher camarade Trotsky,

Depuis que j'ai reçu votre lettre du 30 juin dernier, un certain nombre de choses ont changé dans ma situation personnelle, de sorte que, ces derniers temps, à moins de venir à vous les mains vides, je n'ai pratiquement pas eu l'occasion de vous écrire.

La situation politique extrêmement tendue de l'Allemagne, qui entraîne tous les camarades dans son sillage, m'a probablement fait commettre quelque imprudence, car j'ai été brutalement éloigné du lieu de travail qui était le mien jusqu'à présent et muté ici, dans ce coin de montagne plutôt perdu<sup>101</sup> où, ne pouvant absolument pas passer inaperçu,<sup>102</sup> je ne puis avoir la moindre activité politique et dois me contenter de faire, au sens bourgeois du terme, de la *représentation*.

Il est possible aussi que, dans ma mutation, la lettre que je vous avais adressée

et qui s'est perdue (elle a pu être interceptée) ait joué un certain rôle ; pour le reste, ce fut mon activité politique, qu'on a si bien su relier, de manière fort intéressée, avec ma demande de mutation, c'est-à-dire mon désir d'aller à Berlin. Si l'on avait pas mon travail en haute estime, je n'aurais certainement jamais pu me permettre une activité politique aussi intense. Mais, au lieu de m'envoyer à Berlin, on m'a fourré ici. Toutefois, je ne renonce nullement encore à tenter de trouver le moyen de me rapprocher de Berlin, la capitale intellectuelle.

Même si ma situation actuelle représente une certaine amélioration matérielle et me confère une fonction organisationnelle dite *honorifique*, je n'en suis pas moins le dindon de la farce. On n'atteint pas toujours son but par les chemins les plus droits.

Entre-temps, votre dernière brochure<sup>103</sup> est parvenue en ma possession : une nouvelle fois, elle donne un tableau parfaitement objectif de la situation réelle ainsi que de nos tâches. Pour autant que je puisse me rendre compte de l'impression qu'elle a faite, je ne puis vous la décrire que comme extraordinairement réjouissante. Notamment dans les milieux social-démocrates, mais aussi parmi les membres du parti. La qualité finit tout de même par se transformer en quantité. La situation nous devient plus favorable dans la mesure où une amélioration, même minime, de la condition matérielle de la classe ouvrière, est propice à la diffusion de nos idées.

Je me suis efforcé d'aider par quelques articles au renforcement du *Bulletin d'information*<sup>104</sup> qui est édité ici, en Allemagne, par la direction nationale. Malheureusement, la direction nationale n'a pas publié les numéros qui devaient suivre et mes travaux ont perdu toute leur valeur. Je suppose d'ailleurs qu'ils ne lui plaisaient pas tellement.

Les efforts exceptionnels que j'ai dû fournir dans mon activité professionnelle m'ont empêché de travailler à un projet d'organisation pour la conférence internationale de l'Opposition de gauche<sup>105</sup>. Si j'ai du temps libre, je tâcherai de rattraper ce retard, à moins que la chose ne soit entre-temps devenue inutile.

Mais c'est une autre tâche qui m'intéresse, à laquelle m'ont incité vos développements<sup>106</sup>, et je voudrais me mettre à un projet de plan économique commun germano-russe. Je suis tout à fait conscient de l'importance et de l'extraordinaire difficulté de la chose. Des documents me manquent aussi pour ce travail urgent, que je pourrais seulement trouver dans des ouvrages socialistes ou obtenir de certaines institutions, également des chiffres économiques officiels russes et allemands, mais je vais tout de même essayer de tirer les données essentielles de ma documentation personnelle. Il me paraît nécessaire que soit d'abord discutée dans notre journal, d'un point de vue scientifique, la méthode qui doit être utilisée dans cette affaire. Du reste, pour un travail aussi important, j'aurai besoin de la collaboration des camarades berlinois, qui devraient pour le moins me faire parvenir le matériel publié dans la presse du parti, car je ne suis pas en mesure de suivre toutes les revues. De même, on devrait recueillir les réactions et les réponses parues dans la presse au sujet de ces propositions et me les transmettre. Je suppose toutefois que ce travail dépasse pour le moment nos moyens matériels et organisationnels.

Un mot encore sur ce sujet. Toute science est assurément une science de classe et il faut l'expliquer d'abord selon des critères politiques de classe. La partie politique, ou plutôt l'*ouverture*<sup>107</sup> politique, il faudrait par conséquent que ce soit vous qui l'écriviez. Vous êtes l'architecte et nous les maçons. L'idée d'une

carte politique de l'Allemagne et de la Russie, qui est aussi un projet possible, pourrait être liée à ce travail.

Quoi qu'il en soit, je vais, pour autant que j'en trouve le temps, m'atteler de toute mon énergie à cette tâche. Malheureusement, il est bien possible qu'elle dépasse nos forces organisationnelles. Est-ce que, pour la mener à bien, la *Révolution permanente*, dont les dimensions sont déjà plutôt restreintes et qui se consacre en priorité aux problèmes de politique quotidienne, pourrait être mise à notre disposition ?

Pour autant que je sache, le camarade Seipold qui n'est certes pas ingénieur, mais qui a justement une grande intelligence de ces choses, est de nouveau à Berlin. Il me serait très utile, bien qu'un révolutionnaire qui aime sa liberté (pas au sens anarchiste du mot), puisse difficilement s'habituer à n'être qu'un petit rouage, à transporter des cailloux et à respecter la discipline.

Si j'ai votre accord sur ce point, je vous prie de me le faire savoir par un petit mot. Je vous adresserai ensuite régulièrement les résultats de mon travail afin que vous puissiez exercer sur eux votre contrôle politique.

Peut-être vous serait-il aussi possible de me faire connaître déjà certains critères politiques qui me permettraient d'orienter ma recherche. Il me faut dès maintenant avoir un certain cadre, c'est-à-dire, dans leurs grandes lignes, la signification, la finalité et les proportions de mon travail. Ce cadre, il n'y a que vous qui puissiez me le donner. J'ai vaguement le souvenir d'avoir lu de vous, il y a environ une dizaine d'années, dans une *Correspondance russe*<sup>108</sup>, un article sur les tâches de la science socialiste. Il s'agissait d'un essai ou d'un discours prononcé devant je ne sais quelle institution<sup>109</sup>. Il y avait là-dedans des perspectives qui nous font encore défaut aujourd'hui et qu'on ne saurait trop faire connaître ou reprendre sous une autre forme. Ce serait, si on pouvait mettre ces perspectives en relation avec la situation historique des techniciens et des autres intellectuels, le meilleur instrument d'agitation politique parmi les intellectuels qui puisse exister selon des critères marxistes. Car sur leur rôle et sur leurs tâches pendant la transition du capitalisme au socialisme, on n'a pratiquement encore rien dit de positif aux intellectuels.

En Russie, on se rapproche sans aucun doute d'un certain point culminant. Vous êtes certainement mieux informé que moi de ces choses, mais la situation en ce moment est désespérée. Un petit événement, mais très significatif, m'a été communiqué de Moscou par ma belle-mère. Elle possède, à cent cinquante kilomètres environ de la capitale, une datcha avec un petit verger. Comme elle me l'écrit, elle a dû s'empresser d'y aller pour cueillir ses fruits, afin d'éviter que l'Etat ne s'en empare, étant donné qu'il n'y a absolument plus aucune réserve alimentaire. Les paysans sont tellement misérables qu'il n'est pas rare qu'ils se livrent à des actes de banditisme dans les maisons de leurs voisins. Dans ce domaine, le gouvernement de l'Union soviétique a recours aux bonnes vieilles méthodes de diversion, déjà passablement éculées, qui consistent à masquer les échecs de sa ligne politique par des arrestations de masse et à détourner la colère du peuple, des prolétaires et des paysans, sur des innocents auxquels on attribue la responsabilité de la mauvaise situation en alléguant des carences individuelles qui existent certes, mais qui ne sauraient expliquer une catastrophe de cette ampleur.

Nous avons à présent environ une douzaine de chefs monteurs et d'ingénieurs de retour d'Union soviétique, qui doivent tous venir me voir et qui travaillaient là-bas en particulier dans l'industrie électrique, l'industrie du papier et la construction

mécanique. Tous ceux que j'ai déjà interrogés m'ont confirmé l'échec complet de la ligne politique de la direction du parti.

La politique orientale hésitante du gouvernement allemand, ou plutôt, des capitalistes allemands, aurait certainement été remplacée depuis longtemps par une orientation cohérente, à laquelle on s'efforce consciemment de travailler en modifiant la situation interne de la Russie dans le sens capitaliste, si, en premier lieu, la bureaucratie ne siégeait d'une manière aussi incertaine sur son trône bureaucratique et si, en second lieu, elle n'était pas à ce point incapable. Quelques petits défauts ne seraient sans doute pas trop gênants. Mais quand, dans son propre pays, on a pu admirer l'incompétence des bureaucrates (social-démocrates) dont on attendait, au début, *le miracle* d'une économie capitaliste planifiée et dont on n'a dû supporter l'inexpérience que parce qu'on y était contraint par la situation, il est compréhensible que, dans une période comme l'actuelle, où l'on a besoin pour subsister d'une expérience de plusieurs siècles, on ne se sente aucune appétence pour un partenaire aussi mal assuré. Car, sur les ressources économiques et politiques du gouvernement soviétique, on est plutôt bien renseigné.

Malheureusement, je n'ai pu, cette fois-ci, vous donner aucune information particulière. J'ai cru cependant nécessaire de vous informer de l'issue de la tentative que j'avais faite pour obtenir ma mutation.

Si je devais à nouveau changer de résidence (j'abandonne mon appartement de Goerlitz le 1er novembre), je vous le ferai savoir.

Avec mes salutations communistes les meilleurs, je suis

votre Florian Geyer

## NOTES

100. Lettre dactylographiée (b MS Russ 13-1, 1409).
101. En 1925, la bourgade de *Hermsdorf-sous-Kynast* (Hermsdorf untern Kynast) avait 2 985 habitants. On y trouvait, outre les ruines d'un château féodal, une verrerie, une usine de papeterie, diverses fabriques d'objets en bois et une gare ferroviaire. Nous ignorons quelle fonction Kurt Glowna pouvait bien exercer dans une telle bourgade.
102. Kurt Glowna utilise ici l'expression berlinoise *wie auf dem Präsentierteller* (comme sur un plateau) qui signifie qu'on est l'objet de tous les regards, qu'on est vu de tous les côtés, bref, qu'on ne peut passer inaperçu (Walther Kiaulehn, *Der richtige Berliner*, Biederstein Verlag, München, 1965, p. 150).
103. Il ne peut s'agir, comme le montre la suite de la lettre, que de la brochure intitulée *Et maintenant ? Problèmes vitaux du prolétariat allemand* (Léon Trotsky, *Ecrits*, vol. III, pp. 107-230). Kurt Glowna a manifestement oublié qu'il en avait déjà longuement parlé à Léon Trotsky dans sa lettre du 6 juin 1932.
104. *Mitteilungsblatt*. Il s'agit du bulletin intérieur de la section allemande de l'Opposition de gauche internationale. Cf. note 24.
105. Cf. note 95.
106. Allusion probable au quatorzième chapitre de la brochure de Léon Trotsky : *Et maintenant ?*, *op. cit.*, pp. 212-220.
107. Terme de musique qui désigne une pièce instrumentale servant d'introduction à un opéra, un oratorio, une cantate ou même, dans certains cas, à une œuvre purement orchestrale.
108. La *Correspondance russe* (Russische Korrespondenz) était une publication du parti communiste russe en langue allemande.
109. Il s'agit vraisemblablement du discours que Léon Trotsky prononça le 17 septembre 1925 devant un congrès scientifique (le congrès Mendeleiev) et qui fut publié sous le titre : *Le Matérialisme dialectique et la science*.

Traduit de l'allemand et annoté par Alain Calvié.

E. Bauer

## Rapport à Trotsky (7 septembre 1933)

Après avoir assisté avant hier à l'assemblée générale de la Ligue, je tiens la situation pour extraordinairement sérieuse et je crois que tous les camarades responsables doivent s'en occuper et que l'on doit arriver à une solution radicale. Dans le cas contraire, ce n'est pas seulement l'Opposition de gauche — ou la L.C.I., comme elle s'appelle maintenant — en France, qui ne fera aucun pas en avant, mais c'est aussi la totalité de l'émigration allemande qui sera empoisonnée par le souffle pestilentiel de la Ligue, ce qui ne peut d'ailleurs rester sans conséquences pour la section allemande elle-même. Pour l'instant, nous sommes encore un peu protégés par les mauvaises connaissances linguistiques de nos camarades. Mais cette « protection » est très problématique et très provisoire et les effets de la « politique d'encercllement » des [camarades] juifs, italiens et grecs d'ici sont déjà perceptibles.

Le ton de la discussion dans la Ligue dépasse presque, pourrais-je dire, ce que nous avons vécu à l'époque de Landau. Je vais le décrire tout de suite plus concrètement. Je pense avec épouvante au moment où nous allons devoir amener à la Ligue les camarades que nous venons de gagner ici ou les gens du S.A.P. avec lesquels nous nous unifions. Soit ils se détourneront de nous éccœurés, soit ils seront empoisonnés et pourris pour le travail.

Nous avons eu aussi en Allemagne une longue période où notre organisation ressemblait beaucoup plus à une clinique psychiatrique qu'à une organisation ouvrière. Mais, moyennant deux scissions et un travail sain, nous avons pu tenir une conférence nationale qui reflétait de nouveau l'existence d'une organisation ouvrière normale et saine. Nous ne voulions pas être ramenés au niveau de Landau. Si la situation dans la Ligue ne se modifie pas radicalement, je ne vois pas d'autre possibilité — les autres responsables ici sont d'accord avec moi — que de nous séparer radicalement de la Ligue. Je sais que c'est contraire à tous les principes. Mais nous ne nous laisserons pas infecter par cette boue. Nous avons déjà assez de travail avec les rebuts que le S.I. nous a racolés ici. Avec ces éléments, nous pourrions y arriver tout seuls. Outre que ce sont des ultra-gauches, ils passeraient sans doute par-dessus bord avec l'unification avec le S.A.P.

Comment la réunion s'est déroulée ? Frank et Naville ont rendu compte du plénum et de la conférence. Là-dessus pas d'intervention politique argumentée, mais un discours de Giacomi consistant exclusivement en invectives personnelles et en suspensions. Il a affirmé : « Le dernier S.I. a fait faillite » — c'est vrai, mais « il n'existe pas maintenant d'organisme international, le Plénum n'a pas siégé depuis la session plénière (faux, il a siégé deux fois) ; « les raisons financières sont toutes des prétextes » (alors que chacun sait combien elles sont pressantes — mais,

même si nous avons un peu plus d'argent, nous n'aurions pas le droit de nourrir un état-major de parasites), « tout est fait pour éliminer la section grecque ». « Le malheur du S.I., c'est la Ligue, avec ses « méthodes de corruption ». Tout militant parisien doit maintenant contrôler le S.I. ! La participation à la conférence suggère qu'il existe le danger d'une orientation vers la II<sup>e</sup> Internationale (cet individu sans scrupules a participé au plénum et à la conférence, sans faire une allusion de ce genre).

Essayez de vous représenter ce que semblable discours d'un responsable a pu soulever comme soupçons et méfiance chez des camarades allemands qui viennent d'arriver et ne connaissent pas toutes ces choses ! Et naturellement il a dû en être de même pour chaque travailleur français nouveau. Ajoutez un militant grec qui se lève et affirme que, pour nous débarrasser de Vitte, nous le laissons mourir de faim !!! Un militant juif qui se lève ensuite et dit que les thèses syndicales de la Ligue démontrent qu'on s'oriente vers la II<sup>e</sup> Internationale. La résistance à tout cela a été très faible. Rien d'étonnant : 50 % des présents sont des Juifs, des Italiens, des Grecs ou des Français infectés par eux, qui approuvent avec une joie malade et méchante chaque nouvel immondece et qui ont oublié depuis longtemps toute discussion sérieuse.

Mon avis : se séparer du groupe juif aussi vite que possible : les divergences avec eux sont en dernière analyse totalement de nature politique (sans parler de leur sectarisme inné), c'est un groupe à demi stalinien. Ce n'est pas pour rien que Mill et Sénine ont été leurs précepteurs. Ce fut une grosse erreur que de ne pas se séparer radicalement d'eux depuis déjà longtemps. Ils sont dans leur totalité incurables. Dans la Ligue, ils ne font qu'un travail de désagrégation.

La rupture avec la N.O.I. est également inévitable. L'histoire de ce groupe prouve qu'ils sont, en dépit de tout leur savoir politique, un foyer de maladie. Eux-mêmes ne peuvent se développer. Mais ils peuvent considérablement nuire à notre croissance. Nous nous appauvririons ainsi d'une section ? Mais ce n'est de toute façon qu'une fiction. Et précisément, concernant la L.C.I., il faudrait enfin cesser de compter sur des fictions. Quand, il y a six mois, le camarade R[aymond] M[olinier] a développé l'idée de la rupture avec la N.O.I., j'étais indigné. Aujourd'hui, il me faut faire amende honorable devant lui, là comme dans bien d'autres questions. On ne peut lui reprocher ses idées. Pour l'essentiel, elles sont toujours justes. On doit seulement lui reprocher qu'il ne soit pas totalement disposé et hésite à rompre brutalement avec eux. Quand on est convaincu que quelque chose est nécessaire, on n'a pas le droit d'y renoncer si on ne veut pas nuire à sa réalisation.

Vous allez trouver que mes propositions signifient un démembrement de la Ligue. Ce n'est pas exact. Il restera cinq ou six Français qui pourront développer un travail. Les perspectives sont très bonnes pour un travail en France. Mais, sans une telle démarche, on ne pourra jamais avancer. Il aurait fallu le faire depuis longtemps. Même les bons camarades sont peu à peu empoisonnés par tout l'état d'esprit de la Ligue. Même des camarades comme Naville ne peuvent se développer politiquement dans un tel milieu et conservent toujours un doigt de sectarisme.

Il faudrait maintenant ajourner la conférence et la préparer un mois de plus dans cette perspective. Je suis prêt à reconnaître très volontiers le caractère insensé de mes propositions. Il est de toute façon téméraire d'accoucher d'une telle proposition après seulement cinq semaines. Je n'ai moi-même pas voulu écrire hier

car je pensais qu'il s'agissait d'une excitation momentanée à propos de cette réunion. Mais non. Quand je réfléchis mûrement à cette affaire, je ne vois pas d'autre issue. La L.C.I. peut maintenant se développer. Mais seulement si elle se libère résolument de son passé dans tous les domaines.

Nous avons eu hier une soirée de discussion avec le S.A.P. sur la IV<sup>e</sup> Internationale. La discussion a tourné avant tout sur l'Union soviétique. Goldenberg et les autres essaient de résoudre la contradiction réelle entre la proclamation d'une nouvelle Internationale et la reconnaissance de l'U.R.S.S. comme un Etat parasite en lui contestant son caractère prolétarien. Walcher est revenu à son vieux dada, que la III<sup>e</sup> Internationale pouvait être réformée si l'Opposition l'emportait en Russie ou ailleurs. Théoriquement, c'est juste. Mais justement, pour en arriver à l'un ou l'autre (les perspectives sont maigres dans les deux cas), il faut la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce qu'il concède aussi. Il a parlé alors d'une révision des conclusions des quatre premiers congrès (de l'Internationale communiste) dans le sens de Rosa Luxemburg. Ce qu'il entend par là est juste : mettre en évidence la signification de l'élément spontané en opposition aux théoriciens de la toute-puissance de l'avant-garde. Seulement cela n'a rien à voir avec Lénine, Luxemburg et les quatre premiers congrès. Il a parlé ensuite de la nécessité d'être patient dans la formation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce qu'on peut concevoir. Puis de choses avec lesquelles je suis d'accord, par exemple, et des erreurs comme l'approbation de la résolution.

La seule intervention notable fut une indication de Bert[hold] Jacob, selon laquelle nous devons clarifier pour les travailleurs le fait que la IV<sup>e</sup> Internationale ne doit pas constituer un nouvel obstacle à l'unité de la classe ouvrière, mais bien l'unique moyen d'y parvenir.

Sternberg intervint comme toujours de façon très polémique. Il réclama une analyse de la situation mondiale comme fondement de la perspective de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais il n'est pas allé au-delà de la constatation que nous avons une crise.

Puis le « marxisme façon Weltbühne » fit encore son apparition en divers exemplaires. Comme on le sait, la *Weltbühne* cultive simultanément une psychose anti-guerre — bâtie sur des considérations techniques — et une croyance aveugle en l'effet miracle du boycottage. Cela donne naturellement une perspective bien courte : boycottage ou naufrage dans la barbarie par la guerre. Ces erreurs sont très répandues chez les jeunes intellectuels. Vous exprimerez-vous à ce sujet ?

Je crois qu'il y a dans la circulaire Gourov, beaucoup plus encore dans la lettre à Scholze, une idée qui se traduit et que je ne peux partager. Si je vous comprends bien, il ne s'agit plus pour vous de préconiser la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de la proclamer rapidement après l'achèvement du manifeste. Je crois qu'un tel acte ne pourrait que compromettre l'idée de la IV<sup>e</sup> Internationale. Tout d'abord, c'est seulement en Hollande qu'il existe un large mouvement derrière notre comité d'initiative. Du fait des circonstances, nos deux groupes allemands sont faibles pour longtemps. L'Opposition de gauche internationale n'a qu'un seul facteur solide en faveur de la IV<sup>e</sup> Internationale : Trotsky. Sur le caractère problématique de ses sections, il faut être suffisamment clair. Sur les six sections qui constituent le plénum, la section belge est sérieuse, mais encore très faible. Pour la Ligue, voir plus haut. La section allemande a sans doute fait de gros progrès dans sa composition, mais elle est extrêmement faible. La N.O.I. est une fiction avec des effets négatifs. La section russe n'est malheureusement pas en état, du fait de la

situation, de s'engager activement sur le terrain international. La section grecque va nous quitter selon toute probabilité. Si, dans ce cas, nous demeurons dans l'expectative, nous subirons alors encore plus de préjudices que la simple perte de cette section.

Nous avons en réalité perdu depuis déjà longtemps la section espagnole, sans parler du fait qu'elle devait être elle aussi une fiction. La Ligue américaine est plongée dans une crise grave et durable et ne constitue pas pour le moment une force, malgré de très bonnes conditions. En outre, ce que nous possédons pour de bon incontestablement (Chine, Afrique du Sud, Chili) reste dans les faits sans liaison solide avec nous. La situation avec les Polonais est très incertaine. Les Bulgares, Autrichiens, Suisses et Tchèques ne sont encore qu'au début de leur développement. Sur cette base, on peut, à mon avis, faire de la propagande pour la IV<sup>e</sup> Internationale, mais pas la créer sans la compromettre irrémédiablement (eu égard à la situation espagnole, je ne tiens pas pour très heureux de traiter Maurín toujours de la même façon que le P.U.P. Son évolution n'est sûrement pas terminée. En bien comme en mal).

J'ai eu un nouvel entretien avec Walcher. Il a tout simplement peur de l'unification. Il ne veut pas s'unifier avec la L.C.I. allemande, mais avec Trotsky. Mais il craint d'être totalement désarmé contre Trotsky, car il existe une Opposition de gauche internationale qui le mettra tout simplement en minorité sur chaque question. Et il n'a pas confiance en elle. Cette méfiance n'est pas totalement sans fondement. On ne peut juger de l'Opposition de gauche internationale que d'après son organisme international. Et quand on l'examine les yeux ouverts, on peut vraiment avoir un peu peur. Nous, les « Allemands », il nous faut pourtant nous unifier à tout prix avec le S.A.P. Je ne vais pas énumérer ici toutes les raisons : elles sont exposées dans votre lettre à Walcher. Je sais bien que Walcher a bien des traits opportunistes. Mais ils ne sont pas tels que nous ne puissions, précisément en cette période, cohabiter dans une même organisation et lui laisser — comme d'ailleurs à tous — une certaine latitude politique. Malheureusement, je ne suis pas en mesure de trouver une solution à ce problème : comment nous allons en arriver à une unification en dépit de ces obstacles. Faire violence à Walcher n'est certainement pas un bon moyen. Nous pouvons très bien l'utiliser politiquement comme complément. D'ailleurs personne ne pourrait le remplacer à la direction du S.A.P. Ce sont des journalistes ou des « fabricants de thèses politiques », qui ne comprennent rien à une organisation ouvrière, à sa discipline, son combat. Je serais très heureux si vous aboutissiez à un pas en avant dans l'affaire du S.A.P. Peut-être au travers de la plateforme ?

# Les départs

## George Lavan Weissman (1916-1985)

George Weissman est mort d'une crise cardiaque le 28 mars dernier. Il était né à Chicago, dans une famille de petite bourgeoisie et avait été élevé à Boston dans les écoles les plus prestigieuses jusqu'à Harvard. Il avait vingt ans quand il avait adhéré en 1936 au parti socialiste et à ses jeunes (Y.P.S.L.). C'est là qu'il connut et fut gagné par les trotskystes « entrés » la même année, le Dr Antoinette Konikow et les frères Trainor. Lors de l'exclusion des trotskystes du S.P., il les suivit et participa à la fondation du S.W.P. Il fut alors organisateur volontaire des syndicats, militant chez les marins, les ouvriers du textile. Mobilisé pendant la guerre comme simple soldat, il en sortit capitaine d'artillerie en 1946, ayant noué en Europe bien des contacts avec les trotskystes et rédigé des articles signés « Lawrence ».

Il fut à son retour et pour le reste de sa vie militant et permanent du S.W.P., organisateur local et national, collaborateur de la presse, administrateur des maisons d'édition Pioneer Publishers puis Pathfinder press, membre de la direction de son parti. En même temps, avec sa première femme, Connie (Constance Fox Harding, 1908-1972), il était dans son appartement de Manhattan, le cœur d'un réseau d'amitié et un hôte exceptionnel — celui de Natalia Trotsky à chacun de ses voyages et séjours. Il était d'ailleurs le représentant littéraire de Trotsky aux États-Unis.

George Weissman avait été exclu du S.W.P. pour « déloyauté » et protesta avec indignation contre cette mesure. Il avait rejoint la Fourth Internationalist Tendency. Il était un ami très cher de l'Institut Léon Trotsky qu'il avait patronné et aidé dès ses premiers jours. Le noyau de nos collaborateurs dans le premier séjour dans les papiers d'exil en 1980 n'oubliera pas les longues discussions autour de lui dans le *One Two Two*. Au cours de son dernier séjour en Europe avec sa seconde femme Muriel McAvoy, George avait marqué cette fidélité à l'Institut en faisant une halte à Grenoble et en parlant longuement avec Pierre Broué de l'avenir de l'Institut. Bye, George ! On ne t'oubliera pas.

## Jean Rous (1908-1985)

La grande presse a annoncé la mort de Jean Rous, à Perpignan, le 21 février 1985. Jean Rous était né le 24 novembre 1908 à Prades, dans le même département. Ce Catalan, fils d'un négociant aisé membre de la S.F.I.O., neveu d'un député S.F.I.O., avait fait ses études secondaires puis sa licence en droit à Toulouse. Il s'inscrivit au barreau en 1932, au retour de son service militaire, qu'il avait effectué en Corse. Il était lui-même militant de la S.F.I.O. depuis 1928, sa

première année d'université. Il milita au début des années trente dans le Comité Amsterdam-Pleyel des Pyrénées-Orientales. Le barreau ne payait guère et c'est, semble-t-il, grâce à son oncle qu'il trouva un emploi, celui de secrétaire parlementaire du député radical Marchandau, ce qui l'amena à Paris.

Il fut l'un de ces militants socialistes que l'expérience de février 1934 détourna de l'attitude opportuniste de leur parti et qui virent dans la petite organisation trotskyste le moyen de redresser la situation, d'imposer l'unité aux états-majors et de tourner l'activité résolument dans un sens révolutionnaire. Quand il rejoignit la Ligue communiste, celle-ci était en train de se tourner vers l'« entrisme » au sein de la S.F.I.O. qu'il ne quitta donc pas. Sa connaissance du nouveau milieu dans lequel s'inséraient ses camarades bolcheviks-léninistes en faisait un homme très précieux : son activité, son dévouement, sa vive intelligence firent le reste et au bout quelques semaines il devint le secrétaire du G.B.L. (Groupe bolchevik-léniniste) de la S.F.I.O., entrant au bout de quelques mois dans le Secrétariat international dont il fut l'un des piliers à partir de 1935, sous le nom de Clart. Avec le jeune Wolf, il mena notamment en 1935 la discussion politique contre son ami Leonetti et Ruth Fischer en défense de l'analyse du Front populaire par Trotsky. En juin 1935, lors du congrès de Mulhouse, il fut élu membre de la C.A.P. de la S.F.I.O. au titre de la tendance G.B.L. En octobre de la même année, il se rendit en Catalogne, au lendemain de la fondation du P.O.U.M., afin de tenter de convaincre Nin et Molins y Fábrega de la Izquierda comunista, de maintenir leur organisation en fraction et continuer, dans leur nouveau parti, la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Il était en contact direct avec Trotsky. Lorsqu'éclata la crise du G.B.L. autour de l'affaire de *La Commune*, Jean Rous fut l'inspirateur, à la direction, d'un groupe qui tenta un temps de maintenir l'unité du groupe et d'empêcher la rupture. Mais il fut rapidement dépassé par l'âpreté de la lutte fractionnelle ; Trotsky, qui interrompit leur correspondance au début de 1936, devait longtemps lui tenir rigueur de ce qu'il considérait comme une complaisance inadmissible à l'égard de Molinier. Rous fut néanmoins l'un des dirigeants du P.O.I. dès sa fondation et un membre toujours important du S.I. Dès le lendemain de la conférence « de Genève » en août 1936, il partit en Espagne où il tenta vainement de renouer les liens d'organisation avec les anciens trotskystes devenus dirigeants du P.O.U.M. Son rapport au retour, sa brochure *Espagne 36-39, la révolution assassinée*, sur la révolution espagnole, montrent le peu de sérieux de M. Jean Lacouture qui écrit froidement dans *Le Monde* du 23 février 1985 que « le parti qu'il prend (à cette époque) pour le P.O.U.M. lui valut de rudes empoignades avec le vieux chef révolutionnaire ». Ce n'est en effet que beaucoup plus tard que Rous devait réviser la position, qui avait été la sienne, d'alignement sur les positions de Trotsky contre le P.O.U.M. qui ne se priva d'ailleurs pas de l'attaquer.

A partir de juin 1938, Jean Rous prit dans le P.O.I. la tête de la minorité qui désirait une entrée rapide des militants trotskystes au sein du P.S.O.P. formé par les socialistes exclus de la S.F.I.O. et groupés autour de M. Pivert. Il tenta vainement de convaincre de la nécessité de cette initiative le congrès de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en septembre 1938. En janvier 1939, fort de l'appui du S.I. et de celui de l'envoyé du S.W.P. et de Trotsky, l'Américain Cannon, il prit l'initiative, avec la « minorité » — 120 militants environ — d'entrer dans le P.S.O.P. où il commença bientôt à publier la revue *La Voie de Lénine*. C'est grâce à ses efforts que se constitua au cours de l'année 1939 une minorité qu'il

dirigeait avec Lucien Weitz et Daniel Guérin et qui contrôlait la direction nationale des J.S.O.P. Il fut en contact avec l'envoyé du S.W.P., Albert Goldman, avant de rejoindre son unité en septembre avec l'ordre de mobilisation générale. Auparavant, Goldman avait écrit à son parti que Rous, par sa détermination et son acharnement, avait été une « véritable tour » et qu'il constituait « une force exceptionnelle ».

Pourtant Jean Rous fut de ceux que la défaite de 1940 et l'assassinat de Trotsky semblent avoir désorientés et chez qui, peut-être, un ressort fut brisé à cette époque. En automne 1940, il se lançait dans l'aventure de la création d'un « Mouvement national révolutionnaire » qui ne pouvait se terminer pour lui que par le discrédit ou la prison et se termina par la prison de juin 1941 à mars 1942. Il rejoignit ensuite ce qu'on appela le « mouvement des socialistes révolutionnaires » et le groupe Libérer-Fédérer, militant notamment à Lyon. Il revient à la S.F.I.O. en 1944 et fut dès lors un des animateurs de sa « gauche », comme journaliste à l'éphémère *Cité-soir*, puis éditorialiste de *Franc-Tireur*, où il mena campagne contre les militaires et leurs complices civils qui voulaient reconquérir l'Indochine. Il fut l'un des inspirateurs de cette « gauche » qui, se dressant contre Daniel Mayer et Léon Blum, porta aux leviers de commande Guy Mollet : Jean Rous s'efforçait de lui donner un fondement théorique dans *La Pensée socialiste*. L'exclusion des Jeunesses socialistes, le départ d'Yves Dechezelles et de l'Action socialiste révolutionnaire, la « trahison » de Guy Mollet, furent pour lui de rudes coups. Il concentra alors ses efforts sur la lutte anti-coloniale, ce qui l'amena à fonder le congrès des peuples contre l'impérialisme dont il fut le secrétaire général de 1948 à 1955. Il avait connu aussi une autre déception, celle de l'éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire (R.D.R.) dont il fut aussi secrétaire général, avant de vivre la capitulation de Guy Mollet et de l'appareil S.F.I.O. devant de Gaulle et l'instauration de la V<sup>e</sup> République. Il fut du noyau fondateur du P.S.A., rejoignit ensuite le P.S.U. qu'il laisse en 1960 pour devenir, pendant huit ans, au compte d'une amitié nouée au temps de la lutte pour l'indépendance, conseiller du président du Sénégal Léopold Sédar Senghor. Il avait quitté le P.S.U. en 1968 pour rejoindre le P.S. où il se rattacha longtemps au C.E.R.E.S.

Jean Rous ne reniait pas un passé de militant trotskyste dont il s'était beaucoup éloigné, mais auquel il restait attaché. Pierre Broué nous indique que, dans sa correspondance avec Leonetti, il est rare de trouver une lettre sans mention de Trotsky. Ami de l'Institut Léon Trotsky, Rous nous avait donné documents et renseignements. Il n'a pas été présent au rendez-vous que nous avons avec lui le 22 mars. Il n'a pas pu nous attendre et nous le regrettons.

### Jean-Michel Brabant (1951-1984)

Jean-Michel Brabant est mort le 14 novembre 1984. Agrégé d'Histoire, il avait enseigné à Alger et dans la région parisienne. Il a travaillé sur le discours du P.C. en Algérie (thème de son doctorat de troisième cycle) et sur l'histoire du mouvement trotskyste. Sa maîtrise, en 1973, portait sur *Les Partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale en France sous l'occupation*. Il a collaboré au *sprint* de *La Vérité clandestine* chez EDI, pour laquelle il avait fait la chronologie, rédigé bon nombre des biographies de militants trotskystes pour le « Maitron » (*Dictionnaire du Mouvement ouvrier français*) et réuni les matériaux pour beaucoup d'autres, rédigé enfin pour *Rouge* des articles qui ont été réunis dans un numéro hors-série de

*Critique communiste* sous le titre « Chronique de juin 1936 » (1982).

Jean-Michel Brabant avait été en quelque sorte un précurseur de l'I.L.T. Hors de France à sa constitution, il en est resté à l'écart par la suite et nous l'avons regretté. Il laisse un travail qui nous est utile et la tristesse d'une vie tronquée.

## Notes de lecture

Damien Durand, *La Naissance de l'Opposition de gauche internationale : de l'exil de Trotsky à la première conférence (février 1929-avril 1930)*.

L'ouverture des archives de Harvard d'abord, la découverte de celles de Stanford ensuite, avaient jusqu'à maintenant permis de connaître et de publier nombre de textes inédits de Trotsky. Elles avaient également rendu possibles de nombreuses mises au point historiques dont les plus importantes ont trouvé place dans les *Cahiers Léon Trotsky*. Une nouvelle étape a été franchie avec la thèse universitaire de Damien Durand, soutenue à Grenoble, en 1984. Il s'agit d'un travail important, non seulement en raison de son volume (560 pages dactylographiées) et de sa base documentaire d'une exceptionnelle richesse, mais aussi par sa construction, ses analyses, ses conclusions, la perspective même qui est la sienne.

Nous ne nous attarderons pas ici sur le premier point. Chacun comprend combien est précieuse la documentation utilisée ici pour la première fois, la correspondance de Trotsky avec ses amis politiques en U.R.S.S., son contact avec différents groupes, fractions et personnalités, les rapports qu'il reçoit, les comptes-rendus de réunions : ce travail se termine sur une étude de la conférence internationale d'avril 1930 à travers son procès-verbal — que personne n'avait jusque là utilisé pour un travail historique. Pour le reste, Damien Durand démontre une remarquable aptitude au maniement de la méthode scientifique et une finesse d'analyse qui se déjoue de bien des préjugés ou idées reçues.

Le travail commence par deux chapitres qui visent à reconstituer le contexte général et « communiste » de l'époque de la préhistoire de l'Opposition internationale. Le lecteur apprécie que l'Opposition de gauche russe — ce courant qui se veut la continuité de la révolution d'Octobre — soit traitée en premier lieu et comme un sujet en soi : il serait impossible autrement de comprendre une stratégie qui s'opposait à la politique de « construction du socialisme dans un seul pays », laquelle tournait le dos à la révolution internationale. Le lecteur connaît en général les grandes lignes de la lutte de l'Opposition russe mais il va apprécier d'avoir à sa disposition en français une analyse et de vastes extraits du texte intitulé « Nouvelle Etape », écrit après le XV<sup>e</sup> congrès, après l'exclusion des opposants et la capitulation de Zinoviev et Kamenev. On comprend mieux alors que le vrai travail commence sur le sujet choisi : le centre de gravité de la révolution mondiale est en train de revenir vers l'Europe centrale et occidentale, particulièrement l'Allemagne.

Il était en revanche bien plus difficile de retracer les grandes lignes des oppositions à l'intérieur de l'I.C. et des P.C., c'est-à-dire les éléments à partir desquels Trotsky allait essayer de cristalliser l'Opposition de gauche internationale hors d'U.R.S.S. L'étude de Durand fait apparaître à la fois l'authenticité et la profondeur de la résistance des P.C. à la stalinisation et l'hétérogénéité d'« oppositions » pas encore principalement fondées et souvent marquées de traits

conjoncturels : on appréciera en particulier son analyse de la « Gauche allemande », « répondant » allemand de l'Opposition unifiée, mais aussi en réalité combinaison originale d'un gauchisme ouvrier authentique et des pires traits d'appareil de la fraction Zinoviev. Durand a en outre le mérite de montrer les efforts des militants soviétiques à l'étranger pour ce rassemblement international des « bolcheviks-léninistes » que seuls les staliniens à l'époque qualifient de « trotskystes ».

On suivra avec intérêt dans le travail de Durand le double mouvement qui pousse des groupes d'opposition, dans le monde entier, à revendiquer pour eux-mêmes le label et le prestige de Trotsky, l'appui de sa personnalité, et le souci qui est constamment le sien de les amener à se déterminer sur un terrain de principes au sujet de quelques questions politiques — dont la politique en U.R.S.S. — qui sont les critères de la différenciation, nécessaire au développement, non seulement avec les « centristes » de la bureaucratie, mais avec les éléments « de droite », dont les dirigeants internationaux — Brandler ou Lovestone — sont prêts à cautionner en U.R.S.S. la politique qu'on voudra, pourvu qu'on leur restitue leur « liberté » d'action dans leur propre pays. Au départ, Trotsky propose des critères qui sont empruntés à la politique de l'I.C. au cours des dernières années, mais la vie apporte rapidement des situations nouvelles qui sont elles-mêmes d'autres critères : les groupes qui ont approuvé la politique principale de l'Opposition de gauche par rapport à l'Opposition unifiée et au bloc Boukharine-Staline, par rapport au « bloc anglo-russe » et à la révolution chinoise, se retrouvent avec elle tout naturellement au moment du conflit sino-russe, de l'apparition du gauchisme débridé de la politique stalinienne de la « troisième période » et finalement de la grave crise qui secoue, à l'été 1929, l'Opposition de gauche russe.

C'est probablement à ce moment, au premier tiers de ce travail, que l'on mesure l'importance de la méthode adoptée et du choix d'une perspective internationale qui exclut évidemment toute optique « nationale » et permet du coup de déceler sans difficulté ce « national-oppositionnisme » qui est dans l'Opposition de gauche le pendant du socialisme dans un seul pays — et en quelque sorte sa réfraction. La capitulation des « trois », Radek, Smilga, Préobrajensky, puis trois mois plus tard, celle d'Ivan Nikititch Smirnov et Bogouslavsky, signifient la défection de l'écrasante majorité des vieux-bolcheviks des rangs de l'Opposition, toute une génération usée. Elles reposent toutes deux sur une conception nationale du « développement du socialisme », une renonciation aux tâches révolutionnaires, qui sont évidemment l'une des formes revêtues par la démoralisation au sens fort du terme. Bien entendu, Durand ne perd de vue aucune des conditions dans lesquelles se déroule ce combat contre la réaction et où se développe ce que les bolcheviks-léninistes appellent « la crise de la révolution ». Les Oppositionnels combattent pour « redresser » le parti, pour que ce dernier retrouve la force de se rendre maître de son appareil — et c'est évidemment à la lumière de cette stratégie qu'il faut comprendre la déclaration de Rakovsky de 1929 et ses efforts pour convaincre les membres du parti que la fraction stalinienne étrangle la démocratie pour venir à bout de l'Opposition.

Ce n'est évidemment pas un hasard si les groupes et organisations décidés dès le début à « utiliser » Trotsky, tout en préservant leur propre « indépendance » et leur possibilité de manœuvrer dans le cadre national, se sont empressés d'enterrer l'Opposition russe à l'occasion de sa première crise sérieuse et se sont efforcés de

présenter la déclaration de Rako, inspirée par la recherche d'un compromis avec la base du parti, comme une « capitulation » devant l'appareil stalinien lui-même. En Allemagne, à la suite d'Urbahns, qui n'a vu aucune différence entre « les trois » et Rakovsky, entre ceux qui sont revenus à Moscou et ceux qui sont dans les « isolateurs », le *Vorwärts* social-démocrate exulte parce qu'il y voit le signe de la prochaine « soumission de Trotsky à Staline » et la fin du rêve d'Octobre. Bien que Durand ne l'ait pas écrit, disons-le : l'histoire aime à se caricaturer et le fait parfois par l'intermédiaire des historiens. Certains de ces derniers, aujourd'hui, ne font que copier dans leurs « jugements » les actes de ceux qui, hier, dénonçaient déjà « les capitulations » des révolutionnaires, mais seulement pour se frayer à eux-mêmes un chemin plus facile dans le camp de la bourgeoisie.

Une autre trouvaille de Durand est que, sans le souligner — car la discrétion sur ses propres mérites est l'un de ses mérites —, il montre comment l'action de l'Opposition de gauche, la pression de Trotsky sur les groupes qui s'en réclament, servent de « révélateur » non seulement à ces groupes eux-mêmes mais aux partis dont ils sont issus ou qu'ils disent vouloir « redresser ». Point n'est besoin d'une longue étude sur le parti communiste autrichien, par exemple, pour comprendre, à travers les avatars de ce que Frankel appelait l'« austro-oppositionnisme », ce qu'est une secte communiste, corrompue en outre par le stalinisme, déchirée entre un appareil national tout-puissant mais instable et périssable et de « petits chefs » qui se prennent pour Lénine et manient l'excommunication majeure comme on respire. C'est de ce milieu viennois que sort cet homme probablement très doué intellectuellement, ce Kurt Landau que Trotsky paie sur ses droits d'auteur pour qu'il aille organiser et unifier les Allemands et qui va se révéler fractionniste enragé, déclenchant crise sur crise, maniant l'anathème et l'injure : on commence à mesurer ici les obstacles subjectifs auxquels se heurte la construction de l'Opposition de gauche, à l'intérieur de l'Internationale communiste malade de cette période qui n'est pourtant pas encore celle de son agonie.

Damien Durand a eu la chance de bénéficier à temps des découvertes faites dans les archives de la Hoover Institution de Stanford au sujet de Blumkine. Léon Sedov a pris soin de signaler de sa main sur un document qu'il a été rédigé à la maison de Trotsky par Blumkine lui-même en avril 1929. On comprend du coup que la version de « l'affaire Blumkine » donnée en 1929 par Trotsky était une version défensive, destinée, si c'était possible, à sauver Blumkine et, sinon, à protéger les militants avec qui il avait été en contact. Pas plus que les dénégations à l'époque des procès de Moscou, sept ans plus tard, la version de Trotsky ne peut être tenue pour « la vérité historique » : Blumkine était indiscutablement son agent de liaison avec l'Union soviétique, ou du moins le plus important d'entre eux au début de son exil. Durand se contente d'indiquer que l'on entrevoit, à travers quelques lourdes condamnations, de capitulars récents, bien des possibilités de manœuvre de la part de l'Opposition et le prix qu'a dû lui coûter l'exécution de Blumkine.

Il est impossible de résumer ici sans le déflorer le reste du travail de Durand, les informations qu'il apporte sur la naissance de l'Opposition de gauche, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Chine, dans les groupes espagnols du Luxembourg, hongrois et viet-namiens de Paris, indiens de Londres, et en Amérique latine à travers les voyageurs en Europe. Il a un vrai talent pour présenter les hommes et les combats d'idées : il faudra relire la correspondance Rosmer-Trotsky à la lumière des pages qu'il consacre aux rapports entre les deux hommes et l'impatience

croissante de Trotsky devant la totale incompréhension de Rosmer par rapport à ce qui est précisément pour lui la tâche principale, l'organisation internationale. Mais il ne tombe jamais dans le travers, qui serait pourtant une tentation dans un pareil sujet et qui consisterait à traiter la question toute entière autour et en fonction du seul Trotsky, comme si toute l'activité, voire la pensée de l'Opposition se ramenaient à lui. Quant à l'activité des agents de Staline dans les rangs de l'Opposition, il la mentionne, portant à son sujet un jugement mesuré sur les limites d'une telle action dans le cadre politique et événementiel donné. Il ne croit ni que c'est la police qui fait l'histoire, ni qu'elle ne parvient pas, par les méthodes qui sont celles du G.P.U., à porter de très rudes coups aux militants révolutionnaires comme au mouvement des masses.

On nous permettra pour conclure de reproduire ici les dernières lignes de ce passionnant travail. Damien Durand écrit :

« En l'espace de seize mois, de l'exil de Trotsky à la première conférence internationale de l'Opposition communiste de gauche, ce sont les jalons d'une organisation durable qui sont posés, avec des sections et des cadres qui assureront la continuité de ce mouvement. C'était là l'un des enjeux du combat, comme l'écrit Trotsky :

« Le fait est que toutes les défaites du prolétariat dans tous les pays du monde ont au cours des dernières années été complétées par de nouveaux coups contre l'Opposition de gauche. La réaction bourgeoise et social-démocrate fait pression sur la République soviétique, affaiblit le parti communiste dans le monde entier et, par l'intermédiaire de l'appareil stalinien, frappe partout les prétendus « trotskystes ». L'Opposition est l'un des nœuds essentiels de la situation politique d'ensemble. Dans la lutte contre le « trotskysme », Staline a un front commun avec la bourgeoisie et la social-démocratie de tous les pays. Les infâmes calomnies de Iaroslavsky sont maintenant en contradiction avec ce fait vivant et indéniable de la politique mondiale. On ne peut y échapper. L'Opposition est une petite minorité, mais elle est une accumulation de l'expérience révolutionnaire du prolétariat, le levain d'un avenir révolutionnaire ».

Dans ce texte, où Trotsky combat l'idée, qui fera recette ensuite, d'une opposition réduite à l'état de secte, divisée et sans avenir, on trouve à la fois un raccourci du combat de l'Opposition de gauche internationale et une profession de foi qui témoigne de l'ampleur de la tâche à accomplir :

« L'ennemi principal dans le pays est la bourgeoisie impérialiste. L'ennemi principal dans la classe ouvrière est la social-démocratie. Et l'ennemi principal dans le parti est le centrisme (stalinisme) ! ».

Nous n'ajouterons que quelques mots, sur les méthodes et les moyens de cette lutte politique. Rejeter l'assimilation du bolchevisme au stalinisme, c'est nier catégoriquement que les idées de l'Opposition de gauche aient pu être celles de la bureaucratie stalinienne. Mais c'est aussi, voire surtout, souligner que le principal danger pour l'Opposition est le sectarisme, l'esprit de cénacle, l'opposition de salon, le manque de vigilance vis-à-vis des « poisons hérités du Comintern », selon la formule de Trotsky, l'utilisation des méthodes de l'appareil pour suppléer la conviction politique. Combattant les idées — ou plus exactement l'absence d'idées — de la bureaucratie du parti bolchevique et ses méthodes d'appareil, de répression, l'Opposition de gauche n'est pas pour autant immunisée contre l'influence néfaste de ces méthodes. Laissons à Trotsky le soin de conclure, sur ce point :

« Certains camarades disent et écrivent que l'Opposition russe ne fait pas assez pour l'organisation d'une direction organisée de l'Opposition internationale. Je crois qu'il se dissimule derrière ce reproche une tendance dangereuse. Nous ne voulons pas renouveler dans notre fraction internationale les mœurs et les méthodes de l'Internationale de Staline et de Zinoviev. Les cadres révolutionnaires, dans chaque pays, doivent se dégager et se regrouper à partir de leur expérience propre et doivent se tenir sur leurs jambes tout seuls. L'Opposition russe ne dispose — on est tout près d'ajouter ici «heureusement» — ni des armes de la répression étatique ni des ressources financières d'un Etat. Elle ne peut compter ici que sur l'influence des idées pour nourrir l'échange d'expériences. Au moyen d'une direction juste de la fraction internationale, on pourra réaliser cet échange d'expériences entre les forces de l'Opposition dans chaque pays. Mais les sources de ces influences et de ces forces, chaque section nationale doit aller les chercher à la base et non au sommet, au milieu des travailleurs eux-mêmes, en rassemblant la jeunesse, en travaillant infatigablement, énergiquement et avec un véritable esprit de sacrifice ». »

Nous espérons avoir donné ici à de nombreux lecteurs le désir de connaître ce travail utile et précieux. Car il n'est pas encore édité. Quelle maison d'édition s'honorera de le publier, éventuellement sous une forme abrégée ? Nous souhaitons de tout cœur que ce travail paraisse avant que son auteur ait achevé son travail en poussant sa recherche jusqu'au tournant de 1933 et l'abandon des efforts pour redresser la III<sup>e</sup> Internationale et les P.C. mondiaux, clairement faillis comme le démontre la victoire sans combat de Hitler en Allemagne et leur absence totale de réaction critique. A cette date s'achève en effet l'histoire de l'Opposition de gauche internationale dans l'Internationale communiste et ses partis : la préhistoire de la IV<sup>e</sup> Internationale est achevée.

Pierre Broué

Hersh Mendel, *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, Presses universitaires de Grenoble, 1982, 375 p.

Les lecteurs des *Œuvres* et des *Cahiers Léon Trotsky* ont déjà rencontré brièvement la silhouette de l'ouvrier polonais que nous appelons Herschl Mendel Sztokfisz, soit au cours de ses discussions avec Trotsky sur la nature du régime polonais, puis le rôle du bureau de Londres en 1934 et 1935, soit pour son opposition à la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale au cours de la conférence de septembre 1938. Il faut être reconnaissant aux Presses universitaires de Grenoble d'avoir édité en français ces souvenirs qui avaient été publiés pour la première fois en yiddisch en Israël en 1959 et n'avaient connu depuis qu'une traduction en langue allemande. Il faut en outre souligner leur mérite d'avoir compris que l'auteur a rédigé ce livre sans avoir les moyens de vérifier sérieusement sa chronologie et qu'à des décennies d'intervalle il a commis des erreurs qui pourraient abuser la majorité de ses lecteurs. Les notes de bas de page ne se contentent pas d'éclairer le lecteur français d'aujourd'hui sur les personnages et les organisations, les événements même avec lesquels il est peu familier, mais apportent aussi les rectifications nécessaires pour les nombreuses erreurs de date que commet le vieux militant, ce qui n'enlève pas pour autant les mérites de son livre.

Réfugié pendant la seconde guerre mondiale dans la région grenobloise, Hersh Mendel est de ceux qui, après la guerre, ont rejoint Israël. Mais son ouvrage est avant tout un monument dressé au mouvement ouvrier juif d'Europe orientale dont l'auteur a été si longtemps un vaillant combattant et sur lequel a reposé en si grande partie le mouvement communiste à ses débuts. Il en incarne les traits les plus vivants et les plus attachants, ce qui lui permet d'en dresser un tableau très vivant et d'en comprendre les mécanismes. Comme nombre de ses camarades, en outre, il a beaucoup émigré et vécu à l'étranger et nous retrouvons sous sa plume les épisodes révolutionnaires d'Union soviétique comme ceux de l'Opposition et des combattants de la IV<sup>e</sup> Internationale en exil auprès de Trotsky.

Hersh Mendel commence par son enfance ouvrière, ses souvenirs des premiers combats ouvriers, de syndicaliste, la grève, mais aussi la révolution de 1905, le Bund — l'Union générale des ouvriers juifs — qui forma tant de militants, la répression féroce du régime tsariste. C'est en 1912 qu'il vit ses premiers mois en prison, puis, en 1913, au lendemain d'une grande grève, son premier séjour à l'étranger, dans ce Paris qu'il a voulu connaître parce qu'il voulait voir la ville où était tombée la Bastille. C'est d'ailleurs là qu'il fait la connaissance de bien des militants russes, Martov comme Lounatcharsky, Trotsky comme Antonov-Ovseenko. La guerre le surprend en France. Il y reste jusqu'au lendemain de la révolution de février en Russie — et là aussi, c'est la révolution qu'il va rejoindre en passant par Londres et Oslo. Le voilà bientôt dans un régiment bolchevique, le 56<sup>e</sup>. Il combat pour Octobre à Moscou, où tout ne se passa pas aussi vite et bien qu'à Pétrograd. Il combat jusqu'au traité de Brest, au front, puis séjourne en Ukraine d'où il nous rapporte un tableau très vivant, et en 1919 revient à Varsovie où... la lecture de *L'Etat et la Révolution* le décide à rejoindre le P.C. Sur celui-ci, il écrit :

« Il se trouve aujourd'hui des gens pour présenter l'histoire du mouvement communiste comme un roman d'espionnage bourré de crimes. A les croire, celui qui entrait dans le mouvement communiste devenait aussitôt un laquais de Lénine et un espion soviétique. Il n'y a pas plus grand mensonge que cette littérature historique à la noix ».

Hersh est devenu révolutionnaire. Membre du P.C. polonais, de son C.C. et de son « bureau central juif », il fait partie en 1920 du comité militaire révolutionnaire chargé de préparer la lutte armée des ouvriers polonais pendant la guerre contre la Russie soviétique. Il risque la mort s'il est pris. C'est par Berlin qu'il regagne Moscou, d'où il revient en Pologne : arrêté, il fait dix-huit mois de prison, repart à Moscou, revient et cette fois passe quatre années pleines dans ces prisons polonaises dont il décrit la crasse de façon inoubliable. Le récit n'est pas toujours limpide, mais l'homme a du souffle. Deutscher raconte qu'il était capable d'accaparer l'attention même quand il parlait dans l'in vraisemblable sabir polono-russe qui était sa langue de travail. On découvre en lui un portraitiste : il situe en quelques touches, ici un homme qui fut militant mais s'est corrompu au contact de l'appareil, là un indicateur prêt à tout, souvent des militants admirables comme Wera Kostrzewa, « âme délicate » pleine d'« héroïsme révolutionnaire », écrit-il, co-fondatrice du parti polonais et assassinée en prison en 1938 sur ordre de Staline. Il est désigné pour suivre en U.R.S.S. les cours de l'Ecole léniniste dès sa libération en 1928 : quand il arrive, il apprend la défaite et l'exclusion de l'Opposition de gauche par un de ses vieux camarades qui lui dit : « Trotsky n'a pas été vaincu par le parti, mais par le G.P.U. ». L'atmosphère policière de l'Ecole,

l'abominable spectacle de la collectivisation forcée, l'ambiance irrespirable du parti, achèvent de faire de lui un adversaire du stalinisme.

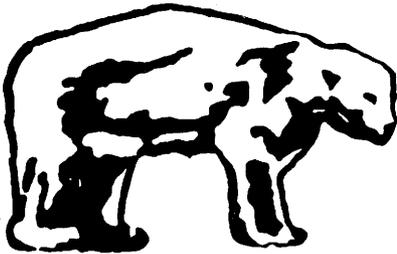
Peu après son retour en Pologne en 1930, il participe donc à la formation d'une opposition interne au parti qui a une réelle influence dans le prolétariat juif des grandes villes. Avec lui, à partir de 1932, Shloimé Ehrlich, un « trotskyste », fondateur de la section suisse sous le nom de Stein : c'est lui qui convainc les oppositionnels polonais de rejoindre l'Opposition de gauche internationale. Quelques années plus tard, avec sa compagne Stella Muhlstein, il va éditer en pleine insurrection du ghetto le journal *Le Drapeau rouge*, avant de disparaître comme tant d'autres combattants. On relève au passage bien d'autres portraits : par exemple Pinhas Minc, que les lecteurs des *Œuvres* connaissent plutôt sous le nom d'« Alex », ancien dirigeant du Bund rallié à l'Internationale, le Kombund, ancien dirigeant du P.C. polonais, le jeune Stefan qui sera délégué avec Hersh à la conférence internationale de 1938. Et aussi, des dizaines de ces militants communistes, Polonais ou Juifs, que Staline massacre systématiquement à partir de 1937 après avoir décrété que le P.C. polonais était « un nid d'espions ».

On n'attendra pas de lumières particulières du récit par Hersh de ses ultimes séjours parisiens, son amitié avec Sedov, ses liens avec Rudolf Klement, son attachement à Gérard Rosenthal. Nous retiendrons seulement qu'en 1939 il était désespéré et ne croyait plus que la classe ouvrière, « désintégrée », fût capable de combattre. Honnête jusqu'au bout, il n'a pas théorisé son désespoir.

Un livre à lire.

J.R.

P.S. : Une critique de détail, mais mise en garde nécessaire. La note 2 de la page 291 dit que Rakovsky a été « emprisonné à nouveau *après* le troisième procès de Moscou ». C'est vrai que Rako a été condamné à la prison à ce procès et qu'il est mort en prison ; il n'a pas été emprisonné *après* le procès, mais *avant*, au début de l'hiver 37, et ce sont ces mois de détention « préventive » qui ont permis aux bourreaux de le « préparer » aux aveux. Ce n'est pas une nuance !



# L'OURS

---

## Un centre de documentation

- **Une bibliothèque riche de plus de 15 000 volumes**
    - Doctrines : œuvres de Proudhon, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, R. Luxembourg, etc.
    - Socialistes Français : J. Jaurès, J. Guesde, G. Mollet, F. Mitterrand, etc.
    - Livres d'Histoire et d'actualité.
    - Histoire du mouvement ouvrier : Français (P.S., P.C.), Européen (Italie, Allemagne, Pays de l'Est).
  - **500 collections de périodiques, Français et étrangers, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours**
  - **Des archives**
    - Archives du P.S. S.F.I.O. (1944-1969) en cours de classement.
    - Archives de militants : M. Sembat, P. Faure, etc.
    - Une faible partie, pour l'instant, des archives de G. Mollet.
  - **Documents divers**
    - Sténographie des Congrès du P.S. S.F.I.O. (1905-1971).
    - Sténographie des Comités directeurs du P.S. S.F.I.O. (1944-1969):
    - Internationale socialiste : Congrès, circulaires, etc.
-



## ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25<sup>e</sup> volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie «fermée» pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV<sup>e</sup> Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10<sup>e</sup>) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des Cahiers au prix de 20F, port en sus (15F).

N° ISSN 0181-0790

Prix : 50 F

**Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage**

Photo de couverture: Ruth Fischer.